QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11882

– MARDI 12 AVRIL 1983

D'anciens membres de l'administration Carter dénoncent l'intervention directe de Washington en Amérique centrale

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La recherche de la paix compromise au Proche-Orient

Dimanche noir

Dimanche noir pour le camp de la paix du Proche-Orient : l'assassinat, au congrès de l'Internationale socialiste qui se tenait au Portugal, d'Issam Sartaoui, symbole du dialogue israélo-palestinien, et l'échec des négociations israélo-jordaniennes portent un coup sévère à ceux qui, contre vents et marées, tentaient de mettre fin à l'impasse diplomatique lourde de périls qui prévaut dans la région.

Il est évident que le tueur d'Albufeira visait, à travers Sartaoui, les modérés de l'O.L.P., avec à leur tête M. Arafat. Si ce dernier avait à différentes reprises hésité à couvrir les initiatives diplomatiques de son conseiller, il demeure, « grosso modo », d'accord pour une paix négociée honorable. Il aurait voulu cependant, avant d'aller plus loin et de défier ses jusqu'au-boutistes, recevoir de Jérusalem un signe d'encouragement que ni les membres de la coalition actuellement au pouvoir ni les représentants de l'opposition n'ont voulu accorder aux efforts de Sartaoui. Ce dernier se plaignait souvent amèrement du manque d'écho de ses démarches. M. Pérès — qui n'a jamais voulu établir des contacts avec lui, — affirmant aujourd'hui que « la cible de l'agresseur était la paix et la compréhension », fait preuve lui-même d'une compréhension un peu tardive.

Le dialogue sera désormais plus difficile. L'échec des négociations d'Amman est une grande victoire pour les « durs » du monde arabe, qui, menés par la Syrie, demeurent irrémédiablement hostiles au plan de paix de M. Reagan. Ce dernier a mal dissimulé son amertume, en en rejetant la responsabilité sur les seuls « extrémistes palestiniens ». Pour sauver son plan, le président des Etats-Unis comptait beaucoup sur la participation du roi Hussein au processus de paix. Il n'a apparemment pas fourni au souverain hachémite les assurances qui lui auraient permis de convaincre ses interlocuteurs palestiniens que le plan Reagan valait mieux que rien.

Les timides admonestations verbales prodiguées encore la semaine dernière par la Maison Blanche à M. Begin, lui demandant de geler les implantations en Cisjordanie pour assurer la survie de son plan, n'ont impressionné personne. L'annonce dimanche par Jérusalem d'un nouveau projet de création de cinquante-sept colonies de peuplement en Cisjordanie confirme que le premier ministre n'a nullement l'intention de faciliter le succès du plan Reagan.

La rupture des négociations entre M. Arafat et le roi Hussein constitue donc avant tout une victoire pour M. Begin. Elle réduit singulièrement la marge de manœuvre de M. Arafat, dont la seule option diplomatique disponible est au demeurant impraticable : le plan de Fès, qui prévoit la création d'un Etat palestinien indépendant, est rejeté aussi bien par Jérusalem que par Washington. On retombe ainsi dans la situation de « ni paix ni guerre » à laquelle la région n'est que trop habituée et qui comporte de lourds dangers. Le roi Hussein n'est pas le moins menacé. Il redoute la mise en œuvre de ce qu'on a appelé l' « option jordanienne de M. Sharon », c'est-à-dire la création à ses dépens d'un Etat palestinien en Jordanie même.

M. Arafat, une fois de plus, se trouve seul et impuissant. N'eût-il pas mieux valu qu'il acceptât le peu que lui offrait le plan Reagan ? En refusant de faire preuve de souplesse, il est tombé dans le piège que lui tendaient les Israéliens et contre lequel l'avait mis en garde le dirigeant palestinien assassiné.

• L'assassinat d'Issam Sartaoui affaiblit les partisans du dialogue
• Le roi Hussein n'est pas parvenu à un accord avec M. Arafat

L'assassinat, dimanche 10 avril, d'Issam Sartaoui, un des conseillers politiques de M. Yasser Arafat, a été revendiqué par le groupe palestinien dissident Abou Nidal, qui s'est félicité, dans un communiqué publié à Damas, d' *« avoir réussi à exécuter la condamnation à mort du criminel et traître Issam Ali Sartaoui »*. L'O.L.P. a cependant mis en cause Israël, accusant le Mossad israélien d'avoir tué Sartaoui après *« avoir échoué dans tous ses efforts pour l'empêcher de participer au congrès de l'Internationale socialiste »*. Plus prudent, M. Yasser Arafat a affirmé que son conseiller avait été assassiné par *« des mains manipulées par les services de renseignement israéliens »*. Ce meurtre a pour conséquence d'affaiblir le camp des partisans du dialogue entre Israël et les Palestiniens.

A Amman, le roi Hussein de Jordanie a annoncé dimanche soir sa décision de mettre fin aux discussions avec l'O.L.P., affirmant que la centrale palestinienne s'était rétractée au moment où les deux parties étaient sur le point de contresigner un document concernant une action politique commune. Cet échec pourrait mettre fin aux tentatives déployées actuellement par le Maroc pour réunir un sommet extraordinaire de la Ligue arabe et compromet sérieusement le plan Reagan centré essentiellement sur la participation de la Jordanie aux négociations de paix sur le Proche-Orient.

De notre correspondant

Amman. — Après des mois de pourparlers et une dernière et longue période d'incertitude, le gouvernement jordanien a dressé, dimanche 10 avril, un constat sans fard de l'échec des négociations jordano-palestiniennes et placé l'O.L.P. devant ses responsabilités.

« Conformément aux résolutions du sommet arabe de Rabat de 1974, et dans le respect de l'indépendance de la décision palestinienne », la Jordanie laisse désormais à l'O.L.P. et au peuple palestinien le soin de choisir seuls *« les moyens de sauvegarder leur territoire et de réaliser leurs objectifs »*. C'est en substance ce qu'affirme le communiqué de onze pages publié dimanche après-midi à Amman, à l'issue du conseil des ministres extraordinaire présidé par le roi Hussein.

Le gouvernement jordanien a attendu le départ des deux émissaires de M. Yasser Arafat, MM. Abou Jihad et Hani el Hassan, avant de publier ce communiqué. Fait assez rare pour être signalé : la traduction en anglais a été diffusée en même temps que la version arabe originale. Sans doute faut-il y voir la volonté de donner à la prise de position jordanienne le maximum de retentissement.

Dans un long préliminaire en forme de rappel historique, le communiqué souligne que, depuis 1967, l'*« option politique »* est pour la Jordanie l'*« une des options de base pouvant conduire à la récupération des territoires arabes occupés »*. Tout en reconnaissant les lacunes, mais aussi les *« éléments positifs »* du plan Reagan (1), le gouvernement jordanien estime également que *« étant données les réalités de la situation internationale, il manquait au plan arabe un mécanisme susceptible de le rendre applicable »*.

« Le plan Reagan constituait le véhicule qui aurait pu faire progresser le plan de Fès, et la Jordanie a exploré cette possibilité », fait valoir le texte, qui évoque un peu plus loin l'idée d'*« une action commune jordano-palestinienne fondée sur les résolutions de Fès, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU et les principes de l'initiative américaine »*.

« La Jordanie a averti avec insistance des dangers inhérants au prolongement de la situation de ni guerre ni paix, et à l'exploitation par Israël de cette situation », la poursuite de la colonisation israélienne des territoires occupés affectant le royaume hachémite *« plus qu'aucun autre pays arabe et menaçant son identité et sa sécurité nationale »*, affirme encore le document jordanien.

Mais celui-ci jette surtout une lumière crue sur la dernière phase des pourparlers jordano-palestiniens. Il souligne que les Jordaniens avaient attendu, *« à la requête de M. Yasser Arafat »* les résultats du Conseil national palestinien réuni à Alger en février dernier, le chef de l'O.L.P. leur ayant donné *« l'assurance qu'il ferait en sorte d'obtenir le soutien du C.N.P. à la politique commune envisagée. »* Au cours des derniers entretiens entre le roi Hussein et Yasser Arafat, celle-ci a de nouveau été examinée, ainsi que les différents plans de paix *« y compris l'initiative du président Reagan »* tant sur le plan des *« principes »* que des *« moyens. »*

EMMANUEL JARRY.

(Lire la suite page 4.)

(1). Dans un discours prononcé le 1er septembre 1982, M. Reagan se déclarait décidé à prendre *« une initiative »* pour relancer l'*« autonomie »* de la Cisjordanie et de Gaza. M. Reagan se prononçait pour *« l'exercice des droits légitimes »* des Palestiniens et pour *« une juste solution de leurs revendications »*. Le président Reagan appelait les Israéliens à se retirer de la Cisjordanie et de Gaza après la période intérimaire de cinq ans prévue par les accords de Camp David et les Arabes à reconnaître la *« légitimité »* d'Israël. Il excluait cependant la formation d'un *« Etat palestinien indépendant »* et estimait qu'*« un gouvernement par eux-mêmes des Palestiniens de la rive gauche du Jourdain et de Gaza en association avec la Jordanie offrait la meilleure chance d'une paix stable, juste et durable »*. La solution, disait-il, ne peut résulter que d'*« une négociation entraînant un échange de territoires contre la paix »*.

La cohésion de la majorité à l'épreuve

Le gouvernement veut obtenir l'accord des députés communistes sur les ordonnances

L'Assemblée nationale examinait, lundi après-midi 11 avril, le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre, par ordonnances, plusieurs dispositions de son plan de rigueur. Ce texte devait être présenté par M. Jacques Delors. Les députés communistes attendaient la réponse du gouvernement à leurs propositions d'amendement pour décider s'ils voteraient le projet de loi. Dans le cas contraire, le premier ministre pourrait recourir à l'engagement de responsabilité pour obtenir d'adhésion de la majorité tout entière à ce texte ; mais on estimait, lundi matin, à l'hôtel Matignon, que cette procédure ne serait pas nécessaire. Le projet, d'autre part, devrait être examiné au Sénat le 19 avril.

Les déclarations de M. Delors sur un accroissement possible du chômage relancent le débat sur ce thème.

Le mal impardonnable

I. - *Les sanctuaires*

par ALFRED SAUVY

Dans le monde capitaliste de tous les climats (et en Yougoslavie), les hommes les plus remarquables, de tous partis, de toutes doctrines, assistés des meilleurs techniciens, *s'efforcent depuis dix ans et parfois* bien davantage, en utilisant les moyens les plus divers, de combattre un fléau unanimement condamné. En vain.

S'il s'agissait d'un cataclysme naturel, il serait permis de parler d'une *force supérieure*, au-dessus des moyens humains, mais il s'agit d'un mal social, donc créé, entretenu par nous-mêmes. C'est que l'emploi est le domaine du contresens, du qui-perd-gagne, de la déraison. Un tel constat nous donne, après un profond soupir sur hier et aujourd'hui, un vif espoir pour demain.

A coup sûr, le remède ne peut être *trouvé que dans des voies* nouvelles, moins directes et peu avenantes, car tout ce qui est agréable a été tenté, depuis longtemps, tant les hommes politiques excellent à de tels choix. Ainsi, dès l'abord, sans rien connaître à la question, un homme *venu du dehors dira* : *« Cherchez les sanctuaires »* (domaines sacrés qu'il n'est même pas permis de citer).

Loin de voir, comme en d'autres domaines, la lumière se répandre, venant des milieux les plus éclairés, *vers l'ensemble de la population*, ce sont, au contraire, les préjugés, les *illusions, les contresens*, bien excusables, de l'opinion, qui remontent vers le haut, par une sorte de capillarité. Dénonçons les principales.

Et d'abord l'illusion, tentante, du *nombre excessif des hommes. Or les* pays les moins peuplés (Etats-Unis, Canada, Australie, par exemple) ont beaucoup de chômeurs, alors que d'autres, plus démunis de ressources (Suisse, Autriche, Luxembourg), en ont moins. A l'échelle des *autres pays d'Europe occidentale, la* France pourrait avoir de huit à dix millions d'habitants et cinq millions d'emplois de plus qu'aujourd'hui.

Ainsi, par sa maladresse, la société exclut des jeunes de la vie active productive et les accuse *ensuite, comme naguère le premier* ministre, d'être de trop.

Autre illusion, tout aussi persistante, qui va du plus bas au plus haut : l'optique courante, simpliste à souhait, conduit à raisonner en termes globaux, en milliards de *francs et en millions d'hommes*, comme s'ils étaient interchangea*bles. Les hommes ne s'additionnent* pas, mais se complètent, au contraire. Quant aux francs, leur influence sur l'emploi varie largement selon la direction qui leur est donnée.

(Lire la suite page 44.)

Nouvelles stratégies japonaises

Les nouvelles orientations de la politique de défense du Japon ne suscitent pas seulement de vifs débats dans l'opinion japonaise. Elles sont également à l'origine d'une polémique de plus en plus acerbe entre Tokyo et Moscou. Répondant à M. Gromyko, qui avait dénoncé la semaine précédente l'existence d'armes nucléaires au Japon, la commission des affaires étrangères du Parti libéral démocrate japonais a qualifié, le vendredi 8 avril, d'« infondées et insensées » les accusations du chef de la diplomatie soviétique.

A la veille de son arrivée, dimanche, à Tokyo, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Kapitsa, n'en a pas moins a nouveau dénoncé avec vigueur, à son passage à Singapour, la nouvelle « militarisation du Japon ».

I. - *Le barrage du Pacifique*

De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

Tokyo. — M. Nakasone n'a pas inventé la nouvelle politique de défense du Japon, encore moins la renaissance du militarisme japonais. *Mais il a donné à un ensemble de* programmes, en préparation ou en application depuis plus ou moins longtemps, une impulsion tout à fait nouvelle, engendrant l'impression — d'autant plus sensible qu'elle suit des années d'hésitations — d'un engagement résolu sur la voie d'un type inédit de responsabilités.

Les grandes étapes du processus antérieur ont été jalonnées par des événements extérieurs entraînant des modifications profondes de l'environnement international, auquel Tokyo se trouvait dans l'obligation de s'adapter. Le climat de la guerre froide, aggravé par la guerre *de Corée, a contribué de manière* essentielle à établir et renforcer les liens nippo-américains en matière de sécurité et c'est également dès les années 50 que naissent, sous leur première forme, les « forces d'autodéfense » japonaises.

Après les années de détente, une nouvelle impulsion est donnée dans les années 70 tant par la doctrine Nixon, qui invite les « protégés » *des États-Unis à prendre une part* plus active dans la défense de leur *propre sécurité*, que par le désengagement régional américain consécutif à la fin de la guerre du Vietnam. C'est, de manière significative, en 1976 qu'est mis au point, à Tokyo, un *« programme général »* de renforcement de la défense nationale, que n'accompagne encore, à l'époque, aucun calendrier spécifique de réalisation.

(Lire la suite page 7.)



AU JOUR LE JOUR

Aveu

Le procès du docteur Philippe Augoyard devant ses juges afghans et des caméras de télévision diffusé par Antenne 2 est un document brut qu'on aura du mal à chasser de sa mémoire.

Il illustre deux traits de notre époque. La capacité qu'a la télévision de se fourrer partout, y compris au centre des mascarades tragiques, avec une objectivité irréfutable. Et l'aptitude de certains régimes à faire proférer par la victime les mensonges du bourreau.

BRUNO FRAPPAT.

A MARSEILLE

Les auteurs de l'attentat manqué du 8 mars ne visaient probablement pas la grande synagogue

Lire page 10 le reportage d'EDWY PLENEL

MILES DAVIS EN TOURNÉE

Le seul géant

Après deux concerts à Turin, la tournée européenne de Miles Davis passe par Paris (les 12 et 13 avril), Lyon (le 15), Bordeaux (le 22) et Angers (le 23).

Cette année, changement à vue. Au Palais des sports de Turin, Miles Davis a une veste à franges, rouge comme sa chemise, un pantalon de cuir noir, d'énormes lunettes de soleil et un chapeau façon New-York. Simple détail vestimentaire ? Vous voulez *rire : il n'y a pas de détail* pour Miles Davis qui soigne toujours autant sa mise et son image, et se donne, depuis quarante ans qu'il occupe le rang que l'on sait, l'air toujours plus appuyé d'en avoir vingt... Il est né à East Saint-Louis en 1926.

Il invente tout, et prévient l'envie des photographes, leur sert exactement les poses qu'ils attendent de lui : *la nonchalance étudiée, la grimace narquoise*, les bras jetés en l'air. Clavier électronique et trompette à la fois, il joue, déambule en dansant, lance des traits plus surprenants *encore, plus déchirants que* lors de la dernière tournée, rôde autour du blues comme un New-Yorkais aisé revient en douce dans les quartiers noirs d'East Saint-Louis, feuillette distraitement l'album souvenir de son passé musical qui se confond avec l'histoire du jazz moderne, et d'un demi-geste, change *de rythme ou de thème, sans crier* gare.

Autour de lui, au doigt et à l'œil, se tient le *même groupe que l'an dernier*, augmenté d'un bon finisseur, le *guitariste John Scoffield. Pourtant* ils sont entrés, les uns et les autres, avec la simplicité et l'aimable désinvolture de musiciens de studio qui reviennent de la pause. Le groupe est *convenable, excellent si l'on veut*, à l'image de Mike Stern, habile fournisseur de « plans » à la carte, ou du saxophoniste Bill Evans, dont l'intention, de toute évidence, n'est pas de *faire oublier Charlie Parker, John Coltrane*, ni même Wayne Shorter...

FRANCIS MARMANDE.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

FEMMES

A travers les revues, Yves Florenne part en expédition vers des contrées ou des temps lointains pour regarder comment l'idée de la fête était associée à celle de la femme. C'est du côté des images, des symboles, de la culture, qu'Anne-Marie Hirsch recherche l'évolution d'une vision de la femme et oppose notamment celle des Egyptiens, peu sexualisée, à celle de notre monde occidental. Martine Isnard regarde délibérément ce qui se passe sous nos yeux. Malgré les efforts appréciés du gouvernement de la gauche, elle estime que le changement, pour les femmes, c'est d'abord de choisir leur vie, de parvenir à l'égalité totale avec les hommes. Ce qui n'est pas toujours réalisé dans les faits.

Un certain art de vivre

par ANNE-MARIE HIRSCH (*)

SI nous suivons la pente raide de la « défaite absolue » accompagnées de nos illusions perdues quant à la présence féminine dans nos cultures occidentales, nous nous retrouverons dans un gouffre *de désespoir. D'accord, bien* entendu, notre siècle nous a fait voir des monstruosités telles que nous aurions tort de fermer les yeux et de boucher nos oreilles en face de cette démence anticulturelle.

Mais voilà, nous sommes des êtres humains, nous connaissons nos faiblesses, nous acceptons nos défaites, nous avons honte de certaines lâchetés, et malgré cela nous espérons toujours.

La culture ? C'est bien l'espoir de réaliser un certain art de vivre propre aux humains dans leur prodigieuse universalité. La culture est au-delà du politique, du social et de la guerre démodée entre les sexes, nous semble-t-il. Une réflexion sur ce qui est son essence nous place aussitôt sur un plan différent. Différent de ce que l'on appelle la hiérarchie des valeurs culturelles. En effet, ces dernières nous agressent avec la violence de leur langage, qui place en « colonne verticale » ce que nous avons pris pour habitude d'appeler les « symboles virils » : puissance, domination, pouvoir, argent et, même, propriété. Tous les humains, hommes et femmes, ont fait depuis des centaines d'années de ces symboles leur « religion » de l'*avoir*, de la possession, de l'égoïsme de chacun.

Est-ce que les femmes ont le droit de se croire innocentées et de se défendre contre les symboles d'un langage curieusement sexualisé en vainqueur et vaincue ? La symbolique de ce langage s'est développée lentement au cours de deux mille ou trois mille ans au cœur d'une humanité quotidiennement menacée de catastrophes naturelles, famines et épidémies. Cette humanité luttant pour sa simple survie, traumatisée, angoissée, avait trouvé autour du veau d'or une idole dont même Moïse n'est pas venu à bout. Pouvons-nous réellement supposer la création d'une symbolique nouvelle toute blanche en face de l'autre toute noire ? Ne faudrait-il pas chercher en nous-mêmes certaines causes profondes qui, à un moment de l'histoire, nous ont fait accepter avec complaisance une image féminine très sexualisée qui, en contrepartie, nous haussait vers la sainteté ? Une autre image féminine avait pourtant existé auparavant dans l'ancienne Egypte — dans une culture que les égyptologues appellent une « gynécocratie », — et quelle culture !

Oui, une gynécocratie — non pas un matriarcat ! Toute la différence se trouve dans ces deux termes dont l'analyse est facile à faire. Non pas l'autarcie d'une « Mère déesse qui préside à la naissance et à la mort », mais une culture qui vénérait certaines valeurs dites féminines, bien présentes dans l'homme *et* la femme, élevées dans l'ancienne Egypte en valeurs culturelles et religieuses profondément vécues.

La symbolique des représentations abstraites n'avait pas suivi en Egypte l'échelle des valeurs hiérarchisées d'après le modèle « viril » de domination, de puissance sexuelle et de technicité hypervalorisées. Dans cette culture d'Egypte qui nous ravit aujourd'hui, les valeurs fondamentales ont été le sensible, l'esthétique, l'art appliqué aux objets de la vie quotidienne, la poésie d'un univers où l' « âme sœur » de l'amour vrai, Isis et Osiris — frère et sœur, — le don de soi et le respect de l'autre étaient considérés comme essentiels dans le rapport homme-femme. Les deux éléments de la spécificité humaine, le masculin et le féminin, ont été associés dans une culture *peu sexualisée* — peu sexualisée dans le sens que nous avons pris l'habitude de donner à la sexualité, celui de la domination et de la soumission — venue prétendument du règne animal et directement appliquée aux humains. Dans cette gynécocratie appelée ainsi par nos égyptologues occidentaux, eux-mêmes conditionnés dans le sens perverti de ce qui est « sexualité » — rencontre amoureuse, — les valeurs humaines ont été probablement moins tachées de sang !

La virilité combattante

Les femmes de notre monde occidental *hyper-sexualisé* n'ont pas pu résister à la suprématie de la force physique, élevée en mythe. Puisqu'on leur refusait l'apprentissage du langage, de l'écriture et de toute connaissance abstraite, les femmes allaient devenir automatiquement inférieures, au point de vue culturel, et exclues du monde de la création de sociétés structurées, ennoblies par la pensée et la connaissance. Les hommes avaient été obligés de se battre contre les fléaux venant d'une nature impitoyable dans des régions de la Terre moins hospitalières que celle d'Egypte. Alors leur souci capital avait été la procréation pour assurer la survie de l'espèce humaine, espèce particulièrement fragile physiquement mais dotée du merveilleux pouvoir d'imagination et de création d'un outil de travail adapté aux conditions de la lutte pour la survie. Ne condamnons pas trop vite et ne jugeons pas trop facilement cette « virilité » combattante et probablement nécessaire à un moment donné de notre histoire. Mais cette hyper-sexualisation et son mythe de la force n'ont plus de raison d'être de nos jours.

Aussi curieux que cela nous paraisse, ce sont les sciences naturelles et la biologie qui se sont appliquées à faire des femmes des êtres humains biologiquement « inférieurs ». Le dix-neuvième siècle a été la chambre à torture pour certaines femmes voulant vivre « leur vie ». Ces femmes-là n'étaient que des « hommes manqués » — car une femme vraie ne pouvait avoir des capacités intellectuelles ou artistiques, son cerveau plus petit que celui de l'homme étant jugé inapte à l'abstraction et à la pensée autonome. Elle était classée de « nature inférieure » dans l'esprit évolutionniste des scientifiques du dix-neuvième siècle — on a parlé de « nature » au cours du dernier siècle, celui qui allait être baptisé « victorien », — dont les préjugés et les idées toutes faites condamnaient toute ébauche d'individualisation des femmes. La « différence anatomique » des sexes devint l'A.B.C. de leurs comportements respectifs et de l'univers de leur « psyché ».

Nous sommes en 1983, la femme a su réaliser ces dernières années une sorte de métamorphose de son être au monde. Avec ténacité, avec courage, avec un langage enfin intériorisé en tant que moyen d'expression subtil, singularisé, privilégié. La femme parle aujourd'hui ! Son langage n'a nullement besoin d'autres symboles, le langage est assez riche pour nous donner ce dont nous avons besoin, il nous semble. Pour en exclure ce qui sera devenu inutile ou superflu ou tout simplement un peu ridicule. La communication entre hommes et femmes semble de nos jours en train de devenir un véritable échange d'idées. Garçons et filles vont découvrir ensemble la vie et la culture.

La culture ! La technique bien apprise serait la base de la création ? Nous aimerions parler plutôt d'apprentissages multiples, en effet. Indispensables ! Même le mouvement de la pensée exige un apprentissage. Et l'imagination créatrice ne ferait pas grand-chose si la main n'avait pas appris à manier l'outil en vue de créer. La technique ne suivra que de loin l'écriture, la peinture ou le langage musical dans un ensemble culturel qui fera le tour du monde civilisé, dans un mouvement de rencontres et d'échanges qui n'a rien de hiérarchisé en « colonne verticale », mais qui sera un moyen prodigieux d'espoir en l'humain retrouvé — non, il n'y pas de « défaite absolue » de la culture — mais à une condition : ne pas lui infliger des épithètes de mythes dont, en effet, notre siècle a trop souffert.

(*) *Docteur en médecine.*

Où est notre victoire ?

par MARTINE ISNARD (*)

LES temps sont difficiles. Il est à se demander s'il pourra jamais en être autrement. Difficiles aujourd'hui, pour la gauche, qui doit *faire ses preuves dans l'exercice du* pouvoir, face à une droite qui n'a à faire preuve de rien. La droite, dans ce pays, bénéficie d'une sorte de légitimité quasi divine, qui lui vient de la pire des traditions politiques : le libéralisme, c'est-à-dire l'arbitraire pouvoir de l'argent et de l'entregent. C'est là la liberté à la française. Que lui importe, à cette droite, de n'avoir pas la légalité si elle a cette légitimité ?

Il est donc bien difficile pour la gauche d'être à la fois respectueuse des principes de la droite et porteuse des espoirs de la gauche et de sa tout autre conception de la liberté.

Cependant, les difficultés de la gauche au pouvoir ne feront pas renoncer ceux et celles qui l'y ont portée. Et notamment les femmes. M. Mitterrand ferait mieux de regarder par là, du côté de ceux qui l'ont élu, plutôt que de prêter le flanc aux éternels épouvantails brandis par la droite.

Que la gauche au pouvoir soit attentive à une droite hargneuse peut passer, si cette attention ne la détourne pas de ses propres électeurs : les espoirs du 10 mai n'ont pas à se perdre dans la bonne logique du réalisme capitaliste. La gauche se doit d'appliquer la politique pour laquelle elle a été élue. Elle a un septennat devant elle pour ne pas tromper ses électeurs.

M. Mitterrand doit nous dire merci

La droite, quand elle est au pouvoir, s'embarrasse beaucoup moins du bien de toutes et de tous : elle a ses fidèles et cible sur eux. Que la gauche au pouvoir s'en souvienne. Pour qu'elle intéresse les gens à sa politique, il faut qu'elle s'intéresse à la politique des gens, c'est-à-dire à leur vie qui a encore trop peu voix au chapitre. Une des leçons à tirer du 10 mai 1981, c'est que la gauche n'a pas hérité seulement du chaos giscardien, elle a en même temps hérité l'espoir de ceux et celles dont les luttes difficiles ont jalonné ces vingt dernières années : ces mouvements populaires, que la seule lutte des classes ne résume et ne contient pas et qui ont fait prendre à la politique des couleurs plus quotidiennes, plus concrètes : les immigrés, les jeunes, les minorités, les vieux, et les femmes. Et ces dernières n'ont pas, à nouveau, à se retrancher derrière de dites priorités.

Car les femmes, que sommes-nous aujourd'hui ? Comment vivons-nous ? De quoi vivons-nous ?

Depuis plus de dix ans, nous avons secoué le socle du pouvoir patriarcal. Nous avons attaqué des certitudes de ce pouvoir.

Nous l'avons contraint à des explications à partir de l'avortement, de la libre maternité, du viol, de la discrimination sexuelle dans le travail. Il a remué ses vieux principes, il s'est empêtré dans ses contradictions, celles que nous avons désignées : il a lâché des lois, il a pondu des circulaires, il a fait les gros yeux aux patrons sexistes. Puis, il nous a coulé des yeux mouillés de contrition, nous promettant des jours meilleurs quand la crise de ses messieurs sera épongée.

Nous avons pris ce qu'il y avait à prendre : la pilule, d'abord, fin mot de notre libération. Et nous avons voté, citoyennes conscientes que nous sommes devenues par ces douze années de soulèvement, par nos propres forces. Oui, et n'en déplaise aux campagnes électorales et à leurs adeptes, si nous avons été nombreuses à voter à gauche le 10 mai 1981, fait sans précédent depuis que les femmes votent (et il n'y a pas si longtemps !), c'est que notre propre mouvement, notre propre politique nous a portées à cette conscience. M. Mitterrand et son gouvernement doivent nous dire merci. Quant à nous, je ne vois pas encore où est notre victoire.

Je l'ai dit, la tâche de M. Mitterrand n'est pas facile : il y a beaucoup de ménage à faire. Nous connaissons ça. Mais attention, quand M. Mitterrand fait le ménage, il a sa petite gratification toutes les fins de mois. Nous, nous continuons gratis à entretenir ce pays. Et si M. Mitterrand et son gouvernement se confrontent à la difficile gestion de ce pays, nous, nous continuons à nous confronter à l'impossible gestion du quotidien. Que M. le président et les siens se souviennent alors qu'ils ont une dette envers les femmes et que, sans la gestion du quotidien, ce pays et ses institutions s'écrouleraient.

Oui, il faut le dire aussi, la première ressource de ce pays, ce sont les enfants faits par les femmes. Ces enfants, dont les États ne savent faire que de la matière première pour les usines, des ménagères à la chaîne, de la chair à canon. Ces enfants, qui ne doivent de vivre qu'aux femmes, au travail accompli par les femmes pour leur entretien, leur sécurité, leur éducation... pour lesquels, finalement, l'État dépense si peu : oui, l'école est gratuite, mais les chaussures et le pull que l'enfant porte pour s'y rendre, le bifteck dont il a besoin pour travailler coûtent cher aux femmes. Quand ces enfants auront droit à une existence qui ne se payera plus du visage défait d'une femme qui aliène sa liberté pour les faire vivre, alors le mot même de liberté aura un sens. Car si les droits de l'homme, c'est aussi l'aliénation des femmes, si les droits de l'homme, c'est aussi le seul droit accordé aux enfants de servir d'alibi à des pères en perte de pouvoir, alors les droits de l'homme, c'est le patriarcat. Appelons donc les choses par leur nom.

Le lit et la liberté

Le changement ? Nous l'avons voté. Mais le changement, pour les femmes, ce n'est pas un mari compatissant qui fait la vaisselle et descend la poubelle. Le changement, pour les femmes, ce n'est pas 30 F supplémentaires d'allocations familiales (bien que ce soit toujours bon à prendre).

Le changement, pour les femmes, ce n'est pas un salaire dit d'appoint (nombreuses sont celles pour qui cet appoint est le seul revenu, à quel prix faudrait-il compléter ?) ou le remboursement de l'I.V.G. Le changement, pour les femmes, ce n'est surtout pas le « partage » des enfants comme on se partagerait un butin. Le changement, pour les femmes, ce n'est pas, au nom de ces enfants toujours, un peu plus d'assistance, un peu plus d'entretien, un peu plus de soutien.

Non, ce n'est pas pour cela que nous nous soulevons.

Le changement, pour les femmes, et pour les femmes de tous les âges, c'est choisir leur vie, c'est-à-dire avoir les moyens de la choisir, l'argent pour la choisir. C'est l'égalité totale, sans conditions, sans restrictions, avec les hommes, face à l'emploi, aux études, aux promotions ; ce sont des moyens autonomes de subsistance aussi pour les femmes vieillissantes.

Et que l'on cesse radicalement, juridiquement, de renvoyer la liberté des femmes à des affaires de famille !

Et ma foi, si alors, si ensuite, des femmes aiment à partager leur lit et leur vie avec un homme, si elles veulent donner des pères à leurs enfants, elles pourront le faire en toute liberté.

(*) Militante féministe (Aix-en-Provence).

Vues et revues par YVES FLORENNE

Rituels et autres fêtes

SUR la condition de la femme — formule un peu condescendante et fatiguée qui signifie trop « mise en condition », — l'anthropologue nous en apprend davantage que le discours féministe, pour ne rien dire du discours politique qui s'est toujours un peu laissé traîner en renâclant. Et quand l'anthropologue (mot heureusement bisexué) est au féminin, sa pensée, avec non moins de rigueur, prend une couleur différente où la femme se déclare : on s'en est aperçu récemment à la belle leçon inaugurale de Mme Françoise Héritier, dont la chaire toute neuve succède, au Collège de France, à celle de Claude Lévi-Strauss.

A propos... Les mots, décidément, trahissent. Autrement dit : ils révèlent. Pourquoi l'anthropologue est-il tout ce qu'il est, et le gynécologue, son parfait symétrique, n'est-il que ce qu'il est ? C'est que les plus vieux mots, et les plus meurtriers, ne sont pas désamorcés : *Mulier tota in utero*... (Toute la femme est dans son utérus). Comment, dans cet organe, aurait-on pu décemment loger l'âme ? Il en reste quelque chose, ici et là. Tandis que l'homme, *toujours et partout, est tout entier* âme et tête. Question de condition naturelle, justement. Aussi est-il juste et naturel, le génie de la langue d'ailleurs l'imposant, que la revue magistrale où cette réflexion à bâtons rompus trouve son prétexte dans l'étude d'une femme sur des femmes, que cette revue s'appelle *l'Homme*.

Dans un texte très instructif, Mme Véronique Bouillier décrit et commente les fêtes des femmes au Népal (1). *Instructif* en ce qu'il illustre, par des traits singuliers, tout ce qu'on ne sait que trop en général. D'abord, si ces fêtes sont particulières aux femmes, c'est que les hommes en ont ainsi décidé, et elles ne sont célébrées qu' « en fonction des hommes ». La soumission au pouvoir, social et spirituel, s'y manifeste dans les mythes qu'elles miment, avec une gravité triste. Triste, à nos yeux, certes. Mais pour elles ? Religieuses, ces fêtes n'ont rien de libératoire. N'allez pas rêver au délire, pourtant non moins sacré, des Bacchantes. Ce qui n'empêche que le scénario éternel ne paraisse ici encore : les femmes sont exposées comme créatures dangereuses et menaçantes, dont les désirs mettent en péril la vertu-force de l'homme et la pureté du lignage. Toutefois, il est deux fêtes où les femmes miment pour les honorer les amours de la déesse et du dieu. Rite érotique, cette fois, danses « indécentes » (rapportées à la conduite ordinaire). C'est qu'à ces fêtes-là, les hommes participent. Entendez bien : en spectateurs seulement ; tout au plus en musiciens.

Ce théâtre rituel ne fait alors rien d'autre que de nous apporter la plus antique et universelle des scènes : la femme spectacle de l'homme. Il est vrai, et c'est heureux, qu'elle se plaît à l'être. Le plaisir est plus grand à se regarder dans le regard des hommes que dans les miroirs.

L'ethnologue observe et décrit avec une objectivité toute scientifique. Mais ne signerait-elle pas, elle se déclarerait elle aussi, entre les lignes et, en tout cas, avec éclat, par le titre seul, sans autre rapport avec son étude que d'être l'imagination du contraire. Un titre dénonciateur de la réalité, lourd de nostalgie, d'attente, de menaces, de promesses, jusque dans les points de suspension : « *Si les femmes faisaient la fête...* »

Eh bien ! il y a quelque chose de plus tristement révélateur que ces fêtes réglementaires, que *ne font* pas les femmes, que les hommes font pour elles, et pour eux : c'est qu'en Occident, dans la société victorienne qui a pris fin (est-ce si sûr ?) il n'y a pas soixante ans, « faire la fête » a exprimé la chose la plus dégradée, la plus basse : dans la bouche de ceux qui le disaient, et la « faisaient ». Et voilà que du fond de la mémoire, si lointaine, si ancienne qu'elle n'est que l'écho répercuté d'autres enfances, me revient une expression disparue qui signifiait la même chose que « faire la fête ». C'était « *Faire la vie* ». J'entends et revois soudain ma très jeune tante, elle-même prolongeant sans doute des façons de dire qui se conservent dans les provinces, baissant la voix et les yeux pour chuchoter à ma non moins très jeune mère, parlant d'une dame blonde et rose, très « comme il faut », que je revois aussi : « *Elle fait la vie.* » Il me semble que seules les femmes le disaient, et seulement en parlant des femmes. Seules les femmes « faisaient la vie ». Les hommes, eux, ne faisaient que la bombe. D'ailleurs, ils continuent.

Faire la vie recouvrait toute la gamme de l'abjection : de faire l'amour à faire le trottoir ; l'amour fût-il l'amour fou, et d'autant plus damnable s'il l'était. « *Faire la vie...* » Qu'une expression aussi simplement magnifique eût été spontanément inventée pour dire : « ce qui ne se fait pas », cela en dit long sur une mentalité et une société.

Le froid et le chaud

Sur le théâtre où la femme se représente, où elle est représentée, psychanalystes, psychiatres, neurologues, depuis Charcot et Freud, comptent au premier rang des metteurs en scène. Mais avant eux, il y avait les médecins tout court. La femme « *froide et humide* » des anciens, « *molle dans toutes ses parties* », est restée la même pour la médecine des Lumières ; ce qui ne lui paraissait nullement contradictoire avec son diagnostic d'une nature malade de passion, livrée à l'instinct, incendiaire incendiable ; alors que les hommes, eux, êtres de raison, sont contenus par l'honneur, par l'exercice du devoir privé et du service public. Pauvres femmes, « *comment pourraient-elles compenser par les vertus civiques les vices de l'utérus ?* » Une autre vue est plus bienveillante, presque exaltante, puisqu'elle identifie la femme à la vie même, laquelle se consomme de sensibilité, se consume de son propre feu. Bref : la femme est un modèle... de pathologie (2).

On se demande comment les médecins, et les hommes en général, n'ont jamais soupçonné cette robustesse, cette vitalité qui ont permis aux femmes d'affronter tant de grossesses toujours dangereuses, d'accouchements souvent effroyables, et tout ce qu'ils auraient été fort incapables de supporter. Nous venons seulement de nous apercevoir, toute faiblesse disparue, vapeurs et évanouissements évanouis comme par enchantement, que leur nature est increvable. Elle a résisté à tout, elle survit à tout, et aux hommes plus qu'à tout. C'est un peu plus qu'une lapalissade de dire que ce sont les femmes qui font les veuves. Si nombreuses, résistantes, persistantes, et souvent comme soudain existantes quand elles parviennent tard à cet état, enfin allégées de leur « condition ». Ce n'en serait pas moins une vue bien affligeante qui inclinerait à conclure que, de toutes « les maladies des femmes », la seule vraiment grave, c'est l'homme.

Le dix-huitième siècle, en tout cas, ne le pensait pas ; ni le suivant, qui invente l'hystérie, voulant à son tour y trouver la femme tout entière et rien qu'elle : simplement et *comme toujours en abusant des* mots. Puisque l'*hystera* ou *ustera* des Grecs et l'*uterus* des Latins est le nôtre : on y revient toujours. Une femme encore, Gladys Swain, nous donne une étude pénétrante de l'hystérie dans ses avatars : médicaux, biologiques, certes. Mais bien plus encore, puisque son titre à elle n'est rien de moins que « *L'âme, la femme, le sexe et le corps* (3) ». On voit que tout y est, compris l'homme non nommé.

Mon prélude était une fête triste de captives millénaires. Mon dernier mouvement conjugue le *largo appassionata* avec l'*allegro vivace* : la femme-fête, en fête, maîtresse de la fête. Or, paradoxalement, c'est encore dans l'Orient qu'on la trouve. En littérature, sans doute, en poésie, mais c'est bien là qu'est la vérité vraie.

Le lecteur des *Mille et Une Nuits*, étourdi par le tapis volant, enivré de voluptés diverses, d'encens, d'odeurs, de vin — oui, des libations à Allah : il n'a pas le temps de s'en étonner non plus — s'avise-t-il de l'incroyable liberté de ces femmes, dans la ville et dans la vie, et si promptes à prendre l'initiative amoureuse ? Sans doute, il arrive qu'on leur coupe la tête, voire le corps entier, mais pas plus qu'aux hommes, fussent-ils vizirs. Une l'emporte sur toutes. Et justement elle la prend, cette initiative, aussi vierge qu'elle soit, dans un délire de passion et d'audace que le traducteur, parfois, voile un peu.

Aussi, quel plaisir de voir l'anthropologue approfondir avec enthousiasme cette « *geste de Boudour* » ! (4) C'est d'abord, ne vous fussiez-vous aperçu que de cela en la lisant, la plus merveilleusement brûlante des histoires d'amour, dans un livre qui en compte autant que de nuits. Mais on nous révèle que c'est bien plus encore : la princesse Boudour, reine des pleines lunes, beauté sans pareille, amante insigne, dans un récit qui « *fonctionne comme la fête* » (nous y voilà) est l'androgyne mythique ; le pouvoir, non seulement sexuel mais social, politique, en lutte et alternance avec le pouvoir masculin ; elle est donc aussi le mythe moderne, la femme d'à présent, l'anti-Œdipe, la « machine désirante », et quoi encore ? La puissance, le rêve, le bonheur, la fête perpétuelle. Boudour, ou le triomphe de la femme qui, pour être femme n'en est pas moins homme, père, roi ; mais tout autant souveraine lunaire, source de féerie et de magie (Simone de Beauvoir l'excuse et nous pardonne), et par-dessus tout, l'amoureuse, l'amour fou, l'amour folle, — androgyne, oui, mais au féminin.

(1) T. XXII N° 3. « Les fêtes dans le monde hindou ». Collège de France, 11, pl. M. Berthelot, 5e.
(2) F. Azouvi, *Diogène*, N° 115, Gallimard.
(3) *Le Débat*, mars 1983. Gallimard.
(4) M. Matarasso, *Diogène*, N° 118. Ibid.

Le Monde

étranger

L'ASSASSINAT DU DIRIGEANT PALESTINIEN ISSAM SARTAOUI

Le congrès de l'Internationale socialiste ne bénéficiait pas d'une protection policière

De notre correspondant

Albufeira. – *« Je l'ai souvent rencontré dans des réunions socialistes et social-démocrates. Il ne se faisait jamais suivre par des gardes du corps, car il voulait se sentir libre. Il avait une certaine philosophie de la vie. Il faisait de sa vie un acte de courage. »* Dans la conférence de presse de clôture du congrès de l'Internationale socialiste, M. Lionel Jospin justifiait ainsi le fait que Issam Sartaoui n'ait pas eu de protection personnelle au moment de l'attentat dont il a été victime. Il est difficile d'admettre, en tout cas, qu'un rassemblement de personnalités aussi importantes, représentant des forces politiques directement liées à quelques-uns des conflits les plus meurtriers du monde, ait pu avoir lieu sans qu'un système efficace de sécurité soit en place.

La rencontre s'est, en effet, tenue dans un grand hôtel de l'Algarve, dont un tiers seulement était occupé par des congressistes. Dans le hall, dans les restaurants, dans les couloirs et les ascenseurs, des dirigeants, comme MM. Ecevit (Turquie), Shimon Pérès (Israël), Walid Joumblatt (Liban) et bon nombre d'autres, se mêlaient à des touristes bronzés en short. Seule exception, le commandant Bayardo Arce, du Front sandiniste, était constamment protégé par ses propres gardes du corps.

Le samedi 9 avril, les délégués avaient été invités à une corrida à la portugaise. Au premier rang, MM. Soares, Felipe Gonzalez, Jospin et Willy Brandt, applaudissaient les toreros. Derrière, d'autres invités, latino-américains, africains, asiatiques, suivaient attentivement le spectacle, de même que quelques agents de la sécurité en civil, très facilement identifiables à leur macaron rouge. Entre les sessions du congrès, on pouvait voir les délégués se promener seuls dans les environs de l'hôtel, achetant des souvenirs ou cherchant les meilleurs restaurants.

Jeudi soir, Issam Sartaoui avait lui-même choisi un restaurant très connu d'Albufeira, où il fallait faire la queue avant d'obtenir une table. Comme d'habitude, il était accompagné de son seul adjoint. Celui-ci, M. Anouar Apugished, était assis à 6 mètres de Sartaoui au moment de l'attentat et a été blessé à une jambe. A l'hôpital de Faro, six heures plus tard, les journalistes venus recueillir son témoignage l'ont trouvé au service des urgences, simple malade parmi d'autres. Aucun policier ne montait la garde. La police criminelle ne l'avait même pas interrogé. *« Ceci démontre bien notre sous-développement ! »* s'exclamait M. Soares en arrivant à l'hôpital vers 16 heures.

A bout portant

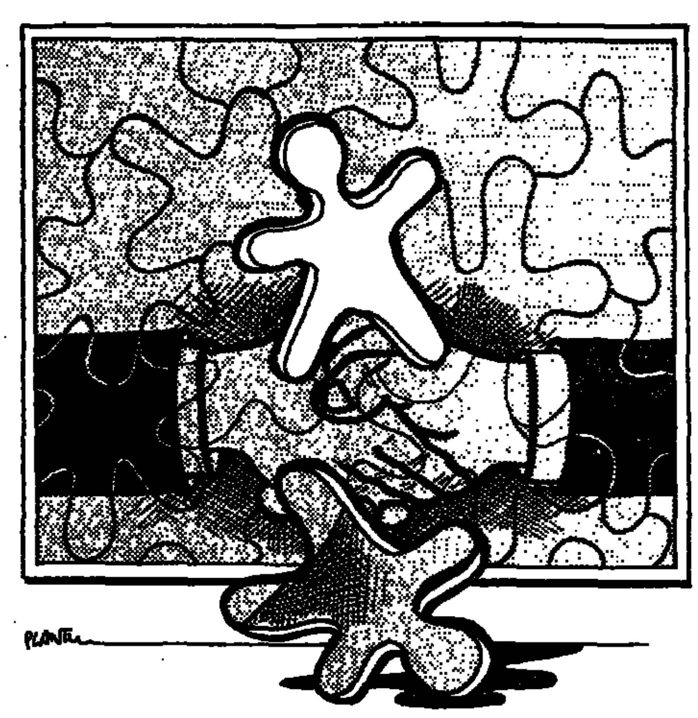
Selon M. Apugished, l'attentat a été commis à 9 h 15 par deux hommes qui se trouvaient juste en face du bureau de la réception de l'hôtel. Après avoir abattu leur victime à bout portant, les assassins ont eu le temps de traverser le hall, de courir une cinquantaine de mètres et de disparaître dans un quartier de villas, en contrebas de l'hôtel. Les quelques policiers qui se trouvaient sur place ont réagi à retardement, tirant des coups de feu sans atteindre leurs cibles.

Accablé, M. Soares expliquait, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait demandé au premier ministre portugais d'assurer la protection des délégués et des invités les plus importants. M. Mateus, secrétaire du parti socialiste portugais pour les relations internationales, s'était lui aussi entretenu de ce sujet avec le ministre de l'intérieur. Environ soixante policiers avaient été envoyés sur les lieux. A quoi bon, dès lors, que n'importe qui pouvait entrer dans l'hôtel ?

Le corps d'Issam Sartaoui est resté sur le sol du hall pendant deux heures et demie. C'était dimanche, et il fallait trouver un médecin légiste. Les photographes ont ainsi pu faire à l'aise leur travail et les touristes satisfaire leur curiosité. Au milieu de l'après-midi, la police annonçait l'arrestation d'un suspect de nationalité marocaine, du nom de Yussef Al Awat. Logé dans un complexe touristique situé à quelques centaines de mètres de l'hôtel, il aurait quitté sa chambre peu de temps avant le crime. Revenu une heure plus tard, il aurait pris un taxi pour se rendre à Lisbonne.

Venant de Madrid pour s'occuper du transfert du corps et s'informer des circonstances de l'assassinat, le directeur adjoint de la délégation de l'O.L.P. dans la capitale espagnole, M. Hussein Abdel Kalik, est arrivé à l'aéroport de Faro à 20 heures. Il s'est ensuite rendu à l'hôpital où se trouvait son camarade blessé. Deux heures plus tard, il était à l'hôtel, à quelques pas de l'endroit où le crime avait été commis. Angoissé, il demandait la présence d'un responsable. Personne n'était là pour répondre à ses questions...

JOSÉ REBELO.



(Dessin de PLANTU.)

Le conseiller de M. Arafat se savait menacé

Issam Sartaoui avait été plusieurs fois menacé au cours des derniers mois et avait même reçu conseil de l'O.L.P. de *« se mettre à l'abri »* pour quelques mois, avait-il déclaré il y a deux semaines à l'A.F.P.

Ces menaces faisaient suite à l'entretien officiel à Tunis entre le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et plusieurs personnalités israéliennes, dont le général Peled, qui avait été un succès pour l'action diplomatique de M. Sartaoui. En mars, il avait reçu de diverses sources des *« avertissements »*, dont certains explicites.

Un communiqué du groupe Abou Nidal, téléphoné à l'A.F.P. et publié en même temps par un quotidien en arabe à Londres, avait notamment accusé Sartaoui d'avoir *« vendu »* des informations au quotidien *The Guardian* au sujet de l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres, M. Shlomo Argov, grièvement blessé dans un attentat en juin 1982. Le quotidien britannique, à l'occasion du procès des auteurs de cet attentat, avait accusé Abou Nidal de travailler pour les services secrets irakiens, expliquant que le chef du commando qui avait attaqué M. Argov était lui-même un colonel irakien.

La semaine suivante, le quotidien allemand *Die Welt* avait affirmé que, au cours d'une réunion secrète à la fin de la session du Conseil national palestinien, des dirigeants de l'O.L.P. avaient condamné à mort Issam Sartaoui pour son attitude jugée *« excessive »* dans l'ouverture vers les Israéliens.

Issam Sartaoui avait jugé l'information *totalement infondée* et affirmé qu'on *« cherchait par avance à brouiller les pistes »*. Il avait néanmoins confié à un journaliste de l'A.F.P. qu'il regrettait que la centrale palestinienne n'ait pas démenti cette information.

Recherché par le groupe Abou Nidal

Issam Sartaoui en avait conclu qu'il était recherché par le groupe d'Abou Nidal, qu'il accusait – il l'avait affirmé notamment au cours d'une conférence de presse en juillet 1982 à Paris – de travailler pour les services secrets israéliens.

N'étant pas le représentant officiel de l'O.L.P. à Paris – où il résidait, – Issam Sartaoui ne bénéficiait que d'une protection policière réduite et ne se sentait en sécurité nulle part. Sa principale protection était un simple gilet pare-balles. Malgré les conseils reçus de l'O.L.P. ces dernières semaines, il avait décidé de poursuivre ses efforts, car, avait-il expliqué, son travail était *« plus important que jamais »* depuis que M. Arafat avait reçu les responsables du comité israélien pour la paix à Tunis.

L'ennemi des extrémistes des deux bords

Cette mort, il l'avait prévue, et vivait dans son ombre avec un courage et une détermination qui forçaient l'admiration de ses interlocuteurs. « Je sais que je suis condamné, mais je n'ai pas le choix. Je dois poursuivre ma mission quoi qu'il arrive. C'est mon devoir de Palestinien », *répétait-il inlassablement à ceux qui s'étonnaient du peu de précautions qu'il prenait pour assurer sa sécurité personnelle. Ses assassins potentiels, il les connaissait :* « Les extrémistes des deux bords qui ne veulent pas d'une réconciliation israélo-palestinienne. » *Il admettait cependant difficilement l'idée qu'il puisse tomber sous les balles d'un de* « ses frères palestiniens » *et désignait plutôt ses tueurs parmi des* « extrémistes israéliens qui ne peuvent supporter la modération chez les Palestiniens ». *Il n'ignorait pourtant pas que le dissident palestinien Abou Nidal avait inscrit son nom en tête de la liste des* « traîtres » *qu'il convenait* « d'éliminer physiquement ». *Cette contradiction, il l'avait résolue une fois pour toutes en classant Abou Nidal parmi les* « rénégats qui se sont mis au service d'Israël ».

Né en Cisjordanie en 1933, il avait dû fuir sa ville natale d'Acre avec des milliers d'autres Palestiniens durant la première guerre israélo-arabe de 1948. Il était demeuré cependant proche de son peuple et, après s'être spécialisé dans la cardio-chirurgie à l'université d'Ohio dans le Michigan, il n'avait pas hésité à tout abandonner pour rejoindre la résistance palestinienne au lendemain de la guerre de 1967. Il avait d'abord fondé sa propre organisation, le « Mouvement d'action pour la libération de la Palestine », de tendance massérienne. A l'époque, il ne rejetait pas le recours au terrorisme. Il comprit cependant rapidement que seule une force centralisée et disciplinée pouvait contribuer utilement à la solution du problème et ne tarda donc pas à adhérer avec son groupe au Fath, la principale organisation palestinienne présidée par M. Yasser Arafat, dont il devint vite l'un des proches et par la suite l'un des conseillers les plus écoutés.

Des contacts sans caution officielle

En 1976, lorsque l'O.L.P. décida d'élargir ses contacts, limités jusqu'alors presque uniquement aux Israéliens antisionistes, Sartaoui est chargé d'entreprendre en France plusieurs sondages d'Israéliens non opposés à l'autodétermination des Palestiniens et à la création d'un Etat en Cisjordanie. Dans cette entreprise, il est aidé discrètement par Henri Curiel, communiste et juif égyptien reconverti au service des mouvements révolutionnaires du tiers-monde, comme Sartaoui, partisan du dialogue israélo-palestinien et qui devait lui aussi tomber en mai 1978 sous les balles des assassins. Une demi-douzaine de réunions exploratoires ont lieu – dont l'une dans le midi de la France dans la résidence d'été de Pierre Mendès France. Sartaoui y rencontre, entre autres, le général Matitzahou Peled, un des héros de la guerre des six jours, devenu « colombe », l'ancien secrétaire général du parti travailliste, le député Arieh Eliav et M. Ouri Avneri, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Haolam Hazé, *tous sionistes modérés favorables à un dialogue avec l'O.L.P.*

L'organisation palestinienne ne cautionne pas ouvertement ces entretiens, et leur interruption, vers la fin de 1976, est interprétée comme une condamnation du principe même des discussions entre Palestiniens et sionistes modérés. Sartaoui fait alors l'objet de nombreuses critiques de la part des éléments palestiniens radicaux et extrémistes, qui l'accusent d'agir en « franc-tireur » *en dehors de la légalité palestinienne. En fait, ces contacts engagés à la demande de M. Arafat n'ont jamais été publiquement justifiés et défendus par l'O.L.P., tant au sein du monde arabe que devant l'opinion israélienne, ce qui minait la crédibilité de l'intermédiaire et celle de ses interlocuteurs israéliens.*

Les détracteurs palestiniens d'Issam Sartaoui se déchaînent particulièrement contre lui lorsque la presse autrichienne publie, en février 1977, une lettre au chancelier autrichien Kreisky dans laquelle le conseiller de M. Arafat affirme que les « Palestiniens sont disposés à accepter un « état de non-belligérance » en contrepartie de la restitution de la Cisjordanie et de Gaza à la souveraineté palestinienne ». *Les démarches entreprises par Sartaoui auprès de l'Internationale socialiste portent cependant leurs fruits et en juillet 1979, M. Arafat est reçu à Vienne par le chancelier autrichien Kreisky et le président de l'I.S., M. Willy Brandt. Le 19 octobre, en compagnie de M. Arieh Eliav, devenu un des principaux dirigeants du parti Shelli, Sartaoui reçoit à Vienne, des mains du chancelier autrichien, le Prix international Kreisky pour* « risques personnels pris pour favoriser la réconciliation des peuples palestiniens et israéliens ».

Les « risques », *Sartaoui continuera à les prendre, malgré les mises en garde répétées d'Abou Nidal, qui faisaient la navette entre Bagdad et Damas, le qualifié de* « traître » *et d'*« homme à abattre ». *L'assassinat en mai 1981 du conseiller municipal autrichien Heinz Nittel, proche du chancelier Kreisky, par des hommes de main d'Abou Nidal, puis, le 1er juin, de Naïm Khader, le représentant de l'O.L.P. à Bruxelles, montre que ces menaces ne sont pas de vains mots. Sartaoui multiplie les démarches pour que le dialogue israélo-palestinien soit renoué* « sur des bases plus solides et plus larges ». *De Paris, où il réside, il lance en juillet 1982, en plein siège de Beyrouth, un appel au dialogue à* « tous les Israéliens de bonne volonté » *et estime que, pour leur part, les Arabes devraient faire des gestes pour renforcer* « le camp de la paix israélien ».

Mais Sartaoui est devenu la voix qui crie dans le désert : les dirigeants israéliens feignent de l'ignorer et le tournent en dérision ; M. Arafat, qui ne l'a jamais désavoué publiquement, hésite à franchir le pas hardi qui, selon son conseiller, contribuerait à éliminer les obstacles au dialogue tant souhaité. Dans ce climat, la rencontre sans précédent de février dernier qu'il suscite entre M. Arafat et trois personnalités israéliennes – MM. Avneri, Peled et Amon – n'est qu'un coup d'épée dans l'eau.

On a reproché souvent à Sartaoui d'avoir été un « visionnaire incompris ». *Il s'en est défendu en affirmant que toutes ces propositions de dialogue étaient* « réalistes » *et auraient pu être concrétisées si les Israéliens s'étaient montrés moins intransigeants et avaient donné à M. Arafat les armes pour passer outre aux arguments de ses jusqu'auboutistes. Il estimait cependant que ses pairs avaient le tort de se laisser gagner par le découragement, soulignant que* « l'intransigeance de la coalition de M. Begin et l'insensibilité du parti travailliste israélien » *devraient inciter les Palestiniens à redoubler d'efforts pour* « ne pas tomber dans le piège que les ennemis de la paix nous tendent ».

JEAN GUEYRAS.

LE MESSAGE DU DIRIGEANT PALESTINIEN AU CONGRÈS

« L'O.L.P. est de toute évidence engagée dans la recherche de la paix »

De notre correspondant

Albufeira. – Quelques minutes avant d'être assassiné, Issam Sartaoui avait rencontré un membre de la délégation française, M. Jean-Bernard Curial. Un entretien avec M. Lionel Jospin était prévu quelques heures plus tard. La veille, le dirigeant palestinien s'était longuement entretenu avec M. Jacques Huntzinger, représentant du P.S. à la commission de l'Internationale socialiste chargée de préparer le projet de résolution sur le Proche-Orient.

Pendant tout le congrès, le dirigeant palestinien avait été en effet particulièrement actif et s'était trouvé au centre de la polémique. Etait-il invité à titre personnel ou en tant que représentant de l'O.L.P. ? M. Shimon Pérès n'acceptait pas la deuxième version. Pouvait-il s'adresser aux congressistes ? Les opinions étaient partagées. Une pétition demandant à M. Willy Brandt de lui donner la parole avait recueilli plus de soixante signatures *(le Monde daté 10-11 avril)*.

Dimanche matin, il gardait l'espoir de pouvoir intervenir et avait préparé à cet effet un discours de trois pages. Ce texte a été lu par le secrétaire général de l'I.S., M. Bernt Carlsson. Issam Sartaoui y déclarait notamment : *« Cet événement est le couronnement de contacts multilatéraux menés patiemment mais avec persistance, engagement et dévouement. Laissons aux historiens la tâche de raconter l'énorme activité publique et en coulisses qui a marqué tout ce processus ».* « Sous votre égide, ajoutait le dirigeant palestinien, s'adressant à M. Brandt, *l'Internationale socialiste a abandonné son eurocentrisme pour s'intéresser à la cause de l'internationalisme, aux problèmes du tiers-monde et au dialogue Nord-Sud.* » Pour Issam Sartaoui, l'I.S. devait reconnaître « *le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, à la construction d'un Etat dans les territoires qui sont les siens et au libre choix de son légitime représentant, l'O.L.P.* »

L'I.S. devait, d'autre part, exercer toutes les pressions en vue de la participation de l'O.L.P. dans toutes les négociations pour la paix au Proche-Orient. *« Sans une telle participation, la paix ne sera pas possible »*, affirmait-il. Pour démontrer la bonne volonté de l'O.L.P. dans la recherche d'une solution négociée au conflit, Issam Sartaoui évoquait les décisions prises au cours des derniers conseils nationaux de cette organisation palestinienne. *« En 1977, nous avons pris une décision sans précédent, préconisant le dialogue avec les forces progressistes et démocratiques d'Israël. Notre proposition a été acceptée par quelques-unes de ces forces, notamment par le Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne. Malheureusement, d'autres mouvements israéliens, qui se définissent eux-mêmes comme progressistes et démocratiques et sont, à ce titre, associés à des organisations internationales progressistes et démocratiques, ont refusé jusqu'à présent de participer à ce dialogue »*, observait Issam Sartaoui, faisant ainsi allusion au parti travailliste de M. Pérès.

Le dirigeant palestinien poursuivait : *« Le treizième Conseil national palestinien a défini comme objectif national l'établissement d'un Etat palestinien sur une partie de la Palestine libérée dont tous les Israéliens se seraient retirés. Le quatorzième Conseil national a confirmé les conclusions du sommet de Bagdad, qui s'était prononcé en faveur d'une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur le retrait d'Israël des territoires arabes occupés pendant la guerre de 1967 et sur le développement des droits nationaux palestiniens en accord avec les résolutions des Nations unies. Lors du quinzième congrès, l'O.L.P. a souscrit au plan de paix de Brejnev qui, significativement, contient un paragraphe affirmant de façon explicite le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à vivre en sécurité et dans l'indépendance. Cumulant toutes ces décisions, notre dernier Conseil a une fois de plus manifesté son appui au plan Brejnev et ratifié les conclusions du sommet de Fès. L'O.L.P. est de toute évidence engagée par des paroles et par des actes dans la recherche de la paix. C'est un devoir pour le monde de le reconnaître et pour toutes les autres parties concernées d'agir de façon identique. »*

L'hommage de MM. Pérès et Jospin

L'assassinat a eu une conséquence immédiate sur le congrès. On discutait de l'éventuelle élection de M. Joumblatt à la vice-présidence de l'Internationale socialiste. La question prêtant à polémique, le vote devait se dérouler à bulletin secret. La nouvelle du meurtre a été connue juste avant le dépouillement qui, de ce fait, n'a pas eu lieu : M. Willy Brandt, sans connaître le résultat du vote, a proposé immédiatement l'acceptation de la candidature du chef du parti socialiste progressiste libanais.

A la tribune, devant les congressistes, MM. Shimon Pérès et Joumblatt ont rendu hommage au disparu. Tous les autres dirigeants socialistes et sociaux-démocrates s'y sont associés. « *Cet assassinat*, a déclaré M. Jospin, *frappe un homme qui, depuis plusieurs années et dans de nombreuses enceintes internationales, affirmait avec force et sincérité sa foi en une solution négociée au problème dramatique du Proche-Orient. Cet acte est un message de violence adressé à l'Internationale socialiste afin qu'elle renonce à son action pour rapprocher les points de vue et suggérer des solutions pacifiques au conflit israélo-arabe. C'est une raison de plus pour que les socialistes, en réaction à cet acte, poursuivent leurs efforts en faveur de la paix.* »

J.-R.

PROCHE-ORIENT

L'ASSASSINAT D'ISSAM SARTAOUI ET L'IMPASSE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Jérusalem : « Ceux qui se tournent vers les juifs sont menacés de mort »

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour tous ceux qui en Israël continuent de refuser par principe toute éventualité de dialogue avec l'O.L.P. et restent persuadés que l'organisation palestineinne ne recherche que la dexrtucytion de l'Etat juif, niant à l'O.L.P. toute posibilité d'évolution, l'assassinat d'Issam Sartaoui est venu renforcer leur conviction et semon eux justifier leur attitude. Ainsi, le secrétaire général du gouvernement, M. dan Méridor, a-t-il déclaré le 1er avril à la fin du conseil des ministres, alors que la nouvelle de l'assassinat venait d'être diffusée : « *Constatons, une fois de plus, que dans le monde arabe ceux qui se tournent vers les juifs ou les Israéliens sont menacés de mort, ainsi ont été assassinés récemment Anouar el Sadate, Bechir Gemayel et, dans un passé plus lointain, le roi Abdallah.* » (1)

Sartaoui étati devenu une célébrité en Israël, même pour ceux que sa modération semblait embarrasser. Sa notoriété venant juste après celle de M. Yasser Arafat et des principaux dirigenats de l'O.L.P., était sans commune mesure avec son rang et son influence au sein du mouvement palestinien. Au moment de la réunion du Conseil natioanl palestinein à Alger, en février, c'est l'incident de son départ de l'assemblée)parce qu'on lmlui avait refusé la parole) qui avait fait le plus gros titre de la presse israélienne. Auparavant, beaucoup d'Israéliens avaient découvert son visage sur les photos de la rencontre en janvier à Tunis entre M. Arafat et les tris représentants du parti Dshelli et du conseil pour la paix Israël-Palestine.

Consternation dans le « camp de la Paix »

Dans le « *camp de la Paix* », c'est-à-dire dans les milieux de l'opposition israélienne qui défendent contre vents et marées l'idée d'un dialogue avec l'O.L.P., la nouvelle de la mort de Sartaoui a provoqué la consternation.

Très ému, M. Aryel « Lova » Eliav, ancien député du Shelli, qui fut l'un des premiers Israéliens à avoir eu, en 1976, à Paris, des entretiens avec Sartaoui, a déclaré : « *Je suis sous le choc de cette nouvelle. Je ne peux pas parler du docteur Sartaoui au passé. Je l'ai vu encore tout récemment* (2). *J'étais un de ses amis, car nous pouvions être amis même si nous étions ennemis. Mais nous étions des ennemis qui voulaient vraiment la paix. Il m'a toujours considéré comme un sioniste et je l'ai toujours considéré comme un Palestinien fier de l'être. Je savais qu'il était en danger de mort depuis des années. Aujourd'hui, je le pleure et le salue comme l'un des hommes les plus braves que j'aie rencontrés de ma vie.* »

Cependant, M. Eliav ne perd pas espoir : « *Il s'agit bien sûr d'une nouvelle terrible*, a-t-il dit. *Mais ce n'est pas la fin du processus. Il était un pionnier. Il l'a payé de sa vie, mais autour de lui il y avait d'autres Palestiniens qu'il m'a fait connaître et dont je sais qu'ils veulent la paix entre sionistes et membres du Mouvement national palestinien sur la base d'un compromis raisonnable. Certes, il était dans la minorité, mais moi aussi, en Israël, avec d'autres de mes camarades, je me trouve dans ce cas. Toutefois, la minorité qu'il représentait se développait et, j'en suis convaincu, continuera de le faire.* »

Pour sa part, M. Ouri Avneri, ancien député du Shelli, qui faisait partie de la délégation qui a rencontré M. Arafat avec le docteur Sartaoui à Tunis — rencontre qui a fait scandale en Israël, — a déclaré : « *C'est un coup très sévère pour la paix. Cet homme avait un courage physique et moral digne de la légende. Selon moi, évidemment, il n'y a pas de toute que c'est le groupe d'Abou Nidal, soutenu par la Syrie, qui a commis cet assassinat. C'est un acte de sabotage dirigé contre M. Yasser Arafat et le camp modéré au sein de l'O.L.P. qui pense que seule une voie pacifique peut conduire à la réalisation des aspirations du peuple palestinien.* »

De son côté, M. Yossef Sarid, député travailliste et chef de file des « colombes » du principal parti d'opposition, a fait ce commentaire : « *L'assassinat du docteur Sartaoui est une catastrophe pour tous les participants d'une reconnaissance mutuelle entre Israël et les Palestiniens.* » Mais M. Sarid, comme M. Eliav, veut demeurer relativement optimiste, et il a ajouté : « *Je suis sûr que, à long terme, le fanatisme le plus dément ne pourra arrêter un processus historique vers la paix tant du côté israélien que palestinien.* »

Le parti Mapam, associé au parti travailliste mais se distinguant de ce dernier notamment à propos d'un éventuel dialogue avec l'O.L.P., a publié un communiqué déclarant que Sartaoui « *était un homme qui savait que la paix passe par la reconnaissance d'Israël ; son courage et son obstination feront défaut au camp de la paix israélien* ».

FRANCIS CORNU.

(1) Le grand-père du roi Hussein qui a été assassiné en 1951 à Jérusalem par un Palestinien.

(2) Il avait commencé avec Sartaoui, ces derniers mois, des négociations pour un échange de prisonniers entre Israël et l'O.L.P. après la guerre du Liban.

LES RÉACTIONS DANS LE MONDE

Paris exprime son « émotion »

● A PARIS, le Quai d'Orsay a exprimé son « *émotion* » en apprenant la mort d'« *un partisan du dialogue au Proche-Orient qui avait, dans le passé, marqué avec courage la nécessité de contacts directs entre les peuples de la région* ». Dans une lettre adressée à M. Arafat, M. Marchais, secrétaire général du P.C., a dit « *la profonde tristesse et l'indignation* » des communistes français.

Le grand rabbin de France, M. Sirat, a déclaré : « *C'est la violence qui remplace le dialogue.* » Commentant cette « *nouvelle dramatique* », le grand rabbin a exprimé son « *infinie tristesse* ». Il a estimé que « *la montée de la violence rend impossible toute expression d'un point de vue* ». Or, a-t-il ajouté, « *le dialogue est absolument nécessaire. C'est toujours vers le dialogue, et par conséquent par la fraternité universelle, que tous les hommes de bonne volonté doivent s'unir pour mettre fin à la violence* ».

● A BONN, l'ancien chancelier Brandt, actuel président de l'Internationale socialiste, a exprimé sa « *tristesse* » et sa « *consternation* ». Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Pahr, a déploré l'assassinat d'« *un grand ami de l'Autriche* ». Sartaoui était un ami personnel du chancelier autrichien Kreisky. De son côté, M. Michael Foot, chef du parti travailliste britannique, qui se trouvait à Albufeira au moment du meutre, a parlé d'« *une grande perte pour tous ceux qui recherchent une paix juste et honorable pour l'ensemble du Proche-Orient* ». « *La violence frappe souvent ceux qui s'engagent pour la paix* », a déclaré, pour sa part, M. Olof Palme, premier ministre suédois, dans un hommage au disparu.

● A DJAKARTA, un porte-parole du président Moubarak, en visite officielle en Indonésie, a déclaré, dimanche 10 avril, que « *l'Egypte condamne un tel crime quel que soit celui qui l'a commis* ».

L'agence Tass a, pour sa part, estimé que « *ce crime n'est pas le premier commis par les agents israéliens* ».

De son côté, l'agence libyenne de presse Jana, en annonçant la mort de Sartaoui, a mis en relief les contacts « *secrets* » de l'ancien conseiller de M. Arafat avec les Israéliens.

∴

Se sont également associées à l'hommage au disparu plusieurs associations : Union des étudiants juifs de France, section française du Congrès juif mondial, Association des juifs de gauche, Cercle Bernard-Lazare, Cercle Gaston-Crémieux, Socialisme et Judaïsme, Mouvement des jeunes juifs pour le dialogue israélo-palestinien, comité Palestine et Israël vivront, Association de solidarité franco-arabe, Comité pour la paix au Proche-Orient, commission française Justice et Paix, revue *Israël et Palestine*, Union juive internationale, Ligue internationale des droits de l'homme.

Pour sa part, l'association Henri-Curiel a tenu à rappeler « *les liens qui unisssaient Issam Sartaoui et Henri Curiel* », qui « *ont été les artisans de ce qu'il est convenu d'appeler les « entretiens de Paris », qui, en 1976, ont réuni, pour la première fois, des représentants des forces de paix en Israël et des représentants mandatés par l'O.L.P.* »

Les milieux gouvernementaux en Israël manifestent une prudente satisfaction devant l'échec des pourparlers jordano-palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. — Peu après l'annonce de la déclaration jordanienne, un haut fonctionnaire de l'entourage du gouvernement, a déclaré dimanche soir : « *Nous ne sommes pas déçus puisque nous n'attendions rien. Seuls ceux qui espéraient quelque chose peuvent être désappointés...* ». La dernière partie de la phrase est une pierre dans le jardin des Américains et accessoirement dans celui du parti travailliste qui, comme l'administration Reagan, privilégie une solution « *jordanienne* » au problème palestinien.

Pas déçus... c'est peu dire. Tout indique que le gouvernement de M. Begin est, bien sûr, très satisfait ; il affecte seulement de ne pas accorder trop d'importance à un événement qui, selon lui, n'en est pas un, puisqu'il l'avait prévu et tout fait, pour sa part, pour qu'il se produise. Depuis le début, en septembre 1982, M. Begin et les membres de son cabinet n'ont cessé de prédire l'échec du « *plan Reagan* ». A plusieurs reprises, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a déclaré être convaincu que le roi Hussein n'était pas près de se joindre à des conversations de paix. Comme si M. Shamir souhaitait l'abstention du souverain jordanien.

Ces dernières semaines, les dirigeants israéliens ont manifestement traité par le dédain l'intérêt que portait l'opinion internaionale aux discussions entre le gouvernement d'Amman et l'O.L.P. Un proche de M. Begin a déclaré lundi matin qu'il avait été « ridicule » de la part du roi Hussein de penser que l'approbation de l'O.L.P. lui était indispensable. Il rappelait ainsi que le gouvernement israélien ne veut à aucun prix d'une participation de l'O.L.P., même indirecte, à une initiative diplomatique quelconque. Ce porte-parole officieux a ajouté qu'Israël était toujours disposé à des négociations avec n'importe quel pays arabe, « *mais sans condition préalable* » (c'est-à-dire sans exiger par exemple un « gel » des implantations en Cisjordanie) et « *dans le cadre des accords de Camp David* » — qui permettent, selon l'interprétation de M. Begin, l'instauration des autonomies dans les territoires occupés sous le contrôle permanent d'Israël), un partage territorial avec la Jordanie, comme le préconisent les travaillistes, étant exclu aux yeux du premier ministre israélien. Ces exigences ont souvent fait dire aux adversaires de M. Begin que les différentes invitations qu'il a adresées au roi Hussein n'étaient pas « *sincères* » parce qu'il voulait que « *le roi soit nu* » et parce qu'il n'avait « *rien* » à lui proposer étant donné la politique d'annexion progressive qu'il mène dans les territoires occupés.

Un nouveau plan pour la colonisation de la Cisjordanie

Hormis ces indications , le gouvernement de Jérusalem n'avait pas necore fait connaître lundi matin de réaction officielle, atterendant pour cela le discours que devait prononcer dans la journée le souverain jordanien. Ce délai de réflexion devait signifier que, malgré l'asurance et la satisfaction affichées jusqu'alors, le gouvernement tenait à observer une certaine prudence, voulant en savoir certainement plus long sur les intentions à terme du souverain hachémite. Celui-ci a-t-il dit son dernier mot pour le proche avenir ? La prudence s'impose en effet, c'est du moins l'opinion du *Jerusalem-Post*, qui est le premier quotidien israélien à publier un éditorial sur les conséquences de la décision jordanienne. « *Même si le gouverneme,nt israélien paraît se réjouir de l'échec de l'initiative du président Reagan, il ne peut être question d'une victoire pour Israël* », fait remarquer, sous forme de mise en garde, le quotidien de langue anglaise, qui ajoute que si l'administration américaine doit maintenant revoir sa politique, le gouvernement de M. Begin ferait bien de reconsidérer la sienne. Le *Jerusalem-Post*, pessimiste, craint, en effet, que dans l'avenir n'apparaisse une nouvelle démarche des États-Unis ou une autre proposition d'autres pays qui pourrait faire regretter à Israël le plan Reagan.

Durant le conseil des ministres hebdomadaire, les membre du cabinet de M. Begin ont, une fois de plus, vivement critiqué l'attitude récente du président Reagan et de son gouvernement, notamment la promesse faite à la fin de la semaine dernière à l'intention du roi Hussein d'exercer des pressions sur Israël pour obtenir un « gel » des implantations. M. Shamir a exprimé l'irritation du gouvernement en déclarant que cette ultime tentative de la part des États-Unis était inadmissible, tout en notant qu'elle était finalement peu redoutable dans l'immédiat car elle ne pouvait suffire à emporter la décision du roi Hussein. (M. Shamir tenait ces propos avant le communiqué d'Amman). M. Shamir a, en outre, souligné que la Maison Blanche et le département d'État faisaient trop de cas de la position de l'O.L.P.

Le ministre de la défense, M. Moshé Arens, a lui aussi dénoncé en termes sévères le maintien de l'embargo sur les livraisons des nouveaux avions F 16 à Israël — en réalité, la mesure est assez symbolique car les avions ne devaient pas être livrés avant 1985. M. Arens a déclaré que les Etats-Unis réservaient cette punition à Israël, et uniquement à ce pays, alors que le gouvernement américain s'était bien gardé de prendre une telle mesure à l'égard des différents pays arabes auxquels ils fournissent des armes. A la fin du conseil des ministres, le secrétaire général du gouvernement, M. Dan Méridor, a rappelé que la politique d'implantation israélienne dans les territoires occupés était « *bien connue et inchangée* ». Il a précisé que ceux qui cherchent une solution de paix au Proche-Orient devaient se résoudre à accepter le fait que des juifs puissent s'installer « *en Judée et en Samarie* » ; il a ajouté qu'il ne s'agissait pas là d'un « *obstacle à la paix* », comme de disent les Américains.

Est-ce une coïncidence ? Des indiscrétions ont filtré dans la presse israélienne, le 10 avril, à propos de l'élaboration d'un plan à long terme définissant les grandes lignes de la politique de colonisation de la Cisjordanie, et plus précisément les projets concernant la création de nouvelles implantations. En fait d'indiscrétions, il s'agirait plutôt d'une information officieuse, sinon officielle, car les indications qui viennent d'être publiées émanent de source gouvernementale.

Ce plan, mis au point par les services spécialisés de l'organisation sioniste mondiale et de l'agence juive, doit être prochainement soumis à l'approbation du conseil des ministres. Il prévoit la fondation de cinquante-sept implantaions supplémentaires d'ici à 1987, alors que l'on compte actuellement cent huit localités israéliennes en Cisjordanie (y compris celles créées par les gouvernements travaillistes avant l'arrivée au pouvoir de M. Begin en 1977). Il s'agirait donc d'une augmentation de près de 50 % en quatre ans.

La population israélienne « en Judée et en Samarie » — qui est d'un peu moins de trente mille personnes aujourd'hui — atteindrait dans le même temps le cap des cent mille habitants. A plus lointaine échéance, les auteurs de ce document estiment que le nombre d'Israéliens en Cisjordanie sera d'environ un million trois cent mille dans trente ans et sera alors équivalent à celui de la population arabe (qui, en 1983, est d'environ sept cent cinquante mille habitants). Ils insistent sur la nécessité de parvenir sans ce délai à un tel « équilibre ».

Pour cela, ils préconisent la construction chaque année de cinq à six mille unités de logements, ce qui paraît à de nombreux observateurs à la fois douteux et excessivement ambitieux, puisque cela correspond au chiffre des appartements habités en ce moment et construits depuis le début des années 70. Il est vrai que les planificateurs souhaitent un effort considérable de la part du gouvernement et entendent obtenir les moyens radicaux de leurs ambitions. Ainsi demandent-ils que le gouvernement gèle la construction dans certaines régions d'Israël, notamment au nord de Tel-Aviv, afin d'inciter ainsi les Israéliens à s'implanter en Cisjordanie faute d'autre choix.

Ce n'est pas la première fois que les dirigenats israéliens font connaître de nouveaux projets d'implantations juste au moment où leur politique dans les territoires occupés est pariculièrement contestée, à Washington ou ailleurs. Le développement des implantations est une constante sous le gouvernement de M. Begin, mais la publicité que celui-ci lui donne dépend souvent des aléas de ika diplomatie. On a pu le noter à plusieurs reprises durant les premiers temps du processus de paix avec l'Egypte, plus récemment, après la révélation du plan Reagan, immédiatement rejeté par Jérusalem, et tout dernièrement, lorsque les Américains et les Jordaniens ont commencé à laisser entendre qu'une initiative de paix du roi Hussein supposerait comme condition le « gel » des implantations. La publication de nouveaux projets en cisjordanie a toujours été la riposte du cabinet de M. Begin pour marquer sa détermination à considérer ce territoire comme partie intégrante d'« Eretz Israël » (le pays d'Israël).

FRANCIS CORNU.

Le roi Hussein n'est pas parvenu à un accord avec M. Arafat

(Suite de la première page.)

Les deux hommes, confirme le communiqué, avaient décidé d'« *agir ensemble pour obtenir une décision arabe* » qui leur permette de *traiter des aspects pratiques de ces initiatives* ».

Le souverain hachémite et le chef de l'O.L.P. avaient alors établi un « *projet d'accord final* », révèle encore le document jordanien, et les deux parties devaient entreprendre immédiatement des contacts afin d'obtenir la « *bénédiction* » et le « *soutien* » des autres dirigeants arabes. C'est également ce projet qui a été soumis au comité exécutif de l'O.L.P., ainsi qu'aux responsables du Fatah, l'organisation de M. Yasser Arafat, lors de la visite de ce dernier à Koweït.

Le chef de l'O.L.P. devait alors revenir à Amman dans les deux jours pour mettre au point « *les mesures nécessaires à l'application de l'accord.* » Mais c'est finalement cinq jours après son départ d'Amman que M. Yasser Arafat a dépêché deux émissaires dans la capitale jordanienne. Ces derniers, reçus samedi soir par le roi Hussein, n'étaient pas porteurs de la réponse attendue, mais de « *nouvelles propositions sur une ligne d'action politique différente de ce qui avait été convenu.* » Des propositions, souligne toujours le communiqué, *qui ne donnaient pas priorité à la récupération des territoires* [occupés], *ce qui nous ramenait par conséquent là où nous en étions en octobre 1982* », date à laquelle débutèrent les pourpalers jordano-palestiniens. « *Il était alors devenu évident que nous ne devions plus poursuivre dans la voie envisagée ensemble.* »

Enfin, le gouvernement jordanien déclare qu'il a toujours « *refusé de négocier au nom des Palestiniens* », et qu'il « *n'agira ni séparément ni à la place de qui que ce soit dans quelque négociation que ce soit au Moyen-Orient* ». Il ajoute qu'il continuera à soutenir l'O.L.P. « *en tant que membre de la Ligue arabe* » dans la mesure de ses possibilités, et en conformité avec « *les exigences de sa sécurité nationale* ». Il annonce d'ailleurs qu'il prendra les mesures nécessaires à la sauvegarde de celle-ci face aux projets d'annexion *de facto* de la Cisjordanie et de la bande de Gaza Israël. On en saura peut-être plus à ce sujet ce lundi après le discours que le roi Hussein doit prononcer devant l'Institut Al Albeit (Académie islamique) à Amman.

Il faudra pourtant attendre quelque temps encore avant de pouvoir mesurer toutes les conséquences de l'échec des pourparlers jordano-palestiniens. Dès dimanche soir, un membre du Conseil national consultatif (qui fait office de parlement à Amman) nous faisait part de ses craintes quant à un possible abandon de la politique de soutien américain à l'égard de la Jordanie.

Cet échec jette en tout cas un doute sérieux sur la tenue du prochain sommet qui paraît désormais vide de toute substance, et sur la poursuite du dialogue entre l'O.L.P. et la Jordanie, du moins dans la forme qu'il revêtait jusqu'à présent. « *La seule chose qui pourrait ramener Yasser Arafat à Amman dans l'immédiat*, estimait notre interlocuteur, *serait un geste du président Reagan qui puisse fournir un argument aux modérés.* »

Cela dit, et bien que le ministre jordanien de l'information, M. Adnan Abu Odeh, interrogé lundi matin au téléphone nous ait affirmé que la démarche entamée en octobre dernier était bien arrivée à sa fin, il n'est pas non plus exclu que les dirigeants jordaniens aient voulu par leurs déclarations exercer une sorte de chantage tant sur l'O.L.P. que sur Washington dans une ultime tentative d'arracher des deux côtés une décision susceptible de débloquer le processus de paix au Proche-Orient.

EMMANUEL JARRY.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● REPRISE DE L'AIDE AMÉRICAINE. — Les Etats-Unis ont décidé de mettre en œuvre un programme d'assistance financière à la Bolivie d'un montant de 152 millions de dollars, a-t-on annoncé samedi 9 avril. Cette reprise de l'aide américaine, après un gel de plusieurs années, « concrétise le soutien des Etats-Unis au processus démocratique engagé depuis octobre 1982 », a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis à La Paz. — *(A.F.P.)*

Chili

● UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION DÉMOCRATE-CHRÉTIENNE, M. Andres Zaldivar, en exil depuis octobre 1980, est arrivé samedi 9 avril à Santiago pour une visite de cinq jours, autorisée par le gouvernement. M. Zaldivar, président de l'Union mondiale démocrate-chrétienne depuis novembre 1982 doit se rendre au chevet de son père, très malade. Ancien ministre de l'économie et des finances du président Éduardo Frei (1964-1970), il avait été expulsé en raison de ses critiques répétées contre le régime militaire et il réside depuis à Madrid. — *(A.F.P.)*

Colombie

● GABRIEL GARCIA MARQUEZ RENTRE A BOGOTA. — Le prix Nobel de littérature 1982 est rentré à Bogota, le samedi 9 avril, après deux ans d'exil au Mexique. Il a été accueilli par des représentants du gouvernement et du président Betancur. Le retour de Gabriel Garcia Marquez a coïncidé avec la clôture par les autorités d'un dossier ouvert en 1980 lorsque l'écrivain avait été accusé d'avoir des relations avec le Mouvement du 19 avril (organisation révolutionnaire). — *(A.F.P.)*

● ENLÈVEMENT D'UNE RESSORTISSANTE AMÉRICAINE. — Mme Katerine Woodrirse a été enlevée, le samedi 9 avril, dans la province de Meta, au centre-ouest du pays, par des inconnus qui pourraient être membres des forces armées révolutionnaires (FARC, provosoviétiques). — *(A.F.P.)*

Mozambique

● SIX EXÉCUTIONS A MAPUTO. — Six mozambicains ont été passés par les armes samedi 9 avril. Les exécutions ont eu lieu dans la banlieue de la capitale devant un nombre réduit de personnes, dont M. Caspar Zimba, maire de la capitale. Parmi les exécutés figurent deux membres de la Résistance nationale du Mozambique (opposition armée), et un commerçant de Maputo, M. Gulamo Nabi, condamné pour avoir organisé une filière d'exportation illégale de crevettes vers le Portugal et l'Afrique du sud. — *(A.F.P.)*

Pérou

● LES GUÉRILLEROS DU SENTIER LUMINEUX ont attaqué un poste de contrôle d'un pont au nord d'Ayacucho, tuant trois gardes et une femme, a indiqué la police péruvienne, le samedi 9 avril. D'autre part, les guérilleros ont attaqué trois villages dans la province de Victor-Fajardo, au sud d'Ayacucho. Ils ont incendié plusieurs maisons, ainsi que la mairie. Dans la même province, la police a annoncé qu'elle avait abattu Javier Diaz, soupçonné d'avoir participé à l'attaque, le dimanche 3 avril, contre la petite ville de Lucanamarca où soixante-six paysans ont été massacrés. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe

● EXTENSION DU PERMIS DE SÉJOUR DE M. NKOMO AU ROYAUME UNI. — Les autorités britanniques ont prolongé d'un mois (jusqu'au 12 mai) le permis de séjour de M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition du Zimbabwe. M. Nkomo était arrivé à Londres le 13 mars, venant du Botswana, où il s'était réfugié, estimant que sa vie était en danger dans son pays. — *(A.F.P.)*

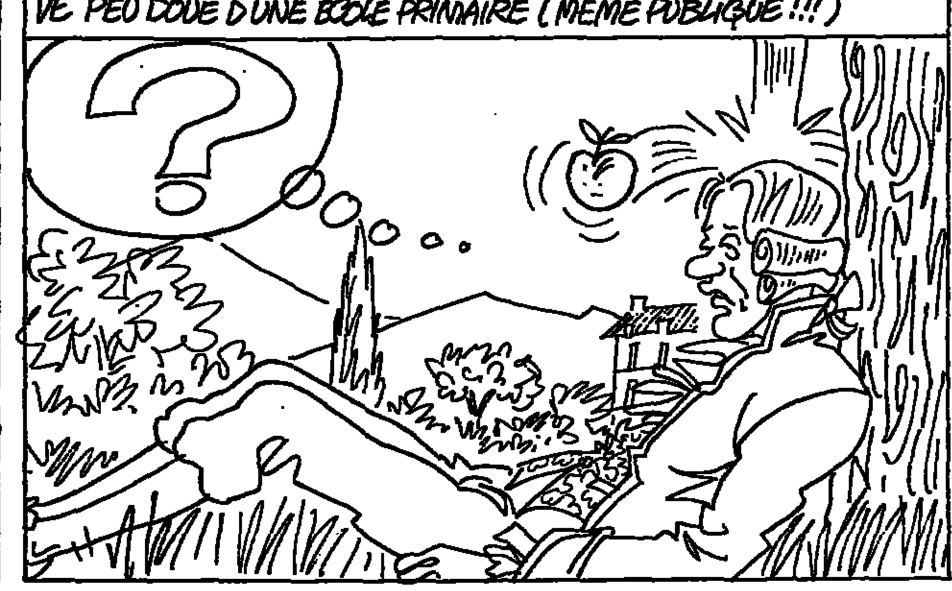
TRANCHE DE SCHWEPPING

OU LA CIVILISATION A 200 ANS PAR LAUZIER

JUSQU'EN 1783 L'HUMANITÉ VIT DANS UN ÉTAT PROCHE DE LA BARBARIE. L'HOMME NE BOIT QUE DE L'EAU PLATE OU DES BOISSONS FORTES SANS AUCUNE EFFERVESCENCE!



TANDIS QUE LES SAVANTS DE L'ÉPOQUE S'ÉPUISENT À RÉSOUDRE DES PROBLÈMES QUI, AUJOURD'HUI, PARAÎTRAIENT ÉLÉMENTAIRES À UN ÉLÈVE PEU DOUÉ D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE (MÊME PUBLIQUE!!!)



EN 1783 JACOB SCHWEPPE, LUI, PARVIENT POUR LA PREMIÈRE FOIS À ENFERMER DES BULLES DANS UNE BOUTEILLE! SCHWEPPES VOIT LE JOUR! UNE NOUVELLE CIVILISATION EST EN TRAIN DE NAÎTRE!



EN 1831 SCHWEPPES ACCEPTE DE DEVENIR LE FOURNISSEUR DE SA MAJESTÉ GUILLAUME IV



GAGNÉS PAR L'EFFERVESCENCE DE SCHWEPPES LES ANGLAIS INVENTENT L'HUMOUR, LE "FIVE O'CLOCK TEA", LE FAIR-PLAY ET LE TWEED. SCHWEPPES DEVIENT LE SIGNE DE RECONNAISSANCE DES GENS VRAIMENT RAFFINÉS.



EN QUELQUES ANNÉES LE RAFFINEMENT ET L'HUMANISME DE SCHWEPPES GAGNENT LES TERRES LES PLUS PRIMITIVES. EN 1884 LA LOINTAINE BOURGADE DE NEW YORK DÉCOUVRE LES BIENFAITS CIVILISATEURS DE SCHWEPPES!



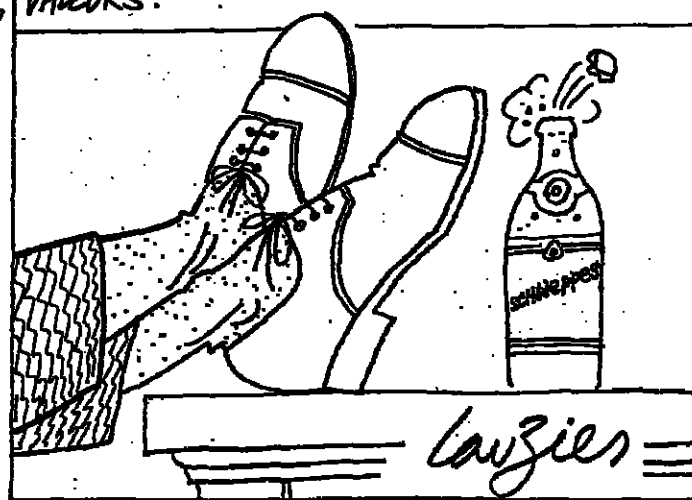
DANS UN GESTE QUI SYMBOLISE L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME, GRÂCE À SCHWEPPES LA FRANCE, TERRE DES LIBERTÉS, FÊTE À SON TOUR LE PLUS CÉLÈBRE DES TONICS!

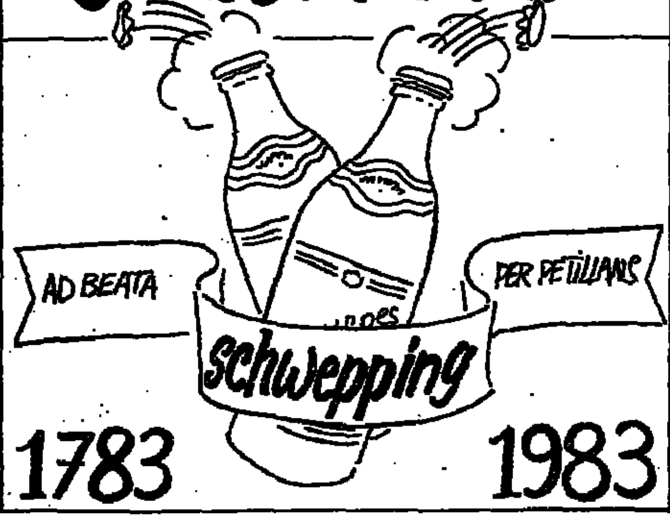


DE SON CÔTÉ, EINSTEIN DÉCOUVRE QUE, HORMIS LE SCHWEPPING, TOUT EST RELATIF!..



EN 1983, LE SCHWEPPING S'INCARNE DANS LA FORTE FORMULE: "PRENONS LA VIE CÔTÉ SCHWEPPING" ET DANS UNE EXPRESSION GESTUELLE EMPREINTE D'ÉNERGIE ET DE RESPECT DES VRAIES VALEURS!





DIPLOMATIE

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

La France s'est abstenue lors du vote de la résolution sur le désarmement

De notre correspondant

Albufeira. – Marqué par l'assassinat d'Issam Sartaoui, ce seizième congrès de l'Internationale socialiste a été sans doute le moins européen de l'histoire de l'organisation. Le Proche-Orient, l'Amérique latine et l'Afrique ont, en effet, dominé les débats.

A l'exception du Zimbabwe, tous les pays de la « ligne de front » en Afrique australe ont envoyé des émissaires. Leur objectif était de s'entretenir avec les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates à propos de l'organisation en Tanzanie, au mois de juin prochain, d'une conférence de l'I.S. uniquement destinee à débattre de la situation en Afrique australe.

Une délégation du Conseil national de la résistance iranienne, dirigée par M. Massoud Radjavi, a insisté pour inclure dans la résolution finale une référence à la guerre entre l'Iran et l'Irak. Ses démarches ont été couronnées de succès car, sur proposition des socialistes français, les congressistes ont adopté un amendement selon lequel *« l'Internationale doit faire tous les efforts en vue de l'acceptation par les deux parties des propositions des Nations unies, du Mouvement des pays non alignés, de la Conférence islamique et du Conseil national de la résistance iranienne »*.

Le Front de libération de l'Erythrée et le Front populaire de libération de l'Erythrée ont expliqué l'objectif de leur lutte. Une délégation du Polisario cherchait des appuis. Quelques dirigeants du Fretilin attiraient l'attention des congressistes sur la situation à Timor-Oriental, occupé depuis la fin de 1975 par l'Indonésie. A la demande de M. Soarès, on a intégré dans la résolution finale un paragraphe où l'I.S. se prononce favorablement pour une discussion *« selon les principes de l'autodétermination »* entre l'Indonésie, le Portugal et le peuple de la région concernée.

Le commandant Bayardo Arce multipliait les contacts pour obtenir une déclaration modérée sur la situation au Nicaragua. En coulisses, on estimait que les termes utilisés dans la résolution sur l'Amérique latine accusant formellement les Etats-Unis de déstabiliser le Nicaragua et invitant les forces progressistes américaines à s'opposer à la politique du président Reagan étaient trop durs et risquaient de compromettre d'éventuelles négociations entre Managua et Washington. Aussi le congrès a-t-il approuvé un appel : *« Il faut créer les conditions pour que le peuple du Nicaragua puisse librement concrétiser son engagement de non-alignement et de démocratie pluraliste. »*

La résolution finale ainsi que celles sur l'Amérique latine et sur le Proche-Orient ont été adoptées à l'unanimité. Cette dernière reconnaît le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, condamne l'invasion du Liban, s'inquiète de la politique israélienne de colonisation en Cisjordanie et aborde de façon très nuancée la question de l'O.L.P. : *« L'Internationale socialiste,* lit-on, *remarque que beaucoup de ses partis membres et d'organisations reconnaissent l'O.L.P. comme représentant légitime du peuple de Palestine. Quelques partis de l'Internationale socialiste, quoique ne reconnaissant pas expressément l'O.L.P., maintiennent toutefois des relations politiques avec elle. »*

La résolution sur la défense et le désarmement a été en revanche votée avec une abstention : celle de la France. Trois positions se sont affrontées. L'une, soutenue notamment par MM. Sorsa, président du parti social-démocrate finlandais, et Egon Bahr, du S.P.D. allemand, se déclarait hostile au déploiement de missiles en Europe. Selon celle-ci, au cas où les conversations de Genève n'aboutiraient pas à un résultat, l'Union soviétique et les Etats-Unis devraient conclure un accord provisoire *« fondé sur des engagements mutuels équilibrés et sans action déstabilisatrice »*. Par la voix de M. Michael Foot, les travaillistes anglais ont adopté une attitude plus radicale. Selon eux, le désarmement devrait commencer, d'ores et déjà, sans attendre le résultat des conversations. Ils ont même annoncé leur intention de contribuer à ce que la Grande-Bretagne puisse donner l'exemple.

« Lorsque nous parlons de désarmement, nous ajoutons sécurité. » Cette expression résume la position du parti socialiste français. Lors de son intervention samedi matin, M. Jacques Huntzinger s'est insurgé *contre les critiques, qu'il a jugées excessives,* à l'égard de la dissuasion. Il s'est prononcé en outre pour l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Or, selon lui, la situation actuelle est caractérisée par un déséquilibre qui favorise le bloc soviétique. Il faudrait donc en tirer les conclusions. Les socialistes français se sont aussi opposés à la thèse développée par les Allemands et les Scandinaves, qui voient dans le désarmement la « solution miracle » de la crise économique. Pour le P.S., cette crise ne peut être surmontée qu'à partir du moment où un nouveau système économique peut *« mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme »*.

Le thème de l'économie a d'ailleurs été largement développé par M. Jospin lors de son intervention.

J. R.

APRÈS SA RÉUNION DE BUENOS-AIRES

« Aucun pays ni groupe de pays n'est en mesure de tirer seul l'économie mondiale de la crise »

affirme le groupe des « 77 »

De notre correspondant

Buenos-Aires. – *« La volonté politique du Sud s'est traduite en un ensemble de propositions imaginatives et concrètes »*, a déclaré le ministre argentin des relations extérieures, M. Aguirre Lanari, après la clôture, samedi 9 avril, des travaux de la cinquième réunion ministérielle du groupe des « 77 ».

Selon les ministres des cent vingt-cinq pays que compte en fait ce groupe, *« aucun pays ni groupe de pays, pour aussi puissant qu'il soit, n'est en mesure de tirer seul l'économie mondiale »* de la crise. Le projet de déclaration qui sera débattu lors de la sixième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en juin à Belgrade rappelle que les pays en voie de développement absorbent plus de 30 % des exportations des pays développés et que la récession chez ces derniers aurait été beaucoup plus profonde s'il n'y avait pas eu une augmentation des importations de la part des pays en voie de développement.

En ce qui concerne les produits de base, quatre projets de résolution ont été mis au point à Buenos-Aires. Le premier demande que le fonds commun pour ces produits commence à fonctionner le 1er janvier 1984 et que les pays, notamment les plus développés, qui n'ont pas encore annoncé de contributions spécifiques au deuxième fonds le fassent le plus tôt possible. Les pays développés sont également priés *« de s'abstenir de prendre de nouvelles mesures restrictives et de supprimer tous les droits de douane et de taxes internes sur les produits élaborés et semi-élaborés en provenance des pays en développement »*. Il est demandé au secrétaire général de la CNUCED de convoquer, au plus tard en décembre 1984, une conférence pour négocier le cadre d'une coopération internationale dans ce domaine.

Le troisième texte concerne le financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation des produits de base. Il demande au secrétaire général de la CNUCED de convoquer en décembre 1983 une réunion préparatoire en vue de la tenue d'une conférence sur la mise en place d'un *« mécanisme complémentaire »*. En attendant, le F.M.I. est prié *« d'élargir et de libéraliser »* le mécanisme actuel *« de façon à assurer aux pays en développement une compensation rapide, pleine et automatique de leurs déficits sans imposer de conditions »*.

En ce qui concerne la stabilisation des marchés, il est demandé au secrétaire général de la CNUCED de prévoir au plus tôt des conférences sur le coton, le cuivre, le thé et les fibres dures en vue de la conclusion d'accords multidimensionnels. Les producteurs et consommateurs de sucre sont d'autre part invités à négocier un nouvel accord international. Enfin, le groupe des 77 demande la conclusion, avant le 30 juin 1984, d'un nouvel accord international sur le blé.

Le problème de la dette

C'est le thème financier et monétaire qui a le plus retenu l'attention de la 5e conférence du groupe. Un programme d'action immédiate comprend en particulier une allocation de D.T.S. qui ne devra pas être inférieure à 15 milliards de dollars par an. D'autre part, un lien devra être établi entre les allocations de D.T.S. et le financement du développement. Les « 77 » demandent une augmentation substantielle des quotes-parts du fonds et de la part des P.V.D. dans ces quotes-parts (45 % au moins du total). Ils insistent sur la nécessité de revoir les conditions d'octroi des prêts *« en mettant davantage l'accent sur l'accroissement de l'offre et en tenant pleinement compte des priorités économiques et sociales des pays en voie de développement »*.

Les « 77 » demandent encore la création d'un nouveau fonds fiduciaire alimenté par les bénéfices provenant des ventes supplémentaires d'or détenu par le F.M.I.

En ce qui concerne la dette extérieure publique, ils souhaitent que l'amortissement des prêts accordés au titre de l'aide publique au développement (A.D.P.) dans le cadre bilatéral, qui devrait s'effectuer pendant la période 1984-1985, soit reporté à la fin de la période de remboursement prévue. Pour ce qui est des crédits d'exportation publics ou garantis par l'État, une bonne partie des paiements et des échéances de remboursements devront être consolidés sur plus de dix ans avec un différé d'amortissement de cinq ans.

Le projet de résolution consacré à la dette extérieure prie en outre les pays développés de transformer en dons tous les prêts consentis au titre de l'A.P.D. pour les pays les moins avancés. Enfin, il demande qu'un cadre général soit établi pour le traitement de la dette publique permettant aux pays en développement de convoquer, avant la renégociation de la dette devant le Club de Paris, des réunions *ad hoc* de créanciers officiels et de créanciers privés afin d'examiner leur situation économique et leurs objectifs de développement à moyen terme. Dans le domaine de la dette privée, c'est la prudence qui a prévalu. Il est en effet recommandé de procéder à une *« approche globale »*, ce qui n'implique pas toutefois *« la mise en place d'une gamme uniforme de solutions »*.

Au sujet de l'A.P.D., le projet de résolution adopté à Buenos-Aires prie les pays développés d'atteindre l'objectif de 0,7 % du P.N.B. d'ici à 1985 ou au plus tard avant la fin de la décennie. Quant à l'objectif de 1 %, *« il devrait être atteint dès que possible après cette date »*. En attendant, les pays développés devraient s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris de doubler leur A.P.D., en faveur des pays les moins avancés.

Un autre texte affirme que « les pays en développement devraient être en mesure d'établir une coopération mutuelle dans le cas où les pays développés prendraient contre eux des mesures de coercition économique dans un but politique ». Ce paragraphe a été ajouté à la demande de l'Argentine qui fut victime de mesures de ce type durant le conflit des Malouines. L'Argentine voulait toutefois aller plus loin puisqu'elle souhaitait la mise en place d'un *« système de sécurité économique collective »*, aux termes duquel tout membre du groupe des « 77 » touché par des sanctions *prises à des fins politiques* par des pays développés pourrait demander une réunion extraordinaire du groupe afin de mettre au point une riposte commune.

JACQUES DESPRES.

AMÉRIQUES

Les conflits en Amérique centrale

Plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier le Mexique et la Colombie, souhaitent favoriser au plus tôt une négociation pour trouver une issue aux conflits d'Amérique centrale dont la gravité ne cesse de croître. Le ton monte entre le Nicaragua et le Honduras, et les guérilleros du Salvador ont déclenché une nouvelle offensive. L'aide des Etats-Unis aux antisandinistes est, d'autre part, dénoncée de plus en plus vivement par la presse américaine, par des membres du Congrès et aussi par d'anciens collaborateurs de l'ancien président Carter. Selon le *New York Times*, deux membres de l'administration Reagan ont confirmé que les Etats-Unis envisagent l'installation au Honduras d'une base d'entraînement pour les troupes salvadoriennes. Une centaine de « conseillers » américains seraient envoyés dans cette base.

A Managua, où les obsèques de la dirigeante du Front Farabundo-Marti de libération nationale, Ana Maria Montes, ont été suivies, samedi 9 avril, par des milliers de personnes, le gouvernement a décidé de créer des tribunaux populaires pour juger les *« contre-révolutionnaires qui ont envahi le pays »*. Les autorités ont d'autre part déclaré, samedi, que les Etats-Unis pourraient *« intervenir directement »* en Amérique centrale.

D'anciens membres de l'administration Carter dénoncent l'intervention directe de Washington

De notre correspondante

New-York. – L'inquiétude de l'opinion américaine grandit à propos de l'implication de plus en plus évidente de Washington dans les conflits d'Amérique centrale. Il ne se passe pas de jour sans que la presse n'apporte de nouvelles précisions : c'est ainsi que le *New York Times* du jeudi 7 avril explique que les activités de la C.I.A. contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua se sont accélérées après que l'Argentine eut supprimé son aide aux somozistes du Honduras pour protester contre l'appui accordé par Washington aux Britanniques lors de la guerre des Malouines.

Un groupe de responsables américains et latino-américains du monde de la politique, des affaires et des universités, parmi lesquels MM. Sol Linowitz, Muskie et Richardson, anciens membres de l'administration Carter, et Galo Plaza, ancien président de l'Equateur, ont publié les conclusions d'une enquête de six mois, dans lesquelles ils dénoncent l'*« intervention ouverte et clandestine »* de l'administration Reagan en Amérique latine et demandent l'ouverture d'un *« dialogue multilatéral »* entre les Etats concernés, mais aussi avec Cuba et l'Union soviétique.

Pendant ce temps, les forces antisandinistes, qui opèrent à l'intérieur du Nicaragua, sont apparemment engagées dans une campagne de relations publiques destinée à leur donner une « image » plus favorable aux yeux de l'opinion internationale.

Plusieurs journalistes américains ont ainsi été invités à suivre pendant quelques jours les troupes du « commandant » Ortiz Centeno, dit « commandant Suicide », le chef des anciens gardes somozistes qui guerroient dans la province de Nueva Segovia, dans le nord du pays.

Des fonds américains

Les récits des divers envoyés spéciaux, en particulier celui du *Washington Post*, expliquent les raisons pour lesquelles certains habitants de la région apportent leur soutien aux somozistes, les ravitaillent et les abritent. Il *s'agit surtout de petits* propriétaires terriens, catholiques et conservateurs, qui ont eu, jadis, moins à souffrir des exactions du régime somoziste que les citadins. Déjà méfiants à l'égard du régime sandiniste *« marxiste et athée »*, ils ont été scandalisés par le « chahut » dont le pape a été l'objet lors de son passage à Managua. Ils sont aussi hostiles à l'obligation qui leur est faite de livrer leur production aux magasins d'Etat qui l'achètent à des prix fixés d'avance. Quand les troupes sandinistes leur achètent leur ravitaillement, elles leur donnent un simple bon pour remboursement. Les *« contras »* (contre-révolutionnaires), eux, paient « cash ». Ils ne manquent d'ailleurs pas d'argent : l'envoyé spécial du *Washington Post* affirme avoir vu le « trésorier » d'une unité transporter l'équivalent de plusieurs milliers de dollars américains.

Suspects aux yeux des sandinistes, les petits agriculteurs de la province de Nueva-Segovia se voient arrêtés pour un oui ou pour un non, relâchés sans explication après plusieurs jours, voire plusieurs semaines de détention et vivent dans l'inquiétude. C'est la raison pour laquelle la province se vide peu à peu : des familles entières passent au Honduras, mais un nombre non négligeable d'hommes rejoignent, semble-t-il, les forces somozistes.

Les hommes du « commandant Suicide » ne paraissent pas plus recommandables pour autant : la plupart d'entre eux ont été membres de la garde nationale du président Somoza et semblent peu regardants sur leurs méthodes de combat. Ils jouent aussi à se faire une image de « durs » et posent volontiers pour les photographes américains, sous des noms de guerre comme « Delta », « Echo », « Krill », « Raspoutine ».

Combien sont les *« contras »* ? Dix mille, disent-ils, et assurés du soutien actif de *« dizaines de milliers »* de paysans. Ils sont plus vraisemblablement un peu moins de six mille, y compris les Indiens Miskitos de la côte Atlantique. Quant à leur futur recrutement local, il dépendra sans doute en bonne partie de l'étendue de leurs succès militaires et psychologiques.

Pour l'instant, leur seule idéologie paraît être l'anticommunisme et leur confiance dans l'appui américain. Ils s'inquiètent cependant des flottements de l'administration Reagan à leur égard. Hantés par le « lâchage » des anticastristes qui a suivi l'échec de l'équipée de la baie des Cochons, ils voudraient que Washington se décide à les soutenir officiellement et redoutent, malgré la discrétion actuelle de ses activités, la « concurrence » de M. Eden Pastora, qui fut, au début de la révolution sandiniste, l'un de leurs plus farouches adversaires et, aussi, le candidat des Argentins à la succession du régime Somoza.

N. B.

Les présidents mexicain et colombien se prononcent contre toute ingérence étrangère et pour la négociation

De notre correspondant

Mexico. – Le président Miguel de la Madrid et son homologue colombien, M. Belisario Betancur, se sont réunis le samedi 9 avril dans l'île mexicaine de Cozumel et ont signé un communiqué commun qui constate que *« tout ce qui se passe en Amérique centrale affecte la Colombie et le Mexique »*. Après avoir réaffirmé leur adhésion aux principes de Contadora (1), ils ont fait état de *« leur préoccupation face à la situation dangereuse qui prévaut en Amérique centrale et de la nécessité d'entreprendre immédiatement des actions spécifiques pour faire face aux problèmes qui mettent en danger la paix dans la région »*.

Il s'agit pour l'essentiel de favoriser *« le dialogue et la négociation en prenant en considération le besoin d'éliminer toute ingérence étrangère directe ou indirecte »*.

« Nous nous limitons à être messagers de paix », a déclaré le président Betancur à son arrivée à Cozumel. Il avait rencontré, la veille, le président vénézuélien, M. Luis Herrera Campins et il a eu, dimanche 10 avril, un entretien à Panama avec ses homologues costa-ricain et panaméen, MM. Luis Alberto Monge et Ricardo de la Espriella.

Cette action diplomatique vise à la convocation d'une réunion des pays de la région. Les États-Unis et leurs amis souhaitent une réunion aussi restreinte que possible. En revanche, d'autres parlent d'inviter même les Cubains. L'éventualité d'une médiation du secrétaire général de l'O.N.U., M. Javier Perez de Cuellar, est soutenue, entre autres, par le gouvernement français et par l'Internationale socialiste.

Les Nicaraguayens qui avaient demandé la médiation des quatre pays de Contadora dans le conflit qui les oppose au Honduras et aux États-Unis ont durci leur position. Dans un communiqué de la direction nationale du Front sandiniste publié le 9 avril, ils posent comme conditions à tout dialogue et à toute négociation *« le retrait inconditionnel des forces génocides introduites au Nicaragua par les États-Unis, la cessation des attaques frontalières réalisées à partir du territoire hondurien d'une façon permanente par la contre-révolution somoziste avec l'appui des forces armées du Honduras »*. Les sandinistes estiment que *« la guerre des États-Unis contre le Nicaragua, bien qu'elle ne soit pas déclarée, n'est pas moins une véritable guerre »* dans laquelle Washington a recours à d'importants *« moyens militaires, politiques, idélogiques et économiques »*.

Ils rappellent les *« preuves écrasantes »* fournies par la presse internationale et certaines responsabilités américaines, selon lesquelles *« le gouvernement Reagan est l'auteur de ces agressions et que l'armée hondurienne et la garde sandiniste sont ses instruments »*. Ils accusent en outre le gouvernement nord-américain d'*« inventer des formules tendant à paralyser les initiatives de négociations proposées par le Mexique, le Venezuela, la France, l'Espagne, Panama, la Colombie et d'autres »*.

FRANCIS PISANI.

(1) Le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama se sont mis d'accord pour contribuer à la recherche de la paix en Amérique centrale, au cours d'une conférence tenue dans l'île panaméenne de Contadora en janvier 1983.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Huit morts dans un bidonville

(De notre correspondant.)

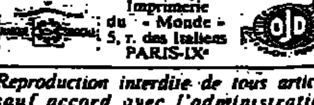
Johannesburg. – Huit personnes ont été tuées et vingt-six blessées, dimanche 10 avril, dans les camps de Crossroad réservés aux Noirs, près du Cap. Selon la police, qui n'a procédé à aucune arrestation, au moins trois des victimes auraient été tuées par balles, les cadavres des cinq autres ayant été retrouvés calcinés *« au-delà de toute identification »*. Des dégâts matériels importants ont également été commis au cours de cette explosion de violence. D'après un communiqué officiel, il s'agirait d'une *« bataille entre factions rivales que nos hommes ont arrêtée sans tirer une seule balle »*.

Cette communauté de vingt mille miséreux, parqués à quelques kilomètres de la capitale législative du pays, compte deux factions. La première, dirigée par M. Nxobongwana, reconnu par les autorités blanches, « maire » *de facto* de Crossroad. Le second groupe, auquel appartenaient, selon des témoins, l'essentiel des victimes, est dirigé par M. Mameni, décrit comme un honnête homme qui réclame l'organisation d'une consultation électorale et l'établissement d'un vrai conseil municipal.

La garde prétorienne du « maire » est recrutée parmi les membres d'une secte violente, les Amapondos. Dans la nuit de dimanche à lundi, selon des résidents apeurés, les Amapondos, armés de leurs pangas (longs couteaux affûtés comme des rasoirs), rôdaient encore dans le bidonville. Certaines familles avaient évacué leurs enfants.

P. C.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

ASIE

Les nouvelles stratégies japonaises

(Suite de la première page.)

Troisième étape : la détérioration des relations Est-Ouest, caractérisée par des crises telles que celle de l'Afghanistan, l'apparition de nouvelles zones d'instabilité, singulièrement dans le Golfe, et l'accroissement de la puissance militaire soviétique – entraîne de nouvelles transformations dans les rapports de défense avec les États-Unis. Ces rapports cessent d'être exclusivement à sens unique, comme le prévoyait le traité de sécurité de 1951, pour s'orienter vers des formes de coopération militaire concertée. La notion d'*« études conjointes »* est acceptée dès 1978, mais c'est en 1980 que les forces japonaises participent, pour la première fois, à des manœuvres navales collectives en compagnie de bâtiments américains, canadiens, australiens et néo-zélandais ; c'est en 1982 qu'ont lieu en territoire japonais les premières manœuvres terrestres nippo-américaines.

Entre-temps, il est vrai, les Japonais ont vu se développer à leur porte les lignes avancées d'un dispositif présumé hostile, en Sibérie orientale, autour de la mer d'Okhotsk et jusqu'au Vietnam avec l'ouverture à Danang et à Camranh de *« facilités »* nouvelles à la flotte et à l'aviation soviétiques.

Défense du territoire...

Plusieurs mois avant que M. Nakasone ne devienne premier ministre, des étapes décisives sont franchies avec, en juillet 1982, l'adoption d'un plan de cinq ans (1983-1987) pour la rénovation des forces armées japonaises et, en septembre suivant, les entretiens au Pentagone de M. Soichiro Ito, ministre d'État et directeur de l'agence japonaise de défense. Plusieurs projets d'importance majeure sont arrêtés à cette occasion, en particulier celui de déployer sur la base de Misawa, à l'extrême nord de l'île de Honshu, une cinquantaine de chasseurs F-16 supplémentaires, ainsi que la mise sur pied de travaux conjoints sur la protection des lignes de communications maritimes. Également à la même époque, les services compétents de l'administration japonaises se sont déjà déclarés favorable à la cession aux États-Unis des technologies à usage militaire *qui peuvent les intéresser* – projet qui ne sera toutefois approuvé par le cabinet que le 14 janvier 1983...

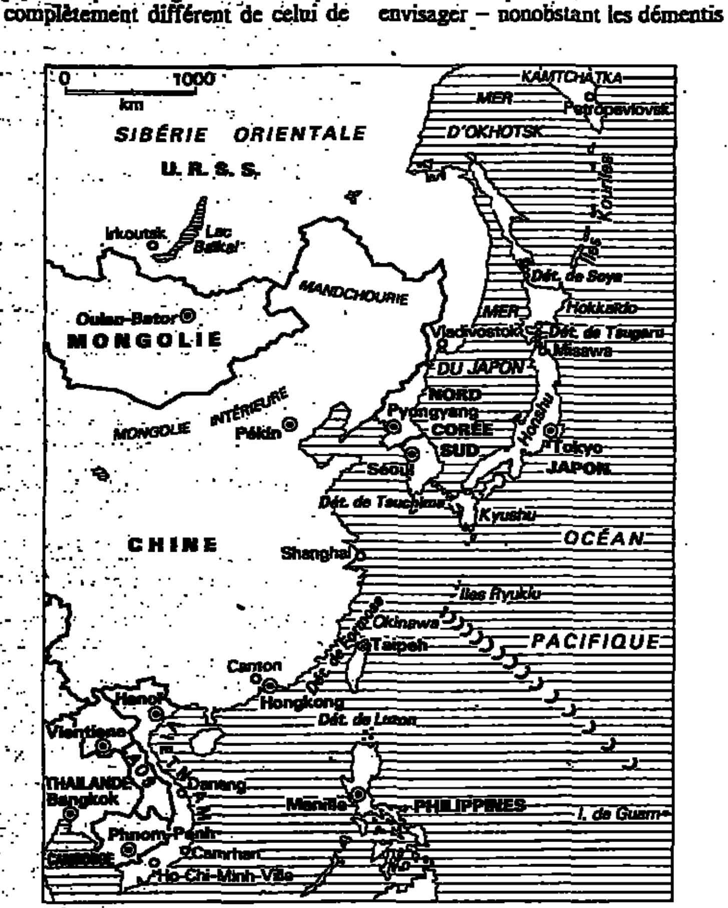
Le terrain est donc très préparé lorsque M. Nakasone prend, en novembre 1980, la direction du gouvernement. Aussi bien dira-t-on parfois que son accession au pouvoir s'est surtout traduite par l'emploi de formules nouvelles en matière de défense – tout spécialement celle par laquelle il a décrit son pays comme *« un porte-avions insubmersible »* face aux bombardiers soviétiques Backfire – plutôt que par des actes réellement inédits.

Ce n'est pas tout à fait exact dans la mesure où le premier ministre japonais paraît agir dans un esprit complètement différent de celui de ses prédécesseurs. Alors que ces derniers s'employaient à limiter, à freiner, une politique d'engagement militaire qui leur était imposée tant par les circonstances que par les pressions de plus en plus fortes des États-Unis, M. Nakasone avance délibérément dans cette voie, précédant à l'occasion non seulement une opinion publique et un Parlement réticents mais également des réformes constitutionnelles encore hors de portée.

C'est en ce sens que ce qui se dit a autant d'importance que ce qui se fait, les paroles préparant des inflexions politiques majeures qui se reflètent déjà fortement soit dans les études des experts, soit dans les conversations en cours avec les Américains.

Le cas est assez clair en ce qui concerne les cessions de technologies à usage militaire puisque, à partir de ce principe tout juste admis à titre d'*« exception »*, on en vient à envisager – nonobstant les démentis – la mise au point et la production en commun de systèmes d'armements avec les États-Unis. On en dira autant du voyage du premier ministre en Corée du Sud, – décidé en quelques jours et avant sa visite aux États-Unis, – qui a inévitablement et aussitôt été interprété comme un premier pas vers l'ébauche d'un système collectif de sécurité – dût-on affirmer par la suite à Tokyo qu'il n'en était pas question.

Mais le processus d'engagement paraît bien être encore beaucoup *plus avancé en matière de coopération militaire* avec les forces américaines sur le théâtre du Pacifique. De quoi s'agit-il concrètement ? Rapportons ici les idées exposées par un haut fonctionnaire japonais, qui se présente lui-même comme un expert en matière de défense.



Les principaux éléments du dispositif dont la mise en place est envisagée à Tokyo sont schématiquement figurés : fermeture des détroits entourant la mer du Japon, d'une part ; barrage aéronaval d'interception entre Okinawa et la zone de l'île de Guam, d'autre part.

L'hypothèse dans laquelle il se place est celle d'un conflit éclatant en dehors de la zone du Pacifique *mais prenant un caractère global du* fait de l'engagement des forces soviétiques et américaines. C'est dans la zone du Golfe et de l'océan Indien que l'ouverture des hostilités est jugée le plus vraisemblable. La mission qu'envisage alors de se donner le Japon consiste, d'une part à *bloquer les détroits* qui avoisinent ses côtes – Soya (détroit de La Pérouse) au nord, Tsugaru entre l'île de Honshu et celle de Hokkaïdo, Tsuchima au sud, en direction de la péninsule coréenne – transformant ainsi en lac fermé la mer du Japon ; d'autre part à établir *vers le sud un dispositif aéronaval* d'interception sur une ligne d'un peu plus de 1 500 kilomètres s'étirant à partir d'Okinawa en direction de l'île de Guam.

L'interprétation de ces mesures à l'usage de l'opinion et du Parlement japonais est que le Japon assurerait ainsi strictement la protection de son propre territoire ainsi que celle, tout aussi vitale, de ses lignes de communications maritimes – dans les limites mêmes des engagements pris sur ce point par M. Suzuki il y a près de deux ans. C'est en mai 1981 en effet que l'ancien premier ministre avait avancé pour la première fois, lors d'un voyage à Washington, l'idée que le Japon pourrait assumer lui-même la défense de ses lignes de communications maritimes sur une distance de l'ordre de 1 000 milles (environ 1 600 kilomètres).

... et contribution à la stratégie américaine

Ne s'agit-il que de cela ? Le premier point qui prête à discussion concerne la nature de la menace qui pèserait alors sur le Japon. Le seul fait que celui-ci importe la quasi-totalité des produits énergétiques, des matières premières qui alimentent son industrie, justifie qu'il considère sa sécurité comme en danger dès lors que des entraves peuvent compromettre ces approvisionnements. Mais peut-on parler d'une menace directe contre le territoire japonais dans une situation où le conflit principal se déroulerait à des milliers de kilomètres de l'archipel et où l'U.R.S.S. n'aurait manifesté aucune intention agressive à son égard ?

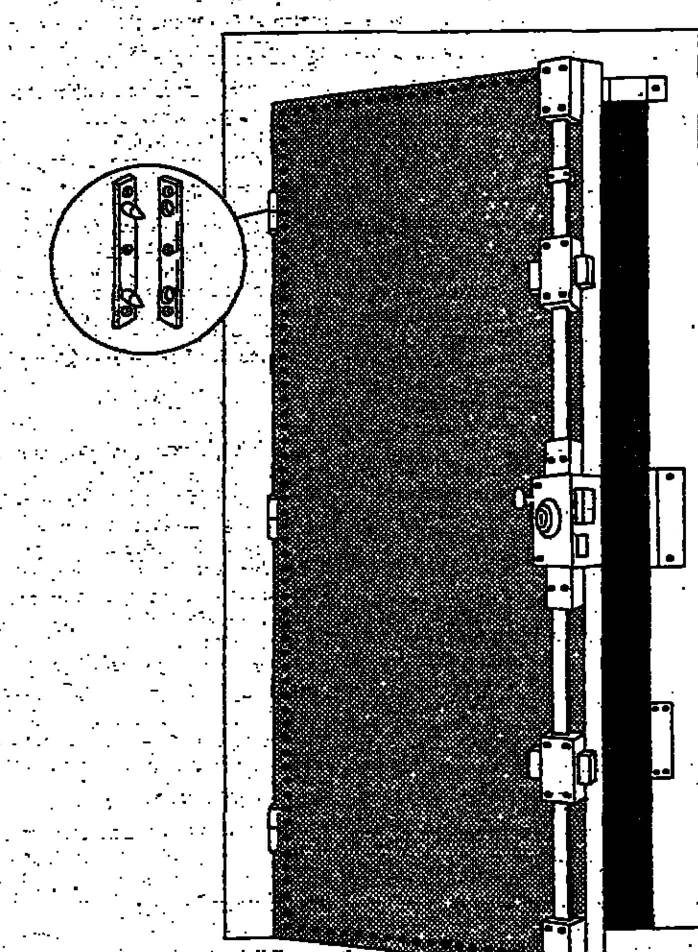
Un second point est plus lourd encore de conséquences. L'expert japonais qui expose ce schéma fait lui-même observer que le dispositif mis en place par le gouvernement de Tokyo aurait pour effet d'établir un barrage qui, opérant la jonction avec le dispositif américain puis australien et néo-zélandais dans le Pacifique Sud, interdirait toute sortie aux bâtiments soviétiques, de surface ou *sous-marins*, basés à Vladivostok et contraindrait ceux venant de Petropavolsk à un détour et à un voyage d'une centaine de jours pour gagner un théâtre d'opération dans l'océan Indien.

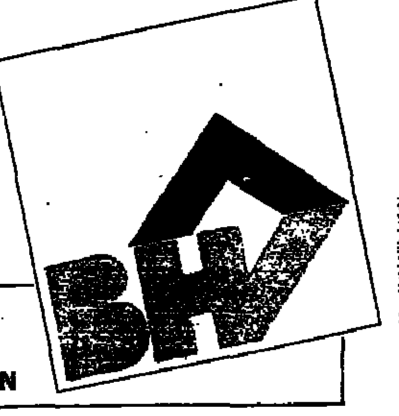
On ne saurait dès lors nier cette évidence que, sous prétexte d'assurer *sa propre sécurité, le Japon* apporterait dans ces conditions une contribution décisive à un dispositif stratégique global américain. Non seulement cette « contribution » est difficilement conciliable avec les clauses pacifistes de la Constitution, mais elle oblige à considérer le problème de la défense du Japon lui-même dans un contexte fondamentalement différent de celui qui avait été admis auparavant.

ALAIN JACOB.

Prochain article :

VIVRE DANGEREUSEMENT ?





P.C.F. : le difficile chemin de l'« autonomie »

La négociation engagée entre le gouvernement et le P.C.F. ou, plus exactement, entre MM. Mauroy, Delors et Bérégovoy, d'une part, le groupe communiste de l'Assemblée nationale, d'autre part, continuait, lundi matin 11 avril. Chaque partie disposait d'une sorte de dernier recours : pour les députés communistes, l'abstention sur le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures fiscales visant à assurer le financement de la Sécurité sociale et l'épargne ; pour le premier ministre, l'engagement de responsabilité sur ce texte.

Interrogé au début de la matinée de lundi, M. André Lajoinie, président du groupe communiste, soulignait l'importance que revêtait à ses yeux l'un des cinq amendements présentés par son groupe et rejetés par la commission des finances, mais néanmoins *« mis à l'étude »* par le premier ministre (*le Monde* du 9 avril). Il s'agit de celui de ces amendements qui visait à exonérer du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable les plus modestes des familles soumises à l'impôt sur le revenu.

Le P.C.F. insistait, depuis le débat de confiance du 6 avril, en particulier, sur la nécessité d'améliorer le plan gouvernemental du point de vue de la justice fiscale. L'amendement sur lequel a insisté M. Lajoinie est, à cet égard, exemplaire. L'enjeu du débat, cependant, ne se limite pas à cette appréciation des limites dans lesquelles doit s'appliquer la rigueur. Comme M. Georges Marchais l'avait souligné le 8 avril, le groupe communiste de l'Assemblée nationale entend affirmer son « autonomie » (*le Monde* daté 10-11 avril).

En d'autres termes, l'engagement du parti communiste au gouvernement, l'approbation du plan de rigueur par ses ministres entraîneraient le vote de la confiance, mais pas nécessairement celui des mesures sur la base desquelles cette confiance était demandée. L'hôtel Matignon a, naturellement, un point de vue différent, et, devant une telle hypothèse, évoque l'engagement de responsabilité, épreuve de vérité à laquelle le gouvernement peut, à tout moment, soumettre sa majorité.

Ne pas « casser la baraque »

Un dirigeant communiste a indiqué, dimanche 10 avril, quelles doivent être, à ses yeux, les limites de la critique des projets gouvernementaux. Il ne s'agit pas de *« s'aligner »*, a dit M. Henri Krasucki, mais il ne faut pas, non plus, *« casser la baraque »* et favoriser le retour de la droite au pouvoir. Le secrétaire général de la C.G.T. revendiquait ainsi, vis-à-vis du pouvoir, une « autonomie » raisonnable.

« Autonome », lui aussi, pour des raisons différentes, M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, estimait, dimanche, que le P.C.F. *« prendrait une lourde responsabilité »* en ne votant pas le projet de loi d'habilitation, car ce serait *« porter un coup à la cohésion et à l'autorité de la majorité »*. Les députés communistes, selon M. Fiszbin, ont raison d'être *« attentifs à la justice sociale »*, mais ils *« ne doivent pas se dérober à leur engagement majoritaire »*.

Selon M. Jacques Chaban-Delmas, les socialistes n'avaient pas de souci à se faire. L'appartenance à la majorité permet au P.C.F. une *« infiltration systématique d'éléments nombreux et sûrs dans de nouveaux rouages de l'État et du secteur nationalisé »*, a déclaré au *Journal du dimanche* le maire de Bordeaux, qui, lui aussi, jouit des plaisirs de l'autonomie.

Autonomes, M. Fiterman, ministre communiste qui approuve les mesures de rigueur ; M. Lajoinie, député communiste, qui veut les « améliorer » ; M. Marchais, qui ne veut pas *« avaler de couleuvres »* ; M. Krasucki, qui ne les avale qu'en cas d'absolue nécessité ; M. Fiszbin, qui se fait un devoir de les avaler ? Qui disait que le P.C.F. était un parti monolithique ?

PATRICK JARREAU.

Trois élections cantonales : trois reculs pour la gauche

Les trois élections cantonales qui étaient organisées dimanche 10 avril se sont traduites par un recul de la gauche. Dans deux cas, et dans des secteurs aussi différents que le canton urbain de Rouen et celui, plus au nord, de Dampierre, les pertes sont spectaculaires : dans la ville dont le maire est M. Lecanuet, président de l'U.D.F., le total des voix recueillies par les trois candidats de gauche atteint 37,38 % des suffrages exprimés, alors que, en mars 1982, il frôlait la barre des 50 %, avec 49,95 % ; sur l'ensemble des quatorze communes jurassiennes, où la gauche, en mars 1979, obtenait 50,74 % des voix, le score de ses deux candidats n'est que de 32,78 %. A côté de ces deux reculs (– 12,57 points à Rouen, et – 17,96 points à Dampierre), la régression enregistrée à Oloron est minime : – 1,25 point. Reste que dans ce canton du Haut-Béarn, c'est la progression du P.C. (près de 6 points) qui compense l'érosion de l'électorat socialiste.

JURA : canton de Dampierre (1er tour).

Inscr., 3 861 ; vot., 2 358 ; suffr. expr., 2 330. MM. Jean-Paul Giraud, U.D.F., 729 voix ; René Bey, div. dr., 629 ; Pierre Reynaud, P.S., 548 ; Daniel Bourgeois, P.C., 216 ; Pierre Racine, div. dr., 208. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Yves Cuny (P.S.) qui s'était démis de son mandat pour entrer en février dernier au cabinet de M. Hubert Dubedout (P.S.), alors maire de Grenoble.

Au premier tour des élections cantonales de mars 1979, M. Cuny (P.S.) avait obtenu 882 voix contre 882 à M. Combet (U.D.F.-C.D.S.), 454 à Mme Pierre (U.D.F.) et 412 à M. Bourgeois (P.C.). Au second tour, M. Cuny avait été réélu avec 1 472 voix contre 1 274 à M. Combet sur 2 746 exprimés, 2 838 votants et 3 719 inscrits.

Alors que la gauche avait totalisé 50,74 % au premier tour de 1979 (et 53,60 % au second, sur le nom de M. Cuny), elle ne recueille que 32,78 % des exprimés, contre 67,21 % au total pour les trois candidats de l'opposition. Le P.S. enregistre un recul supérieur à 11 points de pourcentage (23,51 % au lieu de 34,58 %) et le P.C. de près de 7 points (9,27 % au lieu de 16,15 %).

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : canton d'Oloron-Ouest (1er tour).

Inscr., 8 170 ; vot., 5 458 ; suffr. expr., 5 284. MM. Michel Lacaze, R.P.R., 2 152 voix ; Henri Grechez, P.S., premier adjoint au maire d'Oloron, 1 682 ; Michel Martin, P.C., deuxième adjoint, 1 450. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Laclau (P.S.) qui, conseiller général et maire d'Oloron, était décédé en janvier dernier. Au premier tour des cantonales de mars 1982, Henri Laclau avait obtenu 2 271 voix, contre 2 325 à M. Lacaze (R.P.R.) et 1 294 à M. Martin (P.C.). Au second tour, il avait été réélu avec 3 548 voix contre 2 774 à M. Lacaze, sur 6 322 exprimés, 6 490 votants et 8 160 inscrits.

Par rapport au premier tour de 1982, seul le candidat du P.C. obtient plus de voix. Ce gain se traduit par une progression en pourcentage de 5,48 points (27,44 % au lieu de 21,96 %). En revanche, le représentant du P.S. fait moins bien que son prédécesseur : 31,83 % au lieu de 38,55 %. Quant à M. Lacaze (R.P.R.), son score en pourcentage passe de 39,47 % à 40,72 %.

Au total, la gauche, créditée de 60,52 % au premier tour de mars 1982 et de 56,12 % au second tour, recueille 59,27 % des voix.]

SEINE-MARITIME : canton de Rouen-VII (1er tour).

Inscr., 8 725 ; vot., 3 543 ; suffr. expr., 3 491. Mme Jeanine Bonvoisin, U.D.F., troisième adjointe de M. Lecanuet, 2 186 voix, *RÉÉLUE* ; MM. Michel Bérégovoy, P.S., député, 943 ; Jacques Arsène, P.C., 214 ; Maurice Deliquaire, P.S.U., 148.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation du scrutin de mars 1982, après que les scrutateurs eurent trouvé dans les urnes des bulletins de vote au nom d'un candidat socialiste en lice dans un canton voisin. Mme Bonvoisin avait été élue dès le premier tour des élections de mars 1982 dans le canton de Rouen-VII, nouvellement créé. Elle avait alors obtenu 2 772 voix, contre 1 956 à M. Bérégovoy (P.S.), 505 à M. Lainé (P.C.) et 306 à M. Deliquaire (P.S.U.).

Aucun des candidats ne retrouve les voix qu'il avait recueillies en mars 1982 : – 586 suffrages pour Mme Bonvoisin, – 1 013 pour M. Bérégovoy, frère du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, – 291 pour le représentant du P.C. et – 158 pour M. Deliquaire. A l'exception de Mme Bonvoisin, qui gagne plus de 12 points en pourcentage (62,61 % contre 50,04 %), tous les candidats reculent : – 8,3 points (27,01 % contre 35,31 %) pour M. Bérégovoy, – 2,98 points (6,13 % contre 9,11 %) pour le P.C. et – 1,29 point (4,23 % au lieu de 5,52 %) pour M. Deliquaire.]

LE GROUPE COMMUNISTE N'EST PAS UN GROUPE DE GODILLOTS déclare M. Lajoinie

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi matin 11 avril, sur France-Inter, que le P.C.F. attendait du gouvernement *« des engagements fermes, à la fois sur le plan de rigueur et sur la justice fiscale »*.

M. Lajoinie a souligné qu'il avait *« soumis au premier ministre une proposition technique sur le 1 %, prévoyant une décote tenant compte des parts familiales »*. *« J'ai insisté beaucoup*, a ajouté M. Lajoinie, *parce que le 1 %, comme nous l'a annoncé le ministre de l'économie et des finances, peut rester en vigueur, dans les années qui viennent, pour un financement partiel de notre protection sociale. »*

M. Lajoinie a rappelé qu'il était déjà arrivé, depuis 1981, que les députés communistes s'abstiennent sur un projet de loi. *« Nous sommes dans la majorité (...), à part entière »*, a-t-il ajouté. *« Le groupe communiste a le droit d'amendement, a le droit de réflexion sur un projet de loi. Ce n'est pas un groupe de godillots. »*

Le président du goupe communiste à l'Assemblée nationale a précisé que la réunion du comité central, les 19 et 20 avril, ne peut déboucher sur une modification du pargage des responsabilités à la tête du parti. *« Le congrès a tranché*, a dit M. Lajoinie, *il ne faut pas revenir toujours sur cette question. »*

MARSEILLE : les communistes se félicitent de leur « participation à part entière » aux affaires municipales

Marseille. — M. Gaston Defferre, maire de Marseille, a précisé les délégations attribuées aux trente adjoints (13 P.S., 11 P.C., 4 Groupe d'action municipale, économique et sociale, 2 M.R.G.) du nouveau conseil municipal. La liste de ces délégations fait apparaître un partage équitable des responsabilités entre les groupes formant la majorité. Le premier adjoint, M. Jean-Victor Cordonnier (P.S.), est chargé, comme dans la précédente municipalité, des problèmes d'urbanisme.

En tant que troisième adjoint, M. Michel Pezet, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional, est appelé à suivre plus particulièrement les grands dossiers économiques et de planification de la ville. Les socialistes détiennent également les délégations de l'éducation (M. Bastien Leccia), de la voirie (M. Robert Vigoureux), du logement (M. Michel Martin) et celle des sports, attribuée exceptionnellement à un conseiller municipal, M. Marius Masse, député de la huitième circonscription et conseiller général des Bouches-du-Rhône (1).

La délégation des finances revient à un élu du Groupe d'action municipale (GAMES), M. Pierre Rastoin, cinquante-deux ans, directeur adjoint d'une banque privée marseillaise, fils de l'ancien sénateur (C.N.I.P.) Jacques Rastoin, qui fut pendant vingt-quatre ans premier adjoint au maire.

Les élus communistes se voient confier quant à eux l'animation de plusieurs secteurs importants de la vie municipale (sécurité, marchés et achats publics, emploi et formation professionnelle, transports en commun, environnement et cadre de vie, circulation). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président de ce groupe, M. Georges Lazzarino, secrétaire de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, se félicite sans réserve de la *« participation à part entière »* du P.C. aux affaires municipales *« dans le cadre d'une gestion solidaire »*.

D'autre part, les maires d'arrondissement ou de groupes d'arrondissements ont été élus le samedi 9 avril. Il s'agit de :

***Premier secteur* (1er, 4e, 13e et 14e arrondissements) : M. Lucien Weygand (P.S.) ; *deuxième secteur* (2e, 3e et 7e arrondissements) : M. Jean-Noël Guérini (P.S.) ; *troisième secteur* (5e, 10e, 11e et 12e arrondissements) : M. Michel Coullomb (P.S.) ; *quatrième secteur* (6e et 8e arrondissements) : M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) ; *5e secteur* (9e arrondissement) : M. Guy Teissier (U.D.F.) ; *6e secteur* (15e et 16e arrondissements) : M. Pascal Posado (P.C.).**

De notre correspondant régional

« Le groupe communiste est celui qui, proportionnellement, dispose du plus grand nombre d'adjoints (onze sur quinze élus). Les délégations qui vous ont été attribuées par le maire répondent-elles à votre attente ?

— Tout à fait. Nous considérons qu'il s'agit d'une juste répartition des tâches au sein de la municipalité. Nous en avons discuté avec les autres groupes de la majorité et nous sommes tombés en plein accord avec eux. C'est un événement puisque, pour la première fois depuis trente-cinq ans, les communistes participent à part entière à la gestion de la deuxième ville de France.

— *Vous êtes chargé personnellement, en tant que deuxième adjoint, des problèmes liés à la sécurité des personnes et des biens, qui est une nouvelle délégation. Comment envisagez-vous votre action ?*

— Ces problèmes, avec ceux de l'immigration dont s'occupera également un élu communiste, font partie des préoccupations les plus sensibles de la population marseillaise. le maire, qui est aussi ministre de l'intérieur, a indiqué sa volonté de les résoudre en créant un conseil permanent de la sécurité à l'hôtel de ville et dans chaque secteur municipal, et en provoquant une rencontre internationale avec les dirigeants des pays fournisseurs de main-d'œuvre.

» Il est évident que, en matière d'insécurité, les solutions ne dépendent pas seulement du renfort des effectifs de police. Elles sont liées à des problèmes beaucoup plus fondamentaux d'emploi, de formation professionnelle, de culture, de loisirs, etc., et surtout, à notre avis, au développement de la vie associative. On ne règlera rien si l'on n'associe pas pleinement la population à l'action dans la lutte. C'est ce à quoi, nous, communistes, allons nous employer avec nos collègues du conseil municipal.

— *Les adjoints communistes ont-ils d'autres projets concrets ?*

— Nous sommes très attachés au développement des transports collectifs qui passe, selon nous, par une coordination efficace entre les différents moyens de transport existants, train, bus et métro, de façon à créer une véritable toile d'araignée sur l'ensemble des quartiers. Dans le domaine de l'environnement et du cadre de vie, il va falloir désormais accentuer les efforts de la municipalité en faveur des quartiers nord à forte concentration de population. Mais en fait, dans une ville comme Marseille, tous les problèmes sont importants, et à divers degrés urgents à régler.

— *Qu'en est-il de la solidarité de gestion municipale ?*

— Le programme électoral de la liste du Nouveau Marseille a pour nous valeur de contrat municipal et implique une solidarité de gestion entre tous les élus de la majorité, qui doit se manifester dans les grandes décisions, et en particulier le vote des budgets. Il n'y a aucune ambiguïté sur ce point. Je ne pense pas que l'on puisse envisager, dans le cadre de la gestion municipale, une responsabilité à part des élus communistes. Le travail à accomplir est un travail d'équipe, car tous les problèmes sont liés, et, comme nous le disons, tout influe sur tout. Nous voulons faire le nouveau Marseille et nous le ferons avec toutes les forces de progrès de cette ville.

— *Quel rôle doit jouer selon vous l'opposition ?*

— Je trouve navrante l'opération de propagande à laquelle s'est livré M. Jean-Claude Gaudin lors de la séance d'installation du conseil municipal. En 1971 et en 1977, nous aurions nous aussi, alors que nous étions dans l'opposition, souhaité nous exprimer lors de l'élection du maire. On nous a opposé la loi et nous nous sommes inclinés sans quitter pour autant la séance avec pertes et fracas. L'opposition a essayé de prolonger un climat d'affrontement qui n'est pas de mise dans une démocratie. Elle doit jouer un rôle de contrôle et de participation dans les commissions qui lui sont toutes ouvertes à la proportionnelle, et même au-delà. Cela dépend d'elle. »

GUY PORTE.

(1) M. Defferre avait déploré de ne pouvoir confier *« une écharpe d'adjoint »* à MM. Masse et Jean-Jacques Leonetti, tous les deux députés et conseillers généraux, en raison du nouveau règlement intérieur du P.S. sur le cumul des mandats. Une exception a été faite pour Mme Irma Rapuzzi, sénateur (P.S.) et conseiller général, qui occupe le poste de cinquième adjoint délégué aux relations avec le personnel municipal et aux relations financières entre la ville et l'État. M. Leonetti a reçu la délégation des relations financières entre la ville et le département et devrait présider une commission municipale de travail.

LE P.S.U. NE S'ESTIME PAS « ENGAGÉ PAR LA SOLIDARITÉ GOUVERNEMENTALE »

La direction politique du P.S.U., réunie le dimanche 10 avril, a décidé d'avancer aux 11 et 12 juin prochains la date de son congrès, initialement prévu pour l'automne. Ce congrès extraordinaire sera préparé par une conférance nationale, réunie les 7 et 8 mai.

La motion adoptée par la direction politique, par 33 voix contre 32, exprime le *« désaccord »* de celle-ci *« avec l'activité du bureau politique »* depuis le 20 mars dernier, date de la dernière réunion de la direction politique. Est ainsi critiquée l'entrée de Mme Huguette Bouchardeau au gouvernement, dont la direction politique *« prend acte »*. La motion adoptée *« précise que le P.S.U. n'est pas partie prenante de la majorité gouvernementale »*, puisqu'il n'a *« signé aucun accord de gouvernement »*, et qu'il n'est donc *« pas engagé par la solidarité gouvernementale »*.

Le bureau politique ayant dû, à la demande de la direction politique, *« remettre ses mandats »* à la disposition de celle-ci, un nouveau bureau politique a été élu, à la proportionnelle des courants qui s'étaient départagés au dernier congrès du parti, à Nantes, en décembre 1981. L'un des courants favorables à Mme Bouchardeau s'étant divisé, l'équipe constituée dimanche se répartit moitié-moitié entre partisans et adversaires de la participation au gouvernement. — P.J.

M. CHABAN-DELMAS : une question de confiance

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux (R.P.R.), ancien premier ministre, estime dans une déclaration au *Journal du dimanche* du 10 avril, à propos du plan économique du gouvernement : *« L'inspiration du nouveau programme est assurément préférable à la précédente et certaines mesures vont dans le bon sens. Personne ne peut souhaiter un nouvel échec. Le risque le plus général d'échec réside dans la perte de crédibilité du pouvoir, c'est-à-dire dans sa capacité de ressaisir la confiance de l'opinion sans laquelle — comme toujours dans un pays demeuré libre — rien n'est possible. »*

● *L'Union des jeunes pour le progrès* (jeunes gaullistes) a réuni son comité national, dimanche 10 avril. L'U.J.P. s'étonne que le gouvernement recoure à la procédure des ordonnances, procédure que les socialistes dénonçaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Ils déplorent *« l'amalgame sport-politique fait par Mme Avice »* à propos de l'Afrique du Sud et demandent pourquoi cette mesure ne s'applique pas à l'égard de l'Union soviétique ou du Chili.

L'U.J.P. a décidé de nouer des contacts avec les autres composantes de l'opposition et particulièrement avec celles qui se réclament des mêmes principes qu'elle.

Dans une déclaration au journal « la Suisse »

M. MITTERRAND : pas de mesures protectionnistes

Dans un entretien publié, lundi 11 avril, par le quotidien *la Suisse* », à trois jours de son voyage à Genève, M. François Mitterrand déclare que la France n'a pas l'intention de prendre des « *mesures protectionnistes à l'égard de quiconque, comme le font beaucoup de pays, qui pratiquent un protectionnisme non avoué* », comme, par exemple, « *les États-Unis, qui exigent que leurs marchandises circulent sur des bateaux américains, qui vendent leur blé à coups de subventions à leurs agriculteurs* » ou encore, « *en de nombreux domaines, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et quelques autres* ».

Mis en cause pour ses sondages préélectoraux

IPSOS DÉCIDE D'ATTAQUER EN JUSTICE LE SYNTEC

A la suite de la déclaration du Syntec (Chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil), critiquant les « *enquêtes sujettes à caution réalisées par l'institut IPSOS* » durant les élections municipales (*le Monde* du 7 avril), cet institut souligne qu'il ne fait pas partie du Syntec et qu'il n'a « *été entendu à aucun moment par les sociétés* » qui en sont membres. IPSOS annonce, dans un communiqué publié le vendredi 8 avril, sa décision d'« *attaquer le Syntec en justice* ».

IPSOS propose néanmoins aux sociétés membres du Syntec un « *débat public sur les sondages* » et annonce qu'il « *prendra, dans les prochaines semaines, par l'intermédiaire du Club de l'opinion qui associe à ses réflexions celles des professionnels de la communication (...), une série d'initiatives afin d'assurer la pédagogie « grand public » des sondages* ».

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Edgar Faure : il faut faire une politique favorable aux entreprises et à l'emploi

M. Edgar Faure, sénateur du Doubs (Gauche démocratique), invité dimanche 10 avril du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », a ainsi jugé le plan économique du gouvernement. Se référant à la formule utilisée par M. Mauroy à l'Assemblée nationale, il a déclaré : « *Je ne fais pas, quant à moi, la distinction entre « rigueur de gauche » et « austérité de droite ». Il ne s'agit pas de savoir si la politique du gouvernement échouera, car la politique qui a été menée en tant que politique d'un gouvernement socialiste a déjà échoué.*

» *Une austérité de droite, appliquée par un gouvernement de gauche, voilà une politique qui est tout à fait traditionnelle ! Je ne peux pas l'approuver entièrement. Si elle est classique, elle n'est pas originale. Tous ses aspects ne sont pas mauvais, mais elle est inégale, incomplète. Elle est unidimensionnelle.*

» *On a tout misé sur l'emploi. Si cela était socialement défendable, cela était économiquement insuffisant. Maintenant, on voudrait faire exactement l'inverse. Or il convient de choisir un moyen terme. En décourageant la consommation, la politique menée a tourné le dos à une véritable politique socialiste. On a dit que cette politique était courageuse ; mais ce n'est pas parce qu'un remède est désagréable qu'il est nécessairement efficace. Il risque de se produire un phénomène général de désépargne, qui aura également des effets sur l'exportation. (...)*

» *Je ne croirai au succès de la politique actuelle que si elle est complétée. Elle présente en tout cas deux aspects positifs : la compression des dépenses budgétaires et la « sincérisation » des tarifs des entreprises. Cette politique comporte néanmoins un élément qui est beaucoup moins bon : la superfiscalité, qui pèsera à terme sur les prix de revient.* »

M. Edgar Faure propose un abaissement de la fiscalité qui accompagnerait une épargne forcée, même plus importante que les 10 % décidés par le gouvernement. Il souhaite aussi un accroissement de la T.V.A. en compensation d'une baisse des charges sociales pesant sur les entreprises. Il explique : « *M. Delors ne veut pas comprendre que tous les industriels accepteront volontiers une diminution de leurs prix de revient, une diminution des prix de vente, si celle-ci est compensée par une mesure concernant la T.V.A. Le volet qui manque au plan qui va être appliqué est celui qui serait susceptible de faire redémarrer l'économie.*

» *Le gouvernement est passé d'une politique déséquilibrée dans un sens à une politique déséquilibrée dans l'autre : il est passé de l'autre côté du cheval (...).*

» *Il faut arriver à mettre en œuvre une réévaluation fiscale des bilans. Il faut faire une politique favorable aux entreprises et à l'emploi, mais en recourant à des procédés qui n'aient pas d'effets inflationnistes (...). Dans le pays, la confiance n'est pas suffisante. Dès l'instant où l'on aura l'impression que le gouvernement se soucie des entreprises, il y aura un facteur chance. Si des mesures sont prises quant au crédit, à la fiscalité, à la charge sociale des entreprises, un capital de confiance peut être rétabli assez rapidement. Ce capital est indispensable.* »

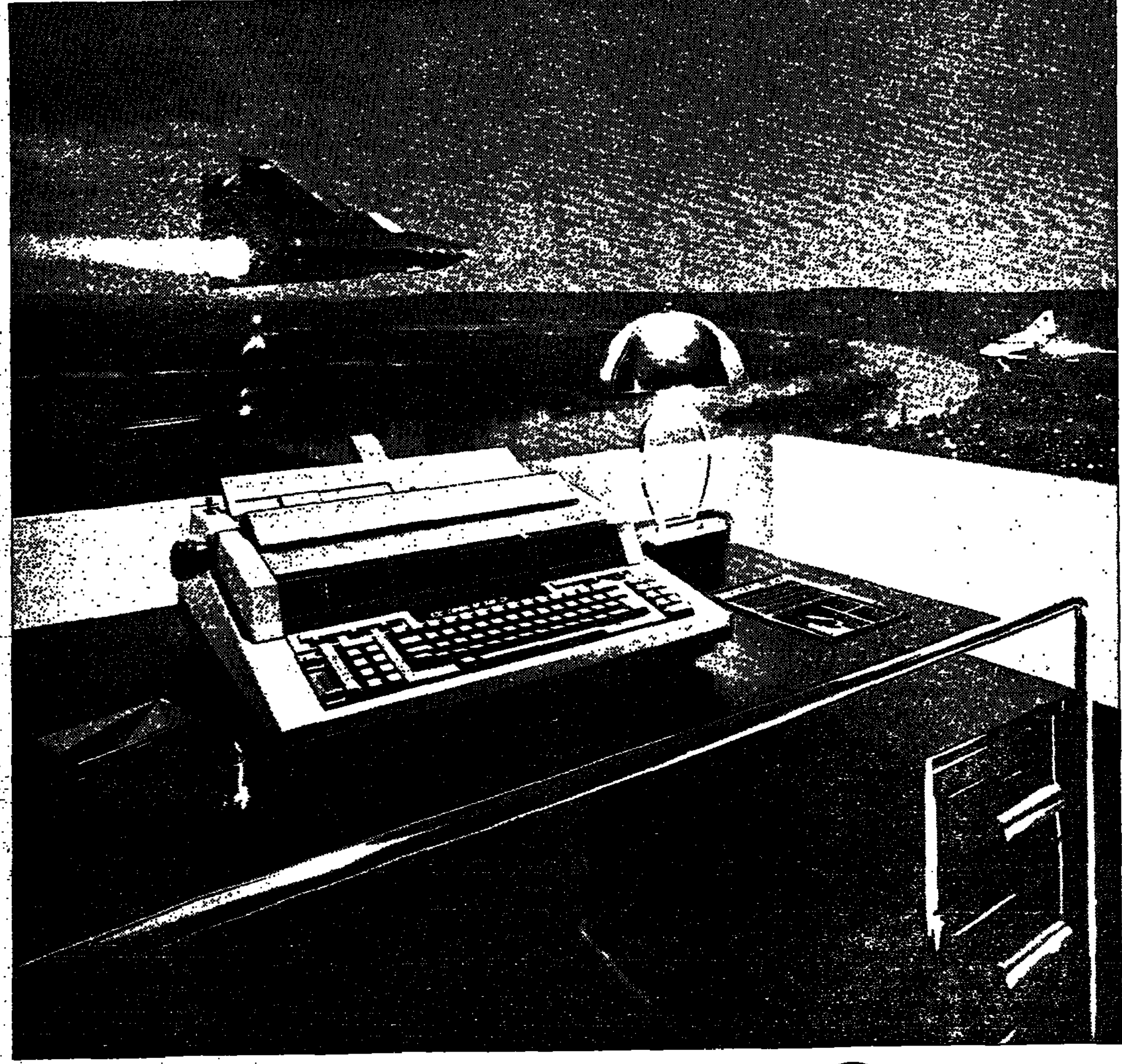
A propos des nationalisations, M. Edgar Faure souhaite « *que l'on restitue à l'épargne privée une partie des actifs qui ont été pris en compte pour les nationalisations* ».

Pour ce qui est de la lutte contre le chômage, il estime « *qu'on ne peut pas se résoudre à une politique dont on attend cent mille chômeurs de plus. Les régions peuvent aider le gouvernement dans une politique de l'emploi. Surtout il faudrait assouplir les règles du licenciement.*

M. Edgar Faure, évoquant le rôle des communistes, déclare : « *Du point de vue de la politique intérieure, je ne vois pas en quoi la présence des communistes au gouvernement change quelque chose à la politique économique qui est menée. Pour ce qui concerne la politique extérieure, le gouvernement dans son ensemble ne me semble pas impressionné par leur présence.*

» *S'il s'agit de faire accepter à la classe ouvrière des blocages de salaires ou du pouvoir d'achat, dans un certain sens, la coalition de tous les partis jusqu'à l'extrême gauche n'est pas tactiquement inutile.* »

Après avoir noté : « *En général, les propos de M. Raymond Barre recueillent mon accord* », M. Edgar Faure se prononce pour un système électoral qui combinerait le mode majoritaire et le mode proportionnel et affirme : « *Je suis favorable au statu quo* » en ce qui concerne le problème de l'enseignement libre.



Le Monde

société

UN MOIS APRÈS L'EXPLOSION MEURTRIÈRE DE MARSEILLE

La grande synagogue n'était peut-être pas l'objectif des auteurs de l'attentat manqué

Le 8 mars, à Marseille, au lendemain du premier tour des élections municipales, deux repris de justice sont tués par l'explosion de leur voiture piégée, non loin de la grande synagogue. Un attentat manqué, entre deux autres, le premier évité le 26 février lors d'une fête d'enfants juifs, le second mortel, le 13 mars, pour un enfant immigré. Dans le climat de racisme exacerbé de la campagne électorale, cette explosion deviendra un enjeu, le préfet de police et le maire sortant, M. Gaston Defferre, accusant la droite d'avoir des liens avec les tueurs malchanceux.

Qu'en est-il un mois après ? L'opposition crie à l'amalgame, à la calomnie, et fait de l'utilisation politique de l'affaire l'un de ses arguments pour réclamer l'annulation des élections dans trois secteurs. L'enquête policière apporte deux réponses : non, l'objectif n'était pas forcément la synagogue. Il pouvait très bien s'agir d'un règlement de comptes crapuleux. Oui, l'équipe de malfaiteurs mêlés à cet attentat manqué militait pour les listes d'opposition.

Une ville, son « milieu » et sa droite

De notre envoyé spécial

Marseille. — Cliché de Parisien, cette ville aime la galéjade. *Galéjada* en provençal : histoire inventée ou exagérée, résume-t-on en français... Qu'importe le cliché, il est ici comme un indice. Le signe que celui qui prétend trier le faux du vrai, dans une de ces affaires politico-criminelles dont Marseille semble avoir le secret, devra se faire humble.

Comme si tout se conjuguait pour l'éloigner de la simplicité des faits, Marseille, figure de la complexité ? En tout cas, on aimerait vous persuader que cette ville n'est qu'embrouilles, demi-vérités et clair-obscur.

La synagogue ? Pensez-vous ! Cette voiture piégée et l'antisémitisme, c'est le jour et la nuit ; bien plutôt un règlement de comptes du milieu pour le contrôle des machines à sous ! Mais les penchants de ce milieu-là pour la droite ? Pensez-vous ! Une spécialité marseillaise, tous les partis ont recours ici à ces amitiés particulières

Le préfet de police du département, M. Bernard Patault, pensait tenir sa « *piste politique et raciste* », ses malfrats « *en relations relativement étroites avec des politiciens de droite dans le Vaucluse et à Marseille* », et voilà qu'une des rumeurs s'acharne à démolir ce qu'elle présente comme une galéjade. Rien qu'une galéjade !

Echapper à ces cercles de bruits suppose de dresser un comte d'apothicaire des réalités brassées par l'enquête policière et l'instruction judiciaire. Bilan paradoxal, à ce jour : un attentat manqué équivoque ; des auteurs dont la personnalité l'est beaucoup moins. Match nul entre le préfet de police et la rumeur : s'il ne paraît pas établi que la synagogue était l'objectif visé par les criminels, l'implication de ceux-ci dans la campagne électorale de l'opposition n'est pas niable.

Peu après 2 h 10, donc, le 8 mars, rue Dragon. Face au n° 81, une Peugeot 504 explose, arrêtée au milieu de la rue à sens unique. L'incendie gagne les voitures en stationnement ; l'essence enflammée gicle à 20 mètres : une partie du coffre de la 504 retombe de l'autre côté d'un immeuble. On estimera la charge à un kilo d'explosif industriel...

Deux morts, le conducteur et le passager. Leurs corps sont retrouvés à l'extérieur de la 504, l'un déchiqueté, l'autre mourant étouffé par ses brûlures. Cet homme-là, sinon les deux, avait assurément quitté la voiture avant l'explosion. La rue est en pente : le frein à main était mis.

Deux cents mètres en arrière, en descendant le sens unique, c'est le croisement avec la rue de Breteuil qui, 100 mètres plus haut, longe la grande synagogue. Le rapprochement est spontanément fait par les C.R.S. chargés de la protéger. Ces policiers ne sont pas chargés d'une garde statique mais d'une ronde avec halte prolongée sur les points sensibles. Or, à 2 h 5, ils s'arrêtent devant la synagogue, descendent de leur véhicule et inspectent durant à peu près six minutes. Ils repartent et sont 300 mètres plus haut quand ils entendent l'expulsion. Leur conclusion immédiate, dès le premier procès-verbal : les hommes de la 504 ont dû être « *gênés par notre présence* ».

Un témoin abonde dans leur sens. Mᵉ Pierre Charrier habite au 86, rue du Dragon. Insomniaque, il est éveillé quand il entend l'explosion et se dirige alors vers les baies vitrées de son troisième étage. Sa théorie est simple. Voyant les C.R.S., les hommes de la 504 n'auraient pas osé remonter la rue de Breteuil ; ils ne pouvaient que prendre alors la rue du Dragon, et, coincés par le minutage de leur machine infernale, ils tentent de quitter leur véhicule pour en rejoindre un autre, qui les suivait. Car, après l'explosion, Mᵉ Charrier entend une voiture démarrer brusquement et, s'approchant de ses fenêtres, la voit remonter, à vive allure et en sens interdit, une rue perpendiculaire, la rue du Docteur-Morucci. Ce scénario supposerait que la synagogue était bien l'objectif.

L'équivoque se niche toutefois au cœur des faits. Cet attentat manqué — interrompu, détourné ? — n'acquiert un mobile que par hypothèse. Aussi un mouvement antiraciste qui voulait se constituer partie civile y a-t-il renoncé : le juge d'instruction chargé du dossier, Mlle Bernadette Augé, n'aurait pu, en l'état actuel de l'information, accéder à sa demande. De même M. Jean-Pierre Sanguy, chef du S.R.P.J. chargé de l'enquête, se refuse-t-il aux déductions hâtives : la synagogue, un autre objectif à dimensions politiques, ou un règlement de comptes crapuleux ? Pour l'heure, il n'en sait rien.

Les gens du Kilt

Inversement, il en sait plus sur les acteurs de ce film sans scénario. Grâce aux R.G., qui ont fort bien travaillé. Les Renseignements généraux, bien avant l'attentat, enquêtaient sur une affaire non sans rapport avec le terrorisme : un trafic d'explosifs qui aurait pu alimenter les nationalistes corses du F.L.N.C. Dans le collimateur des R.G., un bar marseillais, le Kilt, qui est sur écoutes téléphoniques et où un indicateur traîne. Le Kilt, c'est la famille Pantalacci. Un clan corse ; « *niveau moyen* » dans le banditisme marseillais, confient les policiers : peu ou prou mêlé à tous les trafics habituels en ce cas. Antoine Pantalacci, dont la cousine Michèle est cogérante du bar avec son père Roger, est à la prison des Baumettes depuis le 22 février pour avoir tiré, lors d'un différend privé, sur un C.R.S.

Or le Kilt a été, dans les semaines précédant l'attentat, le lieu de prédilection des deux morts de la 504 : Daniel Scotti et Jean Chicin. Le premier est sorti en janvier de la centrale de Poissy (Yvelines), où il subissait une peine de neuf ans de réclusion pour un hold-up. Le second a été condamné par contumace pour des faits similaires : en fuite, il se cache sous une fausse identité. C'est pourquoi l'on retrouvera sur lui la carte d'identité maquillée, avec son accord, de Jean-Claude Graf, un barman de Carpentras (Vaucluse).

Au Kilt, Scotti et Chicin ne viennent pas seuls. Ils sont en fait quatre inséparables : aux deux premiers s'ajoutent Marc Monge, un autre repris de justice de Carpentras, et un homme plus âgé, brocanteur et ferrailleur en Ardèche, dont l'identité est aujourd'hui connue des policiers. Ils ont de l'argent, consomment à coups de billets de 500 francs.

Deux femmes ont vent de leurs projets : la cogérante, Michèle Pantalacci, et la serveuse, Annick Pillaert. La première les entend dire qu'ils veulent « *régler son compte à quelqu'un* » et les voit, plusieurs soirs de suite, revenir de « repérages » mystérieux. La seconde est une amie passagère de Scotti, qui lui confie, le 6 mars au soir, transporter « *des explosifs* ».

Adhérente de l'U.D.F.

Le milieu donc. Mais un milieu engagé. Michèle Pantalacci est adhérente de l'U.D.F., elle le revendique lors de l'instruction. Marc Monge a frayé avec l'ancien Service d'action civique (SAC) dont son père, Serge, assassiné en octobre 1977 dans la banlieue lyonnaise, était un militant actif. Monge ainsi que ses trois compères étaient arrivés récemment, mais en ordre dispersé, à Marseille, et, certifient les policiers qui surveillaient le « Kilt », avaient alors pour principale activité le collage d'affiches de l'opposition. Ils auraient été recrutés pour ce travail par un certain Georges Olmicia, affirment les mêmes sources.

Ici, l'affaire prend du poids. Georges Olmicia est un ancien propriétaire de bar et d'hôtel, ayant eu maille à partir avec la police pour des affaires de proxénétisme hôtelier. Patron d'une agence de « conseil juridique », cet homme de quarante-cinq ans est une de ces figures qui, entre la politique et le milieu, mélangent les genres. Des policiers le disent à la fois « *en étroite relation* » avec Gaétan Zampa, ce parrain supposé de la pègre marseillaise, mais aussi « *dans l'entourage* » de M. Jean-Claude Gaudin. Il fut membre du comité de la troisième circonscription des Bouches-du-Rhône du parti républicain ; il en organisa les services d'ordre pour des réunions en 1977 et 1978 ; il est aussi, selon les policiers, en contact avec des extrémistes de droite. Ainsi, en 1975, fut-il vice-président d'une Association de défense des commerçants marseillais qui revendiquait, entre autre, un statut national de la prostitution, et dont l'un des responsables est aujourd'hui membre du conseil national du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite).

Le milieu, la droite. « *C'est la pratique de l'amalgame qu'ont utilisé contre nous les socialo-communistes* », répond vertement M. Guy Teissier, conseiller général, élu aux municipales sur le cinquième secteur et numéro 2 de l'U.D.F. à Marseille, derrière M. Gaudin. Il ne peut confirmer l'appartenance de Michèle Pantalacci à l'U.D.F., mais reconnaît qu'elle est « *une amie de notre famille politique* ». « *Cette jeune femme, on la connaît tous, on connaît ses parents.* » La raison en est « *simple* » : le « Kilt », 169, avenue du Prado, est « *à deux pas de notre permanence* », explique M. Teissier, qui indique y être allé « *une demi-douzaine de fois* ». Pour autant, assure-t-il, le « Kilt » n'était pas « *le* » lieu de rendez-vous privilégié des colleurs d'affiches de l'opposition. Quant à l'énigmatique Georges Olmicia, « *inconnu* » répond-il sèchement.

Le préfet de police, fort critiqué pour ses déclarations d'il y a un mois, s'en tient aujourd'hui à ceci : « *Est-il normal que des colleurs d'affiches se retrouvent dans un bar de truands ? Notre métier n'est-ce pas d'œuvrer à une moralisation de la vie politique ? Si ces gens avaient été de gauche, je l'aurais dit aussi...* » Le milieu, la gauche ? Mais M. Teissier lui-même nous confie qu'il pense que « *le milieu a lâché Defferre depuis l'arrestation de Nick Venturi dans l'affaire des fausses factures* »...

En attendant, policiers et magistrats continuent leur pêche minutieuse. Des filets pour des poissons hypothétiques : Marc Monge et son ami brocanteur.

EDWY PLENEL.

FAITS ET JUGEMENTS

La condamnation d'un forestier de Guyane

Cayenne. — Le tribunal correctionnel de Cayenne a condamné, vendredi 8 avril, à dix-huit mois d'emprisonnement ferme M. Michel Moreau, P.-D.G. du plus important groupe d'entreprises forestières de Cayenne, installé dans la commune de Saint-Laurent-du-Maroni. M. Moreau a été déclaré coupable : d'une infraction à la législation et à la réglementation des relations financières de l'Etat sans autorisation, d'avoir constitué, de 1979 à 1982, des avoirs au Panama pour la somme de 4 652 012 F, d'abus de biens sociaux au préjudice de la Société forestière du Maroni, de délit assimilé à la banqueroute frauduleuse pour avoir cessé le paiement des cinq sociétés du groupe. Les méthodes de gestion comptables, jugées irrégulières, auraient permis le détournement de 2 600 000 F, partie de l'actif de la Société forestière du Maroni.

En plus de la peine d'emprisonnement, M. Moreau a été condamné à une lourde amende fiscale de 4 652 012 F, celle-ci devant être payée intégralement, sinon M. Moreau sera maintenu en détention. Certains se demandent, à Cayenne, si cette condamnation et les poursuites dont M. Moreau a été l'objet n'ont pas valeur d'avertissement. Le pouvoir ne veut-il pas montrer qu'il n'interviendra nullement pour couvrir les éventuels mauvais gestionnaires, les aventuriers à l'affût de subventions substantielles indispensables pour favoriser le développement économique de la Guyane ? — *(Corresp.)*

DÉTOURNEMENT DE FORMATION

« *Nous pouvons tout faire, de la carte de visite à l'affichette.* » Ainsi se présentaient à une clientèle éventuelle Christian Merle et Bernard Gilles, imprimeurs à Bois-Guillaume (Seine-Maritime), où ils s'étaient installés en 1981. En réalité, les deux hommes, anciens détenus l'un et l'autre après des condamnations criminelles pour attaques à main armée, avaient appris le métier à l'imprimerie de la prison centrale de Poissy.

Libérés, ils avaient décidé de profiter de cette formation professionnelle imposée pour s'établir à leur compte. Mais, s'ils pouvaient effectivement « faire » la carte de visite ou l'affichette, ils se livraient aussi à la confection de faux chèques et de faux permis de conduire. C'est en présentant l'un de ces faux chèques pour régler des achats dans un magasin à grande surface de Beauvais qu'ils attirèrent l'attention, prenant la fuite au moment où la caissière leur demandait une pièce d'identité. Les gendarmes, alertés, devaient rapidement retrouver Christian Merle et, peu après, l'imprimerie de Bois-Guillaume dans laquelle se trouvait le matériel servant à la confection des faux chèques et des faux permis.

Ainsi a pris fin la singulière aventure de ces deux hommes qui s'étaient présentés dans la région comme des « créateurs d'entreprise » et avaient même cherché à obtenir des aides financières en expliquant dans la presse régionale qu'ils avaient engagé dans leur affaire tous leurs fonds personnels mais qu'il leur fallait encore 150 000 à 200 000 francs « *pour prendre un véritable départ dans des conditions normales* ».

Un Polonais arrêté après le mitraillage de l'Aeroflot à Marseille

Un ressortissant polonais âgé de vingt-deux ans, M. Bialo Boki, a été interpellé le dimanche 10 avril vers 3 heures, à Marseille, par des policiers qui l'avaient surpris en train de tirer des coups de feu sur la vitrine de l'agence de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot, située sur la Canebière. A la vue des policiers, le tireur avait pris la fuite à bord d'un véhicule, mais il devait être rejoint rapidement et appréhendé. Il était en possession d'un pistolet 22 long rifle.

Les enquêteurs du S.R.P.J. de Marseille n'excluent pas que M. Boki soit également l'auteur des treize coups de feu provenant d'une arme de même calibre qui avaient été tirés lors de la nuit précédente, cette fois contre la façade du consulat général d'U.R.S.S., situé à Saint-Giniez, dans le 8ᵉ arrondissement de Marseille. Ce lundi matin, M. Boki était toujours entendu par les policiers du S.R.P.J. et de la D.S.T.

LE F.L.N.C. REVENDIQUE PLUSIEURS ATTENTATS EN CORSE

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a revendiqué, lundi 11 avril, les neuf attentats commis, à Ajaccio, dans la nuit de vendredi à samedi (*le Monde* daté 10-11 avril 1983).

La lettre du F.L.N.C. ayant été postée le 9 avril à Ajaccio, l'organisation clandestine n'a pas encore eu le temps de revendiquer les sept attentats à l'explosif commis dans la nuit de dimanche à lundi et qui ont visé notamment des résidences secondaires appartenant à des continentaux. Dans les deux séries d'attentats, des enseignants ont aussi été visés. Le Syndicat national des enseignements de second degré (S.N.E.S.) de Corse-du-Sud a d'ailleurs dénoncé « *de telles exactions* » et rappelle son hostilité à toute violence. Le SNES. a appelé ses adhérents à organiser un mouvement de grève des enseignants dans l'île.

Dans son communiqué, authentifié par le canal habituel, le F.L.N.C. évoque longuement le meurtre, en février, d'André Schoch, un coiffeur d'Ajaccio, meurtre imputé à des malfaiteurs qui ont reconnu leurs liens avec l'organisation clandestine. Le F.L.N.C. affirme qu'au terme d'une enquête de plusieurs mois il a décidé l'exclusion de tous les « droits communs » qui avaient pu infiltrer ses réseaux, souvent, affirme le communiqué, pour le compte des policiers.

RELIGION

LA MORT DE Mgr EDOARDO PRETTNER CIPPICO

Les mystères du Vatican en 1948

De notre correspondant

Rome. — Il aurait voulu que sa mort fût à l'image de sa vie de ces trente-cinq dernières années, secrète, à l'abri des regards et des rumeurs. C'était aussi le souhait du Vatican. Une indiscrétion en décida autrement. La mort de Mgr Edoardo Prettner Cippico, à l'âge de soixante-treize ans, a réveillé de vieux souvenirs et ravivé de vieilles polémiques.

En fait, ni les procès, ni les condamnations, ni la réhabilitation n'ont vraiment éclairci le cas de Mgr Cippico qui, en 1948, défraya la chronique pour un scandale financier. Qui était vraiment ce jeune et brillant fonctionnaire de la secrétairerie d'Etat tombé en disgrâce, jugé, réhabilité mais retiré du monde, qui a été enterré le 9 avril dernier, à Trieste, dans la plus stricte intimité ? Un « Cagliostro » de la curie ou le bouc émissaire d'une affaire dont les dessous sont restés dans l'ombre et qui aurait mêlé l'Eglise à de sombres manœuvres financières ?

Pierres précieuses

Sans doute, aujourd'hui, le scandale serait-il moindre. Mais, en 1948, à la veille de premières élections générales depuis la guerre, dans un climat digne de Don Camillo et de Peppone, où la droite dépeignait les communistes comme des « *mangeurs d'enfants* » et les démocrates chrétiens passaient pour des « *ogres* » suçant la vie des travailleurs, il en allait autrement.

Mgr Cippico, bien introduit dans les salons de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie noire, aurait, dès 1946, aidé certaines de ses relations à exporter bijoux et capitaux à l'étranger dans la crainte de voir bientôt déferler les « *hordes communistes* ».

Il agissait par le biais d'ordres religieux ayant des capitaux à l'étranger. Tout marcha bien jusqu'au jour où Mgr Cippico ne put, semble-t-il, restituer un sac de pierres précieuses qui lui avait été confié. Le Vatican réagit et suspendit le « Monsignore », qui fut « *assigné à résidence* » dans la tour des Vents, à l'intérieur du Vatican.

L'affaire, qui avait déjà fait grand bruit et avait été abondamment utilisée à des fins politiques par la gauche, rebondit lorsque, le 3 mars 1948, Mgr Cippico s'enfuit de sa « prison », ayant enfermé son gardien dans sa chambre. Et, dit la chronique de l'époque, tandis que celui-ci « *hurlait comme un loup* », Mgr Cippico traversait Saint-Pierre, salué avec déférence par les gardes suisses, qui le prenaient pour un prélat.

Cette fuite fit la « une » de *l'Unita*. *L'Osservatore romano* publia un communiqué sibyllin, d'où il ressortait que Mgr Cippico avait été réduit à l'état laïc.

Six jours plus tard, l'ex-« Monsignore » était arrêté par les carabiniers. Il fut jugé et condamné, pour quatorze délits, à cinq ans de prison. Le jugement, qui précisait que l'accusé avait agi à titre personnel et non en tant que fonctionnaire du Vatican, fut cassé pour vice de forme en 1956 par la Cour de cassation. Au demeurant, le Vatican s'était ravisé aussi et le pape Pie XII avait réhabilité Mgr Cippico. Il mourut donc en « Monsignore », mais le mystère qui entoure sa vie n'en demeure pas moins.

PHILIPPE PONS.

UNE RÉUNION ŒCUMÉNIQUE A CHANTILLY

L'euphorie, c'est fini...

Le Secrétariat national pour l'unité des chrétiens (catholique) et l'association protestante équivalente Relations œcuméniques organisent une rencontre nationale triennale consacrée aux problèmes de l'œcuménisme.

Cette rencontre a réuni cette année à Chantilly, du 7 au 10 avril, deux cents personnes : cent vingt catholiques, cinquante protestants et trente orthodoxes, représentant tous les diocèses catholiques du pays et les régions protestantes correspondantes. Le thème de la session : « Exigence et urgence du projet œcuménique ».

Résolument optimiste, le document final de la rencontre de Chantilly déclare d'emblée : « *Avec Jésus-Christ, le* « mur de séparation » *est en voie de démolition* », sans cacher pour autant les obstacles qui demeurent, puisque les auteurs ajoutent : « *Nous nous crispons sur de sérieux problèmes théologiques et disciplinaires, qui touchent à nos conceptions respectives de l'Eglise et du repas du Seigneur. Nous ressentons d'autant plus durement ces difficultés que nous sommes interpellés par la légitime impatience de certains membres de nos Eglises, par la léthargie de nombreux autres et surtout par la profonde indifférence du monde à l'égard des querelles entre les chrétiens.* »

Ce paragraphe traduit le malaise qui planait sur les quatre jours de la rencontre, qui avait lieu moins d'un mois après la publication par la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens d'une note sur « *L'hospitalité eucharistique avec les chrétiens des Eglises issues de la Réforme en France* » (*le Monde* du 2 avril). Cette prise de position catholique, qui avait été mal accueillie par beaucoup de protestants, surtout de l'Eglise réformée, ne figurait pas à l'ordre du jour de la session de Chantilly, et il a fallu l'intervention d'un pasteur pour que la soirée « libre » du jeudi y soit consacrée.

Le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la commission catholique pour l'unité, a expliqué le contexte du document, qu'il a reconnu être « *un signe de l'inconfort dans lequel se trouvent les Eglises, dès lors qu'elles prennent l'œcuménisme au sérieux* ». Selon le cardinal, la note, qui s'adresse exclusivement aux catholiques, n'a été publiée ni sur la demande de Rome, ni à l'occasion du changement de président de la commission (1), ni à la suite de « l'affaire grenobloise » (2), mais seulement « *dans le souci pastoral d'éclairer l'opinion catholique* ».

A une question du pasteur Daniel Atger, demandant ce que les évêques catholiques entendent par le mot « autorisée » lorsqu'ils disent qu'ils attendent « *une réponse autorisée* » aux questions qu'ils adressent aux protestants, le cardinal Etchegaray a répondu que l'Eglise catholique attend une réponse d'une « *instance équivalente* » à la sienne, au niveau le plus haut, c'est-à-dire du conseil permanent luthéro-réformé. Le malaise devait persister, cependant, jusqu'à la fin de la rencontre puisque, à la messe finale du dimanche, l'évêque qui célébrait devait inviter explicitement à communier des protestants qui se sentaient, pour la première fois, exclus.

Autres temps forts de la rencontre : la communication de Mgr Pierre Eyt, recteur de l'Institut catholique de Paris, qui avait pris pour thème « Combat et conversion de l'Eglise ». Mgr Eyt a parlé de l'importance de l'identité chrétienne dans un monde menacé par la « *corrosion de la sécularisation* ». Le théologien orthodoxe Olivier Clément, parlant de l'« *accueil au Christ qui vient* », a brossé un tableau sombre des causes de la rupture entre Occident et Orient, avant d'appeler de ses vœux la « *résurgence de l'Eglise indivise* ».

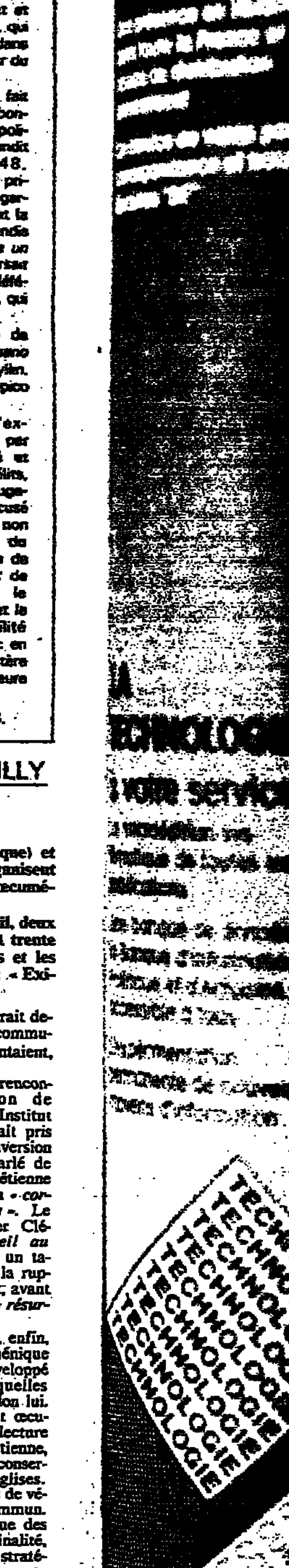
Le pasteur Lukas Vischer, enfin, professeur de théologie œcuménique à l'université de Berne, a développé les trois raisons pour lesquelles l'œcuménisme « *piétine* », selon lui. Premièrement, le mouvement œcuménique refuse de faire une lecture commune de la tradition chrétienne, d'où le retour à des positions conservatrices dans toutes les Eglises. Deuxièmement, il n'existe pas de véritable projet œcuménique commun. Même le Conseil œcuménique des Eglises risque de perdre sa finalité, et chaque Eglise adopte une stratégie personnelle. Troisièmement, malgré les accords limités, sur des points précis, on occulte certains problèmes importants, comme celui du pape. Or la conception de la papauté mise en pratique par Jean-Paul II, qui se comporte en « *évêque universel* », est en contradiction avec la théologie du ministère de Pierre élaborée par les non-catholiques, où le pape n'est vu que comme « *évêque de Rome* ».

« *Finalement*, nous a déclaré le pasteur Vischer, *cette session de Chantilly me laisse l'impression d'une communauté d'amour qui n'est pas encadrée par les Eglises ou les structures œcuméniques que nous nous sommes données. Il ne faut pas nier que les relations officielles sont gelées et que nous entrons dans une phase nettement plus difficile que la première période euphorique.* »

ALAIN WOODROW.

(1) Le cardinal Etchegaray a récemment remplacé Mgr Le Bourgeois à la présidence de la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens.

(2) Lors de la Semaine de l'unité, des pasteurs protestants de Grenoble avaient refusé de prêcher dans des églises catholiques s'ils ne pouvaient pas aussi communier à l'Eucharistie.



sports

CYCLISME

Victoire de la persévérance pour Kuiper dans Paris-Roubaix

Le Néerlandais Hennie Kuiper, ancien champion olympique et ancien champion du monde sur route professionnel, a remporté, dimanche 10 avril, le quatre-vingt-unième Paris-Roubaix couru sous le signe de la vitesse, à 42,311 kilomètres/heure de moyenne. Avec ses 274 kilomètres dont 54 de mauvais pavés, la grande classique a donné lieu à une longue course par élimination et provoqué de très nombreux abandons, notamment ceux de Raas et de Hinault.

Le même jour s'est achevé, à Washington, devant la Maison Blanche, le premier « Tour of America » disputé en trois étapes et gagné par un autre Néerlandais, Bert Oosterbosch, vainqueur de l'épreuve contre la montre. L'Australien Anderson a terminé deuxième à 17 secondes et le Danois Pedersen troisième à 26 secondes.

De notre envoyé spécial

Roubaix. — Cette course est effroyable, parfois inhumaine et en tout cas différente des autres, on l'a répété cent fois. Mais — il faut le redire — elle désigne toujours un vainqueur de talent. Sans doute parce que, dans Paris-Roubaix, pour reprendre l'expression d'Antoine Blondin, le « *haut du pavé se retrouve inévitablement sur les pavés du haut* ».

Nous l'avons encore constaté en assistant à la réussite combien méritée du Néerlandais Hennie Kuiper, un des vieux briscards du peloton. L'homme, qui recouvre des forces avec l'âge, est sorti gagnant d'un combat pathétique extrêmement meurtrier et longtemps incertain. On le croyait pourtant battu à 25 km de l'arrivée, lorsqu'il bascula dans le fossé après avoir dérapé sur la bas-côté gluant d'un chemin creux. Sa première performance consista à rejoindre Moser, Duclos-Lassalle, Madiot et Roman De Meyer, qui occupaient alors le commandement. Son deuxième exploit fut de les distancer presque aussitôt sur une simple accélération, ainsi que l'explique Marc Madiot : « *Il n'a même pas attaqué. Nous l'avons vu se détacher sans pouvoir réagir et nous avons été incapables d'exploiter l'avantage du nombre.* »

A 4 km du vélodrome, Kuiper fut de nouveau stoppé, sa roue arrière s'étant affaissée dans une fondrière. Cependant, la marge de sécurité dont il disposait l'avait mis hors de portée de ses poursuivants. Il conserva finalement 1 min. 15 sec. d'avance sur Gilbert Duclos-Lassalle, le meilleur spécialiste français de Paris-Roubaix, et sur Francesco Moser, vainqueur de l'épreuve à trois reprises (1978, 1979, 1980), tandis que Madiot terminait cinquième et que Bondue, l'actuel champion du monde de poursuite, se classait dixième. Leur comportement est d'autant plus remarquable que l'« enfer du Nord », transformé par endroits en bourbier, a provoqué des ravages considérables. Deux cents coureurs étaient partis sept heures plus tôt, trente-deux seulement ont effectué intégralement le parcours, le dernier, Martial Gayant, accusant un retard supérieur à 40 minutes.

Nous avons renoncé à comptabiliser les chutes tant elles furent nombreuses. Mais on sait que Marc Gomez, l'ancien vainqueur de Milan-san Remo, en totalise une vingtaine à lui seul. Le courage ne lui a pas fait défaut — il a d'ailleurs tenu à finir et figure à la vingt-troisième place, — mais il a manifestement payé son inexpérience et son manque de virtuosité sur des pavés rendus aussi glissants que des savonnettes. « *Impossible de rester en équilibre* », déclarait-il à sa descente de vélo. D'autres que lui ont néanmoins limité les dégâts, à l'exemple de Madiot, qui possède, il est vrai, une formation de cyclocrossman (il fut le champion de France de la spécialité) et qui a retenu la leçon apprise dans les labours.

Vous avez dit « injuste » ?

De telles conditions valorisent incontestablement la victoire de Kuiper, et celle-ci devrait réconcilier Paris-Roubaix avec une partie de ses détracteurs. Car l'épreuve, qui a donné si souvent envie de crier à l'injustice, a récompensé, en la circonstance, la conscience professionnelle et l'application — la qualité athlétique aussi, bien entendu, — d'un routier exemplaire à bien des égards.

L'ancien champion du monde recueille, à trente-quatre ans, les fruits d'une longue persévérance. En 1981 déjà, il avait gagné le Tour des Flandres anisi que le Tour de Lombardie, et l'on peut voir dans cet épanouissement tardif l'indication d'un affaiblissement général du cyclisme professionnel. Il reste que Kuiper était prêt physiquement et moralement pour affronter les difficultés d'un parcours comptant parmi les plus exigeants. Nous n'en dirons pas autant de Bernard Hinault. Le Breton s'arrêta à Valenciennes, au kilomètre 154, soit à 120 kilomètres du but, en prétextant les dangers de l'enfer du Nord pour justifier un abandon au demeurant prévisible : on ne prépare pas Paris-Roubaix en allant donner le départ du petit tour d'Amérique.

JACQUES AUGENDRE.

GOLF

Marc Pendaries l'espoir bon chic bon genre

Premier événement du circuit international français, l'Open de Cannes-Mandelieu, disputé sur trois tours, a été gagné le 9 avril par le Biarrot Olivier Léglise, âgé de vingt-cinq ans, qui a réalisé un total de trois coups inférieur à ceux du Cannois Damiano et du Parisien Ducoulombier, ex æquo avec 216 coups. Le premier amateur a été Marc Pendaries qui s'est classé treizième.

De notre envoyé spécial

Cannes. — « *Si Garaialde remporte l'Open, c'est vraiment inquiétant pour le golf français.* » Qui s'est permis de tenir ces propos iconoclastes à l'égard de l'inusable Basque, toujours numéro un français à quarante-neuf ans ? Marc Pendaries. A première vue, ce jeunot de seize ans et demi est un fils à papa du seizième arrondissement. A mieux y regarder, ce garçon n'a pas tout à fait tort de craindre l'omnipotence de Garaialde au moment où la Fédération française de golf (F.F.G.) veut donner un souffle nouveau au sport des princes et des bergers. Place aux jeunes. Et il était d'autant mieux placé pour faire la remarque qu'il est l'un des meilleurs espoirs nationaux. Il a été trois fois champion de France cadets, a été membre de l'équipe de France amateurs qui a terminé quatrième des derniers championnats du monde à Lausanne et il a gagné l'Orange Bowl 1982, officieux championnat du monde des moins de dix-huit ans. Il a confirmé ces résultats en terminant treizième — et premier amateur — à l'Open de Cannes, à huit coups du vainqueur et à quatre coups de Jean Garaialde. Fera-t-il un jour « sauter la barraque » du golf français ? Ce garçon très « B.C.B.G. », qui fait le bonheur de ses parents industriels, est réservé mais a déjà des idées bien arrêtées.

Marc a dix ans de golf derrière lui. Tandis que les galopins de son âge se prenaient pour Platini ou pour Borg, lui tapait dans la toute petite balle blanche sur les *greens* de Saint-Nom-la-Bretèche en suivant papa et maman. Il a commencé à jouer sérieusement à huit ans. Mercredi, samedi, dimanche.

A neuf ans, il a un handiap. de vingt-quatre. Deux ans après, il évolue en première série aux côtés des joueurs les plus chevronnés. Enchaînement logique d'une vie programmée autour du golf et des études. Un programme très personnel. Marc n'est pas dans une des deux sections sports-études de la Fédération française de golf. « *Je n'arrive pas à comprendre comment on peut s'entraîner quotidiennement tout en suivant des études normales. Cela me paraît impossible.* » Sa situation familiale lui permet d'adopter une solution sur mesure : une première B (économie) dans un lycée privé, footing et gymnastique régulièrement, et, trois fois par semaine, la leçon à « *Saint-Nom* » avec Georgie Leven. C'est la maman qui risque le retrait du permis de conduire pour déposer son rejeton à l'heure à tous ses rendez-vous.

Au reste, c'est un enfant qui ne donne pas beaucoup de soucis à ses parents. Pas de sorties en boîte, pas d'escapades chez les copains. Quand il n'étudie pas, Marc s'entraîne, et quand il ne s'entraîne pas, il dort. « *Pendant les compétitions, je dors dix à douze heures par nuit. Sinon un peu moins. Les victoires se préparent en mangeant et en dormant. Le reste n'est qu'une question de concentration.* »

Sorti du cocon familial, il n'a pas beaucoup de camarades. « *Lors de la rentrée des classes en janvier dernier, deux ou trois élèves seulement dans l'établissement savaient que je venais de gagner l'Orange Bowl. Les autres na savaient sûrement pas que cela existait.* » Peut-être un défaut d'élocution le gêne-t-il pour nouer contact avec les jeunes de son âge. Mais cela ne le gêne pas sur le *fairway*. Il a alors pour lui un tempérament de gagneur et des nerfs à toute épreuve qui lui ont permis de conserver un point d'avance lors de l'Orange bowl. Bref les traits de caractère qui font les grands joueurs.

Envisage-t-il pour autant de passer professionnel ? Son ambition est pour l'heure d'aller poursuivre ses études dans une université californienne. Un « M.B.A. » (Masters of business administration) en poche il s'essaiera alors sur le circuit américain. « *Je veux m'assurer un avenir avant de passer professionnel, car la différence avec les amateurs est considérable. Il faudra que je progresse encore beaucoup pour tenir le coup.* » Progresser, c'est-à-dire améliorer son *swing* et s'étoffer physiquement. « *Les meilleurs joueurs du monde sont un peu enrobés. C'est nécessaire. Cela permet d'avoir plus de présence, tant sur la balle que sur le* green *face aux autres adversaires. Il faut être imposant pour s'imposer.* » Effectivement, avec ses 70 kilos pour 1,80 mètre, il paraît un peu frêle. Mais avec ses cheveux blond paille, il a déjà un avantage : celui d'être facilement identifiable.

ALAIN GIRAUDO.

VOLLEY-BALL

Champions olympiques et enfants polonais

L'équipe nationale polonaise de volley-ball, championne olympique à Montréal en 1976, sera reconstituée pour deux matches, mardi 12 avril, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris et le lendemain à Évreux. Dispersés aujourd'hui en France, en Italie, en Belgique, en Finlande ou en Pologne, ces joueurs qui sont les derniers à voir battu les Soviétiques dans une grande compétition, ont tous répondu bénévolement l'appel de Marek Galkiewicz, entraîneur de l'A.S. Messine-Paris, qui souhaite recueillir des fonds pour un hôpital pour enfants de sa ville natale, Olsztyn.

Les Polonais seront opposés à une sélection d'internationaux réunis par Stephane Faure, capitaine de l'équipe de France. Grâce à divers parrainages, l'intégralité des recettes pourra être présevée pour cette cause humaine.

FOOTBALL

L'austérité pour les professionnels

« Les footballeurs professionnels iront jusqu'à la grève si le plan d'action présenté par les dirigeants du football français n'est pas assorti de la part du gouvernement d'un allégement des charges fiscales », *a menacé, le 9 avril, M. Philippe Piat, président de l'Union nationale des footballeurs professionnels (U.N.F.P.). Confrontés à un déficit de 55 millions de francs à la fin de la saison dernière, les présidents de club, réunis le 8 avril en assemblée générale, ont approuvé un plan d'austérité pour les salaires et les mutations.*

Pour les joueurs sous contrat, les salaires supérieurs à 20 000 F en première division, et à 13 470 F en deuxième division, seront bloqués. Pour les salaires inférieurs à ces sommes, l'augmentation sera limitée à 8 %. Les salaires égaux ou supérieurs à 35 000 F seront diminués de 10 %

Les joueurs libres ou mutés à la fin de la saison et qui reçoivent un salaire inférieur à 20 000 F seront autorisés à bénéficier d'une augmentation qui ne pourra pas dépasser 30 %. Ceux qui touchent déjà entre 20 000 F et 35 000 F ne pourront pas signer de contrats prévoyant des salaires supérieurs.

Au plan des mutations chaque club ne pourra engager, à titre exceptionnel et pour chacune des deux prochaines saisons, que trois nouveaux joueurs, dont deux en fin de contrat et un étranger. Les clubs promus en première division auront droit à deux mutations supplémentaires.

Les responsables de l'U.N.F.P. qui ont participé à l'élaboration de ce plan d'austérité le soutiendront devant leur assemblée générale du 16 mai à la seule condition de le voir accompagné des mesures fiscales proposées au gouvernement : paiement de l'impôt sur les bénéfices des clubs réparti sur cinq années ; aménagement pour les joueurs du régime fiscal et de la taxe sur les salaires ; diminution du taux des cotisations pour les « accidents du travail » ; aménagement de la « taxe Mazeaud » et de la taxe sur les spectacles ; vérification de la comptabilité des clubs par des fonctionnaires des finances.

M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, avait déjà eu un premier contact à ce sujet avec M. Laurent Fabius, alors ministre du budget. Il aurait reçu des assurances de Mme Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, et une promesse d'audience de la part du premier ministre. Compte tenu des mesures annoncées par ailleurs, il serait toutefois surprenant que le gouvernement accorde une oreille favorable à des salariés aussi privilégiés.

TENNIS

Noah tient tête à Wilander

Yannick Noah s'est largement réhabilité de sa contre-performance monégasque. A Lisbonne, pour le premier Open portugais sur terre battue, il a été à deux doigts de battre Mats Wilander, le tout récent vainqueur du tournoi de Monte-Carlo.

Après avoir éliminé tour à tour les deux crocodiles Barazzutti et Higueras, le numéro un français affrontait, dimanche 10 avril, le Suédois en finale devant quatre mille cinq cents spectateurs. Dès la première balle, Noah se rua à l'attaque. Et ce que n'avait pu réussir Leconte contre Wilander au lendemain de sa victoire sur Borg à Monte-Carlo, il le réalisa prêremptoirement à la volée.

Résultat : en une heure de temps, il menait par 6-2, 5-3 et deux balles de match sur le service adverse. C'est là que Wilander montra sa fermeté d'âme. Il remonta, enleva le tie-break par 7 à 2 et finit par emporter par 6-4 le troisième set, non sans que Noah se soit montré dangereux jusqu'au dernier point.

AÉROSTATION

Du gaz dans la montgolfière

Le Championnat de France de montgolfières qui a eu lieu à Champforgueil (Saône-et-Loire) s'est achevé dimanche 10 avril par la victoire de Michel Bergounioux devant Christian Stiesz, Jean-Claude Dupin et Michel Arnoux au terme de quatre épreuves disputées par quarante ballons. Le vent et la pluie ont largement perturbé le déroulement de ce championnat qui a été suivi par une poignée de fidèles, l'année où se célèbre le bicentenaire du premier vol humain en montgolfière.

De notre envoyé spécial

Champforgueil (Saône-et-Loire). — Où sont passés les marqueurs ? Les marqueurs sont des petits sacs de poudre de couleur destinés à prouver le passage des montgolfières lors d'une compétition. Quinze d'entre eux n'ont pas été retrouvés, samedi 9 avril, au terme de la troisième épreuve du Championnat de France.

L'histoire n'aurait qu'un caractère anecdotique si elle n'avait soulevé des interrogations chez certains pilotes. Ce n'est pourtant pas la première fois que se produisent de telles disparitions. Des enfants, voire des paysans, intrigués par un objet largué des ballons et apparemment sans intérêt, les ramassent. Cette fois-ci, l'affaire a failli prendre d'étranges proportions. Certains marqueurs n'avaient pas disparu de manière fortuite mais avaient été ramassés à dessein par des gens mal intentionnés.

Dans le monde fermé de la montgolfière les rumeurs vont bon train et la contestation est érigée en institution. L'affaire a été étouffée dans l'œuf. Il n'y aura pas de vagues.

A quelques semaines du Championnat du monde qui doit avoir lieu à Nantes, des concurrents financés par les deux puissants fabricants de gaz propane — qui sert à chauffer l'air dans le ballon — auraient eu intérêt selon certains à empêcher la sélection de plusieurs pilotes. Sombre affaire. Ce n'est pas un hasard, entendait-on ici et là, si parmi les quinze marqueurs manquants figuraient ceux de candidats sérieux au Championnat du monde.

Le moment d'émotion passé, la sérénité est revenue pour le départ de la quatrième et dernière épreuve du Championnat, bien qu'Arnaud de Villard, contestataire né au dire de ses « amis », n'ait pu s'empêcher de marquer son irritation à l'adresse de François Moizart, président de la Fédération française d'aérostation (F.F.A.).

Montrés du doigt, les fabricants de gaz continuent cependant d'exercer leur pouvoir. L'un deux, Primagaz, qui s'intéresse aussi à l'automobile et envisage d'étendre son influence sur le basket-ball et le cyclisme, a pris le pas, cette fois, sur son concurrent Antargaz, au point que le ballon de ce dernier — non homologué semble-t-il — n'a pu prendre son envol. Mieux même, la firme a acquis les services de Michel Arnoud. Détenteur du record du monde d'altitude (12 301 mètres) en nacelle non pressurisée, le champion français a également établi, avec Hélène Dorigny, les records du monde de durée et de distance (1 154 km en 29 h 50 min.) et réussi la traversée de la Méditerranée, en mars dernier.

Sur les sommes engagées dans ce sport, la discrétion est là encore aussi grande qu'en formule 1. Les concurrents ont sur le sujet des idées parfois précises. Il s'agit, dit-on, de trouver un commanditaire qui accepte de payer la montgolfière, dont le coût actuellement s'élève de 100 000 à 150 000 francs, les frais de chaque journée pour trois personnes dans un hôtel trois étoiles et les frais de fonctionnement et d'entretien et de déplacement, que les spécialistes chiffrent à près de 1 000 francs l'heure. En contrepartie, le pilote doit assurer une dizaine de sorties au cours de l'année.

A ce jeu-là tous les aérostiers ne connaissent pas la réussite du nouveau champion de France, Michel Bergounioux, qui est employé par une société américaine spécialisée dans le survol en ballon de la Bourgogne et des châteaux de la Loire. Les mauvaises langues disent que des milliardaires américains n'hésitant pas à payer plus de 30 000 francs pour un luxe d'une semaine.

A la Fédération française d'aérostation, la démocratisation est néanmoins en cours. « *La montgolfière de papa, c'est fini. L'époque d'André Garnerin, inventeur du parachute en 1797, est révolue* », disent les plus jeunes, qui refusent désormais les réunions de pionniers et semblent avoir l'oreille de François Moizart, soucieux du développement du ballon à air chaud.

La F.F.A., qui compte trois cent dix pilotes et deux cents ballons veut profiter, cette année, du bicentenaire du premier vol en ballon à air chaud pour doubler ses effectifs. Des passionnés n'ont cependant pas attendu que les mentalités évoluent au sein de la Fédération pour réaliser leur passion. Tapissier-décorateur à Reims, Jean-Marie Hutin, âgé de vingt-quatre ans, a fabriqué son ballon de ses propres mains. Il a connu la réussite l'an passé en devenant champion de France. Paradoxalement, il n'a pas trouvé de commanditaire qui accepte de financer une part des ses dépenses. A cinquante-deux ans, Patrice Verneuil, qui est viticulteur en Charente-Maritime, souhaiterait également trouver un commanditaire. Il a acheté d'occasion, en 1977, un ballon que la majorité des pilotes trouvent à leur disposition dans les clubs. Il lui en a coûté 30 000 francs. Après trois cents heures de vol, le « marginal » de la montgolfière devra pourtant le remplacer rapidement s'il veut, comme ses amis, continuer à satisfaire son « *besoin de liberté* ».

GILLES MARTINEAU.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MARATHON DE ROTTERDAM

Meilleur athlète mondial du marathon, l'Américain Alberto Salazar a subi, le 9 avril à Rotterdam, sa première défaite sur les 42,195 kilomètres du marathon. Dans une course très relevée, où s'alignaient les meilleurs spécialistes mondiaux de la distance, c'est l'Australien Robert De Castella, détenteur du deuxième « chrono » mondial, qui s'est imposé en 2 h 8 min 37 sec, quatrième performance de tous les temps, devant le Portugais Carlos Lopes, à 3 sec. et le Mexicain Raul Gomez, à 48 sec. Précédé par le Belge Parmentier, vice-champion d'Europe à Athènes, Salazar a terminé cinquième, en 2 h 10 min 8 sec, son plus mauvais temps sur la distance.

Automobilisme

LE GRAND PRIX DES CHAMPIONS

Le Finlandais Keijo Rosberg (Williams), champion du monde en titre, a gagné, dimanche 10 avril à Brands-Hatch (Grande-Bretagne), le Grand Prix des champions, qui renaissait de ses cendres après quatre années d'interruption.

PORSCHE A MONZA

Les Mille kilomètres de Monza (Italie), première épreuve de la saison du championnat du monde d'endurance, ont été gagnés, dimanche 10 avril, par l'équipage Wollek-Boutsen (Porsche-956), devant Ickx-Mass et Stommelen-Heyer, également sur Porsche.

Basket-ball

FRANCE-ALL STARS

Dans le cadre de sa préparation pour les championnats d'Europe qui doivent avoir lieu en France fin mai, l'équipe nationale a affronté une formation composée des joueurs américains évoluant en championnat, et baptisée All Stars. Le 8 avril à Vichy, l'équipe nationale s'est imposée, 91 à 75, puis à Tarare, le 9, elle s'est inclinée, 109 à 94.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DEUXIEME DIVISION
(Vingt-neuvième journée)

Groupe A

*Rennes b. Racing-P 1	2-1
*Nîmes et Guingamp	1-1
*Angoulême b. Valencien.	3-0
*Limoges b. Montpellier	1-0
*Le Havre b. Libourne	1-0
Abbeville b. *Châteauroux	1-0
*Béziers et Angers	1-1
*Nœux b. Viry	1-0
*Corbeil et Alès	1-1

Classement. — 1. Rennes, 46 pts ; 2. Nîmes, 44 ; 3. Valenciennes, 39 ; 4. Racing-P 1, 37 ; 5. Angoulême, Guingamp, 33, etc.

Groupe B

*Reims b. Orléans	2-0
*Toulon et Nice	1-1
Marseille b. *St. français	2-1
*Martigues b. Gueugnon	1-0
*Cuiseaux-Dunkerque (reporté).	
*Grenoble et Blénod	0-0
*Cannes b. Fontainebl.	1-0
*Montceau b. Thonon	3-0
*Besançon b. Red Star	2-0

Classement. — 1. Reims, 44 pts ; 2. Toulon, 42 ; 3. Nice, 41 ; 4. Marseille, Martigues, 36 ; 6. Dunkerque, 34, etc.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Barrage pour les huitièmes de finale)

Perpignan b. Toulon	13-9
Bourg b. Aurillac	12-10
Bayonne b. Tulle	13-6
Lourdes b. Angoulême	20-18
Toulouse b. Oloron	20-9
Agen b. Tyrosse	27-12
Montferrand b. Bagnères	7-3
Bègles b. Dax	16-15

Matches des 17 et 24 avril

Narbonne-Montferrand, Graulhet-Agen, Nice-Bourg, Pau-Bègles, Béziers-Toulouse, Tarbes-Perpignan, Montauban-Bayonne, Grenoble-Lourdes.

Sports équestres

C.S.I. DE GOTEBORG

Au terme du Concours de saut international de Göteborg (Suède), remporté par le Suisse Markus Fuchs, le Britannique John Whitaker termine en tête du tableau européen, dont les seize premiers sont qualifiés pour la finale, qui doit avoir lieu du 21 au 24 avril à Vienne (Autriche). Hervé Godignon, classé seizième, représentera la France.



Investir en France

"Nous y croyons"



M. Kléber Beauvillain, Président du Directoire de Hewlett-Packard France.

"Produire, exporter, créer des emplois et former des jeunes sont les atouts de la France pour son développement économique. Chez HP, nous y croyons.

Installés en France depuis 20 ans, nous avons toujours mis l'accent sur ces activités dans les domaines de l'informatique et de l'électronique.

Nous employons aujourd'hui plus de 2000 personnes en France, consacrons 300 millions de francs à l'investissement pour la période 83/84 et augmentons notre budget de recherche de 52 % par an depuis dix ans.

Mieux encore, avec nos deux unités industrielles de Grenoble et le projet d'achat d'un terrain de 59 ha à l'Isle-d'Abeau, nous axons plus particulièrement notre politique d'investissement sur la production, la recherche et le développement.

Nous nous affirmons ainsi comme un véritable partenaire de la vie économique nationale".

Hewlett-Packard France - Z.A de Courtabœuf, Avenue des Tropiques 91947 Les Ulis Cedex. Tél. (6) 907.78.25

HP, un partenaire de la vie économique française.



Le Monde

culture

CINÉMA

« BEYROUTH, LA RENCONTRE », de Borhane Alaouie

Un goût de cendres

Il est impossible de parler de ce nouveau film du cinéaste libanais Borhane Alaouie (Burhân Alawiya, si l'on adopte le système de transcription française de Claude-Michel Cluny dans son *Dictionnaire des nouveaux cinémas arabes*) sans faire référence à son célèbre *Kafr Kassem* (1974, Tanit d'or du Festival de Carthage) ou aux *Petites Guerres* de Maroun Bagdadi, si proche dans le temps.

Né au Sud-Liban, comme Haydar, le personnage principal de *Beyrouth, la rencontre*, Borhane Alaouie étudie le cinéma à l'INSAS de Bruxelles, de 1968 à 1973. *Kafr Kassem*, tourné en partie avec l'aide de camarades de l'école dirigée par Raymond Ravar, *« nous confronte au froid massacre perpétré dans la soirée du 30 octobre 1956 »* (Claude-Michel Cluny) contre le village arabe de Kafr Kassem en terre israélienne. *« C'est, de toute évidence,* ajoute Claude-Michel Cluny, *une des œuvres les plus importantes des cinémas arabes... Il ne s'agit pas d'un martyrologe. Alawya (Alaouie) balaie le sentimentalisme. »* Aussi dérangeant soit-il pour nos bonnes consciences occidentales, *Kafr Kassem* reste un film capital pour comprendre ce qui s'est passé il y a un quart de siècle.

Beyrouth, la rencontre acquiert sur cette toile de fond un sens supplémentaire. Le metteur en scène maintient sa technique d'un récit distancié au possible, sans identification sentimentale. Dans le Beyrouth de 1977, qui connaît les premières destructions, les premiers conflits sanglants, un instituteur du Sud-Liban, réfugié dans la capitale avec son frère, sa belle-sœur et leur bébé, essaie de rejoindre une ancienne camarade d'études qui s'apprête à partir pour les Etats-Unis. Ne parvenant pas à se retrouver une dernière fois à travers la ville encombrée, ils conviennent de se confier leurs sentiments, et leur amour, par cassettes interposées. Ni l'un ni l'autre n'entendra les confidences à lui ou à elle destinées. La rencontre échoue. Mais nous découvrons l'état d'âme d'une certaine jeunesse bourgeoise agressée en permanence par la violence, la mort, toujours aux aguets.

Le film n'aboutit pas tout à fait à nous restituer l'horreur nue, sauf l'extraordinaire récit, par Zeina, la petite amie, de la mort d'un jeune passant coupé en deux par un obus, cinquante mètres devant elle. Borhane Alaouie, qui dénonçait déjà la violence partisane dans *Kafr Kassem*, retourne le fer dans la plaie, mais cette fois parmi ses compatriotes, qui s'entre-déchirent.

Borhane Alaouie a filmé ces choses graves comme à des années-lumière, avec des couleurs froides, un regard très antonionien. Là où Maroun Bagdadi dans *Petites Guerres* hurle à la folie, l'auteur de *Beyrouth, la rencontre* rappelle calmement ses frères au bon sens.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.



ROCK

O.M.D. ET CULTURE-CLUB EN TOURNÉE

Une formule efficace

Les tournées simultanées d'O.M.D. et de Culture-Club en France illustrent assez bien le panorama actuel du marché discographique anglais. Voici deux groupes qui, chacun dans leur genre, ont investi les hit-parades internationaux en empruntant une démarche somme toute similaire. Les ingrédients du rock sont là (le *look*, l'excentricité et une certaine énergie), mais sont présents également ceux de la musique de grande consommation (mélodies faciles, vertus radiophoniques, fonction dansante).

Et plus encore, en aval d'une création qui tient la distance du 33 tours, c'est leur capacité à confectionner des chansons, où tout est dit sur le format 45 tours, qui répond aux exigences du moment. Ephémères et prenant bien le pouls des humeurs qui traînent dans l'air, les 45 tours annoncent des 33 tours plus nourris, contentant ainsi le grand public sans rebuter les spécialistes. La formule est efficace, c'est ce qu'avaient compris les groupes des années 60. Et, après tout, le rock n'a jamais rien perdu à devenir chanson.

Bon chic, bon genre

Depuis 1979, Orchestral Manœuvres in the Dark, qui tente aujourd'hui d'imposer l'abréviation O.M.D., a connu un succès égal avec des mélodies qui tirent le meilleur parti des gimmicks électroniques. L'image est en relation avec la musique, soignée, bon chic bon genre (B.C.B.G.), assortie d'un graphisme superbe signé Peter Saville. Fondé essentiellement sur l'emploi des synthétiseurs, le travail de composition a le souci du détail et des fioritures. Les deux leaders, Paul Humphreys et Andy McCluskey (secondés par Malcolm Holmes et Martin Cooper), sont des faiseurs qui manient la production et manipulent le son avec habileté. Pourtant, sur scène, la musique perd de sa saveur, trop mécanique et prévisible, même si dans leur pays les concerts provoquent un phénomène d'identification étonnant.

Pour Culture-Club, il a suffi d'un 33 tours et d'un 45 tours (*Do you Really Want to Hurt me*), qui, à peine sortis, ont gagné le sommet des hit-parades. Un succès fulgurant qui est à la mesure de la musique proposée : instantanée, colorée et immédiatement consommable. Ce qui apparaît avant tout dans l'inspiration de Culture-Club, c'est cet incroyable talent de synthèse qui puise pêle-mêle dans les rythmes et les résonances du reggae, de la soul, de la salsa et même des mariachis, pour les mettre au service de mélodies traditionnelles raffinées et séduisantes.

Au-delà d'une intention évidente de coller à la mode, c'est en détournant, sans les trahir, ces influences que le groupe trouve un cachet et une identité. Les compositions sont mises en valeur par une production astiquée et servies par une voix nuancée dont le timbre chaleureux colle parfaitement à ce rock teinté d'exotisme. Mené par Boy George, le chanteur, qui, curieusement, pour un catholique irlandais, s'est taillé une image inspirée des juifs orthodoxes, Culture-Club, dont le noyau de base — John Moss (batterie), Roy Hay (guitare, claviers), Michael Craig (basse) — est augmenté de cuivres et de choristes, défend parfaitement les disques sur scène.

ALAIN WAIS.

★ O.M.D. : Ce lundi 11 mai à 21 h au Casino de Paris ; le 13 mai à Quimper ; le 14 à Nantes ; le 16 à Nice ; le 17 à Lyon ; le 18 à Strasbourg. Discographie chez Virgin.

★ Culture-Club : Ce lundi 11 avril à Lille ; le mardi 12 avril à 21 h à Paris, à la Mutualité ; le 13 à Lyon. Discographie chez Virgin.

MUSIQUE

« RIGOLETTO », par l'Opéra de Bâle

Pour le chœur et l'orchestre

« Précipité après le premier tableau, entractes après le deuxième et le troisième tableau, durée du spectacle environ trois heures et demie »... Telle était, inscrite en bas de la distribution, l'énigme qui tracassait les mélomanes venus voir au Théâtre des Champs-Elysées la version « New York 1930 » de Rigoletto présentée par l'Opéra de Bâle. Le programme ne mentait pas : commencée vers 20 heures, la soirée s'est achevée à 23 h 50, ce qui, pour un ouvrage de deux heures, ne manque pas de piquant mais permet de clarifier la notion de « précipité » : brève interruption du spectacle destinée à changer les décors, trop courte pour permettre aux spectateurs de quitter leur place — la durée de celui-ci, vingt-cinq minutes, était en effet proportionnelle à celle des entractes « véritables », de quarante minutes chacun.

On veut croire qu'à Bâle les installations techniques de l'opéra n'obligent pas à des interruptions aussi longues et fatales à une juste perception de l'œuvre, mais le Théâtre des Champs-Elysées étant très mal équipé à cet effet, on ne devrait y importer que des productions légères. Avec ses quatre décors construits représentant, pour des raisons difficiles à saisir, des habitations new-yorkaises, ce spectacle était un exemple de l'insouciance avec laquelle sont conçues certaines manifestations prétendument artistiques, dont le but, aussi réel qu'inavoué, est de mettre en valeur ce qui concourt à la réalisation plus que l'ouvrage lui-même.

Opulence

Ainsi a-t-on pu se faire une haute idée de l'opulence d'un opéra comme celui de Bâle, qui a les moyens de satisfaire aussi royalement les exigences d'Hubert Monloup en matière de décors et de costumes. Il aurait été aussi facile de reconstituer, avec le même éclat, la cour du duc de Mantoue, mais le metteur en scène Jean-Claude Auvray a voulu montrer qu'on pouvait, sans changer un mot, transposer l'action dans le milieu de la Mafia new-yorkaise, et il faut croire qu'une partie des spectateurs a donné raison à cette hypothèse d'école, brillamment défendue quoique assez difficile à justifier dans la mesure où ce n'est pas en remplaçant une convention par une autre qu'on cerne de plus près la vérité d'une œuvre. Il serait trop long de détailler ce qui, dans cette transposition, fonctionne moins bien dramatiquement que dans l'original, mais ce qui est fait est fait, demain on fera autre chose, en mieux comme en pire.

Comme toujours, la mise en scène passerait au second plan si la distribution était assez solide pour captiver l'attention. Malheureusement, Michael Svetlev, qui incarne le duc (en alternance avec Paul Frey) a eu, le premier soir, des difficultés avec les nombreux si bémol aigus de son rôle, qui ont déchaînés des protestations justifiées au début, mais inutiles et nuisibles par la suite ; ce n'était là que le défaut le plus saillant d'un artiste dont l'éducation musicale semble rudimentaire.

Tel n'est pas le cas de Ghilaine Raphanel (Gilda), dont les intonations parfaitement justes et pleines dans l'aigu comme dans le suraigu ont connu un succès légitime ; cependant, cet emploi est trop lourd actuellement pour une voix assez menue, dépourvue de puissance dans le medium, où l'on perçoit un vibrato aussi régulier qu'inefficace. Sans être exceptionnel, le Rigoletto d'Eduard Tumagian (en alternance avec Guillermo Sarabia) était plus satisfaisant : un talent de comédien, un aigu facile et une technique sans problème.

A l'exception de Monterone (Bohus Hanak, artiste invité) et de Sparafucile (Anton Diakov, membre de la troupe de l'Opéra de Bâle comme Ghilaine Raphanel), d'une belle tenue l'un comme l'autre, les rôles secondaires étaient confiés à des artistes des chœurs ; le principe est excellent en soi mais le résultat n'a pas cette qualité « internationale » qu'on peut attendre d'une production étrangère venue, en principe, se faire applaudir à Paris.

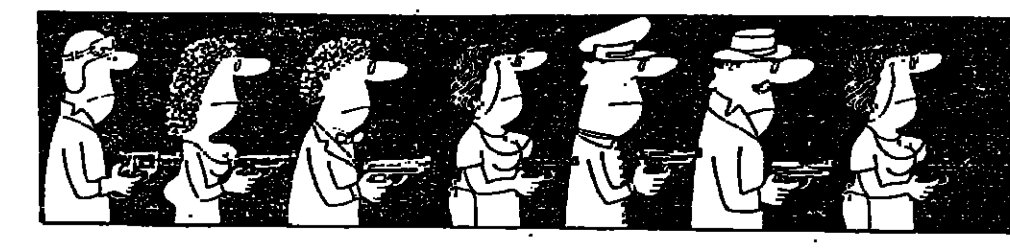
Le chœur en revanche est d'une tenue exemplaire, ses interventions comptent parmi les meilleurs moments de la soirée pour l'absolue précision du rythme, de l'intonation et des nuances.

Enfin, et c'était là une seconde révélation importante sur les forces vives de l'Opéra de Bâle, l'Orchestre symphonique de Bâle est venu donner, sous la direction d'Armin Jordan, une leçon dont pourraient s'inspirer tous les orchestres — y compris celui de l'Opéra de Paris — qui dénaturent allègrement, à longueur d'année, les partitions de Verdi, sous prétexte qu'il n'y a là, selon l'expression consacrée, qu'à « planter des clous ». Non seulement les attaques sont exemptes de la moindre défaillance, mais le dosage des timbres, dans les accords, révèle une rare écoute mutuelle ; le phrasé des solistes faisait pâlir celui des chanteurs, et plus d'une fois on se prenait à maudire ces voix parasites qui empêchaient de suivre le délicat travail des musiciens anonymes...

GERARD CONDE.







JAZZ

Miles Davis en tournée

(Suite de la première page.)

Du côté de la rythmique, pas question de plaisanter. Al Foster, aux tambours, d'une fidélité impériale, détermine sous le regard de Miles l'espace, l'impulsion et la durée même du concert. Brian Bargey, remplaçant à la basse l'impressionnant Marcus Miller, se charge de relayer les harmonies et d'assurer le climat « funky ». Mino Cinelu, Français des Antilles, est aux congas. Un peu voûté, Miles va de l'un à l'autre, se penche et chuchote ou plaisante comme il l'a toujours fait, pour mieux étonner ceux qui ne sont pas dans la confidence de l'instant. Pédagogie du secret qu'il faisait jouer avec Coltrane et « Cannonball » Adderley. Il ne tourne pas le dos au public : il veut voir et entendre au plus intime ses batteurs. *Et parfois, comme à l'arraché après tant de murmures adressés au plancher, il lance sa trompette au ciel des cintres. Crie.*

On va *s'étonner de ce groupe sans figure éclatante. Mais qui voudrait-on* qu'il choisisse ? Rollins ou Max Roach ? C'étaient ses compagnons il y a trente ans ! Dizzy Gillespie ? Pour jouer à quoi ? Herbie Hancock, Chick Corea, Keit Jarrett ? C'est lui qui les a lancés... Il ne va tout de même pas prendre Wynton Marsalis ! Alors Miles, selon le conseil de Coleman Hawkins, joue avec des jeunes : *« C'est vrai,* dit-il avec élégance, *que les plus vieux, ça manque de vitalité, de « pêche. » »*

Avec ce groupe qui donnerait son âme pour établir la cohésion qu'il désire, Miles se promène, parcourt ou néglige son dédale harmonique. Il en sait tant qu'il peut s'offrir le luxe du dépouillement. Pour la créativité, la mobilité de l'invention et le génie des formes renouvelées, Duke Ellington le comparait à Picasso. Mais au débordement incessant de Picasso, Miles ajoute la dimension tragique du retrait, et cette faculté de si brutalement s'absenter aux autres que tout le monde se demande s'il n'est pas en train de le faire à soi-même. Pendant son dernier silence de sept ans, il grommelait de sa voix rauque, définitivement abîmée par une colère après une opération pourtant anodine des cordes vocales : *« Ils croient tous que je me défonce, que je suis en train de mourir, et quoi encore ! Mais je vais étonner le monde entier. »*

Depuis, il est venu deux fois nous étonner. Chaque fois, c'est la même rumeur, le même frémissement, la même tension, la même collection de petits ragots essentiels pour midinettes, la même course aux places et aux intrigues.

Si l'on cherchait à le rencontrer, pendant sa longue disparition, tout le monde y allait de son explication : autant de thèses tricotées avec les grands mythes persistants, cancer, interdiction de la maffia, intervention du diable, sombres histoires de cœur, jambes brisées en Ferrari... Miles est escorté de mystère et de fables ; *dans sa légende de souverain, d'intouchable, ou de voyou qui a connu les sommets et le fond, personne ne s'avise de chercher pourquoi des truands, en 1969, lui ont tiré dessus. Il n'est pas à proprement parler le « dernier des géants » : il est bien le seul en jazz à avoir atteint cette dimension mythique.*

Protégé pour ses débuts par Parker alors qu'il était bien loin du niveau des trompettistes de l'époque, il jouera vis-à-vis de Coltrane le même rôle de « passeur ». Lui qui a su transfigurer les mélodies les plus plates, traverser en marginal la période « free », imposer *Round About Midnight* devant le public rock de Central Park, le voici qui termine ses concerts d'une heure et demie sans trêve avec un tube *dérisoire* qu'il rend sublime : *Jean-Pierre,* une comptine plus naïve encore, ce qui n'est pas peu dire, que *Put your Little Foot out.* Quand on en croit la chanson *installée* sur deux notes, il la brise brusquement, d'un éclat où le rire semble intéressé, comme pour se rappeler à lui-même : *« Vous savez, ce n'est pas la peine de faire des tas de notes. Il suffit de faire les plus belles. »*

Il joue, toujours bouleversant, et *bouleverse à chaque pas la musique* qu'il joue. La première fois qu'il est venu à Turin, c'était en 1956, avec René Urtréger, Pierre Michelot et Christian Garros. Depuis, en s'enfonçant toujours plus avant dans l'archétype du musicien de jazz, il a réussi ce tour de force de retirer le jazz à sa fatalité. Avec un indicible mélange de séduction infinie et d'arrogance canaille. Avec ce son surtout qui lui fait dire : *« Les idées c'est facile, mais la sonorité, c'est le fond du problème. »* (1).

Regrettons maintenant les rendez-vous ratés qui ont failli se faire : avec la musique africaine, Jimi Hendrix ou *la Tosca* par exemple, qu'il préparait en compagnie de Gil Evans. Il reste, ce demi-siècle ou presque parcouru, *entre la haine et l'adoration*; *entre* chien et loup, entre les musiques. Ce qu'il aime aujourd'hui ? *La Tosca,* Stockhausen et James Brown. Nous aussi, bien sûr, à condition d'ajouter *à la liste* : Miles Davis.

FRANCIS MARMANDE.

★ Concerts à Paris (12 et 13 avril), Lyon (15), Bordeaux (22) et Angers (23).

(1) Toutes nos citations sont empruntées à la biographie d'Eric Nisenson.

« ROUND ABOUT MIDNIGHT », d'Eric Nisenson

Toute une vie

La première biographie de Miles Davis traduite (par Mimi Perrin) en français vient de paraître. Le livre d'Eric Nisenson est clair, précis, documenté et raisonnable. Il s'en tient à un sens de la chronologie un peu plat et à une méthode sans grande imagination, il s'engonce souvent dans un lexique propre à réjouir les amateurs des années 50, mais il ne dit pas de contre-vérités.

C'est ce que l'on est convenu d'appeler un bon livre de jazz : avec sa ration exacte de vestiges langagiers (exemple : « biniou ») et son point de vue (dominant), dont personne ne démord d'ailleurs sur le rapport pathétique (et rituellement constitutif ? sacré ?), mortel en tout cas, entre le « vice » — entendez : les drogues — et la musique d'une époque. Pour le reste, le portrait de Miles est d'une ressemblance prévisible, les anecdotes sont bien choisies, et la vie musicale de l'après-guerre jusqu'à 1980 reste sommairement mais correctement évoquée.

Le mérite principal du livre est d'être le premier qu'un éditeur fasse traduire, encore que la biographie de Ian Carr paraisse meilleure ; sa simplicité le destine tout naturellement aux amateurs et aux passagers que Miles Davis a su — au-delà du cercle des spécialistes — rencontrer.

F. M.

★ Éditions Denoël, 248 pages, 72 francs.

ANNULATION DU FESTIVAL DE NICE EN 1984

La municipalité de Nice a décidé d'annuler la onzième édition du Festival international de jazz prévue en *1984 : il a été jugé,* au cours d'une réunion du conseil municipal du vendredi 8 avril que la subvention de 2,8 millions de francs accordée par la ville à cette manifestation en *1983, serait ensuite trop lourde à assumer.* Prise au nom des économies de budget, cette décision surprend si l'on sait le succès de la Grande parade du jazz, depuis sa création en *1974. Attirant au moins 100 000* visiteurs chaque été au mois de juillet, et jouissant en France comme à l'étranger d'un prestige incontesté, c'est précisément ce festival qui fait les frais de la rigueur. A choisir parmi les activités culturelles de Nice, pourquoi celle-ci qui était la plus populaire et la plus suivie ? – F.M.

■ **La médaille d'or du Concours international de danse contemporaine, qui s'est achevé le 9 avril à Arcachon, a été décernée à Juan Alberto Torres (Argentine), et à Colette Mayle (France) Masumi Kawakita (Japon) et Christophe Duché (France) ont reçu une médaille d'argent.**

Lu

« Madame Steinheil ou la connaissance du président », d'Armand Lanoux

Une Pompadour républicaine

Non, Paul Léautaud n'habitait pas L'Haÿ-les-Roses ; c'est à Fontenay-aux-Roses qu'il concoctait son *Journal* et la pâtée de ses amis les chats. A peigner ainsi le dernier ouvrage d'Armand Lanoux (1), on récolte ce genre d'erreurs, vénielles, mais qui étonnent chez un *homme intéressé à l'énigme dont il traite,* de « 1947 à 1982 ».

N'est-il pas sans risques, d'ailleurs, de publier sur un sujet qu'on a tellement cuisiné qu'on en est tout imprégné ? N'a-t-on pas tendance à croire le lecteur aussi informé qu'on l'est soi-même et, comme ce n'est pas le *cas, à compliquer pour lui des* choses qui le sont amplement déjà ? Pour suivre avec plus de profit une « affaire » embrouillée par l'héroïne elle-même et par les *consignes de silence* imposées en haut lieu, on aura donc avantage à lire d'abord les quelques pages qui suivent la page 200 et, le personnage ainsi bien campé, à *reprendre* le livre au début.

« Le double crime de l'impasse Ronsin », comme titraient les journaux au premier jour de juin 1908, n'aurait sans doute pas *fait tant de bruit,* débouchant sur une impasse policière, si la rescapée n'avait été au centre d'une autre dramatique histoire : la mort graveleuse du président Félix Faure, neuf ans auparavant. Celle qu'on appela la « pompe funèbre » (car 1900, finalement, était infiniment moins pudibonde qu'on ne le pense) avait très vite refait surface mondaine après son aventure élyséenne, le « beau Félisque » découvert râlant dans une tenue qui donnait à penser, celle de Marguerite Steinheil ne *laissant, elle, aucun doute sur* la nature des rapports qui existaient entre eux deux.

Sémillante, la séduction faite femme, jouant, avec un art consommé, des « *faiblesses* » de son sexe, jolie, disent même ses adversaires — ce qui n'apparaît guère sur ses portraits, — Meg, née Japy (les réveille-matins), avait *épousé,* jeune et quasiment sans dot, le peintre Steinheil, neveu de Meissonnier, sans grand talent et peu argenté. Mari aveugle ? Mari complaisant ? Il laissait *bride longue à l'épouse,* laquelle pêchait dans tous les milieux, politiques surtout, pour arranger les finances conjugales.

Dans le salon de cette « Pompadour *républicaine* » — mais c'est faire injure à Antoinette Poisson, protectrice si avisée des arts de son temps, que de lui comparer cette cocotte — défilait le « gratin » de l'époque et, *dans* son lit, on a même glissé, sans certitude toutefois, le futur Edouard VII, entre autres.

Un bel exemple de camouflage policier

Sur les circonstances du double meurtre dont sa mère et son mari avaient été les victimes, elle indemne, Mef a tellement menti et rementi, sur le moment et dans des *Mémoires,* qu'on s'y perd. Au bout d'une enquête menée par un juge d'instruction dont elle avait été la maîtresse, elle relance une affaire qu'on se préparait à étouffer par de fracassantes révélations à *l'Écho de Paris* et au *Matin.* Ses dénonciations successives s'avèrent toutes comme autant d'inventions. Arrêtée, jugée aux assises, acquittée, cette femme au caractère insaisissable, à l'étonnante vitalité, finira en 1954 dans la peau d'une pairesse d'Angleterre, veuve de lord Abinger, qui l'avait épousée en 1917.

Alors, le mot de l'énigme ? Armand Lanoux, en habile manœuvrier, ne le lâche qu'à l'ultime fin d'un livre où l'on passe par toutes les interprétation possibles. Et c'est le criminologiste Edmond Locard qui le lui a fourni, allusivement, en 1955 : on est là devant un bel exemple de camouflage policier, le meurtrier (involontaire) à couvrir étant le grand duc de Russie Vladimir-Alexandrovitch. L'alliance russe n'allait pas être remise en cause pour une *malencontreuse histoire* de mœurs ! Clemenceau, président du conseil et ministre de l'intérieur en 1908, Briand, ministre de la justice lors du procès, *n'ont jamais levé* le voile *sur* une affaire dont ils connaissaient assurément le fond. Ni eux ni personne d'autre. La thèse de Lanoux est la plus plausible. Elle demeure hypothèse.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ Grasset, 317 pages, 79 F.

(1) Armand Lanoux est mort le 23 mars (*le Monde* du 25 mars).



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 11 avril

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CHRISTIAN JOLIBOIS - Théâtre d'Edgar (320-85-11), 22 h 30.
L'ENTOURLOUPE - Nouveautés (770-52-76).
LA MÉNAGERIE DE VERRE - Maison d'Asie (Cité universitaire), 21 h.
AMPHITRYON - Comédie Française (296-10-20), 20 h 30.
JOURNAL INTIME - ARC (723-61-27), 20 h 30.
LE ROUGE AUX LÈVRES - T.E.P. (décentralisé) (797-96-06), 21 h.
LES LIAISONS DANGEREUSES - Conservatoire (246-12-91), 20 h 30.
ADAMA CHAMPION - Beaubourg (237-12-33), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : soirée de Ballets.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : La Traviata.
CHAILLOT (727-81-15) Grand Foyer, 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Liliane Giraudon.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats : 14 h : Journée Tadeusz Kantor ; 18 h 30 : l'édition de littérature *arabo-islamique et maghrébine en* France. Cinéma-Vidéo : Nouveaux films B.P.I. ; 16 h, Les Riches Heures de la Coupe du Monde de football : artistes et virtuoses ; 19 h, Channels/Insert. Locale.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : 20 h 30 : M. Horne.

Les autres salles

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol, je m'égalomane à moi-même.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Phèdre.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Emigrés.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Vous descendez à la prochaine ? ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; *22 h 30 : Version originale.*
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantaisie dans l'orangeade ; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60) 20 h 45 : Bilima, danses rituelles d'Afrique.
CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre (589-38-69) 20 h 30 : Danses de l'Inde.
FORGE (371-71-89) 20 h 30 : International Dance Connection.
THÉATRE 18 (226-47-47) 20 h : Groupe Kaléidanse : Les Quais de la nuit.

Les concerts

RANELAGH, 18 h 30 : Musique traditionnelle du Sénégal.
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Quatuor Enesco (Beethoven, Nigg, Janacek).
LUCERNAIRE, 20 h 30 : M. Vialatte (Beethoven, Schumann, Ravel).
ESPACE CARDIN, 20 h 30 : J. Rhodes, M. Dibbern (Poulenc).
THÉATRE DU ROND-POINT, 20 h : Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez (Varèse, Grisey, Kurtág).
ATHÉNÉE, 21 h : J. Van Dam, J.-Cl. Van der Eynden (Schumann, Duparc, Fauré).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27). – Petit auditorium, 20 h 30 : M. Solal.
CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : Orchestral Manœuvre.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Four Bones.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : R. Boni, J.-M. Montera.
ELDORADO (208-45-42), 21 h : Blancmange.
FORUM (297-53-39), 21 h : A. Pinsolle, R. Shannon Jackson.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M.-A. Martin, L. Gianez, A. Jean-Marie, J. Bardy, J.-Cl. Jouy.

En région parisienne

LE KREMIN-BICETRE, Hôpital (rens. : 271-51-00), 20 h 45 : Climats tempérés.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : Combat de nègre et de chiens.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

18 h, films de l'I.D.H.E.C.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, le Gigolo de la montagne ; 19 h, Courts métrages de I.-Sipos.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Calypso, 17e (380-30-11).
ALL BY MYSELF (A., v.o.) : Saint-Séverin, (H. spéc.), 5e (354-50-91).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54)
L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont Ambassade, 6e (359-19-08).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois (H. spéc.), 15e (554-46-85).
BANZAI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ;
LA BARQUE EST PLEINE (Suisse-All., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
BERLIN HARLEM (All.) (**) (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Montparnasse, 8e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
DANTON (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).





SPECTACLES

DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

LE DEMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots. - A., v. ang.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-30-19) - V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45)

L'ÉCRAN MAGIQUE (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

GANDHI (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HYSTERICAL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

L'IMPÉRATIF (Angl., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Élysée Lincoln, 8e (359-36-14) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

MONSIGNORE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FILMS NOUVEAUX

BEYROUTH LA RENCONTRE, film libano-tunisien de Borhane Alaouie : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic 14e (542-67-42)

COUP DE FOUDRE, film français de Diane Kurys : Gaumont-Halles 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumond-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12 - 06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01)

LE DERNIER COMBAT, film français de Luc Besson : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

EFFRACTION, film français de Daniel Duval, : U.G.C. Opéra 9e (261-50-32) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 2e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99)

L'INDIC, film français de Serge Leroy : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e, (329-90-10) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 19e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)

MERRY GO ROUND, film français de Jacques Rivette : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42).

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS, film américain de Robert Altman, v.o. : St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA PETITE BANDE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PROSTITUTE (Ang., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

RAMBO (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES SACRIFIÉS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Delta, 10e (878-02-18).

SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07)

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SI ELLE DIT OUI... JE NE DIS PAS NON (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99)

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) - V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? (You., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-15).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

UN DIMANCHE DE FLIC (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (421-77-99).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Images, 18e (522-47-94).

YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

Les grandes reprises

AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ALLEMAGNE MÈRE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; Paris Loisir Bowling, 18e (606-64-98).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).

LE BAISER DU TUEUR (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).

BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Rotonde, 6e (633-08-22).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

CINQ ET LA PEAU (v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

DEEP END (Ang., vo.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.F. Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ;Tourelles, 20e (364-51-98).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

FLASH GORDON (A.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LE FLEUVE SAUVAGE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

IMAGES (v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re partie), (2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Escurial, 13e (707-78-04).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Mistral, 14e (539-52-43; Magic, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

PORTIER DE NUIT (It.,vo.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (V.f.) Arcades, 2e (233-54-58).

RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang., v.o.) : Logos, 5e (354-26-42).

SUNSET BOULEVARD (Boulevard du Crépuscule) (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

TEX AVERY FOLLIES, Rialto, 19e (607-87-61).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LE VIOLENT (A.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : Ma vache et moi.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour aux courses.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action-Lafayette, 9e (878-80-50) : la Femme à abattre.

MARLON BRANDO (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) : 18 h. : la Comtesse de Hongkong ; 16 h : Viva Zapata ; 22 h 20 (v.f.) : Queimada ; 14 h et 20 h 10 : Un tramway nommé désir.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Péniche des arts, 16e (527-77-55).

FILMS D'AMOUR (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) ; les Enfants de la nuit.

SÉLECTION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE FEMMES (v.o.) : Republic-Cinémas (805-51-33) : 18 h : cinéma d'animation ; 20 h, 22 h : Les fils meurent avant les pères : Mulhères de Boca.

HOMMAGE A ARLETTY-CARNÉ-PRÉVERT : Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir ; les Enfants du paradis ; Le jour se lève ; les Portes de la nuit.

DUSTIN HOFFMAN (v.o.) : Boite à films, 17e (622-44-21) ; 20 h 30 : Alfredo, Alfredo ; 22 h 30 : John and Mary.

ALAN J. PAKULA (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; 16 h 10 : le Souffle de la tempête ; 18 h 30 : Une femme d'affaires.

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) : 16 h 15 : la Source ; 18 h 15 : l'Heure du loup ; 20 h 15 : Cris et Chuchotements ; 22 h 15 : Une passion.

FRED ASTAIRE (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Carioca ; Demoiselle en détresse.

JEAN-PIERRE LÉAUD, comédien hallucinéé : Studio 43, 9e (770-63-40) ; le Testament d'Orphée ; 18 h, Baisers volés.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 11 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : le Point de mire
Film français de Jean-Claude Tramont (1977), avec A. Girardot, J. Dutronc, M. Habich, J.-C. Brialy. (Rediffusion).
Une jeune femme, photographe d'agence, dont le mari, reporter, est mort dans des conditions suspectes, se livre à une enquête et se trouve prise dans un piège préparé pour elle. Excellent scénario de suspense politique, bien servi par la mise en scène, dans l'angoisse et le mystère, et par l'interprétation d'Annie Girardot, remarquable dans un rôle inhabituel.

22 h 15 Magazine santé : La douleur. D's I. Barrère et E. Lalou.
Origines et traitements des douleurs, avec les professeurs Guillemain, Lassener, Huguenard, Albefessard, Saindoux et Caravelle.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : l'Homme, la Bête et la Vertu
De Pirandello, mise en scène de H. Tisot. Avec H. Tisot et B. Lafont.
Une adaptation intelligente d'une comédie-farce mi-tragique.

22 h 10 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville.
L'invité : Michel Bouquet. Sujets : Pirandello aujourd'hui : Marguerite Duras vue... par Gérard Depardieu, etc.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Téléfilm : Dans la citadelle.
De Peter Kassovitz et B. Kouchner. Avec C. Rich, M. Bowens, M. Sarcey...
Un médecin confronté au problème de la faim dans le monde.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Phares et balises. Bassurelle : huit hommes pour un feu.

23 h 6 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.

23 h 10 Prélude à la nuit.
Deux œuvres pour violon et piano, de Tchaïkovski, par A. Roussin et N. Bernagrine.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Présence des arts : Sam Francis.

20 h, Et à moi, qui m'apportera des roses ? de P. Lamud. Avec M. Renaud, M. Vitold, F. Fors.

21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : August Strindberg ou Voyage au pays des spectres.

22 h 30, Nuits magnétiques. Family Life.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 35, Concert : 100e anniversaire de la mort de R. Wagner (concert donné à la Salle Pleyel le 5 février 1983) : « Tristan et Isolde » de Wagner ; par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France ; dir. M. Kuntzsch ; chef des chœurs : J. Jouineau ; Sol. A. Ripoche, A. Reece, L.-E. Gray, K. Skram, F. Mazura, V. Hanssen.

0 h 5, Fréquence de nuit : ruines et néons, Berlin !

Mardi 12 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.

12 h HF 12 (info.)

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
L'atelier du mardi ; à 14 h 5, Série : section contre-enquête (Redif.) ; à 15 h : Dossier : usine à vendre ; à 16 h 20, Reprise du « Magazine santé » : La douleur (diffusé lundi).

17 h 20 Croque vacances.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 5 Météorologie.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Musique : Faust.
Réal. : P. Cavassilias.
Festival de Nervi en 1982. Les batailles perdues d'avance de Faust contre l'érosion du temps et la mort. Chorégraphie de J. Russillo. A partir de Faust symphonie *et* Totem danse *de F. Liszt et une partition originale de Steve Lacy. Avec J. Russillo, D. Agesilas, E. Demaye, N. Yoshida.*

22 h 15 Mémoire : portrait d'un taoïste honoraire.
Prod. I.N.A. Réal. A. Joubert.
Joseph Needham, scientifique anglais, passionné de technologies chinoises, évoque ses rencontres avec Tchang Kaï-chek, Chou En-lai et Mao Tse-toung...

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h 5 Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.
L'oubli ou la leçon.

15 h 5 Série : Têtes brûlées.

15 h 50 Reprise : La chasse au trésor (dif. le 10 avril).

16 h 45 Entre vous,
de L. Bériot. *Le conte de l'étang ; Gambetta.*

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Film : La guerre des polices.
Film français R. Davis (1979), avec C. Brasseur, M. Jobert, C. Rich, J.-F. Stevenin, F. Périer.
Le chef de la brigade territoriale et le chef de la brigade anti-gang se détestent. Au lieu de coopérer, ils deviennent rivaux dans les opérations de police. Film bien fabriqué, sacrifiant à la mode « anti-flic ». Action, violence, numéros d'acteurs qui font de l'effet. Marlène Jobert a un rôle sacrifié dans cet univers d'hommes.

22 h Mardi cinéma,
de P. Tchernia.
Avec J.-C. Brialy et J. Birkin.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Atout jeunes : l'opéra.

18 h 55 Tribune libre.
ORCHIDEE (Organisation pour la solidarité avec le tiers-monde au moyen de l'audiovisuel).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Tintin.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Film : l'Associé.
Film français de R. Gainville (1979), avec M. Serrault, C. Auger, C. Alric, J. Magre, M. Carrière, B. Haller.
Un conseiller financier, végétant dans la médiocrité, connaît une éclatante réussite lorsqu'il s'invente un associé anglais dont il passe pour être l'exécutant. Mais il est peu à peu dévoré par ce personnage imaginaire. Extraordinaire composition de Michel Serrault dans une comédie satirique sur l'argent et le monde des affaires. Mise en scène solide, avec des pointes d'humour noir.

22 h 5 Journal.

22 h 23 Une minute pour une image. D'Agnès Varda.

22 h 25 Prélude à la nuit.
Concerto pour clarinette et orchestre, de Copland.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : la presse helvétique de langue française : la vie des mots.

8 h, Les chemins de la connaissance : histoires de verre : à 8 h 32, armée et société; à 8 h 50, le sillon et la braise.

9 h 7, La matinée des autres : les livres.

10 h 45, Etranger mon ami : « Des feuilles dans la bourrasque », de G. Garcia-Marquez.

11 h 2, Concerts d'archives inédits de l'Orchestre national de France (et à 13 h 30 et 17 h 32).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons à Athènes.

14 h 5, Un livre, des voix : « L'Epiphanie des dieux », de C. Hermary-Vieille.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : la nouvelle littérature algérienne ; à 17 h, Raison d'être.

18 h 30, Feuilleton : La certaine France de mon grand-père.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui. L'irréversibilité, par le professeur Cioccotti.

20 h, Dialogues : *Développement et tiers-monde,* avec J.-P. Cot et J.-L. Buchet.

22 h 30, Nuits magnétiques : family life.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Grétry, Beethoven, Codax.

7 h 5, Mozart, par l'Orchestre National de France, dir. C. Zacharias.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 10, Bruckner, par l'Orchestre national de France, dir. G. Ferro.

9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Poulenc.

12 h, Archives lyriques : T. Schipa, ténor ; œuvres de Mozart, Donizetti, *Verdi, Massenet, Delibes.*

12 h 35, Jazz : Tout Duke.

13 h, Les nouvelles muses en dialogue.

14 h, Chasseurs de son stéréo : du piano tango au piano classique.

14 h 30, Les enfants d'Orphée.

15 h, La musique en France dans les salons au XIXe siècle : le public et les écoles ; œuvres de Boieldieu, Clémenti, Kreutzer, Saint-Saëns.

17 h 5, Les intégrales : la musique religieuse de Mozart.

18 h, Jazz.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : œuvres de Takemitsu, Webern, Huber ; par J. Leber et G. Klam, violons, J. Vujicic, alto et P. Cherond, violoncelle.

19 h 35, L'imprévu : le miroir de l'actualité musicale.

20 h 30, Concert (donné le 28 janvier 1983 au Grand Auditorium de Radio-France) : « Polonaise en fa dièse majeur », « Barcarolle en fa dièse majeur », « Sonate nº 3 », de Chopin ; par V. Perlemuter, piano. « Mythes pour violon et piano », de Szymanowsky, par C. Bogdanas, violon et J.F. Heisser, piano. « Trio pour piano, violon et violoncelle », de Chopin ; par C. Bogdanas, violon, J.-F. Heisser, piano, D. Fodoreanu, violoncelle.

22 h 30, Fréquence de nuit : ruines et néons Berlin ! 23 h 30, Jazz-club.

TRIBUNES ET DÉBATS

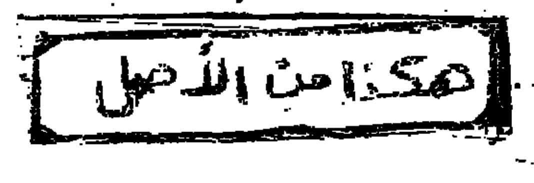
LUNDI 11 AVRIL

– *M. Pierre Méhaignerie,* président du Centre des démocrates sociaux, participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

MARDI 12 AVRIL

– *M. Roland Carraz,* secrétaire d'État au tourisme, est invité à l'émission « Horizons », à 18 h 40, sur Radio-Express, 100 MHz, Paris.

– *M. Pierre Juquin,* membre du bureau politique du P.C.F., est reçu à l'émission « Point chaud », à 19 h 15, sur Radio-92, 92,8 MHz, Nanterre (Hauts-de-Seine).



COMMUNICATION

VIDÉOTRANSMISSION DANS LE MASSIF CENTRAL

L'Opéra de Paris dans la salle du quartier

Le 27 avril prochain, la grande salle du Palais des festivals de Cannes aura la même affiche que l'Opéra de Paris : *la Belle Hélène*, d'Offenbach, dans la mise en scène de Jérôme Savary, sous la direction musicale d'Alain Lombard. La représentation du Palais Garnier sera en effet transmise en direct sur un grand écran vidéo de 100 mètres carrés, dans le cadre du Marché international des programmes de télévision (MIP-T.V.).

A cette occasion, le ministre des P.T.T. doit inaugurer la vidéotransmission, le dernier-né et le moins connu des réseaux audiovisuels. Un réseau qui devrait desservir avant l'été une trentaine de salles de cinéma du Massif Central.

Si elle emprunte son infrastructure à toute la panoplie des technologies électroniques (vidéo, câble, satellite), la vidéotransmission se distingue néanmoins des autres réseaux de communication audiovisuelle. Au lieu de diffuser un programme depuis un studio jusqu'à l'ensemble des foyers équipés en téléviseurs, elle relie en direct ou en différé un lieu de spectacle collectif à d'autres lieux de réception collective. A un bout du réseau, il y a un théâtre, un music-hall ou un stade, à l'autre bout, des salles de cinéma.

L'idée est née en 1976 et elle est due à M. Jean-Charles Edeline, alors président de la Société française de production (S.F.P.). La vidéotransmission lui semble alors répondre aux besoins de diversification de la S.F.P. et compléter la mutation de l'exploitation cinématographique qu'il a lui-même menée quelques années plus tôt à la tête de l'U.G.C. Les salles de cinéma peuvent ainsi diversifier leur programmation et proposer, à côté des films de long métrage, d'autres types de spectacles touchant d'autres publics. Quant à la S.F.P., elle est en mesure de vendre à tous les producteurs culturels un circuit de distribution électronique souple, rapide et bien moins coûteux qu'une tournée. Trop ambitieux pour l'époque, le projet de M. Jean-Charles Edeline ne dépassera pas l'installation de la liaison avec le Massif Central et une première expérience de préfiguration en 1977. L'extension du réseau à sept autres régions, pourtant décidée en conseil des ministres, ne verra jamais le jour.

La vidéotransmission ne disparaît pas pour autant. En attendant des jours meilleurs, elle se replie sur le marché institutionnel. Vidéo transmission international (V.T.I.), un G.I.E. regroupant la S.F.P., Télédiffusion de France et les P.T.T., propose le dispositif aux entreprises : opération de prestige, lancement d'un nouveau produit auprès d'un réseau de vente, convention entre plusieurs filiales, etc. Mais depuis quatre ans, ce marché très spécifique est resté limité. Aujourd'hui, V.T.I. prépare la relance du réseau du Massif Central dans trente villes choisies en accord avec la DATAR. Une expérience de grandeur nature qui a valeur de test.

Il s'agit jusqu'à la fin de 1984 d'étudier des programmations et des équilibres financiers. On a pensé bien sûr à l'Opéra, car les mille neuf cents places du Palais Garnier sont notoirement insuffisantes pour répondre à la demande croissante des mélomanes. Mais les responsables de V.T.I. envisagent aussi d'autres spectacles et, surtout, des manifestations sportives. Des négociations sont en cours avec les organisateurs de matches de football et de tournois de tennis.

Jusqu'à la fin de l'année prochaine, la transmission se fera par le réseau hertzien classique de T.D.F. Dans la phase suivante, elle serait relayée par le satellite Telecom I, qui devrait être lancé par les P.T.T. au second semestre de 1984. L'intervention du satellite permettra d'étendre rapidement le réseau des « vidéo-cinémas » à trois cents ou quatre cents salles sur l'ensemble de la France. Mais, parallèlement, le réseau terrestre continuera à fonctionner pour les vidéotransmissions institutionnelles, qui ne desservent qu'un petit nombre de points de réception.

En revivifiant l'exploitation cinématographique, en privilégiant le spectacle collectif, la vidéotransmission peut constituer une alternative intéressante à la consommation audiovisuelle domestique qui se généralise aujourd'hui. Mais elle doit encore prouver sa viabilité. Il y a tout d'abord des problèmes juridiques. Dans le cadre de la loi du 29 juillet 1982, la vidéotransmission sera-t-elle soumise à un régime d'autorisation (comme le câble), de concession de service public (comme la quatrième chaîne) ou de simple déclaration, puisqu'elle concerne des publics restreints et demandeurs d'un certain type de spectacle ? De ce cadre juridique dépendront le profil des futures sociétés d'exploitation, — qui pourront distribuer des spectacles — et tout l'équilibre financier du réseau.

Une concurrence pour les distributeurs de films

On peut se demander aussi quelle sera la réaction des distributeurs cinématographiques. Certes, toute relance de l'exploitation ne peut que leur être favorable, mais la vidéotransmission entame leur monopole de fait sur la programmation des salles de cinéma. Une concurrence qui sera d'autant plus mal perçue qu'elle vient d'un organisme public. De plus, si la qualité de l'image vidéo et de la téléprojection est aujourd'hui insuffisante pour menacer directement la distribution cinématographique, l'arrivée de la haute définition dans une dizaine d'années peut renverser le rapport de forces. Ne sera-t-il pas alors plus facile et moins coûteux de distribuer les films par satellite, plutôt que de les faire circuler sous forme de copies ?

Enfin, il est évident que pour le moment l'essentiel des risques repose sur l'exploitant. Il doit s'équiper en téléprojecteur ; un investissement lourd, qui sera facilité, pour l'expérience du Massif Central, par un recours au fonds de soutien du Centre national de la cinématographie (C.N.C.). Cet équipement en vidéo n'est-il pas contradictoire avec les efforts déjà entrepris par le C.N.C. pour recréer, notamment en milieu rural, des salles de cinéma avec un matériel classique de 35 mm ? Reste bien sûr à connaître la réaction des spectateurs. Tout dépendra de la qualité technique de la transmission et de la projection. La soirée du 27 avril sera un premier test sur ce produit particulièrement difficile qu'est l'opéra.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

VU

L' « organisation »

De penser qu'il y a en France, et pas seulement en France, des tueurs prêts à tout, venus de tous les horizons, y compris de ces pays qui se disent des démocraties, populaires avec ça, des tueurs appartenant à la filière bulgare et autres maffias du crime manipulés par le K.G.B., des tireurs d'élite qui n'hésitent pas à prendre le Saint-Père pour cible, ça fait froid dans le dos. Autre « organisation » extrêmement active et dangereuse, celle qui s'est spécialisée dans l'attentat contre les dissidents roumains.

On a commencé à en entendre parler, il y a quelque temps déjà, au moment de l'affaire du parapluie de la mort dont la piqûre avait envoyé Markov ad patres en Angleterre et dont Kostov a réchappé de justesse. On trouvait ça plutôt astucieux à l'époque, on citait James Bond, on admirait l'esprit inventif des services secrets de Sofia. On s'est aperçu depuis qu'il n'y avait pas de quoi rire et que, à défaut d'autant d'imagination, le président roumain Nicolae Ceausescu, le « dieu vivant », le « penseur », le « phare-éclaireur », le « père-chef » d'un peuple terrorisé, ne reculait, lui non plus, devant rien pour faire taire ceux qui, ayant échappé à ses griffes, osaient élever la voix et dénoncer les exactions démentes de ce paranoïaque, de ce fou dangereux, de ce Bokassa de l'Europe (1).

Ils étaient réunis samedi soir sur le plateau de « Droit de réponse ». Réponse à quoi ? A qui ? J'avoue que je ne vois pas. Il y avait là Haiducu, spécialisé depuis des années dans l'espionnage industriel, qui a été chargé de faire passer de vie à trépas à l'aide d'un poison extrêmement efficace Tanase et Goma, eux aussi présents. Vous vous rappelez l'histoire : pour sauver la vie de cet assassin en puissance, Tanase avait accepté de simuler son propre enlèvement. A-t-il eu tort ou raison d'accepter l'offre de la D.S.T. ? Certains semblaient le lui reprocher. Personnellement, je trouve assez déplacées ces insinuations, ces accusations voilées, auxquelles nous ne comprenions d'ailleurs pas grand-chose.

Ce n'est vraiment pas le problème. Devant le danger que courent ces femmes et ces hommes, on ne pouvait s'empêcher de frémir en songeant aux ombres menaçantes rôdant à leur recherche dans la nuit de nos villes, tapies derrière des portes cochères, embusquées dans des couloirs du métro. Et de féliciter du fond du cœur François Mitterrand pour sa fermeté à l'égard de ceux qui non seulement ridiculisent les accords d'Helsinki, mais se permettent de confondre terre d'asile et terrain de chasse.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Voir *le Monde* du 8 avril.

RÉACTION SYNDICALE DES SALARIÉS DU « NOUVEAU F » CÉDÉ AU GROUPE FILIPPACHI

L'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. du groupe Expansion, dans un communiqué, « *s'indignent que les quarante salariés du* Nouveau F *aient été mis devant le fait accompli, le 1er avril, lorsque Jean-Louis Servan-Schreiber, P.D.G. du groupe Expansion auteur de* l'Entreprise à visage humain, *a vendu le mensuel avec son personnel, à Daniel Filippachi* », patron du groupe Paris-Match. Doutant que cette cession ait été précédée d'une « *étude sérieuse des possibilités de reclassement garantissant les qualifications et l'emploi* », l'intersyndicale demande que « *le seul choix offert aux salariés ne soit pas de se soumettre ou de se démettre* ».

Sur les neuf journalistes de l'équipe permanente du *Nouveau F*, indique-t-on de source syndicale, quatre ont demandé à bénéficier de la clause de conscience. Une des conditions du contrat de vente, déclare-t-on de même source, était le départ de la rédactrice en chef en titre, Mme Huguette Debaisieux, ancien grand reporter au *Figaro* et au *Matin*, venue de *l'Express*, qui a été remplacée par Mme Annick Geille, rédactrice en chef et directrice de *Playboy*, édition française. Cependant, Mme Debaisieux ayant refusé de démissionner, aucune lettre de licenciement ne lui a été encore adressée.

LE SACRÉ A LA TÉLÉVISION

Création d'un Comité pour le respect des consciences

Un Comité pour le respect des consciences à la télévision vient d'être créé par une vingtaine de personnalités appartenant à diverses confessions, autour du professeur Louis Leprince-Ringuet, de l'Académie française. Ce comité d'intellectuels se propose « *de signaler les agressions inacceptables contre le sacré et d'agir pour les combattre* ».

Pour eux, « *certaines émissions ont tourné en dérision (rien à voir avec de l'humour) ce qui constitue les fondements de la foi d'une partie de nos concitoyens* », ce qui est un signe « *d'intolérance* ».

Le comité précise qu' « *il évitera trois écueils : la récupération politique, le cléricalisme, le moralisme* », que ses membres n'ont pas été désignés par une Église, une confession ou une communauté, et que sa tâche consistera à intervenir auprès des chaînes de télévision et de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Font partie de ce comité : Mme Jacqueline Auriol (pilote d'essai) ; MM. André Astier (président de l'université Paris-VI) ; Jean-Louis Barrault ; le professeur Jean Bernard, de l'Académie française ; le Père Carré, de l'Académie française ; MM. Olivier Clément (président des écrivains croyants d'expression française) ; Alain Decaux, de l'Académie française ; Jean-Paul Elkann ; Pierre Emmanuel, de l'Académie française ; Eugène Ionesco, de l'Académie française ; Gérard Jaquet (vice-président du Parlement européen) ; Alfred Kastler (prix Nobel de physique) ; Louis Leprince-Ringuet, de l'Académie française ; le professeur Paul Milliez ; le pasteur Muller ; Mme Régine Pernoud (écrivain) ; le bâtonnier Pettiti (juge à la Cour européenne pour les droits de l'homme) ; MM. Jean-Pierre Pierre-Bloch (président de la LICRA) ; Alain Poher (président du Sénat) ; Mme Madeleine Renaud ; Germaine Tillion (ethnologue) ; Louise Weiss (doyenne d'âge du Parlement européen) et M. Yannis Xenakis (compositeur).

★ Secrétariat du comité : M. Louis Leprince-Ringuet, 86, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

MÉDECINE

Le mouvement de grève des internes et chefs de clinique se durcit à Paris et en province

Le mouvement de grève des internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires se durcit : les grévistes ont décidé que leur mouvement devrait devenir « *plus efficace* » et parvenir en particulier à « *vider* » davantage de lits, les malades étant adressés vers les cliniques privées. Le taux d'occupation des hôpitaux publics devrait s'en trouver considérablement abaissé. La proportion de lits vides atteint déjà quelque trente pour cent dans un certain nombre de services, parfois davantage. Le durcissement du mouvement affecte aussi bien Paris que la province.

Au secrétariat d'Etat à la santé, on réaffirme la volonté de dialogue et on souligne qu'un calendrier de mise en œuvre des réformes sera mis au point en concertation avec les intéressés. La loi portant réforme hospitalière devrait être soumise au Parlement au cours de la session de printemps, mais les décrets d'application ne devraient pas être pris avant l'automne.

Le mouvement des étudiants continue lui aussi dans l'ensemble des facultés. Les grévistes soulignent qu'ils souhaitent, dans leurs négociations avec le gouvernement, que M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, participe activement aux discussions, ainsi que M. Pierre Mauroy lui-même. Les étudiants envisagent d'entreprendre une « semaine d'action » du 18 au 23 avril si aucun élément de solution n'est apporté par leurs partenaires gouvernementaux.

Nous publions ci-dessous des extraits de la volumineuse correspondance que nous avons reçue à propos des grèves hospitalières.

Intérêt du malade et concertation

Cette grève est grave. Elle est grave par les conséquences qu'elle peut avoir sur les soins et la sécurité des malades. Elle est grave parce qu'elle témoigne du profond malaise de toute la profession médicale. Elle est grave enfin, tout simplement parce qu'elle a pu se déclencher et qu'il faudrait que soit recherchée une procédure permettant à l'avenir d'éviter qu'une grève médicale ne se décide sans que, au préalable ait eu lieu une concertation.

Il est facile de se donner bonne conscience en disant que la sécurité des malades n'est pas en jeu et que la vie hospitalière est analogue à celle des dimanches. Il est vrai que — au moins jusqu'à présent, — les gardes et les urgences sont assurées, mais comparer une situation de grève prolongée à une situation de dimanche, c'est oublier que le dimanche est suivi de toute la semaine et que le lundi permettra de faire passer au premier plan ce que le dimanche aura relégué au deuxième plan ; prétendre que les urgences sont toutes assurées, c'est oublier que, à côté de situations manifestement urgentes telles une perforation d'ulcère, un coma traumatique ou un infarctus du myocarde, il est un nombre considérable d'états pathologiques dont l'urgence n'apparaît pas d'emblée mais seulement après un examen minutieux et des explorations paracliniques qu'il peut être difficile d'obtenir actuellement, car cette grève touche la totalité des services hospitaliers.

Etre informés

Pour se rassurer encore, on dit qu'il suffit d'orienter un certain nombre de malades vers les cliniques privées, mais on sait que ces cliniques sont vite saturées et qu'il est un certain nombre de spécialités pour lesquelles il n'y a pas ou très peu de cliniques privées : la neurochirurgie en est un exemple.

On objectera peut-être qu'il n'y a pas eu de drame manifeste ou connu depuis le début de cette grève : par chance celle-ci a commencé au début d'une période de vacances scolaires ; or il est remarquable que, depuis quelques années, les malades, sauf les cas apparemment urgents, désertent l'hôpital pendant ces périodes.

Si cette grève devait se prolonger, il y a tout lieu de craindre qu'on ne découvre à ce moment la gravité de la situation. (...)

En définitive, ce que demandent avec insistance les chefs de clinique, c'est d'abord d'être informés de façon claire et précise des projets de réforme hospitalière, ensuite, et avant la mise en application de cette réforme, d'obtenir une concertation avec les ministères de la santé, de l'éducation nationale et du budget, concertation dont le but serait de définir le nombre des postes, leur profil, leur rémunération et le déroulement des carrières.

Ainsi les revendications à l'origine de la grève des internes et des chefs de clinique sont diverses. Certaines sont probablement faciles à satisfaire, d'autres ne le sont peut-être pas pour des raisons économiques, la plupart proviennent d'un manque d'information ou d'un manque de concertation.

Il est infiniment souhaitable que la discussion qui s'est enfin amorcée entre les pouvoirs publics et les intéressés aboutisse à un accord et y aboutisse rapidement avant que ne se produisent ce que l'on appellera des « incidents regrettables ».

On ne peut que déplorer que cette discussion n'ait pas eu lieu plus tôt. Ne pourrait-on pas admettre que pour quelques professions, en particulier la profession médicale, le droit de grève ne puisse s'exercer qu'après discussion et concertation, qu'un préavis de grève d'un mois soit nécessaire, durant lequel les pouvoirs publics auraient l'obligation de créer et de réunir en moins d'une semaine l'organe de discussion dont les conclusions, si un accord n'est pas possible, seraient exposées clairement devant l'opinion publique, une semaine au moins avant le déclenchement effectif de la grève.

A une période où l'on tend à considérer que la grève est le seul moyen de faire entendre ses revendications, ce serait protéger l'intérêt des malades. Les pouvoirs publics ne peuvent y être insensibles.

La profession médicale accueillerait avec soulagement de n'être pas contrainte, pour se faire entendre, de recourir à une attitude qu'elle réprouve.

Professeur RAYMOND HOUDART.
(Hôpital Lariboisière, Paris.)

Désillusion et espoir

(...) Après plusieurs années de désillusion, vint l'espoir des réformes. Ces réformes, les médecins les attendaient, eux qui montrent chaque jour leur capacité d'adaptation : la somme des connaissances médicales double tous les cinq ans.

Les chefs de clinique et les internes se sont prêtés à la concertation : grande réunion hebdomadaire réunissant autour d'une table une pléiade d'organisations syndicales, cacophonies d'où ne sortait que ce qui avait été préalablement décidé.

Réanimer un nouveau-né, transplanter un rein ou réimplanter un doigt, chefs de clinique et internes savent le faire. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est qu'il était plus facile à nos interlocuteurs d'écouter ceux qui peuvent, sans dommage, quitter leur laboratoire pour investir les ministères que d'entendre ceux qui palpent journellement les ventres, auscultent les cœurs ou percutent les réflexes, c'est-à-dire l'ensemble des cliniciens qui examinent, diagnostiquent et prescrivent des examens que d'autres assureront.

Cette désillusion, leurs représentants l'ont ressentie comme la plus cruelle des désespérances, ne reconnaissant pas du tout les conclusions annoncées ensuite comme un cadre d'accords. Le flou délibérément entretenu par l'absence de texte servant de base aux discussions, les contradictions internes des différentes administrations, l'imprécision et la dispersion voulues ont enlevé aux médecins toute la confiance qu'ils mettaient dans les pouvoirs publics.

Cette dernière désillusion devait être la plus profonde et la plus difficile à faire ressentir. Mais une fois franchie la difficile barrière du verbe et atteinte celle de la conscience individuelle, la totalité des internes et des chefs de clinique se sont levés unanimement pour exiger une règle du jeu en rapport avec la part qu'ils y ont investie.

Cette règle est simple, elle tient en deux mots : valeur et responsabilité.

Aux pouvoirs publics de répondre à leur espoir...

Dr ALAIN HAERTIG,
chef de clinique assistant des hôpitaux de Paris.

Un sabotage des services hospitaliers

Pour de très nombreux médecins hospitaliers temps plein ou temps partiel, le terme de « grève de soins » est une incongruité ; ils n'ont pas participé au mouvement des médecins des hôpitaux de l'an passé lors des conflits à propos du secteur privé, qui a le premier et le plus symboliquement légitimé cette « grève de soins ». Même si nous suivons avec beaucoup d'attention et de préoccupation les transformations des études et des carrières, cette attention n'implique, en aucun cas, une adhésion à une « grève de soins ». Un certain nombre de médecins assurent et assureront la continuité du fonctionnement hospitalier et certains services aussi divers que la réanimation médicale ou le service central d'immuno-hématologie ; certains services de médecine fonctionnent avec des effectifs pratiquement au complet, assurant normalement l'ensemble des prestations médicales ou biologiques qui leurs sont demandées en fonction des malades qui se présentent. Il n'y a pas unanimité de la hiérarchie hospitalière à l'hôpital Ambroise-Paré, mais une certaine diversité des options de chacun, et il est évident que ceux d'entre nous qui ne sont pas concernés par l'abandon d'une pratique privée qu'ils avaient, par choix personnel, décidé de ne pas exercer sont moins exposés au risque de confusion entre l'écoute attentive et critique des problèmes des différentes corporations et l'engagement dans une action de sabotage des systèmes hospitaliers publics auxquels nous avons consacré les plus belles années de notre vie.

Professeur agrégé
Alain GOGUEL
(Boulogne-sur-Seine).

« Un profond malaise »

(...) Avant toute chose, il ne s'agit pas d'une grève politique. Le départ de M. Jack Ralite n'a pas modifié notre détermination. Une grève politique ne réunit pas la quasi-totalité d'une profession.

Nos revendications sont de deux ordres :

Les premières concernent directement l'avenir de la médecine française ; les secondes sont catégorielles.

● Au premier janvier 1984, doit s'appliquer une loi visant à restructurer l'ensemble du statut des médecins hospitaliers. Elle nous concerne directement. C'est parmi nous que seront recrutés ces nouveaux médecins ; elle concerne aussi l'ensemble des Français que nous soignerons. Il n'existe toujours aucun projet officiellement publié moins de neuf mois avant cette réforme. Il n'y a eu aucune concertation réelle avec les syndicats représentant l'ensemble de la profession médicale. Nous ne voulons pas que cette réforme se fasse derrière notre dos, nous ne voulons pas être mis devant le fait accompli.

● Le clinicat est, aujourd'hui, la suite logique d'un internat de quatre ans. Il est la garantie d'une formation de haut niveau, dans le cadre des meilleurs services hospitaliers. Devons-nous accepter de voir sa durée passer de quatre à deux ans, voir sa disparition pure et simple ?

● Comment se fait-il que la cheville ouvrière de l'hôpital public, cent quatre-vingts ans après la création du concours de l'internat, n'ait pas encore un statut réel ?

● Devons-nous accepter une couverture sociale incomplète (deux tiers du salaire dès le premier jour d'arrêt de travail) ?

● Devons-nous toujoours effectuer les gardes obligatoires non rémunérées, non « récupérables » ?

Ce mouvement est la traduction d'un profond malaise. Ces problèmes sont connus : depuis plus d'un an ils font l'objet de prétendues « négociations » qui semblent sans fin. Il faut trouver aujourd'hui une solution.

CHRISTIAN MAZEL.
(Interne des hôpitaux de Paris.)

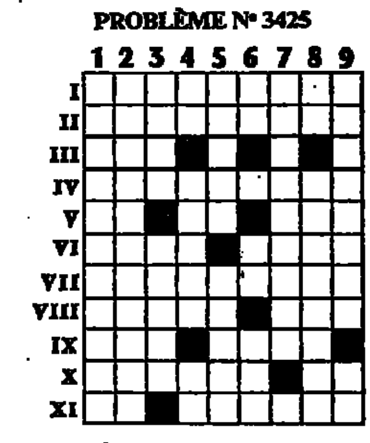
● *S'exprimant à propos de la réforme des études médicales* lors du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. Edgard Faure, a déclaré, le dimanche 10 avril : « *Ce problème n'est pas intelligible. Personne ne peut dire de quoi il s'agit. Le gouvernement devrait engager, le plus tôt possible, une procédure de concertation avec des étudiants, des professeurs de médecine, des parlementaires.*

« *A première vue, le fait d'imposer un examen après six années d'études ne me paraît pas une bonne idée. A seconde vue, le fait de dire que les plus nuls, les cancres seront incapables de faire de la médecine privée, cela ne me paraît pas non plus une bonne idée du point de vue du prestige de la médecine officielle. Tout cela peut être revu, tout le monde peut se tromper. Il faut causer !* »

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3425



HORIZONTALEMENT

I. Fait marcher à la ville comme à l'écran. – II. Assaisonne avec pas-mal de sel. – III. Extériorise sa peine. – IV. Danseuse toujours associée à un sujet boiteux. – V. Note. Adverbe. Se détend au moment de partir. – VI. Donne une double vue ou la trouble. Se trouve en bas du lit. – VII. Se traduit par un arrachage d'yeux et de boutons. – VIII. Faire jouer les liens. Un homme populaire. – IX. Mélange explosif. Est imposée lorsqu'elle est reçue. – X. Ville ancienne. Sont généralement assez vieux pour être respectés. – XI. Pronom. Eminence.

VERTICALEMENT

1. Leur parole est d'or. – 2. Dont l'air est peu engageant. – 3. En outre. Doit être bien surveillée en cas d'encaissement important. – 4. Note. Certains en font des pâtés. Lettres de patron. – 5. Essence qui commence à se faire rare. Comme une matière à réflexion. – 6. Symbole chimique. Cela fait un bout de temps. Ecourte la fin. – 7. Etat de dépendance pour certains Etats indépendants. – 8. Note. Donne dans la mine ou la minette. – 9. Manques d'enthousiasme. Personnel.

Solution du problème n° 3424

Horizontalement

I. Anthropophage. – II. Péron. Sel. Ila. – III. Poe. Goupillon. – IV. Elucubrations. – V. Toile. Tu. Tas. – VI. Iglou. Il. Mégère. – VII. Si. Isatis. Naît. – VIII. SS. Tenue. Vernie. – IX. Amer. Ornière. St. – X. Néréide. Divette. – XI. Mi. Pène. Ré. – XII. Enceinte. Emue. – XIII. Tatées. Serpes. – XIV. Bleue. Ter. – XV. Dur. Sous-entendu.

Verticalement

1. Appétissante. B.D. – 2. Néologisme. Lu. – 3. Treuil. Eructer. – 4. Ho ! Cloître. Eau. – 5. Rugueuse. Imites. – 6. Ob. Anodine. – 7. Pourriture. Têtu. – 8. Pa. Lien. Pesés. – 9. Psitt ! Ide. Ré. – 10. Hélium. Veines. – 11. Allô ! Enervement. – 12. On. Garée. Ur. – 13. Einstein. Trépan. – 14. Artiste. – 15. Tsé-tsé. Eté. Ossu.

GUY BROUTY.

FAITS DIVERS

L'Est et la région parisienne sont les régions les plus touchées par les inondations

Trois personnes noyées

Les pluies qui se sont abattues ces derniers jours sur presque toute la France ont provoqué de graves inondations, notamment dans le Nord-Est, en région parisienne et dans les Pays de la Loire. En Alsace, un automobiliste qui avait emprunté une route interdite à la circulation en raison des crues, près de Krautzwiller (Bas-Rhin), a disparu dans les eaux de la Zorn et n'a pu être secouru.

Dimanche 10 avril, un enfant de sept ans a été emporté par le Doubs en crue, à Montfaucon, près de Besançon. On n'avait toujours pas retrouvé son corps lundi en fin de matinée. A Segré (Maine-et-Loire), c'est un employé municipal de trente-cinq ans, M. Guy Bourgeais, qui a été noyé alors qu'il travaillait à protéger un quartier menacé par l'inondation.

On ne compte plus les maisons évacuées, les quartiers bas inondés et les routes coupées à travers la France. En Alsace, c'est surtout le Haut-Rhin qui a souffert, notamment dans les secteurs de Cernay et d'Ostheim, où l'eau atteignait parfois 30 centimètres en pleine ville. A Nancy, dimanche matin, des habitants des quartiers nord-est ont dû être évacués car la Meurthe atteignait 4,10 mètres, soit plus d'un mètre au-dessus de la côte d'alerte. Il a fallu aussi évacuer des animaux du zoo de la Pépinière, près de la place Stanislas.

A Laheycourt, près de Bar-le-Duc (Meuse), le clocher de l'église s'est effondré.

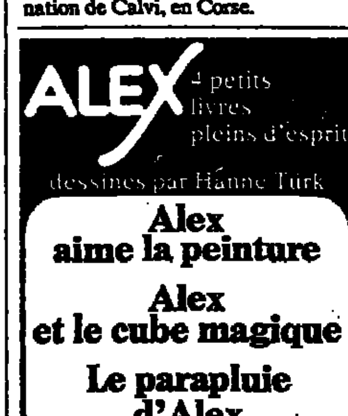
En Seine-et-Marne, toujours en première ligne en période d'inondations, toutes les rivières sont en crue. On comptait dimanche huit cents maisons inondées ou isolées et soixante-dix-huit routes coupées, dont plusieurs nationales, notamment la N. 4 près de Jouy-le-Châtel. La voie ferrée Paris-Melun via Corbeil a été partiellement coupée par un éboulement survenu à Boissise-le-Roi. A Provins, une partie des fortifications de la ville haute, datant des douzième et treizième siècles, s'est écroulée dimanche.

A Paris, toutes les voies sur berges ont été interdites à la circulation.

A Poitiers, où plusieurs quartiers ont été inondés, la voie ferrée Paris-Bordeaux a été coupée entre samedi et dimanche. Plusieurs communes de Loir-et-Cher, de Vendée et d'Indre-et-Loire ont été inondées. Des usines de Cholet ont subi d'importatnts dégâts.

La tempête soufflant sur la côte atlantique a d'autre part sérieusement perturbé la navigation. Les huit hommes d'équipage d'un chalutier grec, le *Giorgios-Vassilis*, ont été recueillis par un cargo néerlandais, à 70 kilomètres au large des Côtes-du-Nord, parce que leur navire était victime d'une importante voie d'eau. D'autre part, les six hommes du navire panaméen *Schutting-Onge* ont été évacués, dimanche soir, par des hélicoptères de la Royal Navy, alors que leur navire accusait une gîte de 14 degrés, à quelque 90 milles au large de Brest.

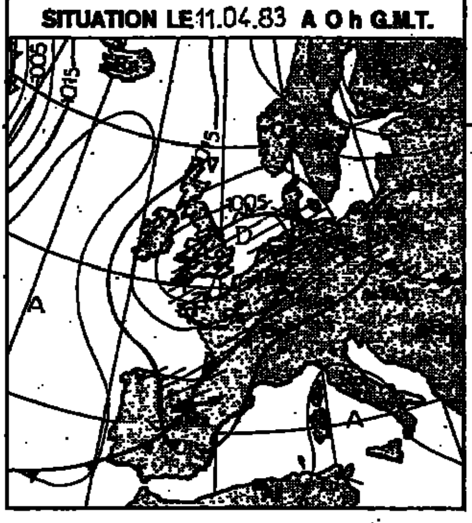
● *Un avion s'écrase dans les Alpes : six morts.* – Un avion de tourisme belge s'est écrasé, samedi 9 avril en fin de journée, dans le massif du Mont-Blanc, sur le glacier des Améthystes, à 3 200 mètres d'altitude. Ses six occupants ont été tués sur le coup. De très mauvaises conditions météorologiques régnaient ce jour-là sur les Alpes, et il semble que le pilote se soit perdu en tentant de regagner l'aérodrome de Sion (Suisse) d'où il avait décollé environ deux heures plus tôt à destination de Calvi, en Corse.



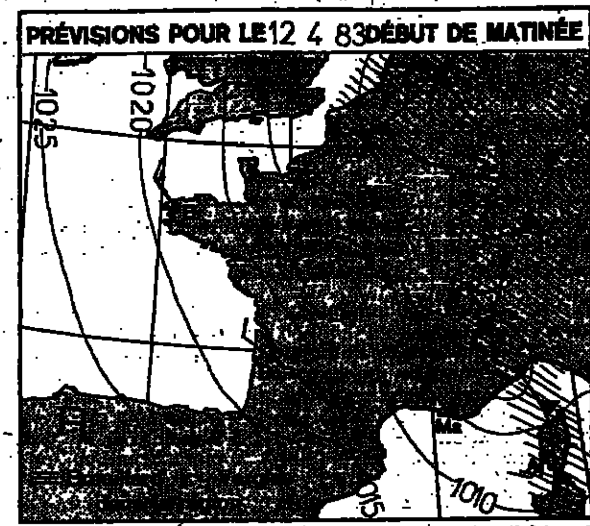


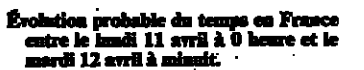
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11.04.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12 4 83 DÉBUT DE MATINÉE





Évolution probable du temps en France entre le lundi 11 avril à 0 heure et le mardi 12 avril à minuit.

Un minimum dépressionnaire, en ce lundi matin, sur la Manche et la Bretagne va s'éloigner mardi soir sur la Toscane et les Alpes. Après son passage s'établiront des vents de composante nord frais.

Mardi 12 avril, le matin, le temps sera couvert et pluvieux avec quelques orages, d'une part sur toutes les régions montagneuses de l'Est, des Vosges aux Alpes, ainsi que sur les Pyrénées. Sur les autres régions, un ciel variable prédominera avec quelques ondées très ponctuelles. Les températures seront de 13 degrés dans le Sud-Est, 8 degrés dans le Nord-Est, 9 degrés dans le Sud-Ouest, 4 à 5 degrés dans l'Ouest et le Nord.

En cours de journée, le mauvais temps sur les Alpes et les Pyrénées aura tendance à se dissiper. Les pluies et nuages au-dessus de 2 000 mètres se feront plus rares. Ailleurs, ciel changeant avec des averses assez fréquentes du Cotentin au Nord, Bourgogne, Alsace, devenant rares sur l'Ouest, le Centre-Ouest et le Sud-Ouest. Les températures maximales s'élèveront à 17-18 degrés dans le Midi, 13 degrés dans le Nord-Est, 14 degrés dans le Sud-Ouest, 12 degrés dans l'Ouest et le Nord.

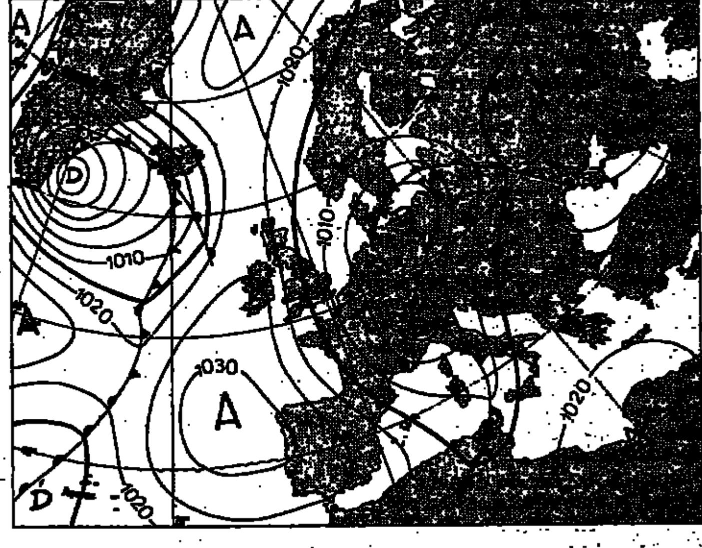
Les vents de nord à nord-ouest seront modérés dans les régions de l'intérieur, assez forts sur les régions côtières ainsi que l'après-midi sur la vallée basse du Rhône et le Languedoc.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 11 avril, à 14 heures, de 1 006,2 millibars, soit 754,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 avril ; le second le minimum de la nuit du 10 au 11 avril) :

Ajaccio, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 22 et 8 ; Bordeaux, 20 et 7 ; Bourges, 18 et 8 ; Brest, 12 et 5 ; Caen, 15 et 6 ; Cherbourg, 13 et 6 ; Clermont-Ferrand, 23 et 7 ; Dijon, 22 et 7 ; Grenoble, 18 et 9 ; Lille, 17 et 8 ; Lyon, 19 et 11 ; Marseille-Marignane, 20 et 13 ; Nancy, 17 et 11 ; Nantes, 15 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 10 ; Paris-Le Bourget, 17 et 9 ; Pau, 25 et 8 ; Perpignan, 16 et 12 ; Rennes, 15 et 6 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 17 et 8 ; Toulouse, 22 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

PRÉVISIONS POUR LE 12 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 11 degrés ; Amsterdam, 12 et 8 ; Athènes, 23 et 14 ; Berlin, 14 et 10 ; Bonn, 15 et 9 ; Bruxelles, 17 et 9 ; Le Caire, 25 et 17 ; îles Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 9 et 3 ; Dakar, 24 et 19 ; Djerba, 27 et 13 ; Genève, 21 et 9 ; Jérusalem, 15 et 8 ; Lisbonne, 21 et 7 ; Londres, 15 et 7 ; Luxembourg, 15 et 6 ; Madrid, 26 et 10 ; Moscou, 9 et 2 ; Nairobi, 28 et 17 ; New-York, 9 et 6 ; Palma-de-Majorque, 22 et 6 ; Rome, 18 et 13 ; Stockholm, 11 et –4 ; Tozeur, 31 et 16 ; Tunis, 26 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 10 avril :

DES DÉCRETS

● Instituant une taxe parafiscale sur certains produits pétroliers ;

● Portant publication des protocoles portant prorogations de la convention sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971, de la convention relative à l'aide alimentaire de 1980 et des protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la convention relative à l'aide alimentaire de 1980 ;

● Portant statut particulier du corps des assistants des disciplines juridiques, politiques et de gestion et des disciplines littéraires et de sciences humaines.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 13 AVRIL

« Le Moyen Age et la Renaissance », 11 h, Louvre, porte Denon, Mme Saint-Girons.

« Paris gallo-romain présenté aux jeunes », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, Mme Duhesme (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Egypte ancienne », 15 h, Louvre, porte Champollion (Approche de l'art).

« Musée de l'armée présenté aux enfants », 14 h 30, entrée, Mme Rojon (ARS).

« Un atelier de laque », 14 h 15, métro Argentine (La France et son passé).

« La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Daru (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

MERCREDI 13 AVRIL

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennec : « L'art musulman d'Espagne » (projections).

17 h 30, 6, rue Ferrus, J. Rielly : « La politique extérieure des Etats-Unis et l'opinion publique américaine » (I.F.R.I.) (en anglais).

18 h 30, Centre Pompidou : « L'informatique du citoyen : guides pratiques et expériences télématiques au service du public. »

SCIENCES

APRÈS LE RETOUR DE CHALLENGER

La NASA s'efforce de rattraper son retard

Premier vol impeccable de la navette spatiale Challenger, mais échec de l'aspect principal de la mission, la mise en orbite du stateilite de télécommunications T.D.R.S.-1 : ainsi s'énonce sèchement le bilan d'un vol de cinq jours, achevé samedi 9 avril à 20 h 54 (heure française) par un atterrissage impeccable sur la base californienne d'Edwards. Un atterrissage qui devrait être un des derniers du genre : lors des prochains vols, la navette devrait se poser sur la piste spécialement construite au centre spatial Kennedy, et donc se retrouver immédiatement à pied d'œuvre.

« Vol d'une routine incroyable », d'après le général Abrahamson, directeur adjoint de la NASA, vingt-deux anomalies seulement ont été enregistrées au cours des cinq jours de la mission, alors qu'il en avait été recensé quatre-vingt-deux au cours du premier vol de Columbia, et encore vingt-sept lors de son cinquième vol. Cela semble indiquer que Challenger a bénéficié de l'expérience acquise sur Columbia. Les ennuis de moteur qui ont fait retarder de dix semaines la mission qui vient de prendre fin ont aussi pu permettre de diagnostiquer et de prévenir certains incidents possibles.

La NASA se montre spécialement satisfaite de la « marche dans l'espace » de Story Musgrave et Donald Peterson qui ont, pendant près de quatre heures, circulé dans la soute de la navette et vérifié qu'ils pouvaient intervenir efficacement en cas de besoin – par exemple pour fermer manuellement les portes de la soute.

Il reste que les dix semaines de retard et la mauvaise orbite de T.D.R.S.-1 gèneront la suite du programme. Les équipes d'entretien se sont mises au travail dès l'atterrissage. Challenger devrait être en Floride le 19 avril, la prochaine mission pourrait avoir lieu dès la mi-juin, la suivante en août.

Officiellement, la NASA maintient la date du 30 septembre pour la première utilisation du laboratoire spatial européen Spacelab. Mais il faudrait que T.D.R.S.-1 puisse être ramené sur la bonne orbite et, de préférence, qu'un second T.D.R.S. soit aussi lancé et mis en service à temps. Tout cela est loin d'être certain et un report à février 1984 est donc probable.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

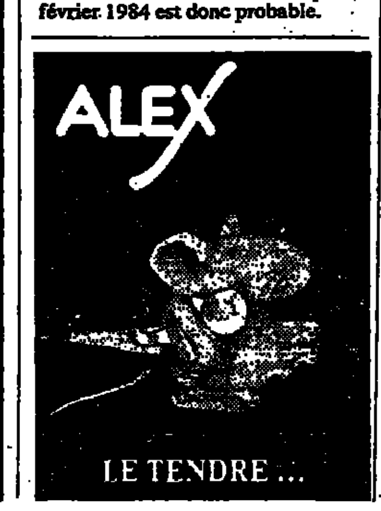
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



BREF

AUTOMOBILE

SÉRIES « PLEIN AIR ». – Citroën lance deux séries spéciales « pour le plein air » : une 2 CV France-3 et une Méhari Azur.

La 2 CV France-3 est réalisée sur la base de la 2 CV 6 spéciale (moteur 606 centimètres cubes, 29 chevaux, 115 kilomètres/heure. Elle est blanche avec des adhésifs bleu océan et une capote blanche à rayures bleues. Vendue 28 900 francs T.T.C., la France-3 sera produite à 2 000 exemplaires, réservés à la France.

La Méhari Azur est destinée à la France, à l'Italie et au Portugal en série limitée à 700 exemplaires. Construite à partir de la Méhari 602 centimètres cubes, 29 chevaux, 100 kilomètres/heure. L'Azur est également blanche avec portes et capote bleues, et ses sièges sont recouverts de housses en tissu éponge à rayures bleues et blanches. Le modèle à quatre places (deux + deux) est vendu 41 400 francs T.T.C., celui à deux places, 31 335 francs H.T. et 37 163 francs T.T.C.

De son côté, Renault lance une série limitée de R 18 baptisé American. C'est une berline bicolore raffinée qui malheureusement ne compte pas – ce qui n'est guère américain – de vitres actionnées électriquement.

VIE QUOTIDIENNE

ASSURANCE-MALADIE. – La caisse d'assurance-maladie de Paris a annoncé l'ouverture le 11 avril d'un *« service d'accueil à domicile réservé aux personnes qui, du fait de leur maladie, de leur isolement ou de leur âge, sont dans l'impossibilité de se déplacer ». « Sur simple appel téléphonique au 285-40-93 ou à défaut en écrivant à la caisse primaire de Paris, boîte postale 93 09 75421 Paris cedex 09,* précise la caisse, *ces usagers recevront la visite d'un agent d'accueil qualifié qui, après avoir justifié de sa qualité, pourra les renseigner, les aider à constituer leur dossier maladie ou d'aide sociale et les transmettre aux services intéressés. »*

Dans un premier temps, seuls les assurés sociaux des 1er, 2e, 8e, 9e, 10e, 11e et 19e arrondissements de Paris seront concernés.

CONTREFAÇONS DE LA MARQUE CHANEL ET DE LA MARQUE (CC) DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement définitif du 4 novembre 1982, le Tribunal de Grande Instance de Paris a :

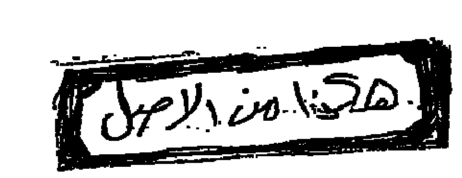
« Dit que la société MAURICE, en offrant à la vente dans la vitrine de la boutique ANTONELLA 77, rue de Sèvres à Paris 15e, un tailleur portant 13 boutons qui reproduisent le monogramme (CC) et en apposant sur ce tailleur une étiquette avec la mention style CHANEL, a contrefait la marque (CC) et la marque CHANEL dûment enregistrées dont la Société CHANEL est titulaire.

Fait défense à la Société MAURICE sous astreinte de 3000 F (TROIS MILLE FRANCS) par infraction constatée un mois à compter de la signification du jugement de reproduire sous une forme quelconque les marques de la Société CHANEL.

Autorise la Société CHANEL à faire publier le jugement par extrait aux frais du défendeur dans trois périodiques de son choix sans que le coût total des insertions puisse excéder 18 000 F (DIX-HUIT MILLE FRANCS)

Condamne la Société MAURICE SA à payer à la Société CHANEL :
– une indemnité de 10 000 F (DIX MILLE FRANCS)
– une somme de 2 500 F (DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS), par application de l'article 700 du nouveau code de Procédure civile.

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire.
Déboute la Société CHANEL du surplus de ses prétentions.
Condamne la Société MAURICE aux dépens ».



Le Monde
ECONOMIE

L'amélioration de la conjoncture dans les autres pays de la C.E.E.

L'activité reprend dans plusieurs secteurs mais une diminution du chômage n'est pas en vue

A en croire M. Pierre Mauroy, le déficit des échanges extérieurs de la France est un facteur de croissance pour ses partenaires commerciaux, et en particulier pour le plus important d'entre eux, la République fédérale d'Allemagne. C'est un argument que, dans le passé, les Etats-Unis (et d'autres pays en déficit) ont souvent utilisé sans qu'on puisse en tirer de conclusions éclairantes sur les effets d'un déséquilibre chronique : le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas évident que ce soit servir la solidarité internationale que de laisser se perpétuer un déficit par ailleurs générateur de troubles monétaires ou autres.

On est sur un terrain plus solide en se bornant à constater que la France, pour redresser une situation dégradée, a franchi un pas de plus dans l'adoption d'une politique restrictive. Elle avait cru pouvoir anticiper sur la reprise internationale au début de l'année 1982, mais elle risque, en 1983, de ne pas être en mesure de prendre le train à son départ. Reste à savoir si la reprise si longtemps attendue est vraiment au rendez-vous. La reprise américaine continue de faire l'objet de jugements forts différents, sinon opposés, quant à son ampleur et aux chances de sa durée.

***Et en Europe ?* Nous avons interrogé nos correspondants à Bonn, à Londres et à Rome. C'est-à-dire dans les trois autres pays les plus importants de la C.E.E. De la lecture de leur dépêche, il ressort la nette impression que le climat s'est amélioré en R.F.A. et en Grande-Bretagne, sans que la reprise de l'activité dans plusieurs secteurs importants soit encore assez vive pour laisser espérer une diminution du chômage. En Italie au contraire, les signes tangibles d'un redressement de la conjoncture continuent à se faire attendre.**

R.F.A. : une lente remontée

APRÈS deux mois et demi de négociations serrées, le patronat de la sidérurgie et le syndicat de la métallurgie, IGMetall, se sont, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, mis d'accord sur une convention collective : rétroactivement, à partir du 1er février, les employés du fer et de l'acier auront droit à une augmentation de salaire de 3,2 %, un peu moins que l'année précédente (4,2 %). Le contrat est valable pour douze mois, et s'il ne s'applique pour l'instant qu'à la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, il devrait servir de modèle à d'autres États où les pourparlers entre le patronat et les syndicats n'ont pas encore abouti ou, comme en Bavière, se sont enferrés.

La hausse des salaires, qui est ramenée à 2,8 %, si l'on en déduit les charges fiscales et sociales, est pour les syndicats « *à la limite inférieure de l'acceptable* ». Elle est, en tout cas, inférieure à l'augmentation du coût de la vie (3,5 % pour un an en mars) et peut passer pour une preuve de modération d'un syndicat qui n'avait pourtant pas ménagé sa peine pour organiser, ces dernières semaines, des « *grèves d'avertissement* » d'une ou plusieurs heures dans les usines du secteur.

Le résultat de cette agitation « *bien tempérée* » pourra sembler maigre à certains militants de base, mais l'IGMetall avait ses raisons, dont la principale était sans doute de ne pas pousser à la hausse des prix, alors que les exportations allemandes sont exposées aux contrecoups de la réévaluation du mark. L'entente s'est conclue à l'issue d'une rencontre au sommet entre le chef de l'IGMetall, M. Eugen Loderer, et son vis-à-vis patronal, M. Wolfram Thile, qui avait pris l'initiative de ce face-à-face.

L'essentiel pour les sidérurgistes était de conjurer le « *spectre* » de Volkswagen, qui, pratiquement sans combat, avait concédé à ses ouvriers 4 % d'augmentation pour un contrat d'une durée de quinze mois. C'est chose faite. Une fois de plus, le souci de la paix sociale et de la prospérité indivise l'aura emporté sur les revendications « *maximalistes* ». Sous l'œil des caméras, patrons et syndicalistes se sont serré la main pardessus la tapis vert.

Optimisme

Le front du travail retrouvant son calme après des jours d'incertitude, l'heure est à l'observation de la conjoncture. Aurait-on atteint le bout de la crise ? A vrai dire, le problème est de savoir comment s'annonce la « *sortie* » de la période qui a profité des aides à l'investissement du gouvernement Schmidt et du gouvernement Kohl.

Pour l'instant, le climat est plutôt à l'optimisme. Les grands magasins (Kaufhof, Horton) ont enregistré en mars des rentrées supérieures de 9 % à l'année précédente. Le commerce de détail se montre plus optimiste qu'à la fin de l'année dernière et les chiffres de la semaine pascale l'on confirmé dans sa bonne humeur.

L'automobile est en plein essor : on réembauche chez Opel, où les ventes sont supérieures de 20 % à ce qu'elles étaient aux premiers mois de 1982.

Ce n'est qu'un début, mais qui s'appuie sur de simples performances. Les commandes de l'industrie de transformation se sont accrues en janvier de 6 1/2 %, chiffre corrigé des variations saisonnières, par rapport au mois précédent. Celles de l'industrie en général ont augmenté en décembre-janvier de 11 % par rapport à octobre-novembre. Selon le même critère, la demande de l'industrie de transformation s'accroît et la construction de logements, là aussi stimulée par un « coup de pouce » gouvernemental, est montée en janvier de 26 % par rapport à novembre-décembre. Les travaux publics ont, en revanche, tendance à stagner.

Les grandes foires-expositions du printemps ont enregistré des résultats satisfaisants. La qualité et la capacité d'innovation allemandes continuent à faire prime, même si certains marchés, en particulier ceux du Golfe, ont tendance à se contracter.

En un mot, tout irait assez bien s'il n'y avait le chômage. Celui-ci a reculé de 150 000 unités en mars, mais le président des caisses de chômage, M. Stingl, n'y voit qu'une « *variation saisonnière* » sans importance. Le chômage n'est pas vraiment affecté par une conjoncture favorable. De même, la régression du chômage partiel a été inférieure à ce que l'on attendait de la reprise dans le bâtiment.

Ce tableau d'ensemble constitue un encouragement pour le gouvernement à persévérer dans son effort de stabilisation, comme il apparaîtra dans la déclaration gouvernementale que doit faire le 4 mai le chancelier Kohl, puis dans le débat budgétaire qui s'ensuivra de peu. L'économie allemande n'a peut-être pas encore réalisé le « *bond* » *(aufschwung)* que lui avait promis la C.D.U. durant la campagne électorale, mais elle s'est engagée lentement sur une pente ascendante.

La meilleure politique, dans ces conditions, serait-elle... de ne pas faire de politique, ce qui équivaudrait à laisser monter encore le chômage ? Toutefois, les difficultés que rencontrent les divers plans — ils proposent la restructuration des aciéries — lesquels n'éviteront pas certains licenciements, — les convulsions où se débattent les chantiers navals Howald (à Hambourg, que l'on veut fermer, et à Kiehl), démontrent que l'arbitrage, sinon l'assistance, du gouvernement fait bien partie de « *l'économie sociale de marché* » léguée à ses successeurs par le bon Ludwig Erhard.

ALAIN CLÉMENT.

GRANDE-BRETAGNE : un meilleur climat

ON l'avait si souvent annoncée que même les plus optimistes des porte-parole du gouvernement britannique n'osaient plus y croire, mais depuis le début de l'année les signes sont concordants : la reprise a commencé. Toutes les prévisions se recoupent ; la Banque d'Angleterre, connue pour sa prudence, mise sur un rétablissement durable de la compétitivité de l'industrie britannique ; la confédération patronale (C.B.I.) qui a joué les Cassandre depuis l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, affiche maintenant la confiance. Le ministre des finances, qui avait été jugé optimiste pour avoir prévu dans son projet de budget une croissance de 2 % du P.N.B. cette année, est taxé, un mois plus tard, de timidité. Comme l'écrit le *Financial Times*, « *ce n'est pas encore le boom, mais c'est déjà la fin de la récession* ».

Le changement de climat est en tout cas perceptible. Si le P.N.B. n'a augmenté que de 1 point en 1982, le rythme de croissance a été de 1,5 point et demi au dernier trimestre. La production industrielle a augmenté de près de 2 % au premier trimestre de cette année par rapport à la période correspondante de 1982.

Les ventes au détail n'ont pas connu en février le tassement traditionnellement enregistré après les fêtes de fin d'année. Sur un an, elles ont progressé de 5 % en volume. Comme les stocks sont bas, bien que le déstockage observé dans l'industrie ne soit pas terminé, les entreprises britanniques ne pourront faire face à la demande au cours des prochains mois qu'en augmentant leur production ou leurs importations. C'est d'ailleurs un des maillons faibles de cette reprise.

Augmentation des bénéfices

L'industrie du bâtiment est en pointe. Le nombre des mises en chantier de logements a augmenté de 34 % au mois de février, surtout grâce au secteur privé, soutenu par la baisse des taux d'intérêt. C'est la première augmentation depuis 1978. Les ventes d'automobiles ont repris, au bénéfice essentiel des productions étrangères, il est vrai. Une autre industrie « porteuse » présente des résultats encourageants : les ventes des filiales britanniques d'I.B.M. ont été en hausse de 26 % et leurs profits de 40 % en 1982. Dans l'ensemble de l'économie, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 8 % du troisième au quatrième trimestre et de 4 à 5 % sur toute l'année dernière. Les sociétés pétrolières se sont taillé la part du lion dans cette progression.

Selon la Banque d'Angleterre, l'industrie britannique a retrouvé près de la moitié de la compétitivité perdue à la fin des années soixante-dix. Elle est donc bien armée pour affronter ses principales concurrentes tant pour résister à la pénétration du marché intérieur que pour s'assurer de nouveaux débouchés extérieurs. La baisse de la livre sterling, qui a perdu au cours des six derniers mois 15 % de sa valeur sur les marchés des changes, a largement contribué à cette amélioration de la compétitivité de l'économie britannique.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 21.)

ITALIE : encore dans l'attente

LES Italiens veulent croire à la reprise de leur économie ; mais aucun fait concret n'est venu ces dernières semaines étayer leurs espoirs. A la Confindustria, l'organisation patronale, notamment, l'optimisme n'est pas de mise. Les « patrons » italiens sont au contraire préoccupés par le climat de soulagement, à leurs yeux illusoire, qui tend à prévaloir dans la presse et au gouvernement. Cet optimisme risque, estiment-ils, d'avoir un effet soporifique et de réduire les possibilités de profiter d'un redémarrage de l'économie mondiale, en différant, une nouvelle fois, les mesures vigoureuses nécessaires pour être à même de saisir cette opportunité.

Certains économistes, toutefois, dont ceux de l'Institut national de conjoncture (ISCO), estiment que l'Italie, dont la demande interne n'a diminué que depuis deux mois — c'est-à-dire avec un certain décalage par rapport à ses partenaires, — pourrait bénéficier des effets d'une meilleure conjoncture mondiale, avec un certain retard également. « *Il existe des possibilités d'amélioration, et le climat n'est plus à la régression et aux jugements négatifs* », souligne la dernière note de conjoncture de l'ISCO.

D'un point de vue global, certes, plusieurs facteurs paraissent favorables. Ainsi, la diminution du prix du pétrole peut avoir un effet positif, bien que, à moyen terme, elle risque de provoquer une baisse des importations des pays producteurs qui sont d'importants clients de l'industrie italienne (14,7 % du total des exportations). L'Italie, qui dépend à 80 % pour ses approvisionnements des pays de l'OPEP, devrait pouvoir économiser en 1983 de 3 000 à 5 000 milliards de lires sur sa facture pétrolière. Autre facteur favorable, le réalignement monétaire du 21 mars — la lire a été dévaluée de 2,5 % — s'est opéré sans grand dommage et ne devrait pas remettre en cause la tendance relativement favorable du commerce extérieur : le taux de couverture des importations s'est amélioré avec l'ensemble du monde.

Sur le plan social, l'année s'est ouverte sur un accord entre le syndicat et le patronat qui devrait permettre, s'il est appliqué fidèlement, de contenir l'inflation dans les limites définies par le gouvernement. Politiquement, enfin, une relative stabilité, après une année dominée par le spectre d'élections anticipées, incite également à un certain soulagement.

Ce contexte conjoncturel encourageant n'est cependant pas suffisant pour dissiper les doutes sur les capacités de l'économie de redémarrer dans le court terme. Le patronat italien souligne notamment la persistance des problèmes structurels. Les principaux obstacles à une amélioration sensible de la situation sont, à leurs yeux, d'ordre interne.

Le plus important est celui du déficit public conjugué à l'absence de perspective d'y remédier à court terme. L'objectif de 1983 est de le limiter à 71 000 milliards de lires, soit 15 % du produit intérieur brut. Ce facteur pèse négativement sur la compétitivité des entreprises, notamment celle des P.M.E., en raison du maintien d'un taux d'intérêt élevé (23 %). Il est en outre porteur d'inflation.

Hausse des prix

La hausse des prix est le second facteur négatif : certes, celle-ci tend à diminuer et se situe aux alentours de 16 %, mais le problème reste celui de l'écart grandissant entre le taux d'inflation italien et celui des autres pays industrialisés, phénomène qui accentue la perte de compétitivité des produits italiens. Certes, le taux d'augmentation des prix de gros est inférieur à celui des prix à la consommation (de l'ordre de 10 %) ; mais cette situation est surtout significative des difficultés rencontrées par les entreprises qui ont été contraintes de réduire au minimum leur marge de profit en raison de la diminution de la demande.

Sur le plan industriel, en fait, l'héritage de 1982 est lourd. Selon une enquête de l'ISCO, à la fin de l'année dernière, le taux d'utilisation des équipements industriels ne dépassait pas 70 % de la capacité de production. Sur une base annuelle, en janvier, la production industrielle avait chuté de 6,1 %. Globalement, on estime que l'activité de production est retombée à son niveau d'il y a trois ans.

Depuis le début de l'année, aucun secteur n'a enregistré d'amélioration substantielle, même dans le « *triangle* » industriel du Nord : au contraire, il est noté une régression sur le marché international de la sidérurgie, de la mécanique industrielle et de l'électronique professionnelle. L'automobile, pour sa part, a enregistré au cours des trois premiers mois un recul de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les textiles et l'habillement ont également rencontré des difficultés sur le marché intérieur.

Au cours des dernières semaines, il semble cependant, selon des enquêtes ponctuelles réalisées dans le Piémont et en Lombardie, que soient apparus des signes témoignant que la dégradation de la situation a été enrayée et ouvrant des perspectives de redémarrage progressif, notamment dans les secteurs de l'alimentation, de la chimie, du caoutchouc et des matériaux de construction.

Peut-être le pire est-il passé, admet-on à la Confindustria, mais le problème essentiel demeure celui, pour l'instant sans grandes perspectives, de l'amélioration de la compétitivité. Celle-ci demande des investissements que, étant donnée la situation financière, les entreprises auront du mal à réaliser. La plupart ont dû écraser leur marge de profit pour faire face à la concurrence, ce qui limite leur capacité d'autofinancement. Elles sont, en outre, déjà considérablement endettées auprès des banques. Résultat, en 1982 les investissements ont diminué de 9 %.

Le patronat italien critique le gouvernement pour son absence de politique industrielle prospective : « *Jusqu'à présent, les interventions ont été effectuées seulement pour tenter de remédier aux difficultés sectorielles chroniques.* » Selon la Confindustria, pour profiter d'un éventuel redémarrage de l'économie mondiale, il faudrait que le gouvernement se décide à mener une politique fiscale favorisant les investissements, ce qui lui est difficile, compte tenu du déficit du budget. « *Nous restons le pays dans la situation la plus critique des nations industrialisées pour profiter de la reprise* », conclut un économiste.

PHILIPPE PONS.

Déflation en Europe de l'Est

NI le parti communiste ni encore moins la C.G.T. n'ont, au cours des derniers jours et des dernières semaines, caché leurs réserves au sujet d'une politique visant à restreindre la consommation intérieure, en vue à la fois de diminuer les importations et de dégager un surplus pour les exportations. Ils reconnaissent pourtant la nécessité de rétablir l'équilibre extérieur, mais, selon toutes apparences, ils estiment que les méthodes adoptées par le gouvernement sur l'initiative de M. Jacques Delors ne sont pas les bonnes. « *Nous sommes inquiets des mesures contenues dans le dispositif gouvernemental, qui, ne faisant pas assez de place à la justice sociale, pourrait fragiliser l'économie et rendre plus difficile la lutte contre l'inflation et le chômage...* », a notamment déclaré M. André Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste après la déclaration de politique générale de M. Pierre Mauroy. « *Il n'y a pas trop de pouvoir d'achat* », renchérit M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., qui marque ainsi son désaccord avec une partie, et une partie essentielle, du plan de redressement dont l'objectif avoué est de ponctionner 65 milliards de francs sur la demande intérieure.

Il est probable que les mesures de « justice sociale » préconisées par le P.C. auraient pour premier effet de décourager encore un peu plus l'épargne et l'investissement et il est quasi certain, au vu des expériences françaises et étrangères, qu'une politique plus ouvertement (ou plus insidieusement, peu importe) protectionniste, qui aurait les faveurs du parti de M. Marchais, serait par elle-même inopérante pour redresser la balance commerciale.

Cependant, il ne suffit pas, pour convaincre, de faire appel à l'efficacité supposée d'une action inspirée par une « autre logique ». Qu'ont effectivement fait les gouvernements communistes en place, quand ils se sont trouvés confrontés avec une grave crise (provoquée par leur propre politique) des paiements extérieurs ?

« *Bien que l'Europe de l'Est soit la région qui a montré les premiers signes de sérieuses difficultés financières en 1981, elle a été aussi la première à réagir en procédant aux ajustements macro-économiques appropriés — ralentissement de la croissance économique, réduction des importations et obtention d'un surplus de balance des paiements en monnaies fortes. Les banques occidentales doivent reconnaître ces résultats positifs et traiter en conséquence les Etats de l'Europe de l'Est.* » Ce jugement a été émis à l'occasion d'un colloque patronné par l'OTAN. Son auteur est l'économiste en chef de la firme américaine Wharton Econometric Forecasting Ass. M. Jan Vanous estime encore que, contrairement à ceux de l'Amérique latine, ces pays, à l'exception notable de la Pologne, ont su écarter le risque de faillite. Les pays de l'Est n'ont plus, selon lui, besoin, pour survivre, d'accroître leur endettement extérieur. Mais, pour améliorer leur situation, ils ont dû payer le prix fort. Ils ont mené, dit encore l'économiste de la société Wharton, des « *politiques déflationnistes draconiennes (drastic)* ».

PAUL FABRA.

En marge des tensions commerciales internationales

Le débat sur les échanges de services est engagé

En dépit des maigres résultats obtenus sur ce chapitre lors de la conférence ministérielle du GATT en novembre dernier à Genève, le problème des échanges internationaux de services reste d'actualité. L'Administration Reagan l'a en effet inscrit à l'ordre du jour des contacts discrets qu'elle prend, depuis quelques semaines, avec ses principaux partenaires du monde industrialisé, en vue de renforcer et d'élargir le rôle de l'accord international sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, qui, depuis trente-cinq ans, demeure limité pour l'essentiel aux produits manufacturés. De son côté, le secrétariat de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement vient de consacrer aux échanges de services un important document d'analyse *dans la perspective de la sixième* Assemblée générale quadri-annuelle de la conférence (CNUCED VI) qui se tiendra à Belgrade du 6 au 30 juin.

AVEC une valeur globale de quelque 450 milliards de dollars contre 80 milliards en 1970, les échanges internationaux de services représentent environ 20 % du total du commerce mondial. Leur croissance ne résulte pas seulement de la progression du « tertiaire » dans les pays industrialisés : le double mouvement de décolonisation et d'industrialisation, parfois très rapide, des pays en développement y a eu sa part, sans parler de l'extension du tourisme à la planète entière.

Ces grands courants font souvent oublier une réalité plus déterminante encore, tellement simple qu'elle est restée inaperçue jusqu'il y a peu : les services jouent dans l'ensemble des relations économiques mondiales un rôle qu'un des meilleurs experts américains en la matière, M. Ronald Shelp, dans un ouvrage fondamental (1), a pu assimiler à celui des lubrifiants.

Pas une importation de marchandises qui n'implique, en effet, des services de transport, d'assurance et d'entreposage, sans compter les messages par telex ; pas un contrat portant sur des biens d'équipement perfectionnés que n'accompagnent des services d'ingénierie, d'entretien ou même de formation professionnelle ; pas un achat d'ordinateur qui n'inclut les programmes ; et pas une installation de filiale à l'étranger que ne doivent « suivre » les services techniques, bancaires, comptables, juridiques et publicitaires des fournisseurs habituels de la maison mère en la matière.

Tous les pays du monde, quel que soit leur degré de développement, n'en opposent pas moins aux importations de services des restrictions (2) d'autant plus difficiles à inventorier qu'elles résultent souvent de préoccupations beaucoup plus générales (quoique à l'occasion, elles visent telle branche en particulier).

Des restrictions dans tous les pays

Ces entraves s'imbriquent aussi de façon plus complexe dans les appareils législatifs et réglementaires *nationaux que les tarifs douaniers* et les contingentements appliqués aux marchandises. C'est ainsi, outre la sécurité nationale (qui joue tant à l'encontre du cabotage que de certaines activités bancaires), que le souci de préserver la balance des paiements est invoqué par une centaine de pays (dont dix de l'O.C.D.E., France comprise) pour pratiquer un contrôle des changes qui a pour effet de restreindre les importations, y compris celles de *services.*

C'est dans le même esprit qu'une quarantaine de pays en développement restreignent les rapatriements de bénéfices, dividendes et intérêts ; ce qui, avec des mesures plus spécifiques telles que la limitation des prises de participation étrangères et les contingents de personnel d'origine étrangère, décourage la création de filiales locales par les groupes bancaires, financiers, hôteliers etc. d'origine étrangère, pour *favoriser le secteur tertiaire local.*

Les pays du tiers-monde n'admettent souvent les importations de services que dans la mesure où elles favorisent leur croissance et leur développement, tout en restant conscients de l'incidence favorable que peuvent avoir, sur leur niveau technique, les transferts de technologie qu'elles peuvent induire à l'occasion. Il apparaît même que, au fur et à mesure qu'ils maîtrisent des techniques de plus en plus avancées, ces pays accroissent progressivement leurs importations en provenance des pays industrialisés, alimentant par le même le processus de la croissance mondiale. Mais il ne s'agit là que d'un pis-aller pour un tiers-monde qui cherche avant tout à assurer son autonomie à travers des *politiques de substitution graduelle* de la production locale aux importations : ils se préoccupent donc, avec le soutien de la CNUCED (dans les domaines des assurances et des transports maritimes en particulier), de protéger leurs « industries naissantes » dans le secteur tertiaire, en dépit des surcroîts de coûts et de la moindre qualité des prestations qui peuvent en découler pour les consommateurs.

Attitudes opposées des Etats-Unis et de la France

Les champions du libéralisme, en revanche, à commencer par les Etats-Unis (où le secteur tertiaire représente près de 60 % du P.N.B.), s'en remettent à la logique très classique de la division internationale du travail. Bien des socialistes ne veulent y voir que la loi du plus fort. Mme Edith Cresson se montrera-*t-elle plus sensible à leurs arguments* que son prédécesseur ? Toujours est-il que M. Michel Jobert, sans nier la position très favorable de la balance française des « invisibles » (voir le tableau), avait donné, à la conférence du GATT, l'impression que, pour les autorités françaises, les difficultés actuelles des échanges de produits primaires et manufacturés revêtaient un caractère plus urgent qu'une éventuelle libéralisation des échanges de services.

C'est à la suite des pressions très vives exercées par le ministre français sur ses partenaires en faveur de la « neutralité » de la Communauté européenne sur ce sujet que les États-Unis, laissés seuls face aux pays en développement, n'ont pas obtenu ce qu'ils considéraient comme un minimum, à savoir le lancement, sous l'égide du GATT, d'un programme international d'étude, auquel la France s'était d'ailleurs vigoureusement opposée dès le début.

Pour les États-Unis, il apparaît vital d'assurer à un secteur tertiaire prédominant et en pleine expansion des débouchés supplémentaires à l'étranger : en exploitant largement leur avantage comparatif et les économies d'échelle, leurs industries de services rentabiliseront au maximum leurs ressources, contribuant par là même et tout à la fois au processus d'ajustement et à une croissance non inflationniste. C'est pourquoi le gouvernement américain, qui se concerte déjà avec ses principaux partenaires dans l'enceinte de l'O.C.D.E., souhaite étendre la réglementation d'inspiration libérale du GATT aux échanges internationaux de services, sous la forme, éventuellement, de codes négociés branche par branche.

Pour le moment, les uns et les autres sont seulement convenus, en novembre à Genève, d'engager individuellement des études sur leurs secteurs tertiaires nationaux. Le long débat qui devra précéder toute négociation sérieuse ne fait donc que commencer. Son issue dépendra en partie de l'amélioration du climat des relations commerciales internationales dans les autres secteurs.

RÉGIS FERMÉ,
journaliste.

(1) *Beyond Industrialization : Ascendancy of the Global Service Economy*, Praeger, New-York, 1982.

(2) Celles de la C.E.E. sont deux fois plus nombreuses que celles des pays de l'A.S.E.A.N.

RECETTES « INVISIBLES » DES CINQ « GRANDS » DU COMMERCE MONDIAL EN 1980

	Revenus d'investissements	Total recettes	Part dans total des recettes à l'exportation
	(En milliards de dollars)		(en %)
ÉTATS-UNIS	73,4	108	19,3
FRANCE	18,2	50,9	26,7
ROYAUME-UNI	16,6	49,9	26,8
R.F. D'ALLEMAGNE	9,2	41,5	25,3
JAPON	7,2	26,1	25,3

Source : Committee on Invisible Exports, Londres.

SERVICES ET « INVISIBLES »

– Services « transfrontières » :
- assurances, passages et fret maritimes et aériens ;
- location de films ;
- réassurances ;
- redevances et contrats (brevets, franchises, etc.) ; com*munications.*

– Tourisme.
– Revenus d'investissements :
- investissements directs (filiales) ;
- investissements de porte*feuille ;*
- intérêts sur prêts bancaires.

En ajoutant notamment les transferts des migrants, on obtient le montant total des échanges dits « invisibles ».

L'inflation double la pression fiscale sur l'épargne investie dans l'entreprise

L'article qu'on lira ci-dessous reprend les conclusions d'une étude que son auteur avait réalisée pour le commissariat général du Plan. L'inflation met en échec le fameux principe de la neutralité de l'impôt. Les incidences fiscales varient beaucoup d'un secteur à l'autre, ce qui pourrait contribuer à expliquer pourquoi certaines activités comme le grand commerce se portent mieux que les entreprises industrielles en général et les fabricants de biens d'équipement en particulier. En définitive, l'inflation ne détermine pas tant un transfert de revenus des prêteurs vers les emprunteurs qu'un transfert insidieux des revenus des uns et des autres au profit de l'État.

par MICHEL DIETSCH (*)

LES distorsions introduites par l'inflation dans le fonctionnement du système fiscal affectent tout particulièrement la fiscalité de l'épargne investie dans les entreprises. Il est en effet possible de montrer (1) qu'avec l'accélération de la hausse des prix, les règles fiscales actuelles ont engendré depuis le début de la crise une augmentation sensible de la pression fiscale effective sur les revenus de cette épargne. Ainsi, le taux de pression fiscale sur les revenus réels du capital investi dans l'entreprise est proche de 100 % à la fin des années 70, alors qu'il avoisinerait 40 % en l'absence d'inflation.

Ce résultat tient essentiellement aux prélèvements additionnels résultant des méthodes d'évaluation des amortissements et des stocks des entreprises au coût historique. La surestimation des bénéfices, induite par ces méthodes, tend en effet à accroître fortement l'impôt sur les sociétés en période d'inflation. Les économies fiscales d'endettement autorisées par la déductibilité des intérêts nominaux n'apportent qu'une compensation limitée à cette croissance.

De plus, il est important de reconnaître que l'endettement des entreprises se traduit *aussi* en période d'inflation par une augmentation des impôts payés par les prêteurs dans la mesure où ces derniers sont imposés sur les intérêts nominaux perçus et non sur les revenus réels.

Pour faire ressortir cette aggravation de la pression fiscale sur les revenus de l'épargne apportée aux entreprises en période d'inflation, il faut suivre la chaîne complète d'imposition de ces revenus, c'est-à-dire aller de l'entreprise à l'épargnant et cumuler les effets de l'inflation à chacun de ces niveaux.

Les profits fictifs

Les règles de comptabilité au coût historique et non au coût de remplacement ne respectent pas le critère habituel de neutralité de l'impôt. Selon ce critère, le montant des prélèvements réels ne doit pas croître en raison de l'inflation si celle-ci laisse inchangé le revenu réel. Or les règles actuelles engendrent une sous-estimation des charges d'amortissements et de stocks qui accroît le bénéfice imposable des entreprises et augmente l'impôt.

Ainsi, le poids de ces profits fictifs dans les bénéfices imposables des sociétés a presque triplé au cours des années 70. En conséquence, la part de l'impôt prélevé sur ces profits fictifs dans l'impôt sur les sociétés a augmenté dans la même proportion, passant de 50 % à la fin des années 60 à 138 % dix ans plus tard (2). Cet accroissement des charges fiscales provient pour moitié de la sous-évaluation des amortissements – qui tend à croître dans le temps à mesure que l'inflation persiste et que les équipements ne sont pas totalement amortis – et pour moitié de celle des stocks – les entreprises n'étant pas toutes parvenues à ajuster leurs stocks à la baisse de leur activité.

Les comparaisons intersectorielles font d'ailleurs bien ressortir l'importance des conditions d'exploitation dans la détermination des distorsions fiscales d'inflation. Ainsi, le poids des impôts sur profits fictifs apparaît plus élevé dans les secteurs où les immobilisations sont importantes (biens d'équipement, biens intermédiaires) et offrent une base plus large pour l'apparition des profits fictifs ; à l'inverse, il apparaît plus mesuré dans les activités où la durée de rotation des stocks est plus rapide (biens de consommation, commerce).

L'inefficacité des économies fiscales d'endettement

En revanche, la part des économies fiscales d'endettement varie peu avec la nature de l'activité. Les différences des conditions d'exploitation suffisent alors à expliquer la différence de traitement fiscal que l'inflation réserve à l'industrie et au commerce. Le poids des impôts résultant de la sous-évaluation des amortissements et des stocks dans l'impôt sur les sociétés est deux à quatre fois moins élevé dans la distribution que dans l'industrie. Si le taux courant de l'impôt sur les sociétés est le même pour toutes les entreprises, le taux « effectif » de cet impôt varie donc fortement d'une firme à l'autre, déterminant en même temps sa capacité à rémunérer ses bailleurs de fonds.

En gonflant les charges d'intérêt déductibles, l'inflation offre une compensation à la croissance des profits fictifs. L'impression demeure en général que ces économies fiscales d'endettement (3) sont de nature à compenser parfaitement les prélèvements additionnels résultant de la sous-évaluation des amortissements et des stocks. Les recherches empiriques tentent à prouver le contraire. Malgré la croissance de l'endettement, les premières n'ont jamais été suffisantes pour couvrir totalement les secondes. De plus, l'efficacité de cette couverture s'est réduite depuis la crise. Elle était égale à plus de 70 % des impôts sur profits fictifs en 1974, elle n'est plus que de 60 % environ en 1979. L'accélération de la hausse des prix a entraîné une croissance des profits fictifs beaucoup plus rapide que celle des frais financiers.

Mais une analyse complète des conséquences de l'inflation sur la fiscalité ne doit pas seulement considérer les effets que l'inflation exerce sur l'impôt sur les sociétés, elle doit aussi prendre en compte les effets de l'inflation sur les impôts payés (au stade personnel) par les apporteurs de capitaux sur leurs revenus. C'est le total de ces impôts, plus que l'impôt sur les sociétés, qui détermine leur incitation à investir leurs fonds dans l'entreprise. Le cumul de la fiscalité des sociétés et de la fiscalité personnelle (des épargnants individuels ou des institutions financières) doit être effectué pour traiter correctement de la fiscalité des intérêts.

Si l'inflation permet aux entreprises, et à travers elles aux actionnaires, de réaliser des économies fiscales en empruntant, elle accroît dans le même temps les impôts payés par les prêteurs puisque ceux-ci sont taxés sur les intérêts nominaux et non sur les intérêts réels de leurs créances. Dans ces conditions, l'inflation n'entraîne une réduction d'impôt que si le taux d'imposition marginal des actionnaires est supérieur au taux d'imposition marginal des prêteurs.

Le montant des économies d'impôts est en ce cas supérieur au montant des impôts supplémentaires prélevés sur les prêteurs. En même temps, la compensation que les économies fiscales offrent aux impôts sur profits fictifs sera d'autant plus faible que la différence des taux d'imposition marginaux sera elle-même plus faible. En France, les valeurs estimées des taux d'imposition marginaux moyens pondérés sont de 52 % pour l'actionnaire moyen du marché et de 32 % pour le prêteur moyen. L'inflation détermine donc une légère réduction des impôts sur le revenu du capital, insuffisante toutefois pour compenser les prélèvements induits par l'existence des profits fictifs.

Un prélèvement proche de 100 %

Dans ces conditions, pour mesurer correctement la pression fiscale effective sur les revenus de l'épargne investie dans les entreprises, il faut rapporter l'ensemble des impôts payés (impôt sur les sociétés, impôt sur les intérêts et impôt sur les dividendes) à la base d'imposition réelle. Cette base imposable est égale au résultat avant impôt et frais financiers, diminué des profits fictifs mais augmenté des véritables charges fictives d'endettement. Conformément à l'analyse précédente, ces dernières charges sont égales au produit du montant des frais financiers dus à l'inflation par l'écart des taux d'imposition marginaux des actionnaires et des prêteurs, soit 20 %.

L'évolution de ce taux d'imposition effectif montre que la pression fiscale effective a doublé au cours des années 70 et que le taux d'imposition effectif est proche de 100 % à la fin de cette décennie (voir le tableau ci-contre). L'impôt tend donc à absorber la totalité du pouvoir d'achat de ces revenus. Cette situation résulte essentiellement de l'érosion de la base imposable réelle provoquée par la croissance des profits fictifs.

Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que le taux d'imposition effectif connaîtrait une évolution très différente en l'absence d'inflation. En ce cas, le taux d'imposition des revenus du capital serait simplement égal au rapport des impôts sur le résultat avant impôt et frais financiers. L'observation montre qu'à la fin des années 70 la valeur de ce taux est environ deux fois inférieure à celle du taux réel. L'inflation double donc la pression fiscale sur les revenus des placements dans l'entreprise. Elle opère moins un transfert de revenu des prêteurs vers les emprunteurs qu'un transfert insidieux et important de ces deux catégories d'agents vers l'État.

(*) Maître-assistant à l'université de Lille-I.

ÉVOLUTION DE LA PRESSION FISCALE SUR LES REVENUS DE L'ÉPARGNE INVESTIE DANS L'ENTREPRISE (en %)

	Taux d'imposition effectif constaté	Taux d'imposition effectif en l'absence d'inflation
1969	63	40
1970	58	39
1971	54	40
1972	67	41
1973	78	41
1974	79	45
1975	124	40
1976	93	42
1977	85	37
1978	103	39
1979	93	37

(1) Voir notre étude « Inflation, fiscalité et rentabilité de l'épargne investie dans les entreprises », réalisée pour le commissariat général du Plan, *Cahiers du L.E.P.U.R.*, université de Lille-I, juin 1982.

(2) Les profits fictifs résultant de la sous-évaluation des amortissements sont mesurés par l'écart entre les amortissements comptables et les amortissements réévalués suivant une méthode comptable. L'appréciation sur stocks est mesurée par le produit du taux d'inflation par les stocks de début d'exercice. Les calculs ont été effectués sur un échantillon constant de cinq cent soixante-dix entreprises fourni par le Crédit national.

(3) Les économies fiscales d'endettement sont mesurées par le produit du taux d'inflation par le total des dettes rémunérées.

Une conférence à Paris de l'apôtre américain de la réduction des impôts

« Le gouvernement n'y connaît rien »

DE passage à Paris, à l'invitation de la charge d'agent de change Tuffier et Tavier, M. Arthur B. Laffer, ce jeune économiste américain qui a beaucoup inspiré la croisade du président Reagan en faveur de l'allégement des impôts, était venu traiter un sujet on ne peut plus académique : « Les perspectives monétaires dans l'environnement international actuel. » L'annonce par le gouvernement Mauroy, à la fin mars, des nouvelles mesures de rigueur destinées à accompagner la récente dévaluation du franc lui a fourni l'occasion d'aborder un thème davantage lié à l'actualité et aux préoccupations d'un auditoire en majorité français.

La dévaluation ? « *C'est une erreur* », affirme-t-il d'emblée. « *Elle ne peut qu'accroître l'inflation sans remédier aux problèmes d'emploi et de déficit extérieur.* » Qui plus est, « *l'Allemagne n'aurait pas dû réévaluer le mark ni intervenir pour soutenir le franc. C'est la France qui aurait dû, seule, justifier la confiance de sa monnaie* ».

Sans doute, mais les contraintes du système monétaire européen existent. Alors, que fallait-il faire, sortir du S.M.E. ? « *Non ! La France est partie intégrante de l'Europe, et les Français ont besoin des Allemands, comme ces derniers ont besoin des Français.* » Le ton se veut persuasif : « *Si vous avez une bonne monnaie, les gens en voudront.* »

Et le contrôle des changes, la limitation de sortie des devises pour les touristes ? Là, l'interlocuteur est proprement horrifié : « *Vous avez détruit le rêve. Les gens travaillent dur pour consommer. C'est formidable de consommer... Pour mettre de côté aussi. Pour sortir, pour aller à l'étranger. Si les gens travaillent, c'est pour avoir plus ; pas moins.* »

Mais le gouvernement s'est fixé comme objectif de réduire les déficits... « *Le gouvernement n'y connaît rien ! Je crois en vous, pas au gouvernement. Les déficits sont la conséquence d'une mauvaise économie, pas la cause. Comment voulez-vous restaurer l'équilibre externe quand le gouvernement dépense plus qu'il ne gagne. Dans ce cas, il est normal de constater un déficit chronique.* »

« *Mais plutôt que de chercher par tous les moyens à réduire la consommation, c'est l'inverse qu'il faut faire. Les capitalistes et les ouvriers ne sont pas des ennemis. Il faut mettre en place des forces productives légères, libérer les esprits, quitte à épargner un peu pour consommer plus tard* », prône cet apôtre du libéralisme et de la croissance économique sans freins.

« *Et, naturellement, il faut diminuer la fiscalité...* » Une fois de plus, ce partisan de l'allégement systématique des impôts enfourche son cheval de bataille favori, celui qui a fait sa réputation au-delà les murs de l'université de Los Angeles où ce professeur de quarante-trois ans continue à pourfendre ses deux adversaires : les déficits et les impôts trop lourds.

« *Un déficit apparaît toujours trop important en période de dépression, d'inflation et de chômage mais on n'équilibre pas une situation déficitaire en accroissant les impôts. Ce n'est pas la solution ; sinon, ça se saurait ! Et la Grande-Bretagne aurait un excédent, pas un déficit comme c'est le cas actuellement.*

« *D'ailleurs, tenez ! Quelle est la ville des États-Unis qui subit le plus fort déficit ? New-York. Quelle est la ville où les impôts sont les plus lourds ? Encore New-York !* »

En somme, « *les hauts taux tuent les totaux !* » conclut-il, triomphant. Visiblement, la formule lui plaît et il n'hésitera pas à l'utiliser à trois reprises au cours de sa démonstration pour prouver qu'à partir d'un certain niveau d'accroissement des impôts, les recettes diminuent au lieu d'augmenter.

Satisfait, le « *gourou de la révolte des contribuables* » comme on l'appelle de l'autre côté de l'Atlantique, a fait passer son message. Il ne lui reste plus qu'à traiter, presque de façon désinvolte, de la politique monétaire de la Réserve fédérale (qui a la chance d'avoir « *un bon président* » en la personne de M. Paul Volker, dont l'orateur pense qu'il a toutes les chances d'être reconduit à la tête du Fed), ou encore de la prochaine reprise économique, « *une des expansions les plus étonnantes de l'histoire des États-Unis* », affirme M. Laffer. Un homme qui ne semble pas connaître le doute.

SERGE MARTI.

La courbe de Laffer

PROFESSEUR d'économie aux activités multiples et auteur de nombreux ouvrages spécialisés, M. Arthur B. Laffer est surtout connu pour la fameuse « courbe » qui porte son nom, et dont la petite histoire voudrait qu'elle ait été tracée pour la première fois en décembre 1974 sur la nappe d'un restaurant de Washington.

La courbe en question est bâtie sur l'idée que les recettes fiscales tendraient vers zéro dans deux hypothèses : non seulement au cas où les impôts seraient réduits à presque rien, mais aussi dans celui où ils seraient fortement augmentés, parce qu'une excessive pression du fisc décourage l'activité et fait donc disparaître la matière imposable. En termes pratiques, la courbe est censée mettre en évidence la zone à l'intérieur de laquelle un alourdissement des impôts se traduit par une baisse des revenus de l'État, et leur allégement par une augmentation.

Théorie bien conçue ou simple gadget ? Toujours est-il que le principe selon lequel une réduction des impôts favorise l'offre des biens et des services, et donc peut relancer l'activité (*le Monde* du 9 décembre 1980), a largement inspiré le programme du président Reagan. Dans un premier temps, la nouvelle administration républicaine Reagan a préconisé un budget qui comportait une diminution des impôts directs et une compression des dépenses publiques.

Passé les premiers mois d'euphorie pendant lesquels « l'effet Reagan » a littéralement dopé les milieux financiers, il est vite apparu que ce programme n'avait pas permis de combler des déficits budgétaires appelés à atteindre des sommes colossales en 1983 et au cours des années suivantes, alors que le chômage continuait à progresser. Le schéma initial a dû être modifié en conséquence.

S'il continue à voir régulièrement le président Reagan, M. Laffer ne fait pas partie pour autant de l'équipe officielle des conseillers du président. Ce qui lui donne d'autant plus de liberté dans ses propos, confesse-t-il...

LA REPRISE DANS LES AUTRES PAYS DE LA C.E.E.

GRANDE-BRETAGNE : un meilleur climat

(Suite de la page 19.)

Cependant, la Banque d'Angleterre estime que ses effets sur les mouvements des prix intérieurs devraient être plus limités qu'on ne le pense généralement : la baisse du prix du pétrole, la pression sur les marges des importateurs et l'augmentation très rapide de la productivité devraient permettre de maintenir au-dessous de 2 points son incidence sur le taux d'inflation. D'autre part, le raffermissement de la livre la semaine dernière devrait permettre une nouvelle réduction du taux de base des banques qui soulagera la trésorerie des entreprises.

Accroissement des importations

Tout n'est pourtant pas rose dans la situation de l'économie britannique. Les résultats du commerce extérieur sont décevants. Les importations augmentent plus vite que les exportations (sans doute un des effets pervers de la baisse de la livre. Plus inquiétant, les importations de biens d'équipement et de produits intermédiaires destinés à l'industrie progressent deux fois plus vite que les importations de biens de consommation, à l'exception notable des voitures.

Le nombre des demandeurs d'emploi reste largement au-dessus des trois millions, et, malgré une baisse temporaire au cours du dernier mois, la tendance fondamentale est toujours à la hausse. Même une croissance de 2 % est insuffisante pour amorcer une diminution du chômage. Enfin, la reprise en Grande-Bretagne dépend dans une large mesure de la santé de l'économie américaine. Or les experts britanniques sont maintenant sceptiques sur l'ampleur et la fermeté de la relance aux États-Unis

La plus grande prudence est donc de rigueur. Le gouvernement lui-même a choisi une voie moyenne. Le budget présenté en mars au Parlement montre qu'il est plus soucieux d'« accompagner » la reprise que de la susciter, par crainte de relancer un processus inflationniste. La Grande-Bretagne est entrée dans une période pré-électorale. Mme Thatcher sait bien qu'elle n'obtiendra pas à court terme de résultats spectaculaires sur le front du chômage par des mesures « reflationnistes ». Son plus grand succès est sans conteste la maîtrise de l'inflation. Elle est prête à en payer le prix, même si elle ne refuse pas les petits bénéfices d'une timide reprise.

DANIEL VERNET.

NOTES DE LECTURE — par Alfred SAUVY

● ESTER BOSERUP. – La Femme face au développement économique.

Sur un sujet aussi important que peu exploré scientifiquement, la célèbre économiste et sociologue danoise, qui a si bien mis en évidence, particulièrement en Afrique, les effets, presque les vertus, des obstacles à la création, montre ici le rôle que jouent, ou peuvent jouer, les femmes dans le développement, surtout en Afrique noire, se gardant d'oublier que tout progrès est, au départ, destructeur.

En situation de départ, les femmes ajoutent à leurs tâches ménagères une part importante, parfois même prépondérante, des travaux agricoles, l'homme étant souvent absorbé par la chasse ou la forêt. Cette importance de l'activité féminine donne à la polygamie une explication, sinon une justification, économique. Et, paradoxalement, les campagnes en faveur de la limitation des naissances peuvent s'avérer dangereuses pour la femme : toujours le caractère destructeur du progrès.

Le paradoxe abonde d'ailleurs, dans ce domaine complexe : c'est ainsi que, loin d'avantager la femme, comme on pourrait le croire, l'introduction d'outils ou de machines, limitant l'effort, joue contre elle, car l'homme est le premier et souvent le seul à s'en servir.

Plus délicat encore, et non moins scabreux, le passage de la campagne à la ville, voire de la hutte à l'usine. Cette fois encore, *c'est l'homme qui se trouve* en pointe.

Il y a, certes, des filles qui font des études supérieures, mais c'est une minorité, surtout en Afrique (10 % du total des étudiants) et même en Asie (25 %). Au débouché, les femmes n'ont que difficilement *accès au paradis, si recherché, de l'administration*. On les retrouve davantage dans le commerce, l'enseignement, la santé (exode fréquent d'infirmières vers des pays plus riches).

L'affranchissement de la femme est-il plus ou moins rapide que l'a été celui de la femme européenne à travers les mêmes phases ? On peut citer des exemples dans un sens et dans l'autre, si classiques que soient les difficultés.

Une remarquable étude scientifique, accompagnée de nombreux tableaux de corrélation. Lecture très recommandée.

* PUF, « Sociologues d'aujourd'hui », Paris 1983. 21,5 cm. 315 pages.

● D. ROUX. – Analyse économique de l'entreprise. Tome 2.

Nous débouchons d'entrée sur les théories de la valeur, exercice bien classique, peut-être pour assouplir notre esprit.

Plus concrètes, les vues sur l'élasticité de la consommation selon le prix et selon le revenu – du chemin a été parcouru depuis Engels. Retiennent, en particulier, l'attention les tableaux sur l'élasticité de la demande, selon A. Fouquet, certes assez classiques mais peu faciles à trouver, lorsque le besoin s'en fait sentir.

Ces vues courantes sur la demande sont quelque peu contrariées par les théories nouvelles ou moins nouvelles, fatalement au détriment de la clarté (E. Lancaster, H. Leibenstein, Veblen, P. Bourdieu, J. Baudrillart, etc.). Nous retrouvons même Labiche (non cité, cependant) et sa « poudre aux yeux ».

De la demande à la branche, nous passons à la *demande à la firme*, cheminement qui nous conduit, sans l'idée d'image déplaisante, à l'autre bout de la ligne, où nous trouvons les soucis de l'entreprise, maximalisation du profit, lancement, gestion financière, etc.

Quittant la marchandise, nous passons en revue les diverses opinions sur le facteur humain dans l'entreprise, notamment les théories sur le capital humain. Seuls sont présentés les divers écrits, aux Etats-Unis, *sur la question, tous incomplets, car ils ne* font pas intervenir au passif la valeur actualisée des consommations futures de l'homme et ignorent, par conséquent, le point critique où s'annule la valeur de l'homme pour la société.

Nous terminons sur les théories behaviouristes de l'organisation, dépassées elles aussi, est-il précisé en fin d'ouvrage.

Quelques mots, enfin, trop brefs, sur la participation, l'autogestion et la cogestion.

* Dunod, Paris 1983. 322 pages. 24 cm. 75 F.

● PIERRE LENAIN. – La Régression sociale.

Un titre singulier, du moins pour un ouvrage paru deux mois avant le plan de rigueur en cours d'application. Forte critique de la politique suivie ou, plus exactement, de ses résultats, dans un ordre contestable : saisissante énumération des moyens politiques de diminuer le niveau de vie, mais description moins convaincante des motifs, le commerce extérieur n'étant, en particulier, pas mis à sa place.

Toute cette partie accuse une fébrilité, une rédaction si rapide, que le style s'en ressent, chargé de « *on* » imprécis et affectifs, ainsi que d'expression peu scientifiques, telles que « *nos bureaucrates* ».

En avançant, l'ouvrage gagne cependant du sérieux, du moins dans la seconde partie, consacrée au chômage : ce n'est pas une politique de plein emploi que nous propose le professeur à l'Institut d'études politiques, mais plutôt une façon de gérer le mal. La dégradation de la santé des chômeurs (cause ou conséquence) attire justement son attention.

Cinq annexes, dont la première porte sur le curieux rapport de Pierre Giraud, dans le cadre de la préparation du (précédent) IXe Plan. Evocation troublante mais incertaine des privilèges, droits acquis, etc., sans choix précis entre morale et efficacité.

Un réquisitoire à mettre au point.

* Economica, Paris, 1983. 26 cm. 125 pages. 35 F.

● FRANCK AURIAC. – Système économique et espace. Le vignoble languedocien.

La préface d'un ouvrage est souvent une ouverture, une clef pour pénétrer dans le *sujet traité : cette fois, à l'inverse, il vaut* mieux, semble-t-il, *se* plonger jusqu'au cœur, pour bien saisir, ensuite, une préface *peu concise*. Nous nous trouvons, il est vrai, comme le suggère le titre, devant deux ouvrages complémentaires, l'un relatif au problème viticole, bien concret, l'autre faisant appel à la théorie de l'espace, apparentée à Liepitz et à l'analyse des systèmes. De ce fait, le vocabulaire est souvent hors du commun, par exemple : « *Et c'est ainsi qu'à travers les modalités de reproduction du capital s'affirme le mieux la spatialité différentielle qu'il est possible d'inclure aussi bien dans la potentialisation que dans la spatialisation...* », *etc*. Il n'est pas certain que, même en s'aidant de l'annexe explicative, les viticulteurs suivent ici tous leur défenseur.

« *Volem viure al païs !* » (Nous voulons vivre au pays !). Ce souhait, bien clair, lui, et conforme aux désirs de décentralisation de la Place Beauvau, devrait, toutefois, s'accompagner de précisions sur le mode et le niveau de vie. Le canal du Languedoc n'a pas provoqué tous les changements de culture prévus par son promoteur et a même parfois servi, est-il indiqué ici, à irriguer des vignes, au profit, sans doute, de leur propriétaire, mais moins sûrement de l'ensemble des viticulteurs.

Très riche, toujours attachant, l'exposé fondamental présente bien les divers aspects économiques du problème, dénonçant, en passant, le caractère destructeur de la distillation (sans toutefois en chiffrer le coût national), ainsi que l'opposition que de saines réformes rencontrent, de la part de titulaires de rentes de situation. La solution ne résultera-t-elle donc que du vieillissement de la population paysanne, dûment souligné ? Entre-temps, à travers les multiples règlements qui s'entrecroisent, les hommes, les ménages, trouvent des cheminements, comme les plantes à travers un grillage.

Puissance publique, groupements de producteurs, individus, telles sont les trois forces en présence, dans cette tragédie classique à peu près centenaire, curieusement présentée.

Annexe. Bibliographie classifiée.

* Geographia 3. Economica. Paris, 1983. 24 cm. 211 pages. 95 F.

● CHARLES BETTELHEIM. – Les Luttes de classes en U.R.S.S. Troisième période 1930-1941. Les dominants.

C'est le deuxième tome de la troisième période : rappelons que le premier a porté sur les années 1917 à 1923, et le deuxième sur les années 1923 à 1930. Quant au premier tome de cette troisième période, il avait pour sujet : « Les dominés ».

Le plus confirmé peut-être de nos marxisants a fait preuve de courage et de franchise, en reconnaissant un certain nombre de faits et d'évolutions, moins bien perçus *antérieurement. Les révélations sur les* exactions de Staline, le conflit sino-soviétique et le souci scientifique de pénétrer le réel ont ajouté leurs effets.

Nous ne retenons ici que les aspects économiques de cette époque, si accablante sur *le plan politique : le mode de production* socialiste concernait, selon Staline, une économie nouvelle accomplie et non une phase de transition précédant, selon l'optique classique, la société communiste.

Propriété socialiste et planification étatique *sont les deux assises de cette économie*, le progrès des moyens de production ayant priorité sur la satisfaction des besoins (accumulation). Les décisions prises sont présentées comme une conséquence logique des mécanismes économiques ; autrement dit, remarque l'auteur, les vues économiques énoncées servent à justifier les décisions du pouvoir. Cette évolution sécrète naturellement une classe nouvelle, qui aboutit à la *nomenklatura*.

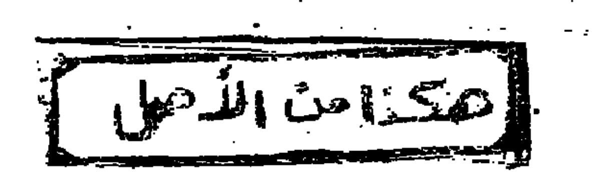
En fin d'ouvrage, vues assez sombres sur les crises cycliques et surtout sur la crise structurelle. Présentation de quelques résultats, parmi lesquels la faiblesse de l'agriculture et la montée de la mortalité, infantile et autres.

Bibliographie de périodiques et d'ouvrages.

* Seuil, Maspero. Paris, 1983. 20,5 cm. 348 p. 115 F.








Comment a évolué le cours du cuivre depuis 1978 ?
Où en sera le cash-flow en 1983 ?
Quelles seront nos ventes en Australie en 1985 ?
L'informatique décisionnelle CISI vous donne les réponses.
Aujourd'hui, tout responsable se pose ce type de questions. Prendre des décisions devient de plus en plus complexe, compte tenu de l'abondance des informations et de la nécessité de prévoir. Pour résoudre ces problèmes, CISI, grâce à son grand nombre d'outils informatiques, vous propose des solutions sûres, adaptées à votre cas concret et la possibilité de tester les résultats avant toute décision définitive.
Qu'il s'agisse de banques de données, de modèles de gestion financière, de gestion de personnel ou de marketing, l'expérience variée des ingénieurs de CISI vous permet d'obtenir des réponses fiables avec des produits, des systèmes et des matériels performants.
Ses nombreuses références, son savoir-faire font de CISI un spécialiste reconnu dans tous les secteurs de l'informatique décisionnelle.
CISI
L'INFORMATIQUE EN ACTION.
CISI 35, boulevard Brune - 75680 Paris Cedex 14. Direction du Marketing. Téléphone : 545.84.26 et 545.82.41.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur général — Strasbourg

Développement commercial - Cette jeune filiale française d'un laboratoire anglo-saxon appartenant à l'une des plus grosses entreprises mondiales de l'industrie pharmaceutique est en pleine expansion et réalise déjà plusieurs dizaines de millions de francs de chiffre d'affaires. En raison d'une récente promotion à l'étranger du précédent titulaire, elle recherche son nouveau directeur général, rattaché à la direction internationale aux USA. Sa mission sera essentiellement la stratégie et le développement commercial, le planning, l'animation d'une jeune équipe performante, sur le terrain et dans les fonctions administratives, le suivi de la gestion et les relations publiques. Nous recherchons un homme de plus de 35 ans, diplômé d'études supérieures, et ayant une expérience d'environ 10 ans dans des fonctions commerciales ou marketing, et si possible déjà à la tête d'un centre de profit, dans un domaine d'activité proche (pharmacie, para-pharmacie, cosmétiques, etc.). Il doit impérativement parler l'anglais couramment et être mobile pour des déplacements occasionnels de courte durée et surtout pour une évolution à moyen terme dans les autres filiales du groupe. La rémunération est ouverte et sera élevée compte tenu de la volonté d'expansion de l'entreprise et du potentiel recherché. Ecrire à D. HATT Réf. A/6182M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon
Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg · Toulouse



Directeur commercial et marketing — *Machinisme agricole*

Grande ville universitaire sud Paris - Cette société française de fabrication et de commercialisation (chiffre d'affaires : 88 millions de francs-115 personnes), filiale d'un grand groupe européen très diversifié (chiffre d'affaires : 3 milliards de francs-4200 personnes), est renommée pour la qualité de sa gamme très variée de matériels, en particulier dans le domaine du travail du sol. Elle recherche, pour assurer son développement actuel, son directeur commercial et marketing. Proche du directeur général, et en relation fonctionnelle avec le responsable marketing de la maison-mère, il assume la responsabilité du marketing (produits, tarifs, communication, canaux de distribution...) et des ventes en France et aux filiales étrangères du groupe (animation des forces de vente, élaboration des budgets, contacts avec les réseaux de distribution...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure (Agro, ESCAE...), possédant une excellente connaissance du monde agricole par sa pratique du marketing et de la vente de biens d'équipement léger. Ce poste implique la maîtrise de la langue anglaise. La rémunération est à la hauteur des exigences de la fonction. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2373M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon
Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg · Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS ET EXPÉDITION INTERNATIONALES

Recherche pur son siège à Calais

« UN DIRECTEUR »

Nous recherchons un professionnel expérimenté (diplômé) qui a été confronté, sur le terrain, à l'ensemble des problèmes du transport depuis quelques années et en particulier le « RO-RO trafic » entre le Royaume-Uni et le continent V.V. le candidat doit parler couramment l'anglais.

Envoyez vos candidatures avec c.v. sous réf. : Ecrire s/nº 7999 LE MONDE Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIVITÉS SOCIO-CULTURELLES DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78)

recherche

SON DIRECTEUR

- Direction d'une équipe pluri-disciplinaire de 40 personnes ;
- Expérience approfondie INDISPENSABLE dans les domaines culturel, socio-éducatif et associatif ;
- Pratique de la négociation avec les ministères et les collectivités locales, ses financeurs.

Adr. lettre man. et C.V. à M. le Président de l'A.P.A.S.C. M.P.T. - Centre des 7 Mares, 78310 ELANCOURT.

Directeur technique - cameroun — 350.000 FF nets

Corps gras et dérivés - Une importante société camerounaise (9,3 milliards de francs C.F.A. de chiffre d'affaires, 550 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de savons, d'huiles et de détergents recherche son directeur technique. Basé à Douala, et placé sous l'autorité de la direction générale, il sera responsable de la bonne marche de 3 divisions composées de 3 chaînes de production de savons, d'une chaîne de préparation et de soufflage de détergents en poudre et d'une unité d'extraction de palmiste et de son raffinage, représentant au total un effectif de 370 personnes. Homme clé de la société, il saura faire face à l'ensemble des problèmes de production, de maintenance et d'entretien et sera aidé dans sa tâche par des cadres européens et camerounais. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat francophone âgé de 38 ans minimum, de formation ingénieur électromécanique ou chimique, et possédant une expérience de direction de production significative, acquise si possible dans le secteur savonnerie - huilerie - fabrique de détergents. La connaissance de l'Afrique est indispensable. La rémunération annuelle de l'ordre de 350.000 francs français nets sera assortie des avantages habituels liés à l'exportation. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9006M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tel. 747.11.04

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon
Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg · Toulouse

futur directeur export

PAP ENFANT

Avec un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, nous sommes l'un des premiers industriels français sur le marché du vêtement enfant haut-de-gamme. Nos deux lignes de produits sont commercialisées sous des marques de notoriété internationale (45 % de notre chiffre d'affaires est réalisé à l'export). Rattaché au Directeur Commercial, ce nouveau collaborateur applique sur le terrain la politique commerciale définie. Dans un premier temps, il se verra confier le développement du marché allemand, puis, le diagnostic et l'approche marketing des marchés étrangers, l'application de la politique commerciale, les prévisions et le suivi des ventes auprès des équipes qu'il devra animer et contrôler. Ce poste convient à un homme jeune justifiant d'une expérience de vente de produits de consommation et ayant déjà dirigé une équipe. La connaissance de l'Allemand et de l'Anglais est indispensable. Ce poste nécessite de nombreux déplacements à l'étranger.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 255 83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

ASSOCIATION GESTIONNAIRE BASE DE LOISIRS EST PARISIEN recherche

DIRECTEUR (TRICE)

- environ 27 ans.
- capacité organisation, direction équipe.
- connaissances gestion niveau supérieur ou expérience (budget 500 000 F).
- Expérience animation, connaissance voile appréciées.
- Acceptation forte contraintes horaire en été.
- 6 500 F brut mensuel 13 mois.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à
Ecrire sous le nº 039412 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

PARIS

Filiale d'une importante société de diffusion spécialisée dans le routage, recherche son nouveau collaborateur. Sous l'autorité du Directeur de cette filiale, il aura pour mission d'organiser et de gérer l'exploitation de deux ateliers. Ses responsabilités porteront principalement sur, l'ergonomie, les investissements (implantation, recherche de nouveaux matériels), l'amélioration des gains de productivité, la formation du personnel. Agé de 30 ans minimum, il aura été formé dans une école d'ingénieurs (A&M, ICAM, INSA, ENI, etc...) et reçu une formation complémentaire en gestion (IAE, ICG) et informatique. Homme de terrain, il sera également un très bon gestionnaire dans la maîtrise des *techniques et de l'animation* des hommes. Ce poste, comportant des responsabilités très importantes, ne pourra être confié qu'à une personnalité très affirmée qui, en plus de sa compétence, apportera à l'entreprise une grande disponibilité d'esprit et de temps.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71097 A



Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG
DÜSSELDORF – LONDRES – MADRID – PARIS

Directeur de filiale

Secteur automobile

300 000 F +

Voulez-vous devenir notre « managing director » ?

Vendre : Votre mission première chez nous.

Vos autres missions : Importer, stocker, distribuer des pièces détachées auprès de grossistes de la région Nord.

Voulez-vous nous connaître ?

Groupe anglo-saxon, nous sommes en pleine expansion et déjà bien implantés (Europe, U.S.A., Afrique...).

Si vous êtes bilingue, de formation supérieure (HEC, ESC, Centrale...) et désireux de devenir notre partenaire.

Ecrivez à notre Conseil qui organisera rapidement une rencontre avec nous.

SRC
Rue Van Gogh
Pericentre Lille Est
59658 VILLENEUVE-D'ASCQ
Tél. : (20) 91.36.93 +
PARIS - LILLE - LYON

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON recherche

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

- Le candidat retenu aura la responsabilité d'opérations de résidences secondaires.
- Il devra acquérir une bonne connaissance du marché foncier et immobilier du littoral Languedoc-Roussillon et en suivre l'évolution.
- Il participera au montage de ses opérations avec les architectes et les administrations concernés.
- Il sera chargé de la gestion administrative et financière de ses opérations et représentera le maître d'ouvrage dans ses relations avec les tiers.
- Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et en suivra l'évolution.

Le profil du candidat sera le suivant :

- 30 ans minimum
- une expérience de 5 ans dans le secteur immobilier
- formation supérieure

Rémunération motivante comportant fixe + prime fonction des résultats.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à :

urbat
14, avenue Frédéric Mistral
34000 MONTPELLIER

OPPORTUNITE POUR UN JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Cette PME connue, et à potentiel ouvert, est rattachée à un groupe régional performant.
Nous cherchons le No2 de l'Entreprise.
Adjoint du Directeur Général, il aura à mettre en place et à faire vivre les outils de gestion et les procédures relevant de sa responsabilité propre.
Une formation supérieure (Sciences Eco ou Sup de Co + DECS, ou révision comptable) et 2 ans minimum d'expérience sont souhaités.
Merci d'adresser s/identification CC90 (portée sur l'enveloppe) votre CV avec références, photo et indication de salaire au

PME BRETAGNE-SUD

CEIP Conseil d'Entreprises 5, Avenue du Lycée 29210 MORLAIX

Filiale française d'un important groupe international renommée dans le secteur des ÉQUIPEMENTS DE STÉRILISATION pour hôpitaux et industries

recherche son

DIRECTEUR DES VENTES A L'EXPORTATION

Pour développer principalement ses activités sur les marchés francophones.
Connaissance de l'anglais indispensable pour la prospection et la négociation de contrats à l'étranger et la coordination à l'*intérieur du groupe*.

Poste à pourvoir à Paris.

Idéal pour personne jeune et dynamique, possédant une formation technique, ayant quelque expérience dans le domaine des ventes à l'export.

Envoyer lettre et C.V. sous nº T 039.491 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Centre Hospitalier Franco-Britannique
Hertford British Hospital

RECHERCHE SON DIRECTEUR

Profil : Un homme ou une femme avec une expérience de gestion hospitalière pour un hôpital de 90 lits. Entièrement reconstruit et doté d'équipements ultra-modernes.

Connaissances en procédure budgétaires, contrôle financier, législation et réglementation hospitalières et sociales, économie et informatique (de préférence).

Bonnes connaissances d'anglais très souhaitables, ainsi que des milieux internationaux et plus particulièrement anglo-saxon.
Conditions : Avantages F.E.H.A.P.
Salaire à négocier selon expérience.
Candidatures et C.V. A adresser à : Monsieur le Président
Centre Hospitalier Franco-Britannique 1, rue Barbès 92300 LEVALLOIS

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

CONSEIL EN STRATÉGIE POUR L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE

Consultronique assiste les Directions Générales des grandes entreprises internationales dans la définition et la mise en œuvre de leurs orientations technologiques et stratégiques. Dans un monde en mutation rapide, nous aidons nos clients à anticiper les discontinuités de leur environnement afin de mieux les maîtriser.

NOS SPÉCIFICITÉS :

- Une double expertise technologique et d'analyse stratégique apportée par des consultants ayant à la fois la formation technique et de gestion nécessaire et l'expérience opérationnelle indispensable acquise au sein de sociétés leaders dans l'industrie électronique mondiale.
- Une objectivité fondée sur un effort très important d'analyse et de synthèse de chaque situation particulière.

Nous développons notre activité au plan international et souhaitons rencontrer des candidats et des candidates français ou étrangers pour renforcer nos équipes.

- Ingénieurs diplômés d'écoles ou d'universités de tout premier plan, ils seront également titulaires d'un MBA.
- Une expérience professionnelle réussie de 4 à 8 ans dans une firme de réputation internationale les aura sensibilisés à l'importance de l'évolution technologique dans la transformation en cours de l'industrie.
- Leur culture et leur expérience leur permettront de s'intégrer naturellement dans le monde des affaires de leur lieu d'affectation.

Des postes sont à pourvoir à Düsseldorf, Londres, Paris, San-Francisco, Tokyo.

Les dossiers de candidature sont à adresser à Madame BLANCHOT,

consultronique 16-18, rue Barbès, 92126 Montrouge Cedex.

Maintenance area manager in Riyadh-Saudia

Des réalisations prestigieuses - complexes hôteliers, hospitaliers, ensembles résidentiels, 12 unités au total - disposant d'équipements sophistiqués et très élaborés techniquement, avec contrôle de fonctionnement et de et de suivi informatisé. L'avantage de résider dans la capitale. 500 personnes à diriger, techniciens et ingénieurs de maintenance dans toutes les spécialités : climatisation, traitement des eaux, électricité et électronique, VRD, etc... Vous en serez le patron.

Vous êtes ingénieur directeur d'usine, responsable d'entretien, spécialiste de la maintenance ou même des travaux neufs. Vous savez mener les hommes, définir les procédures, gérer des matériels et des pièces. Vous savez anticiper les problèmes techniques et prendre les dispositions en conséquence. Homme de direction et d'organisation, vous êtes surtout un opérationnel. Et vous parlez parfaitement anglais.

Nous sommes un groupe important avec une ingénierie parisienne développée et une forte implantation en Arabie Saoudite. Nous vous proposons ce poste de haut niveau, avec tous les avantages de l'expatriation pour un contrat à durée déterminée. Écrivez vite à nos conseils SIRCA sous la référence 322 897M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPLANTÉE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
Fabrication et commercialisation de produits de grande consommation
LEADER DANS SON SECTEUR
recherche SON FUTUR

responsable des comptabilités

Cette société, filiale d'un goupe français implanté dans différents pays d'Afrique, recrute le collaborateur direct du directeur financier, pour assurer la responsabilité des comptabilités générale et analytique et de l'inspection comptable.

Dans un premier temps (2 à 3 ans), il exercera la fonction de contrôleur comptable des exploitations, chargé de la gestion et de la réforme des procédures de contrôle et de l'animation d'une équipe de contrôleurs au siège et dans les agences.

Agé de 35 ans environ, de formation DECS au minimum, le candidat retenu devra justifier — outre ses capacités d'organisateur et de formateur — une expérience d'au moins 5 ans de comptabilités générale et analytique informatisées et, si possible, une formation aux missions d'audit au sein d'un cabinet d'expertise-comptable.

La rémunération nette d'impôts annuelle de départ pourrait être de 10,5 à 12,5 millions de F CFA, avec prise en charge du logement par la société.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo sous réf. C 213 à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

pmd

INCOME GENERATION OFFICER

Actionaid, international ngo, is looking for qualified and experienced person to assume responsibility for its income generating programme to help women in Somalia refugee camps.

The person appointed will coordinate introduction of new skills to the women, identify-develop potential markets for items already produced there.

Several years experience in Africa with women groups preferably required. Necessity of appropriate qualification in handicrafts or small scale marketing. English essential. Working knowledge of Somali. Arabic or Italian extremely useful.

For further details, contact urgently :

Ron Tucker Actionaid Personnel Dpt 146 Queen Victoria Street London EC4V 4BX.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE DE BIENS D'EQUIPEMENT

recherche

INGENIEUR MECANICIEN

Homme de dialogue et de décision, nous vous offrons l'opportunité de valoriser vos connaissances et votre expérience de gestionnaire, de négociateur, d'animateur.

Nous vous proposons la Direction d'une de nos filiales en Afrique Francophone (120 personnes), développant des activités de maintenance industrielle.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à N. 2947 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra

L'ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

organisme humanitaire, recherche pour l'aide au Tchad,

CHEF DE MISSION

âgé d'au moins 30 ans, il devra connaître l'Afrique, être gestionnaire, pouvoir négocier à haut niveau. Voyage et séjours payés + indemnités.

Adresser C.V. + photo : A.I.C.F., 156, rue de Rivoli, 75001 PARIS.

PSY (PROCESS SYSTEMS)

PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY

THE WORLD IS YOURS !

P S Y INTERNATIONAL REQUIRES ONLY THE BEST

MARKETING SPECIALIST

MANAGEMENT SECRETARY

IN THE WORLD

AND WE ARE PREPARED TO PAY FOR THEM.

To ensure our continuing success in obtaining contracts throughout Europe and the rest of the world, PSY (I) needs a top computer marketing professional who is ready and able to help us to expand on a worldwide basis.

The successful applicant will be able to demonstrate a proven track record in marketing computer based products coupled with the ability to communicate effectively with all races and at all levels. Fluent English is mandatory and fluent French is extremely desirable.

If you want to broaden your horizons, write to Réf. : 951-02

PSY (I) 36, rue Paul-Valéry,
75016 PARIS - FRANCE.

PSY (PROCESS SYSTEMS)
LE MONDE EST A VOUS, PSY INTERNATIONAL recherche INGÉNIEUR COMMERCIAL de très haut niveau, « Spécialiste informatique industrielle » et une Secrétaire de Direction. Rémunération élevée.
Pour continuer notre succès commercial en Europe et dans le reste du monde, PSY International recherche un Ingénieur Commercial « Informatique Industrielle » de très haut niveau capable de renforcer notre expansion dans le monde entier, et une Secrétaire de Direction bilingue.
Le candidat choisi devra démontrer ses compétences dans le domaine de la vente de systèmes informatiques industriels, et une capacité de communiquer avec toutes les nationalités, à tous les niveaux. La langue anglaise parlée et écrite est exigée, la langue française parlée et écrite sera appréciée.
Écrire sous référence 951.02.

Sprechen Sie Deutsch ?

STABILUS GMBH est une entreprise de l'industrie métallurgique. Par le savoir technique et le niveau de qualité élevé, nous avons accédé à la position la plus renommée sur le marché international avec nos produits hydropneumatiques et hydrauliques. Aujourd'hui plus de 1.000 coopérateurs s'en sont occupés dans l'usine de Koblenz.

Pour notre département de construction, nous recherchons le plus tôt possible

ingénieur diplômé jeune spécialité construction de machines

Les tâches comprennent le contrôle constructif et le développement de nos produits, la transposition des demandes de clients dans des solutions constructives à peu de frais ainsi que les soins de contact avec les clients francophones.

Nous nous attendons aux études universitaires de construction de machines (E.B.S. ou D.U.T.) et l'expérience professionnelle dans une position similaire. Nous supposons la langue maternelle française ainsi que des connaissances courantes de l'allemand. L'endroit de travail est Koblenz.

Nous offrons la dotation adéquate à la position, les prestations sociales surérogatoires et les possibilités d'avancement dans une entreprise industrielle progressiste.

Adressez votre demande avec la documentation, le curriculum vitæ manuscrit et l'idée des appointements à notre service du personnel. Téléphone : 0261/8900225



STABILUS GMBH
Herberichstraße 47-53 54 Koblenz
Telefon (02 61) 8 90 01



emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Jeune ingénieur mécanicien — Région lyonnaise

Chef de service production - Cette société de 750 personnes, filiale d'un très important groupe multinational d'origine française, fabrique et commercialise une gamme de produits de consommation durable d'excellente notoriété. Dans le cadre de la réorganisation de ses services techniques, elle recherche un jeune chef de service production. Sous l'autorité du directeur de l'usine, il assumera la responsabilité de deux services représentant un effectif total de 280 personnes et chargés du choix des produits finis et de leur conditionnement. Il aura en outre pour mission d'améliorer l'automatisation des moyens techniques mis à sa disposition. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé pouvant justifier d'une première expérience de trois à cinq ans à un poste de responsabilité en production dans lequel il aura acquis une bonne approche des problèmes industriels et humains. De réelles possibilités d'évolution seront offertes à un collaborateur de bon niveau, tant au sein de la société, qu'au sein du groupe auquel elle appartient. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat retenu, mais de nature à intéresser une personnalité de valeur. Ecrire à Ph. BONNEFOY. *Réf. A/3728M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon
Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg · Toulouse



Jeunes ingénieurs — Centre

Mécaniciens et informaticien - La filiale française d'un groupe industriel international recherche, pour l'un de ces centres de production, de jeunes ingénieurs justifiant éventuellement d'une première expérience, affectés après formation aux services suivants :

Méthodes et rémunérations : Le chef du département chargé des méthodes industrielles et administratives recherche son adjoint. Ingénieur AM ou équivalent, il sera chargé des temps, des méthodes et de la paie ouvrière. Anglais souhaité.

Production : Le chef de fabrication d'un département de 500 personnes souhaite recruter son adjoint. Ingénieur AM ou équivalent, il sera avant tout un homme de terrain. Anglais souhaité.

Informatique : Ingénieur informaticien, le candidat retenu assurera le fonctionnement des applications courantes et développera la gestion intégrée d'une grande usine. Anglais souhaité.

Développement : Le jeune ingénieur (AM ou équivalent) assurera la responsabilité des études nécessaires au développement des nouveaux produits de la société. Il devra justifier de bonnes connaissances en résistance des matériaux et en CAO. La pratique de l'anglais est indispensable.

Les rémunérations offertes pour ces postes évolutifs seront fonction de la formation et de l'acquis professionnel des candidats retenus. Ecrire en précisant *clairement le poste choisi à Ph. BONNEFOY.* Réf. A/3700M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
Recherche pour :

- Isère — Savoie
- Moselle
- Pyrénées-Atlantiques — Gers
- Bourgogne

4 COMMERCIAUX

Pour former, animer et contrôler leur réseau d'agents généraux et de courtiers

Nous offrons :
- Une rémunération motivante ;
- Une possibilité d'évolution vers des responsabilités hiérarchiques importantes ;

Nous souhaitons :
- Baccalauréat + complément de formation (niveau universitaire DEUG, école de commerce) ;
- Le sens du contact humain, le goût de la vente. Beaucoup de dynamisme.

Aucune expérience professionnelle n'est requise. Une formation complète et rémunérée étant assurée à notre siège social (Paris).

Adr. lettre man., C.V. dét., photo (ret.) et prét.
GENERALI.
J.M. COLLOMB,
76, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

PSY (PROCESS SYSTEMS)

PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
Y PSY PSY PSY PSY PSY P
SY PSY PSY PSY PSY PSY PS
PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY
SY PSY PSY PSY PSY PSY PS
Y PSY PSY PSY PSY PSY PS
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY

PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY
Y PSY PSY PSY PSY PSY P
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
PSY PSY PSY PSY PSY
Y PSY PSY PSY PSY PSY P
PSY PSY PSY PSY PSY PSY PSY

THE WORLD IS YOURS !

PSY INTERNATIONAL REQUIRES ONLY THE BEST

ANALYSTS ENGINEERS

AND WE ARE PREPARED TO PAY FOR THEM

Owing to our continued success in obtaining contracts throughout Europe and the rest of the world, PSY (i) needs top computer professionnals who are ready and able to take up positions anywhere in the world.

Successful applicants will be able to demonstrate high levels of technical expertise coupled with the ability to communicate effectively with all races and at all levels. Fluent - English and French are extremely desirable.

If you want to broaden your horizons, write to : Réf. 951-01

PSY (i), 36, rue Paul-Valéry,
75016 PARIS
FRANCE.

PSY (PROCESS SYSTEMS)
LE MONDE EST A VOUS, PSY INTERNATIONAL recherche ANALYSTES INGÉNIEURS de très haut niveau.

Pour répondre à notre succès commercial en Europe et dans le reste du monde, PSY International recherche spécialistes en informatique industrielle capables de travailler en France et dans le monde entier.

Les candidats choisis devront démontrer un très haut niveau technique et une capacité de communiquer avec toutes les nationalités, à tous les niveaux ; langues anglaise et française, parlées et écrites seront appréciées.

Ecrire sous référence 951.01.



Leader de l'alimentation préparée pour animaux familiers, filiale d'un groupe international.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 970 personnes, dont 230 cadres répartis dans 3 usines récentes et hautement automatisées, installées à proximité d'Orléans (siège), Blois, Strasbourg.

analystes-programmeurs

130.000 +

Sous la responsabilité directe d'un Chef de Projet, vous participerez :
- à l'expansion rapide de notre société, qui entraine le développement de l'informatique dans tous les domaines, gestion, production, process, commercial, bureautique. Matériel : 2 IBM 4341, (MVS, CICS, SCOB, INFO CENTRE).

Vous avez :
- une formation DUT + 5 ans d'expérience, MIAGE + 2 ans d'expérience ou équivalent
- de bonnes connaissances du COBOL et du télétraitement IBM (CICS) ou DL1

Vous trouverez :
- une pratique systématique de la délégation des responsabilités en harmonie avec un système de gestion décentralisé.
- des possibilités de développement individuel fondées sur :
  - la formation considérée comme une des priorités de l'Entreprise
  - des opportunités de progression basées sur vos résultats.

Vous êtes intéressé (e), ces postes sont à pourvoir à notre Siège, envoyez-nous lettre manuscrite, C.V. et photo à :
UNISABI S.A. - Département du Personnel (NC)
B.P. 7 - 45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL



L'offre :
- **La responsabilité commerciale complète d'une ligne de produits d'électronique professionnelle très élaborée destinée aux collectivités locales et à l'industrie** sur les régions Provence Côte d'Azur, Languedoc Roussillon, et Corse.
- Un portefeuille de clients et de prospects intéressés est déjà constitué.

Vous êtes :
- Un professionnel de la vente de matériels électroniques ou informatiques, âgé de 30 à 40 ans, avec des résultats significatifs.
- **Une installation dans le midi méditerranéen vous intéresse.**

Nous sommes :
- Une jeune société en pleine expansion concevant et distribuant des systèmes clés en mains d'électronique professionnelle, de vidéo professionnelle et de micro-informatique.
- **Le poste est basé à Aix-en-Provence.**

Merci d'écrire sous la référence 206178 M à :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.



MOTOROLA AUTOMOBILE

Dans le cadre de la création de notre nouvelle unité industrielle, spécialisée dans la construction d'équipements électroniques pour l'automobile, nous recherchons :

ingénieur d'applications

Sa mission principale sera d'établir la liaison entre nos clients et l'équipe d'études.
De formation ingénieur électronicien, il aura acquis une première expérience, même de courte durée.

Nous demandons au candidat que nous aurons retenu une grande aptitude aux contacts et une parfaite maitrise de la langue anglaise.

Lieu de travail : ANGERS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel MOTOROLA AUTOMOBILE S.A.
6, rue François Cevert 49000 ANGERS.

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
AGENCE SPÉCIALISÉE DES NATIONS UNIES
recherche pour un projet de formation en entreprise (coopération technique) en Algérie

UN CONSEILLER TECHNIQUE PRINCIPAL (CHEF DE PROJET)

ainsi qu'un
EXPERT EN FORMATION DE FORMATEURS
pour l'apprentissage.

Qualifications : Diplôme d'ingénieur, formation et expérience pédagogique, vaste expérience pratique dans l'industrie et dans la formation professionnelle industrielle, la formation de formateurs et la formation pour l'apprentissage.

C.V. complet au Bureau de Correspondance du B.I.T., 205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEIL
Poste d'Ingénieur de Liaison en Arabie Séoudite

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Destiné à remplacer rapidement un cadre qui va être rapatrié.
Durée de la mission : 2 à 3 ans.

Ingénieur diplômé et possédant expérience de la construction navale, ayant 30 à 40 ans, possédant très bien l'anglais technique et courant, et capable d'apporter avec son équipe une assistance technique à un important client pour l'évaluation de ses besoins en matière d'équipements portuaires flottants, leur dimensionnement, planning d'approvisionnement, budgets nécessaires, problèmes de classification, entretien, réparation, rechanges, armement.

Résidence à Riyadh, seul ou avec famille, avec tous les avantages habituels, promotion rapide possible dans la société.

Adresser C.V. et photo, avec n° de téléphone pour convocation et entrevue, à A.T.M., 29, rue de Miromesnil, 75008 PARIS.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CIT Alcatel

Leader de la commutation temporelle

Ingénieurs : devenez les futurs responsables de nos unités de production.

CHERBOURG PONTARLIER

Généralistes de formation, ils deviendront les responsables de nos unités de PRODUCTION. Après une formation technique à nos produits, ils pourront choisir successivement différentes missions dans les principaux services : METHODES, GESTION INFORMATIQUE, PRODUCTION, FABRICATION, CONTROLE QUALITE. A terme, les qualités personnelles des candidats retenus, leur connaissance de l'Entreprise et de ses produits leur permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies en France ou dans ses importantes implantations à l'étranger.

Envoyer C.V. sous référence DG à
CIT-ALCATEL – Service-Recrutement et Orientation
B.P. 57 - 78140 VELIZY

Diriger nos services techniques dans une usine du Périgord

Deux cents personnes à animer, sous l'autorité immédiate du directeur d'usine. Une usine de type chimique de près de 1200 personnes et qui marche fort. Les attributions sont classiques pour une responsabilité de ce type : c'est l'optimisation des procédés de production et des installations existantes, la préparation et l'exécution des programmes d'investissements industriels, l'organisation et la gestion des activités d'entretien.

Tout cela est de votre compétence, mais ce n'est pas tout. Car nous comptons sur vous pour aborder tous ces problèmes avec un esprit de méthodes et de rationalisation. Les relations entre travaux neufs et production, entre travaux neufs et entretien sont bonnes, mais il y a encore à faire pour les améliorer et, par là, améliorer aussi la productivité. L'entretien est en cours de réexamen pour abaisser les prix de revient. De quoi stimuler la créativité, le bon sens et la vigueur d'un ingénieur qui a bien assimilé son expérience industrielle. Celle d'une industrie à process et du travail posté nous paraît particulièrement adaptée ; sur ce point nous sommes ouverts, nous sommes prêts à choisir quelqu'un d'expérience pour équilibrer une équipe en moyenne jeune. Nous tenons, en revanche, à une formation solide, de préférence, à dominante mécanique.

Les consultants de SIRCA vous en diront davantage, en vous recevant, sur notre activité et sur notre groupe. Prenez contact sans tarder avec eux sous référence 312 904M. Quelques points retiendront encore votre attention : une rémunération attractive, un logement de fonction, des possibilités d'évolution dans le groupe et, bien sûr, la qualité de vie en Périgord.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

La Division Gestion et Prospection Clientèle fait partie de notre **Direction MARKETING.** Le Responsable de cette division crée une nouvelle fonction, directement liée à la volonté de développement de La Redoute. Il s'agit de

CONCEVOIR et MENER de NOUVELLES ACTIONS COMMERCIALES

Dix millions de clients font confiance à La Redoute : un chiffre qui montre le travail en profondeur déjà réalisé. Mais La Redoute veut faire mieux et vous propose un poste particulièrement attractif. Il s'agit de CONCEVOIR des actions nouvelles qui permettront de toucher de nouveaux clients (ciblage, offres commerciales, documents nouveaux...). Bien sûr, il s'agit aussi de RÉALISER ces actions (avec les Directions Informatique, Catalogue, Produits) et de MESURER l'impact.
Quatre personnes vous assisteront. Les contacts que vous aurez vous mettrons en prise directe sur la politique commerciale de l'entreprise.

Nous recherchons pour ce poste un **Diplômé Grande École de Commerce** (ESSEC, EDHEC...) qui a déjà acquis une expérience commerciale de quelques années, si possible dans la Distribution.

Les candidatures sous référence 83.34.24 (lettre, CV, photo et prétentions) seront traitées confidentiellement par G. WOILLEZ - Direction des Affaires Sociales - 57, rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX.

La Redoute

HAVAS CONTACT

Un marché en expansion Un groupe qui va de l'avant

legrand®

Nous sommes le leader européen de l'appareillage électrique d'installations.
Nous réalisons un C.A. de 3 milliards de francs dont 30 % à l'étranger.
Nous employons 12.000 personnes.
Nous avons de nombreuses unités de production en France et à l'étranger.

NOUS RECHERCHONS

LE RESPONSABLE DE PRODUCTION

de l'une de nos usines de NORMANDIE.

- Formation ingénieur A et M – INSA – ICAM ou équivalent.
- 5 à 10 ans d'expérience industrielle.
- Connaissances indispensables en tôlerie fine (cisaillage, pliage, soudure, revêtement de surface).
- Connaissances en décolletage appréciées.
- Aptitude au commandement et à la gestion.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, à M. le Directeur de Legrand Normandie, rue Paul-Nouel, 76770 MALAUNAY.

PA

Ingénierie — Marseille

serete ingénierie

SERETE est l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Ses prestations concernent des domaines variés (pétro-chimie, industries de transformation, bâtiment, agro-alimentaire, off-shore, systèmes industriels, techniques avancées...) et s'étendent à la totalité des missions d'ingénierie. Présente au plan international, SERETE accorde également une importance capitale au développement de ses établissements régionaux : Lyon, Lille, Nancy, Nantes et Marseille. Le directeur de la direction régionale Méditerranée à Marseille renforce ses structures en créant plusieurs postes.

Chef de projet

Dépendant du directeur régional, il assumera la responsabilité globale des contrats négociés depuis les études préliminaires jusqu'aux réalisations d'ouvrages : gestion technique, financière, relations avec la clientèle... Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 32 ans justifiant d'une solide expérience de la conduite de projet (études, encadrement de spécialistes, budgets, délais, chantiers...). Généraliste, il dirigera aussi bien des projets industriels que bâtiment et possédera nécessairement la connaissance de la région Méditerranée. La rémunération tiendra essentiellement compte de la compétence offerte ; elle sera attractive pour un candidat de valeur. Réf. A/2376M

Ingénieur électricité

Il est chargé de la conception des installations électriques (schémas, choix techniques...) et du suivi de leur réalisation sur chantier. Ce poste implique une formation d'ingénieur (ou équivalence) et l'expérience de la conception d'installations électriques dans le bâtiment et/ou l'industrie (HT/BT). Réf. A/2380M

Ingénieur climatisation-chauffage

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (ou équivalence) ayant une expérience de plusieurs années dans la conception d'installations climatiques et les études d'économie d'énergie. Réf. A/2381M

Coordonnateur de travaux

Il est chargé de la coordination, de l'avancement et de la bonne exécution des travaux dans le respect des coûts et délais impartis. Ce poste s'adresse à un technicien supérieur ayant une expérience confirmée de la coordination de travaux TCE : métrés, pièces écrites, estimations, passation de marchés, pilotage des travaux. Réf. A/2382M

Pour ces quatre postes, adresser C.V. à J. MOUNIER en précisant la référence du poste choisi.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

sepro ROBOTIQUE

LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques ; N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur Robotique

Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période de formation assurée par nos soins, il sera chargé :
— d'analyser les besoins des clients,
— de présenter les devis,
— de participer directement à la mise en service des équipements,
— d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste, essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions ss réf. 4027 à
DIRECTION DU PERSONNEL — SEPRO — 87 X — 85002 LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

Publival

Responsable des Services Comptabilité, Contrôle de Gestion et Informatique

270 000 F +

Nous sommes un groupe industriel de taille internationale. Nous pratiquons une politique de décentralisation et nous cherchons, pour une unité industrielle dont le chiffre d'affaires est de l'ordre d'un milliard de francs, un responsable des services comptabilité, contrôle de gestion et informatique.

Sa fonction :

– Mettre au point et faire appliquer des procédures liées à un système de gestion informatisé, en pleine évolution.
– Superviser l'informatique : ce service comprend quinze personnes dont trois ingénieurs. Les applications sont traitées sur IBM 4341.
– Former son personnel, cadres et employés et ses interlocuteurs dans les unités opérationnelles, à l'utilisation des outils de gestion.

Ce poste, rattaché directement au directeur de l'usine, convient à un homme de 33 ans minimum, diplômé d'une école de commerce ou équivalent + DECS, ayant déjà l'expérience de la direction d'un service comptabilité, de contrôle de gestion et d'informatique d'une usine importante.

Le poste est situé dans une ville de province, proche d'un centre universitaire. Notre groupe offre de réelles possibilités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Mme Catherine de la ROCHE, sous la réf. 301 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Alsace

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Nous sommes un important et dynamique groupe français du secteur *tertiaire*.

Convaincus que notre efficacité passe par la qualité de notre politique de personnel, nous recherchons celui qui la mettra en oeuvre dans notre implantation alsacienne (500 personnes).

Rattaché à la Direction Générale, il anime une équipe de 6 personnes. Il assure l'administration du personnel *et sa gestion, en particulier* le recrutement et la formation, il assiste les responsables hiérarchiques, et il participe à l'animation des relations sociales (C.E., DP, ...).

De formation supérieure, vous avez acquis en cinq ans une première *expérience de l'administration et de la gestion du personnel, de préférence* dans l'assurance ou la banque, ainsi qu'une bonne pratique du droit du travail. Vous recherchez aujourd'hui une opportunité d'élargissement de vos responsabilités dans un groupe qui accorde *une place essentielle à sa politique de* personnel et qui offre de réelles possibilités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. complet, photo et rémunération actuelle) sous réf. M 25797 A à

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Industrie pharmaceutique

DIRECTEUR D'UNITE DE PRODUCTION

100 km Sud de Paris

Nous sommes aux tous premiers rangs de l'industrie pharmaceutique française. Notre rythme de développement est un des plus soutenus sur le marché des produits *médicaux* et des produits grand public de cosmétologie.
Nous recherchons le Directeur de l'une de nos quatre usines (140 personnes, production : 14 *millions d'unités*), *appelée à se spécialiser dans les produits de* cosmétologie.
Il a pour mission *essentielle de piloter, aux plans humain, technique et de gestion,* *l'évolution de cette unité pour laquelle un important programme d'investissement* est défini.
Il devra en particulier :
- *animer une équipe de 8 cadres,*
- développer un style d'animation dynamique et veiller à la qualité des relations sociales,
- assurer la progression de la productivité.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur qui a acquis en au moins dix ans de vie professionnelle, une solide expérience de la gestion d'une unité *de production* et qui sait que son efficacité passe par la qualité des relations humaines qu'il développe.
Les conditions offertes, les perspectives de développement au sein du groupe sont de nature à intéresser un *excellent professionnel de haut potentiel.*
Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous réf. M 25683 D à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

PNEUMATIQUES



proposent des possibilités de carrière à de jeunes

TECHNICIENS MÉTHODES/ORGANISATION

(niveau Bac + 2)

- Destinés aux **Etudes de fabrication**, organisation des postes de travail, mise au point et amélioration des modes opératoires.
- Ces missions permettront d'évoluer à moyen terme vers d'autres activités d'Etudes (*fabrication*, techniques...) ou vers des fonctions de production.
- Lieu de travail : TOUL, TROYES.

Veuillez adresser votre candidature et C.V. à :
PNEUMATIQUES KLÉBER
Service Ingénieurs et Cadres
B.P. 1072,
54520 LAXOU.

Message à un chef des services COMPTABLES administratifs et financiers

Vous souhaitez entrer dans une entreprise (750 personnes, C.A 200 MF) située au **HAVRE (76)** au tout *premier rang européen de sa spécialité* *assimilable au second oeuvre* sur des chantiers industriels.
Nous recherchons notre

futur directeur administratif et financier

pour prendre en charge, en double au départ, seul dans deux ans, l'ensemble des services administratifs, financiers et comptables.
C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 32 ans minimum, vous êtes un excellent technicien de la comptabilité, si vous avez une formation Ecole de commerce option comptabilité-finances ou autodidacte très *performant - DECS minimum - et si vous avez une expérience significative* acquise dans une entreprise travaillant par chantiers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/159/A à notre Conseil qui vous enverra plus d'informa*tions sur le poste avant de vous recevoir.*

mcp — **CABINET Henri PHILIPPE**
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

PUBLIC ANNONCES

Bois stratifié et dérivés...
Fabriquer en Haute-Savoie
du mobilier spécifique pour collectivités

RESPONSABLE DE PRODUCTION

La société Dondana (150 personnes) est spécialisée dans la conception et la fabrication du mobilier pour collectivités. Sa réussite est basée sur des réalisations modernes répondant à des exigences particulières. *Elle crée le poste de responsable de production.*
Rattaché à la direction générale, il conçoit, organise et suit tous les projets liés à l'amélioration de la productivité. Il prépare l'industrialisation des produits nouveaux. Son terrain d'intervention est constitué de tous les départements de fabrication de l'entreprise. Pour assurer sa mission, il supervise également le service méthodes, ordonnancement. Il anime 100 personnes.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation école supérieure du bois ou équivalent et possédant une expérience significative de la gestion de production et de la direction d'équipes. Le poste est situé à Thonon-les-Bains, près de Genève.
Les conditions offertes, les contextes technique et humain motivants sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 15815 A, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

POMPES GUINARD

leader français dans sa branche
recherche pour l'assister techniquement dans ses relations commerciales industrielles

UN JEUNE TECHNICIEN CHIMISTE

débutant niveau D.U.T. ou équivalent, dégagé des obligations militaires. Sera plus principalement chargé d'étudier les problèmes de métallurgie, corrosion, etc., en relation avec les industries et notre fabrication.

Env. c.v. manuscrit avec prétent. à POMPES GUINARD B.P. 189, 36004 CHATEAUROUX CEDEX

SOPAD Nestlé

recherche

un

CHEF SERVICE AGRICOLE

Chargé de la supervision du rayon laitier d'une usine située au Nord-Est de REIMS, il assurera l'organisation et la rationalisation de la collecte du lait.

Avec son équipe de conseillers, il apportera une assistance technique aux producteurs laitiers dans les domaines de la productivité et de la qualité.

Cette activité conviendrait à un

INGÉNIEUR AGRO

ayant une bonne connaissance du milieu agricole acquise si possible par plusieurs années d'une expérience *professionnelle similaire.*

Adres. C.V. détaillé à SOPAD - Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

SPECIALISTE ENQUETES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

CAEN

Le Groupe Promodès, 1er grossiste multidistributeur en Europe,
19175 personnes en 1981, CA (groupe consolidé) 1981 : 15 Milliards de F.
recherche pour son Service Études, le spécialiste confirmé en enquêtes quantitatives et qualitatives.

Le poste requiert une rigueur d'analyses et le sens des contacts humains.

De formation École de Commerce ou Sciences Économiques, le candidat retenu aura une expérience de 3 ans minimum dans l'activité. Il maîtrisera *l'outil informatique, parlera anglais et si possible espagnol.*

Entouré d'une petite équipe, il aura la responsabilité des projets qui lui seront confiés.

Le poste est basé au Siège Social à Caen et nécessite des déplacements fréquents mais courts.

Si vous êtes intéressé, adressez CV, photo et prétentions sous réf. 3 MA 1
Interactions M. Pierre Chartron - Place de la Mare - 14000 Caen.
Réponse assurée. Discrétion garantie.

HAVAS CONTACT



GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

- **Informaticiens** projets ;
- **Ingénieurs système** MVS, IMS/VS ;
- **Analystes programmeurs** avec expérience ;
- **Ingénieurs informaticiens** confirmés ;
- **Informaticiens débutants** (Miage, ingénieurs).

Adresser candidature avec c.v. et prétentions s/nº T 7.990
le Monde Publicité, service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Responsable «études et création» Mobilier de jardin — Grenoble

Un nouveau produit, c'est toujours une aventure. Chez ALLIBERT, nous en avons déjà vécu de fameuses et ce n'est *pas pour rien que nous sommes devenus les premiers dans la plupart des activités* que nous avons abordées.
Le dernier défi en date : les meubles de jardin. Une progression de plus de 60 % par an et déjà la première place *mondiale* !
Et voilà votre fonction : à partir d'une idée et en mettant en oeuvre toutes nos connaissances techniques, réaliser des produits qui soient le plus beaux et le plus évolués possible.
Il y a en vous de l'ingénieur, du créateur, du gestionnaire et de l'animateur.
Vous maîtrisez la mécanique, le dessin industriel et la RDM, mais vous avez aussi l'expérience de l'analyse de la valeur et des calculs de coût. Peut-être avez-vous déjà traité des problèmes d'ergonomie et parlez-vous anglais (et même allemand).
Vous dirigez à Grenoble une petite équipe de dessinateurs et vous travaillez avec le développement industriel, la production et le marketing.
Vous aimez imaginer les plus belles choses et vous savez calculez au plus juste les prix et les investissements. Nous avons très envie de vous connaître. Merci d'en *prendre* l'initiative *en* adressant votre dossier sous référence MJ 419M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE STÉ ÉLECTROMÉCANIQUE

en développement, C.A. 400 millions, 65 % à l'exportation, recherche pour sa principale unité de production 600 personnes, 100 km Ouest de Paris.

UN INGÉNIEUR OU BTS

pour le suivi des études Extérieures

UNE ADJOINTE AU RESPONSABLE DU PERSONNEL

Avantages sociaux importants.
Possibilité de logement.

Ecrire s/réf. 11.005 à PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Importante société
de transport public de voyageurs
offre poste de :

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

POUR DIRIGER UNE UNITÉ AUTONOME

- 80 à 100 personnes ;
- Il *aura une expérience confirmée* de la gestion du personnel ;
- Un âge minimum de 30 ans ;
- Une formation supérieure (I.U.T.) ou une sérieuse expérience dans l'activité T.P.V.

Cette fonction permet de se former à des méthodes modernes d'exploitation.

Une évolution intéressante au sein d'un groupe de dimension nationale est ouverte à tout candidat de valeur.

Adr. c.v., lettre manuscrite et prétent. s/nº T 039.527 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE DU VAL DE LOIRE

recherche

CADRE TECHNIQUE

ADJOINT DU CHEF DU SERVICE PHOTOREPRODUCTION

- *C'est un photograveur maîtrisant parfaitement les techniques de la photo noir et blanc et de la sélection couleur ;*
- *Agé de 30 ans minimum, diplômé, il a une réelle expérience professionnelle.*
- Il a le goût et l'aptitude pour animer une équipe, en milieu de production.

SALAIRE ANNUEL : 170.000 F. +

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, délai de disponibilité, photo,
s/nº T 039.426 M à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

Organisme consulaire
de Haute-Normandie
recherche

CADRE

CHARGÉ DE LA PROSPECTION
auprès des organisateurs de voyages étrangers et français.
Anglais, allemand courant.
Expérience de la commercialisation touristique, bonne connaissance des milieux touristiques, hôteliers, souhaitée, *connaissance de la région préférable.* Adresser c.v., photo et *prétentions à : C.R.C.I. de* Haute-Normandie, B.P. nº 641, *76007 ROUEN CEDEX.*

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour son unité d'études et
de production de patériels électroniques.
(450 personnes dont 70 ingénieurs)

ingénieur électronicien Supelec

Pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.
Adresser sous réf. 11058 C.V. manuscrit, photo
et niveau de rémunération actuel à
CONTESSE Publicité 74, rue
Béchevelin 69363 Lyon Cedex 07.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Produits industriels

Vendre nos produits n'est pas commun

Ce n'est pas comme vendre de l'acier, des moteurs, des vannes, des pompes, de la régulation, etc..., pourtant c'est à vos clients que nous vendons nos produits souvent considérés comme nobles.

Il faudra les apprendre, les apprivoiser, bref vivre avec eux.

Bien sûr nous sommes parmi les leaders mondiaux et notre groupe vous offrira à la fois la sécurité et le challenge.

Nous recherchons votre volonté de développement alliée à une aptitude à la vente. L'esprit d'ingénieur est important pour s'intégrer à notre culture et à celle de nos clients.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 557-15 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS — Tour Crédit Lyonnais 69431 LYON Cedex 03 (confidentialité, réponse assurée)



Initier des juristes à l'utilisation de banques de données

Nous sommes la première banque de données juridiques opérationnelle en France. Nos clients, *professions libérales, juristes des entreprises et des administrations*, interrogent à partir de leurs terminaux, notre banque de données pour leurs recherches documentaires juridiques et fiscales.
Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

Conseiller formateur env 140 000

Auprès de notre directeur commercial, il formera et assistera les entreprises à la pratique courante de ce nouvel outil. Par une action stimulante permanente, il saura les convaincre d'en développer l'utilisation. Juriste et fiscaliste de formation supérieure, vous avez de réelles qualités d'animateur et de pédagogue. Une expérience de 5 ans de préférence, en entreprise ou en cabinet, vous permet un dialogue efficace avec vos clients.

Basé à Paris, ce poste requiert une mobilité géographique évidente sur toute la France.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4773M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Société des Eaux de Vittel (2 000 personnes - 750 millions de C.A.) a développé depuis un siècle une industrie parfaitement intégrée à la vie régionale, en donnant un nouvel essor au thermalisme.

La Direction souhaite aujourd'hui faire évoluer de manière très sensible son informatique. Le Responsable du Département renforce l'équipe existante en recrutant :

3 Chefs de projet

Ceux-ci seront chargés de développer des systèmes d'information complets pour plusieurs grandes fonctions de l'Entreprise : personnel, financière et industrielle. Outre la gestion des équipes et des projets, la relation constante avec les utilisateurs, ils auront pour mission de mettre en place des méthodes *structurées de développement.*

Pour travailler dans cet environnement IBM 4341 sous DOS/VSE, une expérience réelle du télétraitement et bases de données IDMS est indispensable.

Ingénieurs ou universitaires possédant ces connaissances et ayant déjà dirigé des projets depuis 2 ou 3 ans, nous vous proposons de venir nous rejoindre dans cette magnifique contrée vosgienne.

Merci d'adresser C.V. + prétentions sous réf. LF/3 à notre Conseil qui traitera chaque candidature en toute confidentialité.

INFRAPLAN Paris Nantes — Conseil en Recrutement, 83, bld Raspail - 75006 PARIS
— *MEMBRE DE SYNTEC* —

MEDIA PA

camif

Nous sommes une importante entreprise de distribution de vente par correspondance de taille nationale.

Pour renforcer son équipe, le Département FINANCE-COMPTABILITE recherche

comptable DECS

chargé de la mise en place et du suivi de la comptabilité analytique.

Le candidat possède une expérience professionnelle en comptabilité informatisée et un sens développé des relations humaines.

La réussite dans cette fonction, l'esprit d'analyse et de synthèse doivent lui permettre d'accéder, à terme, à de nouvelles missions.

Le poste est basé à **NIORT.**

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département du Personnel 79039 NIORT Cédex.

BUE

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa
DIRECTION des ENGAGEMENTS

UN ANALYSTE CRÉDIT

Ce cadre de formation supérieure (HEC - Sc. Po ou équivalent) aura déjà acquis une expérience bancaire de 2 à 3 ans dans ce type d'activité.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait appréciée.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
Recrutement Cadres - 4, rue Gaillon
BP. 89 - 75060 Paris Cedex 02.

SOCIETE DE GRANDE *DISTRIBUTION ALIMENTAIRE*
(550 personnes)
en très forte expansion
proximité de METZ
recherche son

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Membre du Directoire, celui-ci assumera véritablement l'ensemble des responsabilités de la fonction . conception de la politique de personnel et son application, relations sociales, recrutement, gestion des carrières, formation, animation et suivi de la D.P.P.O.
Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30-35 ans et disposant d'une solide expérience de la fonction dans une entreprise comparable.
La rémunération annuelle sera de l'ordre de 200.000 F + selon expérience.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 66491, Contesse Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante société prestataire de *services (850 personnes ; 134 millions* de C.A.) renforce sa structure en créant, à son Siège Social à LYON le poste de

Responsable administratif et comptable

Interlocuteur immédiat de la Direction Générale, il organisera les procédures de collecte d'information permettant les prises de décisions de politique générale.

Chargé de l'étude et de la mise en place d'un certain nombre de circuits administratifs, dont il veillera au bon fonctionnement, il prendra également la direction des services comptables (élaboration et suivi des budgets, analyse des dépenses...) et sera responsable de la mise en oeuvre de la gestion sur informatique.

Ce poste s'adresse à un homme d'action, ayant acquis une solide expérience pratique en comptabilité, organisation et administration au sein d'une PMI.
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 005 M.

média-system

Cabinet Gatier

LE CENTRE HOSPITALIER
REGIONAL DE LILLE
recrute pour son service informatique

chef de projet analyste

Les candidats devront avoir le goût des contacts et de réelles dispositions pour le dialogue avec les utilisateurs.

Fonctions à exercer :
- étude, rédaction, actualisation du Schéma-Directeur,
- dialogue avec les utilisateurs et analyse de leur besoin,
- dialogue avec les équipes études du C.R.I.H.

Conditions requises :
diplôme d'ingénieur ou universitaire équivalent + 3 à 5 ans d'expérience.

Tous renseignements sur la fonction peuvent être obtenus en téléphonant au (20) *96.92.80* poste 4426.

Adresser CV, prétentions, photos à :
Monsieur le Directeur du Personnel
Centre Hospitalier Régional de LILLE
2 avenue Oscar Lambret
59037 LILLE CEDEX




Première entreprise d'optique lunetterie française et leader de sa spécialité dans le monde de par la technicité et la qualité de ses produits, recherche

jeune ingénieur

(Dégagé des O.M.)

Il se verra confier la poursuite d'une étude dans le cadre du développement d'un nouveau produit en vue d'en assurer l'éventuel passage en fabrication.
Il lui sera demandé de faire preuve d'autonomie, de créativité et d'imagination tout en conservant un bon sens du concret et de l'organisation pratique.
La mission implique aussi bien des travaux en laboratoire que des contacts externes et internes à tous niveaux.
Une orientation chimie pourrait contituer une base intéressante.
Lieu de travail : St Maur (94)

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à ESSILOR - Service Affectations 57, av. de Condé 94100 ST MAUR ss no 66938

SOCIÉTÉ HAUTE-SAVOIE
SECTEUR MÉCANIQUE
recherche
pour l'un de ses départements
(création poste)

CHEF SERVICE MÉTHODES

Pour réussir, il faut avoir une formation d'ingénieur mécanicien (A.M. ou équivalent) et une expérience industrielle de quelques années dans la mécanique et la programmation de machines-outils à commande numérique.
Homme de terrain, bon animateur, le candidat sera chargé de l'étude, la préparation, le choix, la réalisation de l'ensemble des moyens nécessaires à la fabrication.
La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 11.032 à CONTESSE PUBLICITÉ, 74, rue Béchevelin, 69363 LYON Cedex 07 qui transmet.

IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

s'adressant à
une clientèle de revendeurs
offre des possibilités de carrière à de

JEUNES COMMERCIAUX

– si vous avez un niveau BTS, IUT et une attirance pour la vente, de préférence confirmés par un stage ou une première expérience, nous vous confierons, après un stage rémunéré alliant théorie et pratique, la responsabilité d'un district de vente (un à deux départements).

– nous vous offrons :
- Un statut cadre ;
- La prise en charge de tous les frais professionnels ;
- Un environnement humain, technique et commercial structuré et formateur ;

– districts à pourvoir :
- Mayenne - Maine-et-Loire ;
- Deux-Sèvres - Vendée ;
- Indre-et-Loire - Vienne ;
- Jura - Doubs - Territoire de Belfort ;
- Aisne - Somme ;
- Aisne - Oise ;

(résidence sur le secteur).

Veuillez adresser votre candidature avec C.V. et prétentions s/nº 260.197 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Dans le cadre du redéploiement
de la machine-Outil Française Lourde
BERTHIEZ SAINT-ETIENNE
recherche pour
son bureau d'études mécaniques

ingénieurs mécaniciens concepteurs

chargés dans un premier temps, de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION :
Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens.

EXPERIENCE :
3 à 5 ans en bureau d'études de préférence dans un secteur proche de la machine-outil.

Adresser candidature avec C.V.
Service du Personnel
BERTHIEZ SAINT-ETIENNE
B.P. 119 - 42003 ST ETIENNE Cedex.

SOCIETE FRANÇAISE
ayant acquis une renommée internationale par la qualité de ses produits
recherche pour un de ses établissements industriels situé en proche banlieue Sud-Est (94)

Assistant(e) recrutement

de formation supérieure (Psycho ou équivalent), il (elle) devra pouvoir rapidement être opérationnel(le) dans des entretiens de pré-recrutement de personnels de diverses catégories (production, technique, etc...).

Sens du concret, qualités d'organisation personnelle et rigueur seront également indispensables dans le suivi administratif relatif au domaine concerné.

Envoyer C.V. man., photo et prét. sous réf. 66941 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LA MAYENNE, recherche

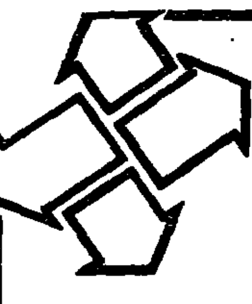
SPECIALISTE ETUDES-MARKETING

Expérience 5 ans dans une fonction analogue indispensable, quelque soit le secteur professionnel d'intervention.

Poste basé à LAVAL au sein du Département DEVELOPPEMENT.

Adresser C.V. + photo + prétentions à C.R.C.A.M. de la Mayenne, Direction du Personnel - Route de Nantes - B.P. 802. 53001 LAVAL CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



INGÉNIEURS COMMERCIAUX : JOUEZ LA CROISSANCE AVEC CONTROL DATA

Filiale d'un puissant groupe américain, CONTROL DATA FRANCE – 900 personnes, 800 M. de C.A. – poursuit une progression constante soutenue par des programmes d'innovation et de diversification permanents. Pour *maintenir cette croissance, nous recherchons des professionnels de la vente pour différentes branches de son activité.*

PÉTROLE GRANDS SYSTÈMES

De formation Grande Ecole Scientifique, vous avez acquis une première expérience de vente, de préférence en informatique, qui vous a permis d'acquérir une bonne connaissance du tissu industriel dans le domaine du pétrole.
Vous serez chargé de gérer une base installée et de promouvoir en France nos produits logiciels et nos matériels auprès des grands groupes industriels pétroliers.

Réf. MX 251

BANQUE GRANDS SYSTÈMES

De formation Grande Ecole Commerciale, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans de vente en informatique acquise de préférence en milieu bancaire où vous avez confirmé vos goûts pour les contacts à haut niveau.
Vous développerez en France la vente de nos grands systèmes Cyber auprès de grands groupes bancaires et financiers.
Ce poste devrait permettre à un candidat de valeur d'évoluer dans nos structures.

Réf. MX 261

ÉQUIPEMENTS COMPATIBLES IBM

De formation supérieure, vous connaissez l'environnement IBM gros ordinateurs et vous avez déjà acquis une première expérience de la vente en informatique qui a confirmé vos qualités relationnelles avec les décisionnaires de sociétés.
Vos qualités de négociateur et votre dynamisme vous permettront de commercialiser avec succès les équipements périphériques *compatibles IBM* dans les secteurs les *plus* variés.

Réf. MX 161

TRAITEMENT DE L'INFORMATION

De formation supérieure Grande Ecole Scientifique ou Commerciale, vous possédez de préférence une première expérience professionnelle dans le secteur bancaire et vous avez des dispositions pour les contacts à très haut niveau.
Vous développerez en France la vente de nos services Traitement de l'Information dans les secteurs bancaire et financier et gérerez une base installée.

Réf. MX 611

SUPPORTS A LA VENTE SERVICES TRAITEMENT DE L'INFORMATION

De formation supérieure Grande Ecole Scientifique ou de Gestion, votre expérience de 3 à 5 ans en audit informatique vous a permis d'acquérir de solides connaissances en informatique et en gestion.
Votre rôle consistera à assurer le support à la vente de nos services de *Traitement de l'Information en gestion et* l'assistance permanente auprès de notre clientèle.

Réf. MX 611-T

Pour tous ces postes, nous insistons sur le fait que la pratique de l'anglais est souhaitable.
Lieu de travail : MARNE-LA-VALLÉE.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste souhaité à CONTROL DATA FRANCE - Service Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.



Plan Champs

INTERELEC GROUPE MATRA

Leader mondial des systèmes automatiques ferroviaires

(Métro de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons et diversifions nos produits (doublement C.A. en 2 ans).

Dans cet environnement de haute technologie, nous recherchons un

Ingénieur électronicien pour diriger le Service PROTOTYPES

Vous avez 4 ou 5 ans d'expérience industrielle.
Vous avez besoin de réaliser : *pour que vos prototypes soient prêts dans les délais, il faut être adroit et dynamique.*
Vous êtes créatif : vous ferez des essais, *de la mise au point, pas du travail de routine.*
Vous voulez vous affirmer : vous aurez à diriger l'action de 15 personnes (techniciens de mise au point, maquettistes, mécaniciens...). Si vous avez les qualités de vos ambitions, cela se verra très vite dans ce poste-clef, au carrefour des ETUDES, des METHODES et de la PRODUCTION. Par son dynamisme et sa taille, INTERELEC vous assure diverses possibilités d'évolution. Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne.
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 1/IEP/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Ingénieurs électroniciens, H/F

chez le leader mondial du semi-conducteur

Vous aurez à promouvoir auprès de nos grands clients nos concepts VLSI : synthèse vocale, circuits de télématique, reseaux prediffusés, microprocesseurs...
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous êtes un spécialiste de haut niveau et vous avez des qualités de contact.
Nous vous confierons une mission d'assistance à notre clientèle : les aider dans le choix de nos produits, de nos concepts et *en assurer la mise en œuvre.* Beneficiant d'une large autonomie, vous déterminerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation de vos objectifs.
Vous êtes débutant avec une bonne connaissance des microprocesseurs ou vous avez 1 à 2 ans d'expérience en laboratoire ou SSCI sur microprocesseurs, logiciel ASSEMBLEUR, PASCAL.
Nous offrons une rémunération importante à des candidats de valeur. Postes basés à PARIS et à LYON.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0483/2 M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



Organisation et Publicité

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▶ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. CF

▶ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en **rappelant la référence du poste**, à LCT - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

SODETEG

Branche Ingénierie du Groupe THOMSON

– Assurer l'étude et l'analyse des contrats passés avec les clients ou les co-traitants de la Société pour la zone FRANCE,
– Apporter conseil et assistance au Service Achats/Marchés et aux Directions Régionales,
telle est la principale mission que nous voulons confier à un

Juriste

De formation supérieure, son expérience d'environ 5 ans acquise en Entreprise lui permettra de s'intégrer rapidement au sein de l'équipe existante.
Basé en proche banlieue Sud de Paris, il pourra être amené à effectuer des déplacements en province.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) sous réf. 50244 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Un très Important Groupe International spécialisé dans l'agro-alimentaire recherche pour l'une de ses sociétés (produits alimentaires de grande consommation)

responsable du service maintenance de son usine

(450 personnes)

Dirigeant 30 personnes dont cinq agents de maitrise, il a un rôle à la fois préventif et curatif : planning de maintenance, tableau de bord des interventions, réparations, gestion et contrôle des coûts engagés. Il est en contact étroit avec le service travaux neufs et les services de production ainsi qu'avec d'autres usines du Groupe en Europe.
Nous recherchons un candidat, âgé de 30 ans environ, ayant une expérience professionnelle de 3 à 7 ans, de formation ingénieur *généraliste* (ECP, ENSAM, IDN, ECL, INSA ... avec *formation IFFI* souhaitée). Il faut une capacité affirmée à diriger une équipe d'un haut niveau professionnel. L'anglais est nécessaire. Ce poste, basé dans l'Ouest de la France (à 3 heures de Paris), constitue une bonne introduction dans un Groupe prônant le développement de carrière.

Adresser C.V., *photo* et *rémunération actuelle* sous réf. 7LM/83 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA SOCIETE NOUVELLE LOGABAX
recherche pour sa Direction Industrielle (ARCUEIL)

Responsable ordonnancement

Ingénieur de formation, vous avez quelques années d'expérience de la fonction en milieu électronique ou informatique.
Votre mission sera d'assurer **l'ordonnancement/lancement** du *programme de fabrication en liaison étroite* avec nos ateliers et plateformes d'intégration ainsi que la **gestion des ordres commerciaux.**
Une bonne connaissance du matériel informatique est un atout supplémentaire.



Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 4013 à SOCIETE NOUVELLE LOGABAX, Direction du Personnel 79, avenue Aristide-Briand, 94115 ARCUEIL

IMPORTANTE MAISON D'EDITION
recrute pour son Service MARKETING

chargé(e) d'études statistiques

Sa mission sera de :
– superviser et de faire la synthèse des statistiques par produit et par *circuit en liaison* avec le Service Informatique.
– tenir les tableaux de bord.
– établir et assurer le suivi des prévisions de vente avec les services commerciaux et approvisionnement.
– *conduire des études ponctuelles.*

Nous *souhaitons* rencontrer un (e) jeune diplômé (e) I.U.T., rapide et méthodique ayant de préférence une *première expérience* des travaux statistiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et *rémunération* souhaitée sous réf. 66386 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour renforcer son **équipe informatique**

• Un chef de projet

Pour participer à la réalisation du plan informatique :
- développement et mise en œuvre d'applications conversationnelles dans un environnement DB/DC : IBM 4331, DL1, CICS,
- installation d'un réseau de minis.

Profil recherché :
- formation supérieure (école d'ingénieur option informatique) + 3 à 4 ans d'expérience ou DUT + 5 à 6 ans d'expérience réussie en analyse programmation d'applications de gestion,
- créativité, goût du travail en équipe, sens des responsabilités,
- connaissance de COBOL, DL1, CICS (des expériences en IBM DOS/VSE seraient appréciées).

référence 3.308 M

• Analystes programmeurs

Rattachés à un Chef de Projet, ils réalisent les applications de gestion et prennent part à la maintenance des chaînes existantes.

Profil :
- DUT + 2 à 3 ans d'expérience en programmation COBOL sur moyen ou gros système d'IBM,
- connaissance GAP II nécessaire,
- connaissances DL1 et CICS appréciées.

référence 3.309 M

• Pupitreurs

- DOS 2 ans minimum d'expérience,
- connaissance 4331 sous VSE ou IBM 370.

référence 3.310 M

Postes à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée), en précisant la référence, à **PUBLIPANEL**, 20, rue Richer, 75441 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

précision mécanique

labinal

7200 personnes - 20 Usines - C.A. 1,8 Milliard de F. recherche

pour une de ses filiales située en région parisienne

qui occupe une place de leader sur son marché et réalise plus de la moitié de son activité à l'exportation

UN JEUNE JURISTE

BILINGUE ANGLAIS FRANCAIS

De formation juridique supérieure alliée à une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du droit des affaires, et particulièrement dans celui des contrats *internationaux acquise au sein d'un Cabinet ou d'une Entreprise, pour lui* confier un poste de

SECRETAIRE GENERAL

recouvrant l'ensemble de la fonction juridique (application du droit des sociétés, gestion des brevets, négociation de contrats, gestion des assurances et du contentieux) ainsi que la fonction personnel pour un effectif de 200 personnes dont 150 cadres et techniciens.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions à PM LABINAL, Direction des Affaires Sociales, 5, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY.

Votre spécialité : prendre des risques pour les autres.

Cinq années d'expérience dans une **SOCIETE DE COURTAGE** ont fait de vous un spécialiste en matière de **RESPONSABILITE CIVILE** et de **RISQUES INDUSTRIELS.**

La trentaine, de formation supérieure (niveau licence minimum) juriste ou non, vous êtes passé maître dans l'art d'évaluer les risques de vos entreprises clientes (sociétés industrielles ou de services). L'anglais technique des assurances vous est familier. Vous êtes l'homme dont nous avons besoin.

En effet, le développement des activités de notre département international nous amène à créer un poste de **RESPONSABLE**

Avec une équipe de deux cadres, «techniciens» spécialisés dans leur branche et l'assistance d'une rédactrice, vous mettrez en œuvre des programmes d'assurance, assumant également un rôle de conseiller technique auprès de nos chargés de clientèle.

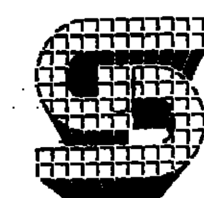
Notre appartenance à un réseau international, nos propres filiales à l'étranger, la qualité de nos services et le C.A. que nous réalisons nous classent parmi les tout premiers courtiers d'Europe.

Notre structure vous offre de grands moyens tout en préservant votre autonomie. En vous y intégrant, vous pourrez aisément donner la pleine mesure de vos compétences et ambitions.

Le Directeur du Personnel étudiera avec attention et discrétion votre candidature. Adressez-lui votre C.V. en précisant votre rémunération actuelle et souhaitée :

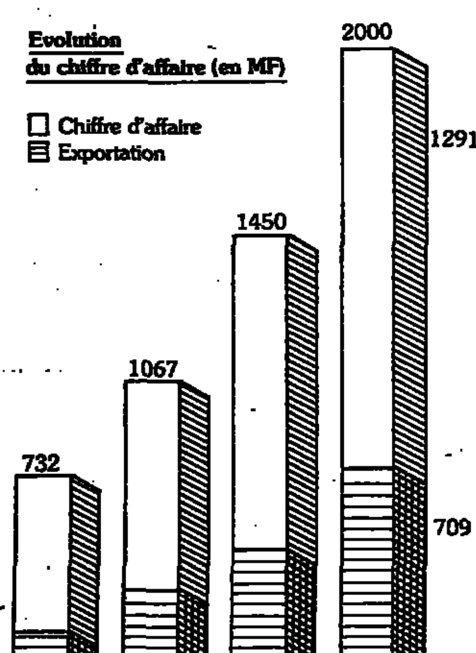
Gras Savoye

2, rue Ancelle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



Construisez votre avenir avec ceux qui le préparent

Il est un fait qu'on a tout à gagner à évoluer avec Hewlett-Packard. Une forte responsabilisation au sein d'équipes restreintes et les moyens d'un groupe puissant ont créé une dynamique d'évolution qui profite à tout le monde. **3ème exportateur français de matériel informatique** (Source MOCI) HP France emploie 2200 personnes, et a établi une unité de recherche et de fabrication à Grenoble. Partenaire de la vie économique française, nous lançons un **programme d'investissement de 300 Millions de Francs.** Hewlett-Packard ne commercialise que du matériel hautement performant à travers 24 bureaux de vente et de maintenance. Un mot d'ordre, l'évolution permanente: 5 % de la masse salariale est d'ailleurs consacrée **à la formation.**
Une technologie bien maîtrisée qui se traduit concrètement par une gamme complète allant de l'ordinateur personnel au méga-mini, et par la mise en place d'une véritable stratégie de réseau de productivité industrielle. Autant d'atouts qui nous permettent d'envisager l'avenir avec sérénité dans un contexte professionnel d'ouverture.



Ingénieurs commerciaux confirmés

Informaticiens, Electroniciens, Ecole de gestion

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais et souhaitez trouver un terrain favorable à votre épanouissement professionnel.
Après une formation technique et commerciale de 6 à 9 mois, vous serez en mesure de participer à la commercialisation de notre

Informatique scientifique ou de gestion

dans le cadre d'un de nos secteurs et bénéficierez de notre soutien logistique solide.
Vous aurez à analyser les besoins et proposer des solutions spécifiques à *nos clients auprès desquels vous jouerez un rôle de conseil.* Vous bénéficierez d'une rémunération attractive, et une voiture de fonction sera mise à votre disposition. Notre croissance sera le meilleur garant de votre évolution de carrière à Paris ou en Province.
Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo sous réf. 044 à Didier Gabin Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex.

QUAND LA PERFORMANCE SE JUGE AUX RESULTATS



HEWLETT PACKARD

média-system

Un jeune ingénieur R&D innovateur et pragmatique

Pour faire évoluer technologiquement nos produits et aider à maintenir notre position de leader dans le domaine du chauffage, c'est en *effet d'idées et de réalisme dont nous avons besoin. Voir la concrétisation industrielle*, ce que vous avez conçu, c'est une *joie* professionnelle que nous souhaitons pouvoir vous offrir.

3 000 personnes, filiale d'un puissant groupe français, nous abordons tous les types d'énergie (gaz, électricité, pompes à chaleur, solaire) et utilisons des techniques diversifiées : mécanique, thermo-dynamique, électronique, entre autres... Votre spécialité à vous, c'est l'électromécanique. Vous serez en charge de la partie «composants» des appareils : régulation, pompes, moteurs...En liaison permanente avec le bureau d'études, l'atelier protos, les usines et les fournisseurs extérieurs de matériel électrique et électronique, vous serez le garant de l'évolution des performances des composants. A l'ordre du jour, citons deux problèmes actuels à vous mettre sous la dent : économie d'énergie et progrès en acoustique. L'aspect «recherche» est indissociable de la phase «mise au point» que vous conduirez avec l'assistance d'une équipe de 3 DUT rodée et compétente.

Ingénieur électromécanicien diplômé (INSA, ENSI Grenoble, Nancy et Toulouse, ESIEE, UTC, SUDRIA...), vous êtes dans les premières années de votre carrière et prêt à vous investir dans un job où votre curiosité et votre dynamisme trouveront à s'exprimer. Par ailleurs, vos contacts avec les fournisseurs étrangers et la fréquentation des salons professionnels vous fourniront de nombreuses occasions de pratiquer votre anglais. Le poste est situé au siège, à Paris Est. Merci d'écrire sous référence 355 903M à notre conseil SIRCA qui nous assiste dans cette recherche.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Juriste d'entreprise

dans un groupe industriel français international

Déjà rodé(e) à l'Entreprise, si possible dans un contexte industriel, vous aspirez maintenant à rejoindre un Groupe qui vous permette de traiter les aspects les plus diversifiés de la fonction.

Nous sommes un Groupe industriel (7 000 personnes, 2 milliards de C.A.), basé à Paris, ouvert sur les marchés étrangers. Rattaché(e) au Secrétaire Général, vous aurez pour mission d'étudier et de préparer les négociations dans des secteurs aussi divers que : le Droit des contrats et des marchés (contrôle du respect des législations, établissement de protocoles, rédaction de contrats...), le Droit des Sociétés Commerciales, le Droit immobilier, le Droit international, en liaison avec les Cabinets extérieurs et les spécialistes du Groupe.

Vous aurez à développer, au fur et à mesure de votre connaissance de l'environnement, un rôle de conseil et d'assistance à l'intérieur de la Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 4/DJE/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

novatome

Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche

Jeunes Ingénieurs

ESE, ECP, ENSEEIHT, ENSTA, ENSAM...

Nous leur proposons de s'intégrer à nos équipes dans les domaines suivants:

ECHANGEURS DE CHALEUR, POMPES, CIRCUITS, ELECTROTECHNIQUE, MECANIQUE, METALLURGIE ET CALCUL DE STRUCTURE

Leur mission : mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents pour la conception et la réalisation des différents composants d'une chaudière nucléaire.

Ils bénéficient pour cela d'un environnement scientifique de tout premier plan et de nombreuses possibilités de formation complémentaire.

Les carrières sont évolutives au sein de la société (800 personnes)et de sa maison mère(5000 personnes).

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. À terme, des postes en Province ou à l'Étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

NOVATOME, aujourd'hui les techniques de demain.

média-system

ENTREPRISE DU SECTEUR TERTIAIRE

à une heure de Paris, a décidé l'élaboration d'un plan de redressement de l'informatique. Le système actuel très orienté vers le BATCH ne correspond ni aux nouveaux objectifs de la Direction Générale, ni aux besoins des utilisateurs.

LE RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

que nous recherchons aura pour mission :
- établir un nouveau plan à 5 ans ;
- le mettre en oeuvre.

Si ce CHALLENGE vous intéresse, nous vous prions de nous adresser votre candidature sous pli confidentiel (référence IB 10)

à COMELOG
9, rue Sainte Anne - 75001 PARIS

pmp

comelog

legrand®

Une valeur sûre pour de jeunes diplômés. Réussissez une carrière commerciale avec nous...

Leader européen de l'appareillage électrique d'installations, nous sommes placés sur un marché porteur, celui de l'équipement électrique domestique et industriel.
Notre chiffre d'affaires est en croissance régulière : 3 milliards de francs actuellement. dont 30% à l'étranger.
Nous offrons un métier passionnant à des jeunes diplômés (ESC. Universitaires, IUT. BTS, ...) débutants ou ayant une courte expérience commerciale, motivés pour la vente et l'action.
Vous serez formés à nos produits, nos techniques de vente et intégrés dans une équipe régionale sympathique.
Vous serez au contact permanent des professionnels de l'installation électrique et de la distribution. Nous vous confierons rapidement la responsabilité de votre secteur.

Nous avons plusieurs postes à pourvoir dans des villes universitaires. Vous êtes mobile géographiquement et disponible pour de fréquents déplacements, n'hésitez pas, adressez votre candidature, sous réf. 23 M 065, à notre conseil, CPA, 69 rue de Monceau 75008 Paris.

média-system

CPA

MEMBRE DE SYNTEC

BOUYGUES

sens de l'organisation et du conseil chez un jeune contrôleur de gestion

La fonction que nous souhaitons vous confier : organiser et contrôler la gestion de nos implantations Equipements en France et à l'étranger, en relation avec les Directions de nos différentes sociétés et avec les hommes du terrain.

Vous avez une formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent et une première expérience professionnelle de 2-3 ans. Vous aimez concevoir, mettre en œuvre, contrôler et travailler en équipe. Vous avez le sens des contacts humains. Vous êtes disponible pour des déplacements en province. Le développement de votre carrière est assuré dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature à Danièle PETIT - BOUYGUES - Service du Personnel
B.P. 204 92142 CLAMART CEDEX

Organisation et Publicité

RODIER

recherche

attaché de direction export

sous l'autorité du Directeur de l'Exportation il sera chargé :
- de la prospection commerciale dans plusieurs Pays Méditerranéens.
- de l'animation et de la coordination de filiales en Europe.

DIPLOME HEC, ESSEC, SUP DE CO

ayant une première expérience internationale dans la vente (si possible textiles ou produits de standing) le candidat retenu pourra dans une seconde étape **accéder à la Direction d'une Filiale à l'Étranger** ou encore **à la Direction du Département Licences.**

Merci d'adresser votre candidature à M. CHERMAT
sous référence 8544-M
11 boulevard de la Madeleine - 75001 Paris

INGENIEUR DE FORMATION NEGOCIATEUR DE VOCATION

Par la haute qualite technologique de nos produits, nous sommes les fournisseurs privilégiés des plus *importantes entreprises industrielles actuelles* (***aéronautique - nucléaire - automobile - armement - construction mécanique...***). Nos "representants" – tous ingenieurs – sont des negociateurs de haut niveau, capables d'apprehender des **applications industrielles avancées,** d'entreprendre, traiter et conclure des affaires importantes. Chargés d'un secteur géographique ou industriel, ils sont tres autonomes *dans la conduite de leurs affaires* – ***rendant compte à la Direction Générale*** – *et sont rémunérés* en partie à la commission. Ils sont assistes fonctionnellement – au plan technique et administratif – par les services internes du siege et des usines.

Le candidat recherche est ingenieur (de formation mecanique de preference) et possède une expérience des secteurs industriels concernes. Il est fortement motive par une activite commerciale exigeant d'incontestables qualités de negociateur et permettant un niveau de rémuneration eleve (**250 à 350.000 francs annuels**). Une grande autonomie convient a son tempérament. Le poste est basé a **Paris.**

Merci d'envoyer votre dossier complet (en precisant un numero de telephone) a HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS - Ref. 75464 LM, qui nous le transmettra. Nous le traiterons de façon rigoureusement confidentielle.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche

POUR SON SIÈGE SOCIAL A PARIS

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Intéressé par les questions économiques, dépend directement du Directeur du développement auquel il apporte l'information synthétique nécessaire à l'exploration des futures activités.

En relation avec les centres de documentations et recherches des filiales, il *recueille, classe,* diffuse l'information technique et économique appropriée au développement du groupe.

Ceci implique un sens développé des contacts.

Le candidat doit justifier d'une formation supérieure en biologie (*ingénieur* ou équivalent) et d'une spécialisation en technique de documentation.

Préférence sera donnée à candidat possédant expérience en biologie végétale et documentation informatisée.

Anglais courant exigé, allemand souhaité, poste ultérieurement transféré en proche Banlieue parisienne.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo + prétentions à ORLET, sous le nº 201.056, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 *NEUILLY-SUR-SEINE*, discrétion assurée.



TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU

***Nous** sommes en pleine expansion* C.A. – 48% prévu cette annee en France.
+ 35% dans le monde

Nous axons notre développement sur la commercialisation de systemes sophistiqués de Traitement de Texte, *mais aussi* d'ensembles importants d'Informatique de Gestion.

Nous recherchons pour la realisation de nos objectifs ambitieux

7 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

auxquels sera confiee, sur la Région Parisienne, la responsabilite de la vente de l'ensemble de nos produits, *dans une perspective essentiellement Grands Comptes.*

***Nous** proposons :*
- *Un materiel ultra competitif.*
- Une formation complementaire
- Un salaire parmi les plus élevés *de la profession.*

Merci d'envoyer votre C V avec lettre manuscrite et pretentions a V LAURENT Directeur des Relations Humaines
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour sa **Direction Comptable,**

Deux titulaires du DECS ou diplôme équivalent

Les deux postes, à pourvoir à **Paris**, sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur tant dans le domaine de la comptabilité générale que *dans celui du contrôle budgétaire.*
Il sera exigé d'un des deux titulaires une expérience *confirmée d'au moins* 5 ans dans le domaine comptabilité générale.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous **référence 3.307 M à PUBLIPANEL** 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 09, *qui transmettra.*



Le groupe SLIGOS met en œuvre les technologies les plus récentes et son dynamisme lui permet d'investir dans les créneaux de son plan stratégique : Monétique, Télématique, Bureautique...

La DIVISION CONSEIL et REALISATION

représentant un très large potentiel d'affaires, offre un champ d'investigation et de développement permanent aux candidats de valeur, notamment dans les trois postes suivants :

Ingénieurs conseils

- pour intervenir dans des opérations d'audit, des études préalables, des choix d'équipements.
- ils progresseront dans l'étendue de leurs compétences en étant entourés le cas échéant d'experts en techniques avancées.
- ils pourront évoluer aussi vers le conseil de haut niveau notamment par leurs interventions de planification informatique.
- La connaissance de la méthode RACINES serait appréciée.

Réf. DSP 83-12

Ingénieurs principaux

- intéressés par le développement des méthodes d'analyse et de conception de systèmes.
- pour intervenir en soutien. méthodologique d'équipes de réalisations.
- concevoir et animer des séminaires méthodologiques.
- participer à la conception d'outils logiciels d'aide à l'analyse, la conception et la réalisation de systèmes d'informations.
- La connaissance de la méthode MERISE serait appréciée.

Réf. DSP 83-13

Ingénieurs d'étude et de réalisation

- ayant 1 ou 2 ans d'expérience d'APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES.
- leurs missions seront de s'intégrer dans des équipes à taille humaine réalisant des applications temps réel puis de les animer.
- expérience SGBD, moniteurs TP, gestion de production, Mini 6, SOLAR appréciée.

Réf. DSP 83-14

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence choisie à M.J. COUPPEZ
SLIGOS 26, rue des Pavillons, 92807 PUTEAUX

PUBLIVAL

Jeune et international, notre numéro deux financier

C'est un poste que nous créons ; il est donc à bâtir. Sous l'impulsion d'une direction très active, notre groupe est en train d'acquérir une vigueur nouvelle. Et de consolider dans son secteur agro-industriel la position éminente qu'il a déjà (CA 2 milliards de F). Notre caractère international (11 usines dans 7 pays), notre intégration poussée *qui rend l'ensemble très solidaire de chaque partie donnent aux problèmes financiers* une importance primordiale. Nous voulons les mieux maîtriser.

En tandem étroit avec le responsable financier, vous serez chargé(e) de la consolidation des flux francs et devises, du contrôle des procédures financières (il y a de quoi faire) et de l'établissement des tableaux de bord financiers du groupe. Il nous faut aussi mieux maîtriser l'information financière pour la mettre sans délai à la disposition des commerciaux. Autant de tâches au niveau de la holding, mais, vous pourrez aussi être chargé(e) de missions dans nos filiales (votre anglais doit donc être opérationnel).

Nous voulons intégrer un(e) jeune diplômé(e) orientation finance ou gestion (grande école ou université) avec une première expérience, même courte, par exemple dans une société d'échanges internationale ou de trésorerie devises en banque. Qui soit vraiment disponible pour des missions à l'étranger ou, pourquoi pas, pour une affectation demain en filiale. Le poste est basé à Meulan (78), à courte portée des résidences agréables de la banlieue ouest de Paris. Nous avons demandé aux consultants de SIRCA de nous aider dans cette recherche. En leur écrivant sous référence 442 902M, précisez leur votre rémunération actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer les postes d'

Ingénieurs logiciels confirmés

Ils vont travailler sur les logiciels de télécommunications de nos terminaux multi-fonctions et bancaires, dans les domaines :

- architecture de réseaux
- installation et suivi logiciel de produit de distribution bancaire connecté à des sites centraux.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs ayant 2 à 3 ans d'expérience en *mini* ou micro-informatique langage assembleur et aiment travailler en équipe.
Lieu de travail : région parisienne (accès direct RER).

Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 4408 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

*annonce parlée**

Société internationale offshore 800 personnes - 1,3 milliards de CA

COFLEXIP

Gestionnaire de contrats

Ingénierie Offshore

Intégré à la direction des projets il sera directement responsable de l'ensemble des négociations et des questions financières et contractuelles liées à un ou plusieurs projets.

Homme de négociation et rapidement autonome il devra obligatoirement posséder un sérieux bagage technique (niveau ingénieur) et avoir acquis des qualités évidentes de gestionnaire. Une première expérience de quelques années de la gestion de contrats ou de projets dans le milieu industriel, offshore de préférence, est indispensable.

Ce poste implique de fréquents déplacements à l'étranger et une parfaite maîtrise de l'anglais.

**Pour informations complémentaires et prise de rendez-vous immédiate appelez le 763.11.15 aux heures de bureau, réf 1328.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

OSNOR

UN GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche :

Pour l'une de ses plus importantes unités de production située proche banlieue Ouest, un

ORGANISATEUR INFORMATICIEN CONFIRME

REF. 309 M

Responsable d'une équipe d'organisateurs et d'informaticiens et rattaché directement au Directeur de l'organisation et de l'informatique (service de 100 personnes), il sera chargé de différentes missions : étude des systèmes existants (dans les domaines de la production, de la gestion administrative, des stocks...) ; élaboration de solutions nouvelles *dont il assurera la mise en place et le suivi ; conduite* d'actions d'organisation au niveau de la production et en relation avec le siège ; supervision de toutes les réalisations en cours...

Pour l'une de ses unités de production située à 120 kms à l'Ouest de Paris, un

ORGANISATEUR CONFIRME

REF. 307 M

Responsable d'une équipe d'organisateurs et d'informaticiens et rattaché directement au directeur de l'organisation et de l'informatique, il sera chargé de mener à bien des projets depuis l'étude du problème jusqu'à sa réalisation, sa mise en place et son suivi.
Ces projets peuvent être variés : gestion de produc*tion, études spécifiques ponctuelles ou de longue* durée : organisation de la production à l'intérieur d'un atelier, analyse des flux physiques à l'intérieur du groupe...

Vous avez une formation supérieure scientifique (éventuellement commerciale pour la référence 307) et justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans l'organisation et l'informatique en milieu industriel. Vous souhaitez intégrer un Groupe dont la dimension permet les évolutions de carrière les plus diversifiées sur le plan national et international.

Ecrivez en précisant la référence choisie à A.L. CONSEIL 102 Bld Malesherbes - 75017 - PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

THOMSON

La direction du contrôle interne intervient, à partir de Paris, sur l'ensemble des unités du groupe en France et à l'étranger. Pour renforcer son équipe, elle cherche

deux auditeurs confirmés

Vous intervenez dans l'analyse des procédures et des systèmes des différentes fonctions de l'entreprise, l'audit classique des comptes de fin d'année et des audits plus spécifiques.

Agé de 30 ans au moins, vous avez une formation initiale supérieure HEC, ESSEC, Sup. de Co (mais un ingénieur ECP, ESE, s'étant tourné vers l'audit est le bienvenu), complétée par le DECS; ou bien vous êtes expert-comptable et souhaitez aujourd'hui continuer et amplifier votre carrière dans la fonction audit.

Des déplacements assez fréquents sont prévus. L'activité internationale et les implantations de notre groupe vous imposent de maîtriser au moins l'anglais ou l'allemand. L'espagnol est apprécié.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4332 LM) à « Carrières Gestion Finances ».



AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION

un chef de projet prêt à décoller.

La division après-vente des avions civils suit de Vélizy un parc de 760 avions civils vendus dans 45 pays et a su tisser en quinze ans la toile de ses applications de gestion. Son service informatique s'appuie sur de gros centres équipés de 3032 et 3033/MVS qui supportent les DB/IMS couplés à des IBM 34.

Vous les rejoignez et assumez la responsabilité des traitements portant sur le suivi des avions, les bases de données clients/fournisseurs et la documentation technique, ce qui impose de fréquents déplacements en France et plus rarement aux USA.

Vous êtes ingénieur de grande école, avez acquis en 5 ans ou plus, dans l'industrie, une solide pratique du PL 1 sur gros système IBM et d'un SGBD, de préférence IMS et fait montre de votre talent de négociateur avec des utilisateurs exigeants; enfin, votre anglais est « fluent ».

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4331 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

MID

Stratégie - Diversification

Société de conseil en stratégie,
en forte expansion
(+40% par an)

- Travaillant à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises moyennes performantes.
- Intégrant dans sa démarche conceptuelle les caractéristiques du secteur étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Assistant ses clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie.
- Ayant la volonté de devenir l'un des leaders de son marché.

recherche des

CONSULTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur
(type grandes écoles commerciales ou scientifiques françaises)

— Possédant, de préférence, également un MBA Américain ou Européen.
— Ayant une expérience professionnelle réussie (même brève).
— Dominant au moins une langue étrangère (Anglais, Allemand, Italien, Espagnol).
— Dotés de rigueur analytique et de pouvoir de communication.
— Disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.

Ecrire à MID
1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc.

SOPAD Nestlé

HEC, INA, ARTS ET M.

attirés par

MARKETING, PRODUCTION, ENGINEERING

recherche de **JEUNES DIPLOMÉS**

Afin de vous préparer à l'exercice de vos prochaines responsabilités opérationnelles, nous vous offrons de commencer par acquérir une bonne connaissance de l'entreprise et de vos futurs interlocuteurs au sein de notre service **d'AUDIT INTERNE.**

Les missions de contrôle et de conseil que vous conduirez dans nos différents établissements vous donneront l'occasion de diversifier vos compétences pour en faire le tremplin de votre avenir.

A bref délai, vous vous verrez ensuite confier des responsabilités opérationnelles selon votre spécialité. Nous attendrons alors de vous que vous mettiez en œuvre vos capacités à décider, réaliser, animer.

Ecrire avec C.V. à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

NIELSEN
Pratiquez le marketing dynamique

Nous sommes le premier organisme français d'Étude de Marché (650 personnes). Notre compétence, nos méthodes ainsi que la mise en place de *produits nouveaux liés à des technologies* nouvelles nous amènent à renforcer nos équipes.

Nous recherchons plusieurs hommes ou femmes *capables d'atteindre avec nous ces objectifs* et leur proposons des postes de **Conseil en Marketing.**

Un diplôme d'une Grande École Commerciale complété par une première expérience dans le domaine du marketing grande consommation ou *dans la distribution sera un atout.* Nous nous attacherons aux qualités humaines: goût du conseil, disponibilités aux problèmes *des interlocuteurs,* autonomie, sens de l'initiative et dynamique dans le service auprès des interlocuteurs comme dans la recherche de nouveaux clients.

Au sein d'une équipe jeune, ils seront responsables de leurs clients. Ils prendront en charge l'exploitation d'études de marché-Panels de distributeurs, Études AD-HOC.

Ils analyseront les résultats, présenteront des re*commandations, définiront* des études spécifiques et négocieront les budgets.

Nous assurons une importante *formation* complémentaire et pluridisciplinaire pour leur permettre de réussir.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

HAVAS CONTACT

Les candidatures sont à adresser accompagnées d'une photo à Monsieur PILLOY
A.C. NIELSEN Company
28 boulevard de Grenelle 75015 PARIS





Plus qu'un exemple, une spécialité rare...

Il existait déjà peu d'exemples de SSCI qui avaient choisi le créneau de l'Informatique Industrielle et des Automatismes.
Certains avaient mis au point des éléments de méthodes s'appliquant à des éléments de projets. Plus qu'une méthode, Ordina a donné naissance à une véritable METHODOLOGIE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'INFORMATIQUE DE COMMANDE DES SYSTEMES DE PRODUCTION (M.A.C.A.O.).
Cet apport, les entreprises l'ont reconnu et l'adoptent de plus en plus ; et le corollaire évident à cela est notre besoin de recruter des ***INGENIEURS DIPLOMES* GRANDES ECOLES ou UNIVERSITES.** Des hommes qui réaliseront les solutions qu'ils proposeront à d'autres hommes, aussi bien en production de logiciels que dans la *réalisation de systèmes automatisés, et cela au sein d'une petite équipe.*
Parce que pour nous la RECHERCHE APPLIQUEE est un souci constant, les projets de haute technicité que nous développons seront pour vous des perspectives on ne peut plus réalistes... ainsi qu'une autre façon de redécouvrir le conseil d'entreprise.
Eric BOUDON prendra tout le temps pour vous parler de votre avenir au sein de notre société, contactez-le.

Le langage qui s'impose *10, rue Auber 75009 PARIS 742.74.07*

Artisan expert novateur

Le généraliste que vous êtes a acquis une double formation : HEC + MBA, Centrale + ISA, Archi + INSEAD, Sciences Po + Socio... la liste n'est pas limitative. Des alliances insolites reflètent souvent la richesse d'une personnalité. C'est à vous que nous nous adressons aujourd'hui si vous avez une première expérience (1 à 4 ans) en entreprise ou en cabinet, dans le conseil en organisation, gestion, stratégie.

Vous viendrez renforcer les structures d'un département situé au sein d'une *organisation professionnelle de premier plan* qui regroupe un millier d'entreprises travaillant sur les problèmes d'urbanisme et d'habitat. Vos missions seront très diversifiées : structures, procédures, comptabilité analytique, tableaux de bord, trésorerie, etc... *Un impératif commun :* on attend de vos interventions une valeur ajoutée incontestable, des améliorations concrètes, des résultats visibles. Vous devrez identifier le problème, le résoudre, piloter la mise en place des actions définies, *en suivre les retombées. Vous contribuerez aux recherches* méthodologiques et passerez environ 30 % de votre temps en formation personnelle, réflexions, échanges avec vos pairs.

A vous d'écrire sous référence 885 901M aux consultants du cabinet SIRCA qui sont en charge de cette recherche. *Merci de leur préciser* votre rémunération actuelle. Ils vous décriront l'environnement du poste et étudieront avec vous vos chances d'intégration. Vous serez basé à Paris et devrez prévoir des déplacements en province de l'ordre *du tiers de votre temps.*



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Ingénieur ECP, AM, ENSI...

Débutant ou 1re exp. industrielle

Le **CETIM**, chargé de promouvoir le progrès des techniques dans l'industrie mécanique vous propose de rejoindre son département « **Dynamique des machines** ».

Intégré au sein d'une équipe jeune, dynamique et professionnelle, votre mission sera de **résoudre les problèmes rencontrés dans l'industrie mécanique concernant le comportement dynamique des machines :** moteurs Diesel, compresseurs alternatifs, pompes centrifuges...

Vous aurez donc à mettre en œuvre des formulations théoriques, des expérimentations sur site et en laboratoire et des programmes de calcul.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste est basé à **SENLIS** dans l'Oise (service de cars vers Paris).

Si vous êtes **disponible et capable de travailler en toute autonomie,** *si vous avez le goût de la **recherche** allié à un sens aigu du **concret**,* vous possédez tous les atouts pour réussir dans ce métier passionnant et varié *(possibilité d'évolution rapide vers la prise de responsabilité technique et financière d'une fraction importante de l'activité de l'équipe).*



Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à **CETIM**
Service du Personnel
52, avenue Félix-Louat
60304 SENLIS CEDEX



MEDIA PA

Ingénieur technico-commercial

CECA S.A. exerce son activité dans *le* domaine de *la* **Chimie** de **Spécialités.** Représentée dans 75 pays, elle a réalisé en 82 **plus de 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.** Ses produits aux applications très diverses s'adressent à des secteurs industriels variés.

Elle recherche **un Ingénieur Technico-Commercial.** *Il sera chargé* **de promouvoir la vente à l'étranger** de ses produits de traitement de surface dont elle détient 48 % du marché international.

Ingénieur-Chimiste, il possèdera environ **5 ans d'expérience** dans ce domaine et aura une parfaite maîtrise *de la* ***langue anglaise.***

De **fréquents déplacements dans le monde entier** sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à **CECA S.A.** - 11, avenue Morane Saulnier - *78140 VELIZY.*



MEDIA PA

UNILOG

Groupe Indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique

- 8 Sociétés - 400 ingénieurs -

s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

UNILOG recrute en permanence des

ingénieurs débutants

Grandes Écoles ou 3e cycle d'études supérieures scientifiques

Ils suivent dès leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme *l'une des plus solides du secteur.*
Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les clients du Groupe, *acquérant ainsi des compétences et un sens des* responsabilités les préparant à des postes de haut niveau.
Les prochaines sessions de formation débuteront **les 30 mai et 18 juillet 83.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 75993 à
UNILOG, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris -
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 500 personnes, recherche pour renforcer son département *recherches chimiques :*

2 TECHNICIENS CHIMISTES *HF*

- formation BTS ou équivalent,
- expérience souhaitée en synthèse organique,
- possibilité d'évolution.

Rémunération annuelle brute : 115.000 F

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo, sous *réf.* ID 110483, à :

guerbet s.a.
BP N°15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex

ORGANISME du secteur RECHERCHE et MEDECINE cherche

RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA PRESSE ET LE PARLEMENT

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 255 à RSCG CARRIERES 48, Rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Nous vous assurons la plus grande discrétion.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



LEADER SUR LE MARCHÉ DE LA MAISON INDIVIDUELLE

nous recherchons pour notre secteur

INNOVATION ET PRODUITS NOUVEAUX

UN RESPONSABLE DE PROJET

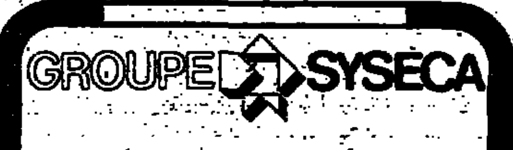
Parce que nous construisons plus de 10.000 maisons par an, nous avons l'obligation d'innover, d'être un partenaire actif des mutations techniques, de participer aux grandes évolutions du cadre de vie.

Le responsable de projet aura pour mission de :

- Discerner l'innovation stratégique ;
- Piloter son étude et sa mise au point ;
- L'intégrer dans un processus de production et une politique commerciale.

Nous souhaitons confier cette tâche à un jeune ingénieur bâtiment (ou mieux ingénieur-architecte) avec une première expérience professionnelle, sa formation devant lui permettre de maîtriser les sciences du bâtiment et les processus industriels. Capable d'appréhender le problème de l'habitat, des évolutions sociales et architecturales, il possède un esprit ouvert, de la perspicacité, une grande rigueur, de l'aisance dans les contacts, de la ténacité et a envie de « se faire les dents » sur des dossiers passionnants... mais difficiles.

Adressez-nous C.V., lettre manuscrite, photo récente, prétentions à Service Recrutement Groupe, Maisons Phénix, 5-7, avenue Percier, 75008 PARIS.
Réf. nº 2836 M.



SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(630 personnes, C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTÈMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Charles of the Ritz

Parfums YVES SAINT LAURENT

Entreprise à forte croissance (C.A. 100 MF en 1976, 900 MF en 1983, avec 10 % de rentabilité nette), nous pratiquons une gestion dynamique et toujours plus affinée, s'appuyant sur des outils de prévision et de contrôle rigoureux.
Notre souci de développement permanent nous conduit à renforcer nos structures et à rechercher :

UN CONTROLEUR DE GESTION CONFIRME

réf. 921 M

Rattaché au Responsable Comptabilité Gestion de notre usine proche de Compiègne, il participe à l'élaboration de tous plans, budgets, projections, reporting mensuel, concernant cette unité de production et de distribution ; il signale les écarts, assiste et conseille au mieux chacun de nos responsables de département.
Ce poste convient à un diplômé d'enseignement supérieur très à l'aise en anglais, ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans de ce type de fonction, de *préférence au sein d'une entreprise anglo-saxonne.*

UN JEUNE DIPLOME EN GESTION

réf. 922 M

Rattaché au Responsable du Service Contrôle de Gestion du siège, il intègre une équipe de 4 personnes. Nous souhaitons rencontrer un jeune à fort potentiel de formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de CO, Ecole de Gestion, pour lui confier d'emblée des responsabilités : suivi de tableaux de bord, d'activité de nos marchés France et Export, réalisation d'études de rentabilité...
La connaissance de l'anglais ainsi qu'une première approche, au cours de stages, des traitements financiers et comptables assistés par l'informatique seront appréciées. Son évolution de carrière sera étroitement liée à l'ouverture d'esprit et aux qualités relationnelles dont il pourra faire preuve.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions sous la réf. choisie au Service Recrutement 28/34, Bd du Parc 92521 NEUILLY SUR SEINE.

Directeur Production

CENTRALE, A.M., ... 230.000 +

Produits métallurgiques de haute technicité : notre société, filiale d'un important groupe français, fabrique et commercialise des produits destinés à un marché en pleine expansion. Nous avons réussi notre reconversion, doublé notre C.A en 4 ans (250 M.), notre personnel est compétent et adaptable, nos deux usines très bien équipées, notre laboratoire à la pointe de la recherche. Le Directeur de production que nous recherchons pour notre établissement le plus important -450 personnes-dépendra du Directeur d'Usine et sera membre du Comité de Direction de l'entreprise. Responsable de *l'animation et de la gestion des ateliers de fabrication, il en optimisera* les performances. Il favorisera l'adaptation permanente du personnel d'exécution aux nouvelles techniques par l'introduction d'un plan de formation échelonné sur plusieurs années. Il maintiendra par son action, son style, son dynamisme la cohésion et l'excellent climat existants. Ce poste sera confié à un ingénieur de 30 ans environ, ayant réussi une première expérience dans les services production, méthodes ou ordonnancement d'une grande entreprise. Le candidat de valeur que nous attendons verra s'ouvrir de réelles perspectives de carrière dans notre société ou dans notre groupe. Nous lui donnerons les moyens de réussir et le ferons bénéficier, s'il le désire, d'une formation de type CPA

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 304232 à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantit réponse et discrétion.



Responsable Technique

FUTUR CHEF UNITE PRODUCTION 160.000 +

Région Rhône-Alpes : dans le groupe de dimension internationale auquel nous appartenons, nous sommes connus pour la rigueur et la qualité de notre gestion 1800 personnes, 4 établissements, 1 milliard de F de C.A dont plus de 60% à l'export, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement aux applications industrielles et grand public. Nous proposons à un jeune ingénieur (Centrale, A M ...) âgé d'environ 28 ans, ayant acquis une *première expérience d'environ 3 ans, si possible dans un service* entretien, d'être pour quelques années (3 à 5 ans) le responsable des services techniques de notre usine principale Sous l'autorité hiérarchique du Directeur de Production, il dirigera une équipe d'une cinquantaine de personnes, conseillera les autres établissements dans leurs choix techniques, projettera les installations futures, favorisera l'adaptation du personnel aux nouvelles techniques, entretiendra l'état d'esprit favorisant les mutations technologiques que nous voulons entreprendre pour maintenir notre avance Les perspectives de carrière sont importantes pour un candidat d'envergure qui est assuré de trouver dans notre groupe les moyens de satisfaire ses ambitions

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 304234 à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantit réponse et discrétion.



Contrôleur de Gestion

PARIS

Produits de prestige. Ce groupe français de grande notoriété (C.A: 1 milliard de F.) fabrique des produits de prestige qu'il commercialise dans le monde entier. Il recherche son contrôleur de gestion. *Sous l'autorité hiérarchique du Directeur Financier il définira* les procédures de contrôle de gestion et de planification du groupe, veillera à leur application, assistera les filiales dans l'élaboration de leurs plans et programmes d'action, s'assurera de leur cohérence et procédera à leur consolidation, analysera et interprétera les écarts, proposera toutes améliorations, effectuera toutes études de projets, etc .. Il supervisera les travaux d'audit de l'ensemble des sociétés. Ce poste sera confié à un candidat de 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une première expérience d'au moins 3 ans dans un poste identique. Anglais indispensable. La *rémunération proposée, motivante, sera fonction* des compétences offertes

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 304233 à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantit réponse et discrétion.



Responsable Entrepôt

200.000 +

Distribution marques de prestige : notre société, une des plus réputées dans le domaine de la distribution de produits alimentaires de haut de gamme (1000 personnes, C.A 1 milliard de F) *recherche le responsable de son entrepôt (15 000 metres carres* environ). Outre la responsabilité opérationnelle de l'unite et de son matériel tres sophistiqué, notamment automates programmables pour la préparation de commandes, celui-ci animera un effectif de 130 personnes, encadrées par une maitrise dont il assurera la formation permanente. Enfin, il assumera un rôle primordial en matiere de gestion et d'organisation. Cette fonction essentielle sera confiée à un homme méthodique, mais aussi dynamique et ambitieux, de formation supérieure (type Ecole de Commerce) et bénéficiant d'une expérience réussie au cours de laquelle se seront exercées ses qualités de gestionnaire rigoureux, d'homme de terrain et d'animateur Le poste est situé à Paris Est

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf 304236 à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantit réponse et discrétion.



Message à un chef du service

PRODUCTION Fabrication

45 ans+ 220.000 F

Notre PMI de 75 personnes en banlieue Nord de Paris est équipée d'un parc de machines parmi les plus performantes qui nous permettent de vivre au 1/10e de micron et de fabriquer en petites ou très petites séries les meilleurs produits sur notre marché

les instruments de mesure

Nous souhaitons intégrer un ingénieur de très bon niveau pour prendre en charge l'organisation de la gestion de production, l'optimisation des coûts, l'ordonnancement et la fabrication.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, ingénieur mécanicien de *45 ans minimum, vous pouvez nous prouver votre réussite professionnelle* dans un secteur proche du nôtre et si vous pouvez nous apporter une expérience des méthodes modernes de gestion de production en petites séries et de conduite des hommes.

Merci d'adresser CV, lettre détaillée de motivation et niveau de salaire sous référence M/158/A à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Message à 3 jeunes

INGENIEURS ou SUP de CO

Vous souhaitez entrer dans une importante société française de

transports publics

Pendant les deux premières années, adjoint d'un Chef de Centre, vous recevrez une formation spécifique. Ensuite, vous devez être capable de prendre vous-même la responsabilité d'un centre en Région Parisienne ou à Bourges.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez 30 ans environ, une formation supérieure (ingénieur ou SUP de CO), si votre premier job vous a convaincu que vous êtes un homme de terrain et de contact, motivé par la notion de service et mobile géographiquement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/227/J à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS

recherche

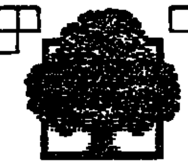
pour participer au développement des centres informatiques de ses unités de production décentralisées, des

ANALYSTES PROGRAMMEURS
INGENIEURS SYSTEME
INGENIEURS RESEAUX
INGENIEURS D'EXPLOITATION

Vous êtes de formation supérieure et avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'un de ces métiers.
Vous êtes prêts aujourd'hui à intégrer un grand groupe qui vous permettra d'accéder rapidement à des responsabilités plus larges dans des domaines très divers.
Vous envisagez positivement une étape de quelques années dans la région Ouest ou Nord de la France.

Ecrivez sous référence 312 M (à préciser sur l'enveloppe) à A.L. CONSEIL, 102 Bld Malesherbes - 75017 - PARIS qui transmettra et qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil



Cii Honeywell Bull

pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de ses futures gammes d'ordinateurs, recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du **logiciel de base** qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs...
Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits ; architecture, développement, maintenance, qualification.
Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : PARIS 20e / Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf 117 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle
(C.A. : +28% en 82) recherche pour sa
DIRECTION COMMERCIALE (PARIS SUD)
personnes dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans le domaine des
TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

1 ingénieur responsable du service ingéniérie

(Réf. 35 - 81)
Il sera chargé :
— au niveau de la proposition, de la partie infrastructure des projets de systèmes de transmission (faisceaux hertziens en particulier) et de son chiffrage en prix de revient, en liaison avec les sous-traitants et fournisseurs potentiels.
— *au niveau du contrat de la finalisation du projet technique, de la passation des contrats de sous-traitance* (en liaison avec le Service Achats) et du suivi technique de ces contrats.
Le candidat, position III, aura de bonnes connaissances en télécommunication et une formation complémentaire en gestion. *Il sera disponible pour des séjours de courte durée à l'étranger et possèdera une bonne maitrise de l'anglais* lu, écrit, parlé.

3 ingénieurs T.C. export

(Réf. 36 - 58)
Pour assurer de France, en relation avec les chefs de projets locaux, la coordination des contrats «clé en main» de systèmes de transmission à l'exportation.
Profil souhaité :
Electroniciens de formation avec connaissances en systèmes de transmission (faisceaux hertziens) et en gestion. Anglais indispensable pour deux de ces postes.

1 chef de projets export

(Réf. 34 - 00)
Responsable d'une zone géographique pour la vente de matériels de transmission et de faisceaux hertziens. Bonne maitrise de l'anglais *indispensable, espagnol* souhaité.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à
TRT 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON

NOUS VOUS PROPOSONS UN AVENIR AUJOURD'HUI.

SPI - SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE,
filiale de PECHINEY UGINE KUHLMANN

est, dans le domaine en pleine évolution des sociétés de service et de conseil en informatique, une référence de premier ordre.
Notre centre de traitement, exceptionnel par sa taille (équipé IBM - 3081 et 3033), l'importance de son réseau (plus de 1000 terminaux et 10.000 télex), la variété de ses applications, constituent un environnement à peu près unique.
SPI, *c'est aussi 300 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs.* Fidèles à leur entreprise, *ils vous proposent de les rejoindre aujourd'hui pour participer à leur succès* de demain.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPELEC, INP Grenoble - Toulouse

quelle qu'ait été votre formation en Grande Ecole, vous avez une place chez nous.
A l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives vous permettant d'envisager une carrière à votre dimension.



Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et savons apprécier la compétence : pour bâtir notre avenir et garantir notre succès, nous comptons sur vous.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations, en adressant votre candidature au Service des Affaires Sociales No1 - SPI - 98, bd Victor Hugo - 92115 CLICHY
PECHINEY UGINE KUHLMANN

Organisation et Publicité

---

contrôle budgétaire

Rigueur, qualités de synthèse et de rédaction vous permettront de réussir dans cette fonction. Vous serez en relation avec les différents services de l'entreprise. position stratégique pour apprécier les réelles perspectives d'évolution offertes par VAG France

Le poste que nous souhaitons vous confier au sein du département Budget et Analyses Financières, vous conduira à :
- participer à *l'élaboration des budgets.*
- préparer des informations nécessaires à l'établissement du rapport annuel et *réaliser les documents remis au conseil de* surveillance et à l'assemblée générale.
- effectuer des missions ponctuelles d'analyse de rentabilité des projets que VAG France se propose de mener à bien (Etudes préparatoires, élaboration du rapport de synthèse, formalisation de recommandations nécessaires à la prise de décision par la direction).

Ce poste nécessite un diplôme d'études supérieures comptables et financières, deux ans d'expérience, des bases en allemand et une bonne aisance dans l'utilisation de l'informatique qui constitue l'outil de travail privilégié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le titre du poste (CV, photo et prétentions) à la Direction *du Personnel et* des Relations Sociales. VAG France. BP 62. 02600 Villers-Cotterets.



V.A.G. France



média-system

SITA

SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES

opérant dans 150 pays
recherche

INGENIEUR ENSI, INSA, débutant

(option informatique)
Connaissance des protocoles de Communications
pour un poste de :
Contrôleur de Réseau de Télécommunications
au sein du groupe central de contrôle à Paris
(6 personnes) intégré au Département des Opérations.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. OC à :
SITA — Direction du Personnel
112 Avenue Charles de Gaulle — 92522 NEUILLY-SUR-SEINE

CHEF COMPTABLE

Paris Sud **F 140.000 +**

Une société française, filiale d'un groupe américain dans l'importation de produits pharmaceutiques, recherche un CHEF COMPTABLE.

Adjoint au Directeur Financier. Il est responsable, avec une équipe de quatre personnes, de la réalisation de toutes les opérations comptables et du reporting à l'aide de moyens informatiques, de l'analyse et de l'explication des écarts, de la paie, des déclarations sociales et fiscales, des formalités de dédouanement, du respect des procédures de contrôle interne.

Ce poste conviendra à un candidat de formation DECS ou équivalent, pratiquant l'anglais, intéressé par l'utilisation d'un système informatisé et la pratique des techniques anglo-saxonnes.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 21.520-M à CLA RECRUTEMENT 11, av. Delcassé 75008 Paris

CLA

LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

Ingénieur Informaticien

(Réf. T/1423/IA)

Développement de systèmes experts
Connaissances et première expérience en intelligence artificielle nécessaires.

Ingénieur Electronicien ou Informaticien

(Réf. T/1694/CAS)

(Deux ans d'expérience en conception de processeurs numériques).
Pour la conception, l'étude et le développement d'un calculateur à base de microprocesseurs en tranches.
Adresser lettre manuscrite et curriculum-vitae s/référence, au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.



CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ

L'Établissement Public d'Aménagement de
MELUN SENART
recherche son

responsable promotion/vente zones d'activités

192 000 F. +

Chef du service, il assume la responsabilité globale des opérations industrielles et commerciales jusqu'à leur montage juridique et financier.
De formation supérieure, il a si possible une expérience similaire d'environ 5 ans.
Mais ses qualités personnelles seront déterminantes pour un poste qui nécessite des contacts au plus haut niveau avec les milieux industriels et financiers, ainsi qu'avec les administrations.
Envoyer C.V. *et photo au Service du Personnel*
E.P.A.M.S.
La Grange la Prévôté - 77547 SAVIGNY LE TEMPLE Cédex.

Groupe de Sociétés de Services
(24 Sociétés - CA 950 M de F)
rattaché à une holding anglosaxonne, recherche l'

Adjoint du contrôleur financier

responsable de la trésorerie

Il assistera le Contrôleur Financier dans l'ensemble de ses fonctions. *Il sera chargé du suivi de la Trésorerie du Groupe, assurera les liaisons* avec les filiales, avec les banques (négociation des lignes de crédit, placements). Il réalisera les budgets prévisionnels de trésorerie.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation HEC, SUP de CO, Arts et Manufactures, *ESSEC*, Sciences PO, ou autre formation supérieure économique et financière, âgé d'au moins 27 ans, disposant de 3 à 4 ans d'expérience par exemple au sein d'un Cabinet d'audit international, ayant de bonnes connaissances en comptabilité française et anglosaxonne, et possédant la pratique des relations bancaires. Ce poste comporte une *très large délégation et la rémunération est très attractive.*
Adressez votre candidature sous référence n° 455RTr à ENTREPRENDRE 77 rue du Chateau 92103 BOULOGNE.

entreprendre
département de Selephor

Publival

Responsable système

Un Etablissement Public, situé au centre de Paris,
recherche un responsable système.
Ce poste s'adresse à un candidat ayant :
- un minimum de 2 ans d'ancienneté dans la fonction,
- *une connaissance approfondie du système GCOS 64,* des systèmes de télétraitement et de gestion de base de données (TDS et IDS II).

Il aura la responsabilité du système et de l'encadrement de l'équipe d'exploitation.
Matériel DPS 7 (CII-HB).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 5371 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL
recherche

INGENIEUR DES VENTES

Ce jeune technicien *commercial prendra la responsabilité d'un large secteur* (sud de la France), devra assurer les ventes de produits réfractaires destinés à des industries très variées telles que chimie, céramique, métallurgie...

Courte période de formation prévue région parisienne.

Critère de sélection basé en priorité, sur expérience réelle de vente de produits industriels si possible dans industries chimiques ou métallurgiques.

- Déplacements 4 à 5 jours par semaine.
- Anglais courant souhaité.
- *Possibilité voiture société.*

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
N. 2954 PUBLICITES REUNIES, 112 *Bd Voltaire* - 75011 Paris *qui tr.*

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

responsable de trésorerie HF

SONY® Au sein de la Direction financière de SONY FRANCE (C.A. : 923 millions de francs), le responsable du département Contrôle Financier souhaite recruter un nouveau collaborateur pour prendre en charge la trésorerie. Il lui confiera la gestion quotidienne de la trésorerie, la représentation de la société auprès des banques, la négociation et le contrôle des conditions, l'établissement des prévisions mensuelles et annuelles. De formation économique supérieure (E.S.C., Maîtrise de Gestion...), ce collaborateur possèdera de solides connaissances comptables (D.E.C.S. par exemple), et aura acquis une expérience de quelques années dans la trésorerie d'une société pratiquant la comptabilité anglo-saxonne. La capacité de dialoguer avec l'outil informatique et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 232.83 M à notre Conseil - 61, bd Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Chef de publicité,
votre compétence nous intéresse

Elargissez votre expérience dans le GROUPE DES BANQUES POPULAIRES à PARIS.

Au sein de notre Service Agence Publicité, Promotion , Relations Publiques, rejoignez une équipe de professionnels de la communication imaginatifs et passionnés par leur métier.
Rattaché directement au Chef du Service Agence et avec l'aide d'une assistante, vous avez la responsabilité de la conception et de la réalisation d'opérations de communication nationales ou régionales. Ces opérations concernent la publicité mais également la promotion et les relations publiques. Entrent dans le cadre de vos fonctions le choix et le suivi des relations avec les intervenants extérieurs spécialisés : créatifs, médias... Vos compétences et votre dynamisme vous permettront d'évoluer dans notre Service ou dans d'autres secteurs du Groupe.

Si vous avez au moins 5 ans d'expérience publicitaire acquise dans une agence ou chez un annonceur, écrivez, sous référence 5504/LM, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

CENTRE DE RECHERCHE
Banlieue Ouest
recrute pour son
CENTRE DE DOCUMENTATION
et d'ANALYSE DE l'INFORMATION

JEUNE SCIENTIFIQUE

2 à 3 ans d'expérience
CHERCHEUR
ou INGENIEUR DOCTEUR
ou DOCTEUR 3ème CYCLE
pour rédaction de rapports de synthèse sur des sujets de pointe.
Anglais obligatoire.
Allemand souhaité.
Toutes autres langues intéressantes.
Envoyer C.V. détaillé et photo s/réf. 66033
à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

CNEH

Ingénieur électronicien

Le Centre National de l'Equipement Hospitalier recrute, pour la division des technologies biomédicales, un ingénieur électronicien. Dans le cadre d'un département spécialisé, il sera plus particulièrement chargé de conduire des études impliquant des essais techniques dans des laboratoires et des expérimentations médicales en milieu hospitalier, dans le domaine des équipements de diagnostic (exploration fonctionnelle) et de réanimation. Ce poste intéresse un ingénieur diplômé d'une école d'électronique (ENST, ESE, ISEN...) de l'UTC (génie biomédical), ou un universitaire (3ème cycle minimum), ayant de préférence acquis une première expérience professionnelle sur un matériel de technologie évoluée (électronique, électromécanique). Lieu de travail : Saint Quentin en Yvelines. Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre dossier de candidature s/réf. 22076/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC   Publival

Important Groupe de Sociétés
D'ASSURANCES Européen
cherche pour sa filiale française Centre Paris

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Une expérience réussie en PRODUCTION ET COMMERCIALISATION D'ASSURANCES MARITIMES INTERNATIONALES acquise à un niveau élevé de responsabilité et de compétence, ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue anglaise sont les conditions indispensables que devra réunir le candidat.

Cette expérience pourra avoir été acquise dans une Compagnie ou dans un Important Cabinet de Courtage Maritime.

Expérience complémentaire en I.A.R.D. très appréciée mais non indispensable.

Ce poste peut offrir aux candidats une OPPORTUNITE DE TOUT PREMIER PLAN.

Le salaire élevé, sera en rapport avec les compétences et le niveau opérationnel..

Pour un premier contact, écrire avec C.V. et prét.
Madame D'ORNANT

FIDAL PARIS 18 bis rue de Villiers 92303 LEVALLOIS



LE CRÉDIT NATIONAL

Important organisme spécialisé dans
le FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS
recherche pour son Département des Prêts

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

possédant impérativement 5 à 10 années d'expérience industrielle et si possible une formation économique pour exercer la fonction de

CHARGÉS D'AFFAIRES

qui consiste à instruire sous leurs divers aspects: technique, économique et financier les demandes de PRÊTS A LONG TERME formulées par les entreprises.

Il leur est offert:
- un travail intéressant et formateur au sein d'une petite équipe;
- une rémunération et des perspectives de carrière attrayantes.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et CV avec photo au CRÉDIT NATIONAL
Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

MONOD FRANÇAISE DE BANQUE

un cadre d'exploitation

De niveau Université ou Enseignement Supérieur, disposant d'une bonne expérience commerciale (5 à 10 ans).
Connaissance du secteur hôtellerie/restauration souhaitée.
Lettre + Curric.-Vitae à M.F.B./Personnel
57, avenue Hoche, 75008 Paris.

P.R.B.

INGENIEUR D'AFFAIRES

PARIS

La filiale française de Tymshare Inc, mondialement connue par Tymnet, spécialisée dans la conception et la réalisation de réseaux privés cherche pour étendre ses activités sur le marché européen des ingénieurs d'affaires.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure (Telecom. Supelec...) ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans le domaine réseau, comme ingénieur d'études, chef de projet, ou technico-commercial parlant anglais. La connaissance d'une 3ème langue est un atout supplémentaire.

Votre objectif : être un négociateur de haut niveau, responsable de la gestion commerciale et technique des contrats, du développement de la clientèle.
Si vos aspirations rejoignent les nôtres, merci d'adresser votre candidature sous réf. 1317, à notre Conseil : Bernadette BLUZET.

INFORAMA carrières 7, rue Pasquier, 75008 Paris
Tél. (1) 742.14.40
LYON-LILLE-TOULOUSE

Assistant gestion de portefeuille

Importante société d'assurance étrangère, nous sommes solidement implantés en France depuis près d'un siècle. Notre développement nous conduit à créer un poste au sein de notre département financier, dans le service de gestion des valeurs mobilières.

En liaison avec le responsable du service, le jeune cadre que nous recherchons aura à contrôler et suivre les différents investissements (principalement des valeurs à revenu fixe), sous l'angle comptable et administratif. A terme, un élargissement de la fonction vers les études financières est envisageable.

Vous avez environ 26-28 ans, une formation supérieure comptable ou financière et une première expérience d'un poste similaire acquise de préférence dans une banque ou chez un investisseur institutionnel. Une habitude de dialogue avec l'Informatique serait un atout.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4474M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90   Membre de Syntec

SOURCES

SOCIETE D'INGENIERIE
250 Personnes
FILIALE DE LA SOCIETE NATIONALE
DES POUDRES ET EXPLOSIFS
recherche :

INGENIEUR DE PROJETS
(ENSAM - ENSI)

ayant 3 à 5 ans d'expérience dans les services généraux, pour concevoir et réaliser des installations de chaufferies industrielles, de distribution de vapeur et d'eau surchauffée ainsi que des installations de conditions d'air.

INGENIEURS DE PROJETS CONFIRMES
(ENSAM-ENSI-ENI)

pour assurer la conception et la réalisation
soit d'atelier de fabrication de type chimique
soit d'atelier de fabrication de type mécanique.

Expérience en ingénierie souhaitée.

Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS 12è.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo sous référence 66.220 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de sa Division
APPLICATIONS et SYSTEMES
recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ils participeront à la réalisation de projets «clés en mains» de commutation de messages, mettant en oeuvre des techniques de pointe notamment dans les domaines suivants :
- connexion de terminaux VIDEOTEX (MINITEL) et TELETEX
- systèmes à haut niveau de sécurité (reprise automatique, fichiers doublés, systèmes entièrement doublés)
- étude et résolution des problèmes liés à l'interfonctionnement de différents types de terminaux et de réseaux dans des commutateurs de messages.

Ces réalisations sont effectuées dans un contexte «Projet» (relations clientèle, suivi de la mise en exploitation et du fonctionnement des systèmes) permettant à un Ingénieur de suivre toutes les phases depuis les spécifications jusqu'à la montée en puissance et le réglage du système. Une évolution naturelle est possible ensuite vers des activités d'avant-vente (réponses à cahiers des charges, rédaction de propositions techniques), ou de Chefs de projets logiciels.

Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université ayant acquis une spécialisation en informatique, soit au cours de leurs études, soit au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 257 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

Johnson & Johnson

— Filiale française du leader mondial de l'hygiène-santé —80.000 personnes, 150 filiales dans le monde— nous recherchons notre

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Encadrant une équipe de deux personnes, il est chargé d'assurer l'élaboration des budgets et leur suivi, ainsi que différentes études financières à caractère marketing.

De formation Sup de Co, 3ème cycle de gestion ou équivalent, parfaitement bilingue anglais, il a exercé une première responsabilité de management dans le service financier d'une société anglo-saxonne.

Faculté de synthèse, sens de l'organisation, adaptabilité et sens du contact ; ce sont les qualités primordiales pour l'intégration d'un jeune cadre rapidement opérationnel.

Un bon potentiel lui permettra une évolution intéressante au sein du groupe. Ce poste sera basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à JOHNSON & JOHNSON - D.R.H.O. - 95, rue Alexandre Fourny - 94500 Champigny s/Marne.

Johnson & Johnson

BANQUE ÉTRANGÈRE
PARIS CHAMPS-ÉLYSÉES
recherche

CADRE COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou équivalent.
Capable assurer Comptabilité Générale.
Expérience bancaire. Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
RÉGIE PRESSE n° 039.329 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Produits industriels consommables

INGENIEUR COMMERCIAL

Futur Chef d'Agence

UGINE ACIERS, 2ème producteur mondial d'aciers inoxydables, réalise un CA de 3 milliards de francs réparti par moitié en France et à l'exportation. 18 Agences, implantées sur le territoire national, permettent une parfaite couverture du pays.

Pour préparer son encadrement commercial de demain, la Société crée un poste d'Ingénieur Commercial. Après une période de formation concrète aux produits il sera basé dans une Agence. Il y sera chargé, sur un secteur géographique, de développer les ventes auprès d'une clientèle industrielle diversifiée. La réussite à cette fonction, incluant naturellement la supervision du suivi administratif, conduira le titulaire du poste à prendre, dans un proche avenir, la responsabilité d'une Agence.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (commercial ou technique), débutant ou ayant une brève expérience de la vente.

Les possibilités de développement de carrière offertes nécessitent une parfaite mobilité géographique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 23477 S à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Produits de consommation durables :
gammes haute et moyenne

CHEF DE ZONE EXPORT

Europe de l'Ouest

Le développement de cette Société française, parmi les plus prestigieuses, passe principalement par l'augmentation de sa pénétration à l'étranger. Déjà plus du tiers du CA est réalisé hors de France

Rattaché au Directeur Export, ce Chef de Zone a pour mission de développer encore le volume des ventes existant dans les principaux pays dont il a la responsabilité (R.F.A., Autriche, Scandinavie, Suisse ...). En liaison étroite avec les agents locaux qu'il anime et contrôle, il s'assure que les politiques commerciales mises en oeuvre dans chaque pays s'intègrent à la stratégie globale. Dans un cadre budgétaire défini, il est responsable de ses résultats (qualitatifs et quantitatifs).

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Parfaitement trilingue (allemand, anglais, français), il justifie d'une première expérience (3/5 ans) dans la vente, à l'étranger, de produits de consommation de qualité.

La connaissance des pays considérés sera appréciée.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4023 DD à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Cadre commercial international éditions scientifiques

Société d'éditions scientifiques spécialisées, nous diffusons en France et à l'étranger des publications périodiques et des ouvrages techniques, par abonnements et au numéro.

Nous souhaitons intensifier notre action commerciale et nous créons un poste de cadre commercial.

Homme de marketing et de terrain, il aura à concevoir et mettre en place des actions promotionnelles adaptées à notre public spécifique et à en suivre les résultats : participation à des expositions, colloques et congrès, élaboration de documents publicitaires, optimisation du fichier-adresses, envoi de mailings, etc... Parallèlement, il visitera certains clients, notamment les librairies spécialisées et universitaires, en France et à l'étranger. Basé en banlieue sud de Paris, il sera prêt à se déplacer un tiers de son temps.

Une formation supérieure commerciale ou universitaire et une expérience marketing-vente de 3 à 5 ans, si possible dans l'univers scientifique, sont nécessaires. Un intérêt pour les questions scientifiques est indispensable. Anglais courant impératif.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B4744M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

LE CRÉDIT COOPÉRATIF,
BANQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE,

cherche pour renforcer son service formation (dans le cadre du développement de son réseau)

2 CHARGÉS DE FORMATION

ayant une expérience bancaire d'au moins 5 ans et une expérience en matière de formation, l'un devant être plus spécialisé en analyse financière, l'autre connaissant bien les techniques de banque.

Ils seront chargés, avec le responsable de service, de la conception et de la mise en place de stages, de leur animation, du suivi des stagiaires.

Il s'agit de postes pouvant déboucher sur une mutation de type promotionnel dans d'autres services du groupe dans un délai de 3 ans.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions
N.2953 - PUBLICITES REUNIES, 112 Bd Voltaire
75011 PARIS - qui transmettra.

SECTEUR BANCAIRE

JEUNES DIPLOMES

Grandes Ecoles de Gestion ou 3ème cycle de l'Université (option finance)

débutant dans la vie active ou après une courte expérience en entreprise (2 ans maxi.), vous pensez avoir le potentiel nécessaire pour accéder à des responsabilités de

DIRECTION D'AGENCE BANCAIRE.

Pour recevoir un **dossier d'information complet** sur cette offre, écrivez en précisant votre diplôme et son année d'obtention, sous réf. 12000 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SECTEUR TERTIAIRE
ENTREPRISE LEADER DANS SA BRANCHE
recherche le

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION DU PERSONNEL

PARIS

Pour renforcer son équipe, le service du personnel de cette entreprise crée le poste de Responsable du Département Administration du Personnel.

Il coordonnera les activités administratives classiques : paie, comptabilité, statistiques sociales. S'il en a les compétences, il participera à terme aux missions de recrutement, formation, gestion des carrières.

Le candidat retenu aura obligatoirement une formation "Administration du Personnel" (DUT minimum) et deux à cinq années d'expérience acquise dans un poste similaire.

Merci d'écrire sous réf. 306 M à A.L. CONSEIL 102 Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

IMPORTANTE SOCIETE - (CA 6 milliards de F.)
recherche pour son siège proche banlieue Ouest

responsable gestion trésorerie francs

ayant acquis de préférence dans une banque, une expérience *confirmée en matière de :*

- gestion des flux en valeur et vérification des décomptes bancaires
- placement des excédents de trésorerie, notamment en obligations
- négociation des conditions bancaires
- demandes de crédits à long ou à moyen terme.

Sans être nécessaire, une certaine pratique de la Trésorerie Internationale et des crédits à l'exportation constituerait un atout.

Adresser C.V. manuscrit, photo et téléphone sous référence 66.937
à CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FACEM DEVELOPPEMENT DEPARTEMENT VIDEOTEX

Nous recherchons UN

CONSULTANT VIDEOTEX

chargé :
- d'animer des journées et séminaires d'information sur le vidéotex et la micro-informatique,
- de prendre en charge la conception et le développement d'applications vidéotex pour les Entreprises et les Administrations.

Le candidat choisi aura acquis une solide expérience dans ce domaine. Il possèdera de très bonnes qualités de contact et de présentation, l'esprit marketing et des connaissances techniques à jour.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
FACEM DEVELOPPEMENT
72, rue Notre-Dame-des-Champs - 75006 PARIS

Nous sommes une des **premières entreprises françaises de B.T.P.** avec un C.A. de 5,5 milliards dont 40 % à l'étranger.

Nos activités sont très diversifiées : bâtiment, travaux publics, génie civil, assainissement, irrigations, *service de traitement des eaux et des résidus urbains...*

JEUNES INGENIEURS

(ETP - Hydrauliciens - Electro-mécaniciens)

JEUNES GESTIONNAIRES

(Sup de Co,...)

vous recherchez une *première expérience* professionnelle.

Nous vous proposons une formation pour vous familiariser avec nos techniques, nos méthodes, notre esprit d'entreprise, puis, très vite, des responsabilités importantes et autonomes dans un de nos centres opérationnels en France ou à l'étranger.

Seuls, de véritables futurs entrepreneurs nous intéressent...

Merci d'écrire en joignant C.V. détaillé s/réf. 344 M en précisant le poste choisi à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail — 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



UN RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE 150.000 F +

Société leader de sa branche, C.A. 1,2 milliard, 1.000 personnes, filiale d'un Groupe Européen, recherche un Responsable de la comptabilité générale.
Rattaché au Chef Comptable, il dirige, anime, forme une équipe de 10 personnes. Il est responsable des bilans mensuel et annuel.
Il supervise les déclarations fiscales et est l'interlocuteur des commissaires aux comptes. Intéressé par les problèmes d'organisation, il s'attache à rentabiliser l'outil informatique. Agé de 35 ans environ, excellent praticien de la Comptabilité Générale, il possède une formation supérieure, de type D.E.C.S. Souple, dynamique, il présente de réelles aptitudes pour l'encadrement.

Poste basé près du Pont de Neuilly

Belles perspectives de carrière dans le Groupe pour une personnalité de valeur.

Ecrire avec lettre manuscrite, photo, CV et salaire actuel à PROJETS PUBLICITÉ 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra, sous la référence 42.963. Discrétion assurée.

FABRICANT DE POMPES
recherche pour région PARIS

TECHNICO-COMMERCIAL

- formation Bac technique
- mission - conseil clients
- développement ventes

Envoyez C.V. sous N° 260.189 M.,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

recherché pour
MARCONI INSTRUMENTS (Autotest)

EXIGEONS :
Exp. vente haut niveau - Exp. animation et gestion d'une équipe - Ingénieur ou technicien sup. électronique - Anglais courant - Déplacements fréquents.

OFFRONS :
Autonomie - salaire attrayant et intéressement - voiture fonction - Promotion équipements techniques de pointe - Poste banlieue SUD.

Env. CV dét. et prétentions à ORGATEC Service M1 18, rue du fg du Temple, 75011 PARIS

NOUS SOMMES
une société spécialisée dans la fabrication de matériel électromécanique et électronique à hautes performances

Nous recherchons pour
NOTRE DIVISION ÉLECTROMÉCANIQUE

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour l'intégrer à notre équipe commerciale et participer à notre développement.

Le candidat retenu devra posséder :
- Une formation technique en électromécanique ;
- Avoir au minimum 5 années d'expérience commerciale dans un milieu industriel ;
- Parler l'anglais couramment ;
- Une bonne connaissance de l'allemand est, en outre, souhaitée.

Sous l'autorité du Directeur de la Division :
- Il prendra en charge l'activité export ;
- Il assumera la promotion des matériels industriels récemment développés ;
- Il détectera et exploitera de nouveaux créneaux dans le domaine industriel.

Ce poste est situé à Paris.
La rémunération est de l'ordre de 180.000 F.

Ecrire sous n° T 039.445 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE REVUE INDUSTRIELLE SPÉCIALISÉE
LEADER DANS SA BRANCHE

recherche

JOURNALISTE

ou

INGÉNIEUR

dans le domaine de la

MANUTENTION

STOCKAGE - TRANSPORTS - LOGISTIQUE

PROFIL IDÉAL :

Journaliste ayant une formation d'ingénieur et 2 à 3 ans d'expérience dans les techniques de distribution physique et leurs applications.

Ce poste peut également convenir à un ingénieur ou un technicien supérieur ou un homme de marketing ayant le goût et l'aptitude à communiquer par écrit.

Poste évolutif à pourvoir rapidement sur PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à

C.F.I.E Direction du Personnel
40, rue du Colisée
75381 Paris Cedex 08.

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ÉRIA - ÉCA AUTOMATION)

STÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant quelques années d'expérience,

Postes à pourvoir : développement de logiciel
avant vente
suivi d'affaires
conduite de projets

Domaines : télécommunications,
réseaux de données,
télématique,
microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2016 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

Publicités Mondes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE

recrute son

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

(25 personnes)

Ce poste, situé à PARIS,
est rattaché au Directeur Financier et nécessite :

- Une pratique de l'outil informatique permettant de faire évoluer les procédures existantes en étroite collaboration avec les responsables de l'informatique et du contrôle budgétaire ;
- Une formation expertise comptable : DECS + 1 certificat supérieur ;
- Une expérience réussie d'au moins 5 ans à un poste de responsabilité en entreprise.

Ecrire avec C.V. et prétentions
sous n° T 260.377 M à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

M.C. CONSEIL
AGENCE DE COMMUNICATION NON PUBLICITAIRE
(25 personnes, C.A. 10 millions de francs)

RENFORCE SON ÉQUIPE ET RECRUTE 4 PROFESSIONNELS

— 2 CHEFS DE GROUPE
- 3 ans d'expérience minimum à ce poste.
- Qualité de rédaction.
- Faculté d'analyse et de synthèse.
- Esprit commercial.
- Aptitude à manager une équipe.

— 2 ATTACHÉS(ES) DE PRESSE
Confirmés, 3 ans d'expérience minimum, qualité de contact et d'organisation.

Ecrire à M.C. CONSEIL, 49-51, rue d'Alleray, 75015 PARIS.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL EQUIPEMENTS AUTOMOBILES
3 IBM 4341 - CICS - DL1 - COBOL - ATL
recherche

un chef de projet Réf. 01
(PROVINCE : 70 km PARIS)
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou Maîtrise d'Informatique - Ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le développement d'applications marketing, gestion de production, distribution.

2 analystes-programmeurs Réf. 02
(REGION PARISIENNE)
Diplômé DUT ou MIAGE, avec 2 ans d'expérience dans la programmation COBOL pour des applications de gestion financière ou gestion de personnel.

un analyste-programmeur Réf. 03
A.P.L. (REGION PARISIENNE)
Diplômé DUT, ayant 1 à 2 ans d'expérience

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste souhaité sous no 66723 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche
POUR SES REVUES INDUSTRIELLES

CHEFS DE PUBLICITÉ

Débutants ou quelques années d'expérience

Intégrés à des équipes de ventes d'espaces publicitaires, ils pourront évoluer rapidement vers la fonction de CHEF DE PUBLICITÉ ADJOINT au sein de supports spécialisés.

- — Bonne présentation ;
- — Facilité de contact ;
- — Esprit d'équipe ;
- — Libre immédiatement.

La connaissance de l'industrie et de la publicité serait appréciée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à

C.F.I.E. Direction du Personnel 40, rue du Colisée 75381 Paris Cedex 08.

BANQUE PARIS
recherche pour sa Direction Internationale le

RESPONSABLE DU SERVICE MONTAGE ET GESTION DES CREDITS INTERNATIONAUX

Une solide expérience de plus de 6 ans est requise tant dans le domaine des crédits à l'exportation (crédits fournisseurs et acheteurs) que dans celui des crédits financiers en euro-devises.

Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous no 66415 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE COOPÉRATIF
C.A. 400 MILLIONS et 270 PERSONNES
VILLE MOYENNE, 200 KM NORD DE PARIS
recherche

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Il aura la responsabilité des services comptables et de la gestion financière de l'entreprise.
Il devra en outre assurer la mutation de l'organisation administrative et informatique du groupe.
Ce poste convient à un candidat motivé ayant acquis une expérience similaire en entreprise, ou en cabinet de conseil ou d'expertise.

Merci d'adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous nº T 039.496 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

---

sfim

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY
recherche
pour sa direction production

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

- Débutant ou première expérience.
- Mécanique, pneumatique, hydraulique.

Écrire avec C.V. et prétentions à Direction des Affaires Sociales - B.P. 74 91301 Massy Cedex

PUBLICITÉS RÉUNIES

Important groupe national du secteur tertiaire recherche
pour sa direction régionale Ile de France

CHEF DE PROJET

le candidat sera chargé de :
- la responsabilité de l'exploitation d'un centre informatique exploité en télétraitement,
- la responsabilité de la mise en place de nouveaux systèmes informatiques tant sur le plan technique qu'au plan de l'organisation administrative,
- une mission permanente de contrôle de gestion auprès du Directeur Régional,
- formation supérieure et plusieurs années d'expérience.

Envoyer CV, prétentions sous réf 9928 à Média- System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

SOCIETE DE FORMATION PERMANENTE ET DE CONSEIL D'ENTREPRISES
recherche

FORMATEUR CONSULTANT

pour réalisation de séminaires intra-entreprises, sur :
- — aspects organisationnels et gestionnaires du management,
- — gestion des ressources humaines et du Personnel,
- — contexte juridique et social du travail (Lois Auroux, etc.), et conseils auprès de Directions sur ces mêmes thèmes.

CONDITIONS REQUISES :
- — libre immédiatement ou dans un délai court,
- — études supérieures,
- — 5 ans minimum d'expérience en formation permanente,
- — connaissance approfondie de 2 au moins parmi les 3 thèmes indiqués,
- — acceptation de déplacements de courte durée, mais très fréquents.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 8160 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Groupe de Sociétés de service en matériel informatique en *forte expansion*, C.A. : 70 Millions et 50 personnes, basé à PARIS, crée le poste de

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES H/F

Chargé de l'animation et de la direction d'une équipe jeune de 4 personnes, il s'occupera personnellement des positions bancaires et des centralisations comptables des trois sociétés ainsi que des déclarations sociales et fiscales, il s'intéressera aussi à la réorganisation du service pour améliorer la circulation des documents comptables.

Ce poste convient à un candidat dynamique rigoureux et aimant travailler en équipe ; il est âgé de 30 ans au moins, titulaire du DECS ou équivalent avec une expérience similaire de quelques années.

Rémunération 150.000 F. +

Envoyer CV., lettre manuscrite et photo sous réf. RCM à : 12, rue P. M. Curie - Z.I. d'Ingre 45140 St Jean de la Ruelle

expancentre ouest

COFAP

AGENCE DU C.E.A.
recherche

CADRE FINANCIER
170.000 F +

Collaborateur direct du Responsable de la Division Administrative et Financière et animateur de sa propre équipe (4 personnes), sa mission sera :
- préparer et discuter les budgets (200 Millions en 83),
- analyser la comptabilité commerciale et industrielle,
- suivre les procédures de la comptabilité analytique et du contrôle budgétaire, enfin,
- participer à l'informatisation du service dans les mois qui viennent.

Pour réussir la création de ce poste, le candidat retenu aura une formation supérieure (universitaire ou écoles de commerce) et une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 76006/LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra tement.

HAVAS CONTACT

Une importante entreprise de services
appartenant à l'un des Groupes leader dans son domaine recherche pour l'une de ses agences parisiennes son

chef de service comptabilité

- Le poste recouvre, dans un contexte informatique en temps réel, les aspects suivants : tenue de la comptabilité, relevés et relances clients, suivi de la trésorerie, comptabilité analytique, établissement des bilans et comptes d'exploitation, suivi des résultats (budget prévisionnel et résultats), relations avec la comptabilité du Siège, organisation et animation de son service.
- La maîtrise de ces fonctions nécessite une solide formation de base et une expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire.
- *La rémunération dépendra de l'expérience*, larges possibilités d'évolution (France et Etranger).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 4551-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

FABRICANT DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
en forte expansion 80 M.F. de C.A.
filiale d'un grand groupe français
recherche
pour proche banlieue Ouest

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES

Le candidat sera notamment chargé :
- D'encadrer et d'animer une équipe de 4 ou 5 personnes ;
- D'assurer le suivi complet des commandes clients France (enregistrement, livraisons, fabrication, suivi des litiges et réclamations clients...);
- De lancer les approvisionnements et d'assurer leur suivi auprès de l'unité de production ;
- De gérer d'une manière optimale le stock des produits finis ;
- De fournir à l'équipe commerciale l'ensemble des éléments nécessaires à faciliter sa mission.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat dynamique ayant acquis quelques années d'expérience dans un poste similaire et possédant à la fois un sens aigu des relations commerciales et la rigueur administrative requise pour faire fonctionner un tel service. En outre, une certaine ouverture technique est souhaitée compte tenu de la nature des produits fabriqués.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 6703 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE
19500 salariés
recherche pour
son service fiscalité internationale

CADRE expérimenté

Possédant pratique de la fiscalité et de la comptabilité.
Anglais et/ou espagnol indispensable.
Lieu de travail au Siège à LEVALLOIS.
Déplacements à l'étranger.
Envoyer lettre manuscrite avec CV et prétentions sous No 66933 à Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIETE FILIALE D'UN GRAND GROUPE
recherche

Responsable de bureau d'études

pouvant justifier de 5 années d'expérience professionnelle dans l'ETABLISSEMENT DE PROJETS D'ETUDES DE TRAITEMENT D'EAUX POTABLES OU USEES.
Cet ingénieur, de formation Chimiste, pourra en outre intervenir dans l'action commerciale relative aux projets qu'il aura étudié.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 66709 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra Cedex 01 qui transmettra

---

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

pour son département ALSPA
(Service Télécom sur lignes Energie)
basé à MASSY (91)
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR ESSAIS

BTS/DUT électronicien ou équivalent

Pour essais d'ensemble des équipements de télécommunication (C.P.L., modems, terminaux...)

Envoyer C.V. sous réf. 66944 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

SOS DÉPANNAGE
SOS 99-99
recherche

1 CHEF STANDARD
STANDARDISTES H-F
150 h/mois. 4 800 F brut (Fixe + Prime)
3 j. 7 h - 15 h - 3 j. 15 h - 23 h - 3 j. repos

1 SECRÉTAIRE
pour machine traitement de texte
Rank Xerox Marguerite
Plein temps ou partiel

1 RESPONSABLE D'EXPLOITATION
Véhicules, chauffeurs, planning
Sens de la responsabilité, de la discipline, meneur d'hommes

Ecrire Mme VERGER - 7, rue Linné, PARIS-5e

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE
recherche
pour son service actuariat situé à Paris

2 COLLABORATEURS
DÉBUTANTS

Ils seront chargés, au sein d'une équipe d'actuaires, d'effectuer des applications et des études utilisant les mathématiques financières et actuarielles.

Ce secteur offre de réelles possibilités d'évolution.

Pour le premier poste, il est nécessaire d'être titulaire d'une **maîtrise de mathématiques appliquées** (Référence 8238 A).

Pour le deuxième poste, un **DEUG A** est demandé (Référence 8238 B).

Les candidats masculins seront dégagés des O.M.

C.V. et prétentions (+ référence poste) sont à adresser sous No 57846 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX (qui transmettra)

Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recherche le **responsable de son informatique** qui, seul, aura à assumer la gestion des différents fichiers, l'étude de l'encodage des informations et le traitement des données statistiques.
Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3e cycle universitaire ou grande école, ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche informatique (5 ans minimum) avec si possible, la connaissance du 3033.
Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2801/M à

IMPACT DEVELOPPEMENT,
Monceau Commercial Building,
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Publival

Société réalisant des biens d'équipements industriels, filiale d'un IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, recherche pour fonctions techniques et commerciales

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES
DIPLOMÉ E.T.P. ou équivalent spécialités CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES
DIPLOMÉ DORIAN ou équivalent, spécialité FUMISTERIE INDUSTRIELLE

Pour ces deux postes, de bonnes connaissances en thermique et 3 à 4 ans d'expérience sont exigés.
Poste à pourvoir rapidement.
Lieu de travail banlieue Sud-Ouest

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/réf. 11.997 à PIERRE LICHAU S. A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Administration PARIS, recherche pour développer applications informatiques domaine statistique ou économique

ANALYSTES

Niveau d'études supérieures (licence ou maîtrise).
Expérience souhaitée sur matériel IRIS 80.
Connaissance parfaite de la programmation exigée.
Langages souhaités : COBOL - BASIC

Env. lettre, C.V. et prétent. s/réf. 8.176 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Etablissement public
recherche
pour gestion et développement système traitement numérique d'analyse d'image, au sein unité scientifique, télédétection en région parisienne *(BONDY)*

UN INGÉNIEUR

titulaire D.E.A. informatique ou analyse numérique ou statistique mathématique.
Ecrire ORSTOM 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

H.I.U.P.
recherche
INFIRMIER
pour service psychiatrique d'adolescents.
Expérience nécessaire.
Libre de suite.
Ecrire ou téléphoner *pour R.V. à Madame Bonnet* au 589 : 47-89 (Poste 634).

EXPERTS EN GESTION
BILINGUE - FRANÇAIS-ANGLAIS

Société bien implantée recherche en vue embauche hommes ou femmes avec expérience 6 mois ou plus en « *short interval scheduling* » ou contrôle de gestion/expérience en gestion de matériel, ni voyage, ni expatriation, possibilité de formation intensive.
Envoyer détails à : IMPAC Ltd P.O. Box 369 — LONDON W2 1SW. GRANDE-BRETAGNE.

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (630 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale
recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

- Expérience 2 à 3 ans sur MMT/MITRA indispens. ;
- Connaissance Moniteur MOP et langage LTR très appréciée ;
- Pour animation du groupe support dans le cadre d'un grand projet temps réel.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prétent. nº 2.964 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Importante Sté commerce international, recherche COMPTABLE CONFIRMÉ avec sérieuses réf. professionnelles. Situation stable avec possibilité d'avenir.
Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé s/réf. 410 à DAG, 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS qui transmettra.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

URGENT
Recherchons
CHEF MAGASINIER TEXTILE
Références exigées.
Tél. pour R.V. au 834-45-02.

C.N.R.S.
recherche pour traductions à domicile toutes langues, tous domaines
DIPLOMÉS SCIENTIFIQUES
Env. C.V. : C.N.R.S. Diffusion Traduction, 26, rue Boyer, 75971 PARIS Cedex 20.

Société Paris-20e
Activité aéronautique
recherche pour son bureau d'études électroniques analogique et digitale
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
DÉBUTANT
ou 3 ans d'expérience
A.T.2. ÉLECTRONICIEN
coefficient 285
BTS ou DUT
Adress. C.V. et prét. sous nº 66.970, Contesse Publicité, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

Ville d'Aunay-sous-Bois
recrute
UN CADRE ADMINISTRATIF
Pour secteur 3e âge, niveau attaché communal (diplômes 2e cycle, enseignement supérieur).
Expér. animation et fonctionnement administratif exigée.
Salaire net de début 5.400 F + avantages fonction publique.
Envoyez candidature et C.V. à Monsieur le Maire
Service du Personnel
93602 AULNAY-SOUS-BOIS
Pour tous renseignements complémentaires, tél. à :
M. PACHOUD. 869-93-22.

GROUPE DE CONSTRUCTION IMPORTANT
Réalise de nombreux projets à Paris et en région parisienne, logements, centres commerciaux, bureaux, équipements collectifs.
Son service technique est constitué d'inspecteurs de travaux. la Direction générale recherche un Ingénieur E.C.P., T.P., Mines, Arts et métiers, afin de prendre la responsabilité de l'ensemble du service technique. Le candidat aura une expérience chez un maître d'ouvrage, afin de maîtriser :
- les études de coût et de délais ;
- la recherche d'entreprises ;
- le lancement et l'analyse des appels d'offres ;
- le suivi des chantiers ;
- le pilotage et la coordination ;
- les relations avec maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, bureaux de contrôle ;
- la comptabilité et la prévision des dépenses ;
- le suivi des contentieux.

Le candidat développera avec la Direction, un certain nombre de modes opératoires et secteurs d'intervention.
Sa rémunération sera à la hauteur de sa confirmation de technicien spécialiste du bâtim.
Envoyer C.V. détaillé avec photo au
GROUPE SOFIAM
9, avenue Matignon,
75008 PARIS.

ADMINISTRATION, Porte de Clichy, recherche
AGENT TECHNIQUE
Pour négociation-rédaction de marchés industriels d'état DUT ou équivalent exigé.
Ecrire Service Central des Commandes, 46, bd Bessières 17e.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
(P.M.I. en forte expansion. 10 ans d'activités)
recherche
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
POSITION I ou II
Ils s'intégreront à une jeune équ. chargée de la conception et du développement de nouveaux produits. Des connaissances soit en microprosseurs (matériel et logiciel) soit en analogiques (hyper et domaines variés) sont demandées. Lieu de travail : Paris (13e).
Adressez votre curriculum vitae détaillé à Service du Personnel, S.M.E., 88, rue Didot, 75014 Paris.

ASSOCIATION 1901
recherche
MONITEUR(TRICE)
Auto-école diplômé(e) pour formation stage d'insertion professionnelle 18/21 ans.
Envoyer curriculum vitae à :
Feu de Croisements,
8, rue Bude.
75004 Paris.

STÉ NORBERT BEYRARD FRANCE
Etudes économiques financières et de génie industriel, spécialisée dans l'assistance technique aux pays en voie de développement
recherche
INGÉNIEUR AGRONOME
Ayant un titre de grande école et une formation complémentaire dans le domaine de l'économie, si possible du niveau d'un 3e cycle, pour participer à l'étude de projets de développements agricoles et agro-industriels.
Cet ingénieur doit pouvoir accepter une mission de longue durée en Afrique francophone.
Ecrire avec C.V. et photo à :
Sté Norbert Beyrard France, 68, r. P.-Charron, Paris-8e.

P.M.E., recherche
COMPTABLE
Niveau B.T.S. ou équivalent avec expérience
Envoyer C.V. à D. SIMAL, 26, rue des Ecoles, Paris (5e).

CENTRE FORMATION PARIS, recherche
ANIMATEURS
EN COMMERCIAL
INFORMATIQUE
GESTION
ET MANAGEMENT
Envoyer curriculum vitae, photo à FERRAN, 5, villa Grenelle, Paris (15e). qui transmettra.

VILLE DE ROISSY-EN-FRANCE
(cat. 5.000/10.000 h)
RECRUTE D'URG. SECRÉT. GÉNÉRAL
Formation universitaire et expérience communale indispensables
Logement fonction assuré
RÉDACTEUR
Diplômé de l'enseignement supérieur, pour seconder le secrétaire général, et encadrer notamment le service comptabilité
Adresser candidature et C.V. détaillé à M. le Maire 95500

secrétaires

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Paris Porte Maillot
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
BILINGUE ANGLAIS
pour le DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT
- âge : 25-35 ans environ ;
- possédant BTS + expérience minimum de 5 ans ;
- excellente présentation ;
- dactylo confirmée ;
- libre de suite.

Avantages ; horaires variables, restaurant d'entreprise, mutuelle
Envoyer C.V. + photo + prétentions au Laboratoire
BEECHAM SÉVIGNÉ
Service du personnel s/réf. S 15/25, bd Amiral-Bruix, 75782 PARIS Cedex 16.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue Monthyon
75429 PARIS CEDEX 09.

TROUVER UN EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux test.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées etc.

Pour informat., écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

PEUGEOT 504 COUPÉ injection. Intérieur cuir. Boîte autom. Jantes alu. Radio-cassettes. Téléphonez au : 822-21-13.

plus de 16 C.V.

JAGUAR 4,2 AUTOM.
Air condit., noir. 12.000 km, modèle 83 garantie usine 168.000 F. T. (6) 422-31-88.

divers

CONCESSIONNAIRE
ROVER JAGUAR

BMW 728 L., 80	75.000
Cpé JAGUAR 4,2, 76	48.000
JAGUAR 5,3, 80	95.000
JAGUAR 4,2, 80	90.000
DAIMLER 4,2, 80	109.000
ROVER 2000 S, 83	74.000

Téléphone : (6) 422-31-88.

boxes - parking

A louer Parking couvert gardé, proche rue de Seine. Tél. heures bureau 501-88-90 ou le soir 306-29-90.

Gare St-Lazare, parkings à vendre 70.000 F, + 1 parking à louer 480 F. — Immo-Marcadet. 252-01-82.

villégiature

A louer Août PYLA/MER villa cuis. aménag. grand séj. 7 ch. 10 pers. 20.000 F.
Ecr. 20466 ag. Havas 33075 — Bordeaux-Cedex.

A louer, juin, juillet, août proche Toulon, mer, maison campagne équipée 6/7 personnes. Ecrire HAVAS TOULON 110 888.

DEMANDES D'EMPLOIS

Homme 38 ans, sérieux, motivé excellente présentation, exp. confirmée, recherche poste.
CHAUFFEUR DE DIRECTION
déplacements province.
étranger acceptés.
Ecrire sous le nº 10 487 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 32 ans, format. secrétariat direction, dipl. Cambridge, BTS traducteur ccial anglais, bonne notion gestion. Exp. gérance petite société, rech. poste stable, 9.000 F × 13.
Ecrire sous le nº T 039 391 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. exp. secrétariat, relations publiques, affaires ccial es, très bonnes connaissances français, notions arabe, italien, anglais, recherche emploi international, disponible de suite. Bonne présentation, possibilité suivre stage de formation.
Ecrire sous le nº T 039 539 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 27 ans dipl. C.C.I.P. en secrétariat de Direction bilingue niveau licence en droit, 1re année Sc.-Eco., exp. gestion administrative + 6 mois, étude d'huissier, ch. poste évolutif.
Ecrire sous le nº T 039 447 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 25 ans cherche gérance ou Direction magasin spécialisé en vins, œnologue + certificat d'état de commerc. en vins.
Ecrire sous le nº T 039 446 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre financier et comptable, licence SC. Eco. + DES, gestion + DECS comptabilité 33 ans, 6 ans d'expérience professionnelle actuellement Audit interne, cherche poste stable et évolutif dans Direction administrative et financière, Paris — Banlieue Sud.
Ecrire sous le nº T 039 448 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 33 ans exp. enfants ch. emploi
ÉDUCATRICE
Tél. : 583-00-12.

J.H. 44 ans 1/2 en Grande-Bretagne, ch. place TRADUCTEUR ccial interprète ou enseignement. 263-87-07.

Manager commercial h. 40, R.F.A. 11 ans, rech. emploi commercial, relations internat. format. univ. expér. bancaire, jurid., commerce inter., quadrilingue. E. Courteix
« Le Prieuré »
rue Jean-XXIII 95150 TAVERNY.

J. Fme, cherche trav. intér. franç. allem. esp. angl. parlés, écrits, notions port. ital. turc, habitude contacts humains. Disponible voyages même étranger. Pratique dactylo. Ecrire Mme B. Katz c/o Ward 52, rue Jacob 75006 Paris.

CADRE DE DIRECTION
COMMERCIAL, ADMINIST. et FINANCIER
33 ans, diplômé sciences économiques, 9 années d'expérience dans société C.A. 80M
recherche
DIRECTION
OU RESPONSABILITÉ
Région Orléans
Ecr. s/nº 1.038 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRADUCTEUR/INTERPRÈTE licence anglais, lic. allemand, lic. espagnol, D.E.U.G. droit, spécial affaires - 585-20-49.

CADRE COMMERCIAL
39 ans, véritable animateur et meneur d'hommes, rompu aux négociations de haut niveau.
— H. DE RÉFLEXION : marketing.
— H. D'ACTION : mise en œuvre et réal. de plans d'act. comm.
Je partiperai énergiquement au dévelop. de votre entreprise comme :
— ANIMATEUR d'une équipe.
— NÉGOCIATEUR de haut niveau.
— SECOND d'un patron de P.M.E.
Tél. : (1) 272-27-13 ou
Ecr. s/nº 1.046 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE COMMERCIAL
34 ans Étude Sup. anglais bon niveau habitude des négociations à haut niveau ; exp. dans l'animation et la Direction d'équipe de vente, cherche poste de :
RESPONSABLE COMMERCIAL
Paris et R.P. Missions en province acceptées.
Ecr. s/nº 1070 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME 32 ANS
Docteur en droit, diplômé I.E.P. Paris, licencié en histoire. Anglais, espagnol, sens du contact, appréciant études, responsabilités, mobilité. Expérience haut niveau administration et entreprise, cherche emploi dans organisme sauvegarde de l'environnement, France ou étranger.
Ecr. s/nº 1.112 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etud. 23 ans, lic. L.E.A. espag. anglais ch. stage entrep. juil. août P3. -237-31-71. URGENT.

J. F. 37 ans, mait. sc. éco. + I.A.E. (fin prép.), bilingue all. + anglais, cherche poste : ing. d'affaires export, adjoint secrét. génér. Actuellement en poste : préavis 3 mois.
Ecr. s/nº 1.111 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune professionnelle de la communication (26 ans).
Licence lettres + EFAP, recherche emploi Relations publiques. Presse.T. 825-69-23.

J.F. 7 ans d'exp. recherche place secrétaire de Direction ou assistante collaboratrice pour poste stable. Tél. : 881-22-05.

Pour votre jardin et espaces verts. ETUDES — CONSEILS DESSINS — Ing Frans Hovens. Tél. :526-63-11.

formation professionnelle

IFACE
Formation de Formateurs

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de responsables de formation, de formateurs ou de conseils dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseils...)
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- L'agrément dont le programme a bénéficié jusqu'à présent au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat est, pour la rentrée prochaine, en négociation.

Les inscriptions seront closes le 2 mai 1983.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E.
79, avenue de la République - 75011 PARIS
Tél. 355.39.08 poste 1209

Vous avez dit B.T.S. ?
nous préparons
au B.T.S. INFORMATIQUE
écrivez-nous
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Crimée 75019 PARIS

capitaux propositions commerciales

RÉGION PARISIENNE
Société en exercice disposant d'un réseau ccial sur tte la France et de grds locaux ch. à distribuer en exclusivité et en dépôt-vente, articles de grande consom. Etudie ttes propos.
Ecrire sous le nº T039.498 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherche agence immobilière en pleine expansion/Société d'exploitation près de Saint-Tropez pour vente de biens immobiliers français. Prix de vente à partir de 100.000 DM, possibilité de garantie de location de 5 %, financement jusqu'à 80 % du prix d'achat. Commission élevée.
Ecr. s/nº 6.483 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

Secrétaire de direction frappe vos rapports, manuscrits, thèses sur I.B.M. 82 C. 606-14-14.

Cherche TOUS TRAVAUX DACTYLOGRAPHIE, rapports, thèses. Tél. : 542-74-76.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

100 m² impeccable : 950.000 F. ORIGINAL appt d'architecte. Séj., 2-3 chbres, cuis. équipée, 2 ptes palières. 550-34-00.

4e arrdt

MARAIS
dans bel imm. XVIIe, pierre de taille, 2 p., 48 m². 430.000 F. Mardi de 13 à 16 heures, 32, r. des Blancs-Manteaux.

5e arrdt

Censier - Gobelins : 354-95-10
RAVISSANT 2 PIÈCES

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE. 2, 3, 4, 5 pièces et DUPLEX. Vis. témoin ts les jrs 14/19 h, sauf mercredi et dimanche.

8e arrdt

PIED-A-TERRE IÉNA-GEORGE-V.
Belle réception. Imm. tte sécurité. 1.550.000. 574-23-19.

9e arrdt

GD 3 P. 710.000 F.
6e asc., plein soleil, balconnet — 282-15-03.

11e arrdt

LEDRU-ROLLIN
Etage élevé, soleil, 185 m², salon, s. à manger, 4 chbres. Profess. lib. 577-60-10 matin.

AV. PARMENTIER (Près) très beau 2 p. tt cft, soleil. Px 255.000 F 686-61-59.

Bd VOLTAIRE bel imm. p.d.t. 3 p., tt cft, dble expo. chf cent. gaz. 350.000 F avec 35.000 Cogéfim. 347-57-07.

12e arrdt

GARE DE LYON coquet studio cft sur verdure, imm. ravalé. 140.000 F Cogéfim 347-57-07.

13e arrdt

MAISON INDÉPENDANTE
Clair, calme, 100 m² environ, parfait état. double liv. + 3 ch., salle de bains, jdin aménagé. DIRECT PROPR. 325-33-08. APRÈS 19 H 326-13-00.

14e arrdt

5' PORTE DE VANVES
Charmante maison 130 m² + atelier d'artiste + garage + jardin. — Prix : 950.000 F. N.J.H. : 536-05-09.

Plaisance, 90 m² : 354-42-70.
GRANDE TERRASSE
Séj. dble, 2 pces. Park. Soleil.

MONTPARNASSE
Neuf sur jardin, reste 2 pces + balc. 640.000 F. 225-32-25.

15e arrdt

2' Mº BOUCICAUT
Récent, calme, très beau 2 p., cuis. équipée, bns, tennis, poss. park. 575.000 F. 577-74-38.

Métro PTE DE VERSAILLES-ISSY. 5 p., cft, 100 m², balcon, asc., exceptionnel. Px 699.000 F. 577-96-85.

HOP. VAUGIRARD, R. LACRETELLE SUR VERDURE ET TENNIS
Beau 2/3 pces. Tt cft. imm. 1930, asc., chff. cent., soleil, balcon. Prix : 600.000 F.
COTIMO 783-62-74.

LOFT, ATELIER DUPLEX
3 p., 97 m² + terrasse 90 m². 1.250.000 F. Mardi 10-12 h. 9, r. Mathurin-Regnier. 550-34-00.

16e arrdt

BD EXELMANS 45 m²
2 p. cft, bon état, asc.
475.000 F. Tél. : 522-05-96.

STUDIO 40 m², vue imprenable, grd cachet, boiseries, balc. à neuf. 550.000 F 550-34-00.

Séj., 2 chbres + gde TERRASSE Vue imprenable. grd stand. refait à nf. RARE. 550-34-00.

17e arrdt

RUE LEMERCIER
dans imm. rénové, potaire vd en rénovation 3 p. 76 m² et 2 p. 46 m². Tél. : 500-54-00.

BD PEREIRE. 76 m²
Liv. 30 m², chbre 20 m², cft
585.000 F. Tél. 522-05-96.

---

45 BIS, AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE de 2, 4, 5 pièces et STUDIOS. LUXUEUSE RÉHABILITATION. Visites lundi-mardi 13/18 h.

ÉPINETTES
3 pces 445.000 F. 225-32-25.

18e arrdt

VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft. Adressez-vous à un spécialiste.
IMMO MARCADET
88, r. Marcadet, 75018 Paris.
Estimation gratuite.
Publicité à nos frais.
Téléphone : 252-01-82.

Lamarck, gd 2 p., entrée, cuis., s. d'eau, 320.000 F.
Immo Marcadet 252-01-82.

La Fourche, bel imm. 2 p., entrée, cuis., w.c., 173.000 F.
Immo Marcadet. 252-01-82.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
3 pièces + BAL, cave, parking
PRÊTS : 100.000 F.
A 2 % SUR 10 ANS
+ PRÊT CONVENTIONNÉ
+ PRÊT 1 % CONST. POSS.
de 11 à 70.000 F à 2,2 % jusq. 15 a. selon rev. et sit. fam. MIL : 362-09-37 sf samedi.

78-Yvelines

Parly II, studio type 2, dernier ét., balcon. 195.000 F. Téléphonez au 043-58-27.

Saint-Germain centre 3 pièces en duplex 80 m² « belle restauration ». — Prix : 705.000 F. Téléphonez au 043-58-27.

---

1 km Versailles, bel appartement 110 m², gd séjour avec chem., et mezzanine, 3 chbres, cuisine équipée, cave, garage 2 voitures, terr. avec barbecue. 950.000 F. Tél. : 043-58-27.

Vésinet-Le Pecq, superbe 2 p., cuisine équipée, loggia Sud, sans vis-à-vis. — 530.000 F. Téléphonez au 043-58-27.

Saint-Germain-Le Pecq, calme, verdure, 4 pces 80 m², living double, 2 chbres. 388.000 F + box. Téléphone 043-58-27.

92 Hauts-de-Seine

GARCHES
GOLF SAINT-CLOUD
dans résidence neuve
GD STAND. 5 P. en duplex, cuisine, 2 bains, 104 m² LOGGIA + TERRASSE 100 m², 1.390.000 F. — 572-19-79.

SÈVRES. — 5 mn Pt-de-Sèvres, près parc St-Cloud et lycée, 3e ét., pet. imm. 68, façade Sud, 91 m² + balc. 12 m², ch. indiv. gaz, séjour double avec cheminée, 2 chambres, cave, park. dess. asc. Px 600.000 F. Tél. au 826-14-64 après 18 h a/c vendredi 8/4.

93 Seine-Saint-Denis

LA COURNEUVE, proximité gare, bus, commerces, écoles, appartement 180 m², immeuble ravalé, un étage, sur cour et rue, séjour 70 m², grande cuisine, 2/3 chambres, salle de bains, tout confort. 480.000 F. Visite sur place par propriétaire mercredi 13 avril, 14 h à 18 h, 29, rue Jolicis.

MAIRIE DES LILAS (près) Imm. réc., STUDIO kitch. éq., bns, w.-c., balc. 160.000 F. JACAR, 874-93-80.

Province

HOSSEGOR, bordure de plage, résidence le Point d'Or studio, 2 et 3 pièces, à partir de 199.000 F av. park. Sur place au (58) 43-78-53. SFGI - PARIS : (1) 265-41-21.

appartements achats

Partic. rech. appt 110/140 m², 6e, 7e, 14e, 15e arrdt, clair, calme. Téléph. au 577-52-22.

Recherche 1 à 3 pces Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

Particulier achète 2 pièces bord de mer, neuf ou récent, côte varoise.
Ecrire sous le nº T 039.524 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jean FEUILLADE, 54, avenue de La Motte-Picquet (15e). 566-00-75 rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdts, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS, recherche URGENT APPARTS
180 A 220 m²
ACHAT ou LOCATION
16e, 8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

locations non meublées demandes

Paris

J.F. cherche studio loyer maximum 1.600 F, Paris ou proche banlieue. Téléph. 751-92-45.

Collaborateur du journal cherche 2 p. de Paris. Loyer maximum : 2.000 F.
Tél. au 331-42-35 après 15 h.

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS, recherche pr clientèle étrangère et diplomates APPTS, HOTELS PARTIC. et BURX. LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavill., ttes banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris, recherche du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades.
281-10-20.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Prix rentes indexées garanties
Étude gratuite discrète.

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

propriétés

EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU
PARTICULIER VEND
PROPRIÉTÉ DE GRAND STANDING
CONDITIONS INTÉRESSANTES
Tél. : (3) 414-52-79 le soir.

pavillons

8 km de Versailles, pavillon individuel, séjour 40 m² avec cheminée, 3 chbres, 2 bains, garage 2 voitures, 450.000 F + 370.000 F. P.C. F.N.R.
Téléphonez au : 043-58-27.

villas

8 km Versailles, villa, séjour, avec mezzanine, salle à manger, salon avec cheminée, cuisine équipée, 4 chbres, 2 bains, jdin d'hiver + barbecue sur terrain de 1100 m². 1.000.000 de F + 400.000 F de PIC.
Téléphonez au : 043-58-27.

PORT-GRIMAUD (VAR)
Vend maison + anneau
Baudisson 4. Lamothe Guérin
83000 TOULON.

maisons de campagne

A 25 KM DE LA MER
VDS MAISON ANCIENNE
VERGÈZE - GARD
Façade neuve, toit. rénové. R.-de-ch. : hall, salon, séjour, cuis., salle bns, w.-c., chauff. central gaz. Le tout refait neuf. 1er ét. : 3 chambres, débarras, 2 gren. Cour. Remises. Garage. Prix : 800.000 F.
Téléphone (66) 35-34-25 soir.

terrains

Les hauteurs St-Jean-de-Cannes à 6 km de Mandelieu, terrains à bâtir à part. de 205.500 F. Créd. tot. poss. Tél. : 504-72-73.

A 10 km de Fréjus/St-Raphaël, dans vaste domaine résidentiel, terrains à bâtir à partir de 236.000 F. Crédit total possible. Tél. : 504-72-73.

Entre le golfe de St-Tropez et le village de Gassin, terrain à bâtir dans domaine résidentiel à 10' des plages. 288.000 F. Crédit total possible.
Tél. : 504-72-73.

MONTARGIS, LOIRET
110 km autoroute sud
A SAISIR
Belle fermette avec dépendances sur véritable parc boisé 60 HECTARES, bordé rivière, affaire très rare.
Prix total : 23.000 F l'hectare (la vente aura lieu le samedi 9/4 à partir de 10 h).
TURPIN, relais Miel-Montargis 16 (38) 85-22-92
ou après 20 h
16 (38) 96-22-29.

---

100 km nord-ouest Paris (60), vallée du Thérain près Gerberoy, terrains 3.500 et 3.800 m². Prix 35.000 et 45.000 F. Tél. (4) 405-08-54, 19 à 22 h.

bureaux bureaux

Achats

PROPRIÉTAIRES
VOUS ENVISAGEZ DE VENDRE UN IMMEUBLE DE BUREAUX VIDES OU OCCUPÉS
CONTACTEZ SARI 776-44-88.

Ventes

VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX
300 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ
SARI 776-44-88.

Locations

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.
BOULOGNE 603-38-32.

PARC MONCEAU
Hôtel Particulier
670 m² utiles
SARI 776-44-88.

PARIS 17e
500 m² sur 1 niveau cloisonné. Disp. début avril
SARI 776-44-88.

LA DÉFENSE
R.E.R. Nanterre-Préfecture
Immeuble Neuf.
3.000 m² divisibles/étage
SARI 776-44-88.

PTE DE BAGNOLET
7.500 m² divisibles.
Tél., restaurant. Parkings.
Mº + périphérique + A. 3
SARI 776-44-88.

---

92 PUTEAUX
1.000 m² divisibles
Tél. + parks + cloisons en place.
SARI 776-44-88.

EMBASSY - SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

VOTRE SIÈGE A PARIS
de 150 F à 350 F par mois
CONSTITUTION DE STÉS
G.E.L.C.A. : 296-41-12 +
56 bis, rue du Louvre, Paris-2e.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGE DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. : 359-20-20.

locaux industriels

Ventes

(93) AUBERVILLIERS
Terrain viabilisé.
9.000 m²
SARI 776-44-88.

Locations

78 CLAYES-SOUS-BOIS
1.967 m² entrepôts.
Bureaux, logements
4.500 m² de terrain.
SARI 776-44-88.

---

92 PUTEAUX
Proche Défense
2.000 m² entrepôts, bureaux.
SARI 776-44-88.

boutiques

Locations

SARI RECHERCHE
BOUTIQUES LUXUEUSES 20 m² ET PLUS
LOCATION, VENTE, CESSION
776-44-88.



Ile-de-France

AU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE

On déménage !

DANS tout divorce, il y a celui qui part et celui qui reste. L'important étant de savoir ce que celui qui part emmènera avec lui. Dans le Val-d'Oise, le conseil général qui, cinq ans après la création du département en 1967, s'installait dans les locaux de la préfecture, propriété d'État, prendra le large en septembre 1983. Après onze années de vie commune et pour cause de décentralisation, qui, en transférant du préfet au président du conseil général la responsabilité de l'exécutif départemental, a rendu nécessaire la composition d'une véritable assemblée, indépendante de l'administration préfectorale. Ce qui n'a pas été sans mal et se soldera par le déménagement du conseil général.

D'une superficie de 10 000 m² environ, placé au cœur de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, la préfecture du Val-d'Oise, à l'architecture originale d'une pyramide inversée, mais considérée parfois comme peu fonctionnelle, emploie quelque six cents fonctionnaires. Bien difficile était jusqu'alors de savoir qui dépendait de l'État, qui du département, qui des deux à la fois. Il n'était pas rare de trouver, en effet, dans un même bureau, des employés travaillant indifféremment pour l'une ou l'autre de ces collectivités publiques. Afin de procéder, avant toute séparation, à une juste répartition du personnel, l'administration a favorisé l'embauche d'une trentaine de fonctionnaires. Désormais, le conseil général, composé notamment du staff du président, des vice-présidents et des groupes politiques, emploie cent quatre-vingts personnes, bien à lui, qui se partagent encore aujourd'hui, à la préfecture, 1 500 m², la moitié de la superficie rendue nécessaire pour la bonne marche du service. Des installations de fortune – des bureaux sous forme de box ont été aménagés le long de galeries intérieures – permettent d'ailleurs d'attendre patiemment le déménagement, qui devrait intervenir en septembre prochain.

Le conseil général s'installera dans des locaux neufs, déjà construits, et compris dans une opération de construction de 15 000 m² de bureaux en ville nouvelle, sur un lieu appelé « campus », assez proche de la préfecture pour permettre une bonne liaison entre les différents services. Pour un peu plus de 100 millions de francs – hors taxe, – il a donc acquis le dernier immeuble disponible actuellement sur ce terrain, et pour 687 500 F, – toujours hors taxe, – il louera un deuxième immeuble. Au total, 2 750 m², auxquels viendront s'ajouter, en 1984, 1 300 m² dans un troisième immeuble, qui serviront probablement aux réunions publiques de l'assemblée départementale.

Cette séparation de biens ne sera pas suffisante, toutefois, pour effacer tout nuage entre les deux anciens cohabitants, car une autre des préoccupations est de savoir qui s'acquittera désormais de certains frais de fonctionnement de la préfecture, assurés jusque-là par le département. Une charge que le conseil rejette, prétextant qu'il n'utilisera plus les installations de l'État. Il reste peu probable, toutefois, que ce dernier accepte d'en supporter tous les frais. Des pourparlers sont en cours entre le conseil général et le ministère de l'intérieur.

Hier, le préfet, représentant de l'État et chef de l'exécutif, ne pouvait accepter ce transfert de charge au détriment de l'État. Aujourd'hui, l'exécutif est passé entre les mains du président du conseil général, en l'occurrence Pierre Salvi, sénateur centriste. Politiquement donc, une telle solution n'effraie plus. A plus forte raison parce que le déménagement, conséquence de la décentralisation et voulue par tous les élus du département, conférera au conseil général l'autonomie souhaitée par le gouvernement. Et a-t-on déjà vu un locataire ayant déménagé devoir continuer d'entretenir son ancien appartement récupéré par le propriétaire lui-même ? Les locaux qui seront libérés en septembre prochain à la préfecture sont, en effet, déjà convoités par la direction départementale de l'équipement et par les services fiscaux du Val-d'Oise.

Un autre débat à l'assemblée départementale portera certainement sur l'opportunité de création d'un restaurant d'entreprise. Pour l'heure, le personnel du conseil général se restaure à la cantine de la préfecture. Il faudra bien alors, à ce moment-là, évoquer les problèmes de sécurité et, dit-on, d'hygiène, qui ne manquent pas déjà de s'y poser.

JACQUELINE MEILLON.

A CERGY-PONTOISE

Des murs pour la mémoire d'un département

EN 1985, le Val-d'Oise aura enfin une mémoire. La première pierre de cet édifice a été posée récemment par Pierre Jourdan, commissaire de la République, et par Pierre Salvi, sénateur C.D.S., président du conseil général.

Geste symbolique, s'il en est, car cette mémoire du Val-d'Oise, formée des archives départementales, sera implantée en ville nouvelle de Cergy-Pontoise au lieu-dit la Palette-Pourpre. Une façon comme une autre de forcer le destin en confiant à une ville nouvelle encore incomplète et sans histoire les racines et le passé d'un département.

Créé en 1967 après l'éclatement de l'ancienne Seine-et-Oise, le Val-d'Oise a dû se forger, en quelques années, une personnalité en se dotant de tous les équipements qui lui faisaient défaut. Les archives, elles, comme toutes celles de la Seine-et-Oise, continuaient à être entreposées à Versailles, tandis que les nouveaux documents trouvent actuellement refuge à la cité administrative de Pontoise. En attendant leur rapatriement dans un bâtiment parfaitement adapté. Ce sera chose faite dans vingt-quatre mois. A ce moment-là, la mémoire du Val-d'Oise comprendra 20 kilomètres de rayonnage sur sept niveaux, 8 000 mètres carrés couverts avec salles de travail, de lecture, de conférences, et aura coûté 31 278 911 F au département, soit le prix du terrain acquis auprès de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle et celui de l'opération elle-même.

Devant l'entrée, une œuvre d'art – sculpture en pierre, fontaine ou automate – sera érigée. L'État participera à la construction de cette réalisation à hauteur de 30 % du coût total.

Avec ce dossier, le conseil général met enfin un terme à plusieurs années d'indécision. Car le projet de regrouper les archives du Val-d'Oise ne date pas d'aujourd'hui. En 1977 déjà, les élus départementaux s'étaient prononcés pour l'aménagement, à cette fin, de l'abbaye de Maubuisson à Saint-Ouen-l'Aumône, abbaye cistercienne fondée en 1236 par Blanche de Castille. Aujourd'hui entourée du parc de Maubuisson, elle ne compte plus que cinq bâtiments sur les trente qui avaient été construits.

Le projet du conseil général était *a priori* séduisant, puisqu'il s'agissait de restaurer d'une part l'abbaye pour y installer, notamment, une salle de lecture, et d'entreposer les archives en silo sur trois niveaux. La restauration bénéficiait des subventions de l'État. En 1978, ce projet était adopté, et le département achetait au propriétaire, la Fondation Rothschild, 8 des 15 hectares du parc de Maubuisson pour la somme de 2 200 000 F.

Depuis, l'aménagement de l'abbaye a été chaque année repoussé avec, pour raison officielle, la découverte de plusieurs vestiges, lors des fouilles archéologiques qui devaient nécessairement précéder les travaux. Ces fouilles ont en effet permis de mettre au jour, notamment, un lavabo en forme de bassin et auquel on accède par quelques marches, et surtout un égout d'architecture médiévale.

Raison officielle, car, selon l'équipe d'archéologues travaillant encore aujourd'hui sur le site, des études géologiques connues avant même le début des fouilles apprenaient qu'une nappe phréatique en même temps qu'une dalle très dure empêchaient toute construction en sous-sol. *« On a voulu nous faire porter le chapeau du retard »*, disent-ils encore aujourd'hui, un peu amers.

Quoi qu'il en soit, estimé à quelque 17 millions de francs en 1977, le projet en juin 1980 dépassait les 28 millions de francs, pour seulement 10 kilomètres de rayonnage. En 1983, le coût serait encore plus élevé, sans compter les travaux de protection des vestiges ainsi découverts. En 1980, le projet d'un bâtiment construit à la Palette-Pourpre s'élevait à 20 915 000 F pour 20 kilomètres de rayonnage.

Le 15 décembre de cette même année, les élus du département décidaient alors de consacrer à son seul prestige l'abbaye de Maubuisson en poursuivant sa restauration, afin d'y installer le service départemental d'archéologie et de conserver à la Palette-Pourpre les archives départementales, dans un site moins historique, mais certainement plus fonctionnel. Sur les 28 millions du projet Maubuisson avancés en 1980, 10 étaient consacrés à la restauration de l'abbaye. C'est la seule ligne budgétaire de ce programme qui a été voté par l'assemblée départementale.

Tout est bien qui finit bien, donc, puisque ce projet a eu au moins le mérite d'assurer la restauration de l'abbaye. Une restauration qui n'aurait jamais été entreprise – ni d'ailleurs les fouilles archéologiques, – sans cette menace de destruction qui pesait sur les vestiges. De là à dire que ce projet n'aura servi qu'à cela...

J. M.

Un budget de 1,5 milliard

Après la publication de notre article intitulé : « Ile-de-France : les budgets des sept départements représentent 15 milliards de francs », le Monde *du 11 mars 1983), nous avons reçu de M. Pierre Salvi, président du conseil général du Val-d'Oise, les précisions suivantes :*

Le budget du Val-d'Oise pour 1983 est en hausse de 11,24 % par rapport à celui de 1982 (et non de 8,30 %).

Il excède pour la première fois 1,5 milliard de francs. L'investissement n'est pas en régression de 10 %, mais en augmentation de 4,38 %, et représente tout de même plus de 18 % de l'ensemble du budget contre 19,33 % en 1982. Le Val-d'Oise a inauguré un système d'« autorisations de programme » qui vise à remédier à l'évolution en dents de scie de l'investissement. Pour le seul secteur de l'assainissement, 50 millions de francs ont été votés avec une enveloppe de crédits de paiement de 36 millions de francs.

Notre département a su maintenir une progression de sa fiscalité locale directe inférieure à 19 %, tout en restant parmi les tout premiers de France pour l'aide consentie en faveur des communes.

[Les chiffres que nous avons publiés sont ceux qui nous ont été indiqués par un conseiller général le jour du vote du budget.]

Point de vue

Pour une rénovation rapide de la grande galerie de zoologie du Jardin des plantes

par PHILIPPE CANAC (*)

DEPUIS plusieurs semaines, la chronique est riche de grands projets de célébration du deuxième centenaire de la Révolution française programmés à l'occasion de l'Exposition universelle de 1989 à Paris.

(...) Certaines idées ont été formulées... Elles consistent toutes à animer le trajet fluvial par la création d'étapes dans des pavillons, peut-être flottants, ou en des lieux de plein air aménagés sur les berges.

En complément des aménagements précaires qui ne dureront que le temps de la fête, je propose d'engager sans tarder l'achèvement du projet entrepris depuis huit années, et au point mort depuis deux ans : la grande galerie de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle, construite et inaugurée en 1889 pour remplacer l'ancienne galerie du dix-huitième siècle, considérée, à l'époque, comme le premier musée zoologique du monde et un modèle du genre.

A la suite d'un long processus de dégradation commencé au lendemain de la première guerre mondiale, la galerie est, en 1965, fermée au public.

L'ensemble des contraintes dégagées par l'étude du projet de remise en état, commencé en 1974 et présenté en juin 1978, a mis en évidence que la réouverture de la galerie nécessite une refonte totale de la présentation des collections.

La possibilité de voir, grâce aux facilités de déplacement, au cinéma ou à la télévision, les espèces les plus spectaculaires ou rares dans leur milieu naturel, a radicalement transformé la motivation du public qui demande aujourd'hui une information scientifique.

En conséquence, de nombreux spécimens n'ont plus à figurer dans la galerie. Toutefois, leur valeur scientifique demeure et les biologistes du monde entier doivent pouvoir les consulter au Muséum. Toutes ces collections d'étude qui ne sont pas publiques et qui posent des problèmes techniques et réglementaires (comme les bocaux remplis d'alcool) seront stockées dans la « zoothèque », entièrement construite en sous-sol, où les collections de spécimens vont pouvoir être très prochainement entreposées.

La galerie de zoologie sera vide dans quelques mois. Tous les préalables sont prêts pour engager les travaux de modernisation qui, s'ils sont entrepris sans tarder, permettront de rouvrir avec éclat, cent années jour pour jour après son inauguration, la galerie de zoologie du Muséum. Ainsi sera fêté, dans le cadre de l'Exposition universelle de 1989, le bicentenaire d'une des plus prestigieuses institutions nées de la Révolution française.

(*) Architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux.

Halte aux sirènes inutiles

*Après notre article concernant la lutte contre le bruit à Paris (*le Monde *du 4 mars) nous avons reçu de M. Jacques Flament, l'un de nos lecteurs parisiens du 6e arrondissement, les remarques qui suivent :*

Parmi les bruits de la circulation, il en est un qui est plus pénible que les autres et dont il est impossible de se protéger : c'est celui des sirènes des voitures et des motos de police, des cars de police-secours, des fourgons des pompiers et des ambulances des SAMU. Sur certains boulevards de Paris, c'est chaque nuit, à n'importe quelle heure, que ce terrible bruit de sirène déchire le silence.

Contre lui aucune protection possible. Ni les doubles fenêtres, ni les vitres épaisses, ni les volets pleins, ni même les boules Quiès ne l'arrêtent. Bien sûr le hululement ne dure qu'une minute. Le jour on le supporte. La nuit, une fois éveillées, bien des personnes ont du mal à se rendormir.

Est-il vraiment nécessaire, la nuit, alors que la circulation est faible, de s'ouvrir la route en faisant tant de tapage ? Les ambulances ordinaires, qui ont sans doute d'aussi bonnes raisons de devoir se hâter, ont simplement un avertisseur deux tons, beaucoup moins pénible pour les riverains.

Alors, quand on parle de « brigades de police affectées à la lutte anti-bruit », je souhaite que lesdites brigades ne deviennent pas, à leur tour, avec leurs sirènes, une grave nuisance pour les Parisiens.



RÉGIONS

Rhône-Alpes

La réunification des Savoies est en marche

De notre correspondant

Chambéry. — En se prononçant l'un à l'unanimité (le conseil général de la Haute-Savoie), l'autre par 29 voix contre 16 (le conseil général de la Savoie), pour la création d'une « entente régionale », les membres des deux assemblées départementales ont exprimé, le 8 avril, leur volonté d'affirmer la personnalité et l'originalité de leur « province » incluse depuis 1972 dans le vaste ensemble rhodano-alpin fort de huit départements. Pour assurer leur « réunification », les Savoyards ont *utilisé une disposition législative de* 1971, qui autorise les départements à s'associer pour travailler ensemble sur des sujets communs. Peu de départements ont jusqu'alors mis en place de telles structures de concertation et de décision. Seule, apparemment, la lutte contre les moustiques amena des assemblées départementales à délibérer conjointement et à mener des actions coordonnées (1).

La Savoie et la Haute-Savoie, en instituant l'Entente régionale de Savoie, dotée de la personnalité *morale et* de l'autonomie financière, d'un conseil d'administration (organe de décision composé de quatorze membres et dont le président sera alternativement l'un des présidents des conseils généraux) ont aussitôt donné à l'Entente un domaine de compétences relativement vaste. Elle a, en effet, pour objet la planification, le développement économique, l'aménagement du territoire, la politique de protection du patrimoine savoyard, le développement de l'université de Savoie, la promotion du tourisme et des produits spécifiques savoyards, enfin la programmation des moyens de développement culturel. Le texte adopté par les deux assemblées souligne dans son préambule que la création de l'Entente *« peut constituer (...) un nouveau pas vers une « région Savoie » (...) ».*

M. Louis Besson (P.S.), qui avait relancé il y a quinze mois cette idée alors qu'il était président du conseil général de la Savoie (*le Monde* du 14 janvier 1982), a dénoncé, le 8 avril, *« l'inaptitude foncière à Lyon, encore plus qu'à Paris, à prendre en compte nos spécificités, qu'il s'agisse de nos handicaps ou de nos atouts ». « Le processus d'auto-organisation savoyard, dans le cadre d'une démarche régionaliste »*, engagé par les deux départements, constitue, selon M. Besson, *« l'avancée la plus décisive depuis l'annexion à la France en 1860 des deux Savoies ».*

A droite comme à gauche, à l'exception des communistes, qui en Savoie ont voté contre l'Entente, on estime que la nouvelle institution interdépartementale est une étape indispensable pour poser, en termes politiques, le problème régional savoyard. *« Notre démarche est progressive et pragmatique. Nous devons apprendre à travailler ensemble avant peut-être un jour d'être unis dans une région Savoie »*, a indiqué M. Michel Barnier, R.P.R., président du conseil général de la Savoie (2). Quant aux élus lyonnais, et notamment le président du conseil régional de Rhône-Alpes, M. Charles Béraudier, (div. droite), ils se sont abstenus de tout commentaire sur ce que certains appellent déjà en privé *« la sécession savoyarde ».*

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Dans le Languedoc-Rousillon.

(2) Le président du conseil général de la Haute-Savoie est M. Bernard Pellarin (P.R.).

CORRESPONDANCE

LES ENGORGEMENTS DU BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE A PARIS

Après l'article que nous avons consacré au boulevard périphérique de Paris (le Monde *du 27 mars) M. Hervé Le Tinnier, qui habite dans le treizième arrondissement, sur les « rives » de cette voie autoroutière, nous envoie son témoignage. Celui d'un usager, lui aussi.*

J'habite un immeuble surplombant ce boulevard au vrombissement infernal et incessant. Les moments difficiles se situent la nuit (échappées solitaires de motos plein pot, diesels en folie) et l'été, lorsqu'il faut choisir entre la chaleur et la rumeur. Aussi aux succès de la circulation, je préfère les ralentissements engorgeurs de la porte d'Italie. Cela nous permet de souffler.

Et bravo pour les nuits d'entretien où le boulevard à demi désert n'émet qu'une demi-rumeur ! Alors, si on a mis le paquet pour les radars et autres électroniques, nous, les riverains, nous, les riverains nous ne demandons que des murs antibruit. Car, pour les vapeurs d'essence, nous avons fait l'impasse...

LA MALADIE DU CENTRALISME

M. Georges Challand, architecte à Aix-en-Provence, nous écrit pour sa part :

Le « périf » embouteillé jusqu'à l'apoplexie ? Cette voie est dépassée irrémédiablement. Si les pouvoirs publics ne se penchent pas un jour sur le véritable problème posé par la configuration en étoile de notre réseau de voirie, lui-même calqué sur le réseau ferroviaire, les aménagements *in situ* du boulevard périphérique ne serviront à rien. Car c'est un non-sens de ne pouvoir traverser la France sans passer par Paris si l'on ne veut pas se perdre dans le dédale des routes secondaires.

Toutes les autoroutes convergent vers Paris. C'est bien là le vice de notre réseau. Il faut réaliser un réseau d'évitement de la capitale pour trouver remède à cette maladie du centralisme. Ce n'est pas une thrombose locale qu'il faut soigner, c'est l'état vasculaire de la France.

TRANSPORTS

L'AFFAIRE DU BOEING ALGÉRIEN MIS SOUS SCELLÉS

Fugue et contre-fugue

Au lendemain de son étrange départ de l'aéroport d'Orly, où il avait été placé sous scellés par suite d'un différend entre son propriétaire et une compagnie charter américaine, Evergreen International Airways, le Boeing-727 *Monts de Tlemcen* d'Air Algérie est tout aussi étrangement réapparu, samedi 9 avril, sur le même aéroport d'Orly.

L'appareil, qui venait de Constantine, effectuait un service tout à fait régulier : *il avait soixante-dix passagers* à son bord. Il a aussitôt été placé sous le contrôle de la gendarmerie, qui l'a fait tracter sur un parking éloigné de l'aérogare, d'où il ne peut, en principe, repartir par ses propres moyens.

Si la réapparition du Monts de Tlemcen suscite quelque étonnement, sa « fuite », vendredi dernier (*le Monde* daté 10-11 avril), laisse planer quelques doutes sur l'attitude des autorités françaises qui en avaient la garde. On ne peut que s'étonner que l'équipage ait pu si aisément ravitailler l'avion en carburant, obtenir un générateur auxiliaire pour démarrer les moteurs et rouler sans que quiconque lui fasse obstacle. Mais on s'étonne plus encore que le plan de vol déposé auprès des autorités aéronautiques à midi, une heure avant le décollage, conformément à la réglementation, n'ait fait l'objet d'aucune opposition. Ce qui fait dire, dans certains milieux aéronautiques et judiciaires, que la décision de laisser partir l'avion *« venait de très haut ».*

L'avocat d'Evergreen, Me Jacques Boedels, s'indigne, en tout cas. *« J'ai la preuve absolue*, explique-t-il, *que les gendarmes de l'aéroport ont signalé à deux reprises au procureur de la République de Créteil des mouvements suspects autour de l'appareil. On leur a dit de ne pas s'occuper de cette affaire. »* De son côté, un responsable de la gendarmerie des transports aériens a déclaré à l'Agence France-Presse : *« Nous avions comme consigne de ne pas nous opposer préventivement au départ de l'avion. »*

A Alger, la direction d'Air Algérie a confirmé avoir été informée vendredi *« que son appareil pouvait redécoller à destination d'Alger »*, et que *« toutes les procédures exigées des compagnies aériennes par les règlements valables dans les aéroports internationaux pour une telle opération ont bien été respectées ».* Pour la compagnie nationale algérienne, *« l'avion ayant regagné sa base à Alger dans les conditions les plus normales possibles, il fut réintroduit dans le programme ».* Ce qui ne fut apparemment pas du goût de Paris.

Une mise au point du directeur d'Air Algérie

Le directeur d'Air Algérie nous a adressé la lettre suivante :

« Compte tenu de la réputation de votre journal, du sérieux avec lequel il vérifie ses informations et surtout, de la mesure avec laquelle il porte d'ordinaire ses jugements je ne puis laisser passer sans réagir certaines assertions contenues dans l'article.

» Je lis, en effet, dans celui-ci, que l'avion de ma compagnie aurait commis un acte caractéristique « de piraterie aérienne », *qu'il a fallu* « laisser le pirate s'envoler... », *etc.*

» De telles assertions ont, si elles étaient exactes, de quoi faire bondir vos lecteurs et portent un très grave préjudice à ma compagnie. La vérité est tout autre et je me dois de la rétablir.

» 1) *Le Boeing d'Air Algérie a décollé d'Orly en plein accord avec les autorités de l'aéroport et après avoir déposé son plan de vol comme il est d'usage en la matière ;*

» 2) *Air Algérie a décidé de le faire revenir à Paris de son plein gré et pour démontrer sa parfaite bonne foi ;*

» 3) *En ce qui concerne l'affaire actuellement en instance devant le tribunal d'Ivry-sur-Seine, il est à préciser que la saisie conservatoire, prononcée par ce tribunal, ne concerne que la caution de 300 000 dollars U.S. et nulle autre somme ;*

» 4) *Air Algérie est une compagnie d'une honorabilité entière et parfaitement solvable. Elle avait décidé de poursuivre, devant le tribunal d'Alger, la compagnie Evergreen et de lui réclamé 1 million de dollars U.S. de dommages et intérêts, pour manquement aux clauses contractuelles. En effet, le premier avion fourni par Evergreen s'est révélé défectueux et aucun autre avion n'avait été fourni en remplacement. Je vous rappelle qu'en effet, en vertu de l'accord passé entre ma compagnie et Evergreen, seuls les tribunaux algériens étaient compétents pour connaître de tout litige pouvant survenir entre les deux compagnies. »*

ENVIRONNEMENT

● *L'Iran au secours des émirats menacés de pollution.* — L'Iran va-t-il fournir de l'eau potable aux émirats arabes menacés par la marée noire du Golfe ? C'est du moins ce qu'a affirmé l'ambassadeur d'Iran à Abou Dhabi, M. Saeed Madarshani, selon lesquels plusieurs navires iraniens chargés d'eau seraient déjà en route. Sur la côte arabe, la situation est assez confuse. Selon la radio de Bahrein, la pollution était « complète » sur une partie du littoral dès samedi 9 avril. La zone de l'aéroport international, des chantiers navals d'Asry et du port de Mina Salman, notamment, serait contaminée par des dépôts de naphte. Mais il est actuellement difficile de faire la part entre la pollution « normale », toujours importante dans cette mer sillonnée de pétroliers, et la « marée noire » due aux fuites du champ iranien de Nowrouz.

CARNET

Naissances

— M. Gérard DUMAS et Mme, née Françoise SOUBIROU,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Eric,

le 31 mars 1983.
43, rue des Favorites, Paris-15e.

Mariages

— Eliane de GUNZBURG
et
Johan BECKMAN,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Paris, dans l'intimité, le samedi 9 avril 1983.

1, square de l'Avenue-du-Bois,
75116 Paris.

Décès

— Mme Haïm Delmar,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Haïm DELMAR,

survenu le 8 avril 1983, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 avril 1983, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux.

— M. Etienne Della Sudda,
M. et Mme François Della Sudda et leurs enfants,
M. Bernard Bachelot et Mme, née *Della Sudda et leurs enfants,*
Ses enfants, ses dix petits-enfants, ses trois arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, dans sa quatre-vingt-septième année, de

Mme Etienne Della SUDDA,
née Geneviève Billon,

munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 avril 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

L'offrande en fin de messe remplacera les condoléances.

Ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation se fera au cimetière de Bagneux, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue Surcouf, 75007 Paris.

— M. Jean Gerber,
Mlle Félise Blanc,
M. et Mme René Gerber et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Chaux et leur fils,
M. et Mme Maurice Laurez,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Jean GERBER,
née Marie-Denise Blanc,

survenu à Vaison-la-Romaine, le 5 avril 1983, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église-cathédrale de Vaison-la-Romaine, le 7 avril 1983, suivies de l'*inhumation dans le caveau de famille* de Séguret (Vaucluse).

16, rue Loucheur,
84110 Vaison-la-Romaine,
27, allées Paulmy, 64100 Bayonne,
175, rue Lecourbe, 75015 Paris,
15, rue Georges-Lafenestre,
92340 Bourg-la-Reine.

— Mme Paul Tawil,
Le docteur et Mme Sami Tawil,
M. et Mme Farid Tawil,
Et toute la famille,
ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur Paul TAWIL,

survenu à Paris, le 7 avril.

Les obsèques auront lieu le mercredi 13 avril, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 15-17, rue d'Ulm, Paris-5e.

22, rue du Général-Bertrand,
75007 Paris,
5, rue Crevaux, 75116 Paris.

— Mme Marc Vaubourgoin-Malkizel,
M. et Mme Jean-Raphaël Vaubourgoin et leurs enfants,
M. et Mme Thierry Vaubourgoin et leurs enfants,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc VAUBOURGOIN,

compositeur de musique.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 6 avril 1983, dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée le jeudi 14 avril, à 17 heures, en l'église Sainte-Anne de la Maison blanche, 188, rue de Tolbiac, Paris-13e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

91, rue Amiral-Mouchez, 75013 Paris.

Anniversaires

— Ce 11 avril 1983 est le dixième anniversaire du départ de

Aron LANGBORT.

Souvenez-vous.

— En ce deuxième anniversaire du décès de

Carmen RICHTER,
née Gautier,

une pensée recueillie est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

docteur
Jean-Pierre POIROT-DELPECH,

une messe sera célébrée le jeudi 14 avril, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris.

Communications diverses

— Une association des amis du prince Thibaut d'Orléans, pour au fonds d'éducation de son fils Robert, vient d'être créée. Son président est M. Paul de la Panouse, château de Thoiry, 78770 Thoiry.

Le Monde

économie

LES RÉACTIONS AUX MESURES DE RIGUEUR DU GOUVERNEMENT

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Nous demandons que les mesures annoncées aillent davantage dans le sens de la réduction des inégalités »

souligne M. Krasucki

« L'action syndicale constitue une sorte de double contrepoids », a affirmé le 10 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 M. Henri Krasucki. Pour le secrétaire général de la C.G.T., *« il existe une énorme pression du capital, intérieure et extérieure ; il faut être le contrepoids de cela. Il y a aussi des insuffisances, des défauts dans l'action gouvernementale, selon nous, et les travailleurs, l'action syndicale, c'est aussi le contrepoids de cela »*.

« Je pense, a assuré M. Krasucki, *que les mesures annoncées ne sont pas de nature à bien atteindre les objectifs prévus. C'est là-dessus que porte notre désaccord. Les objectifs correspondent aux nôtres, ce sont les moyens qui sont différents »*. Se basant sur une étude de la fédération C.G.T. des finances et du Syndicat national des impôts, il a affirmé que *« cent dix mille foyers totalisent une fortune de 1,5 milliard de francs actuels »*, c'est-à-dire *« à peu près la somme du budget de l'Etat et du budget de la Sécurité sociale. Il faut bien rapprocher ce chiffre-là des 60 milliards recherchés ; cela donne 4 % de la fortune des cent dix mille foyers les plus riches du pays. La fortune de chacun de ces foyers représentant en moyenne 1 milliard de centimes, 4 % représentent pour eux 40 millions de centimes. Il leur reste donc 960 millions de centimes, c'est-à-dire que c'est l'argent de poche de ces gens que l'on prélève. Rien qu'en revenus ils le regagnent dans l'année »*. M. Krasucki a poursuivi : *« Demander à ceux qui ont pendant si longtemps pris leur fortune sur le travail des Françaises et des Français, sur le travail de tous ceux qui font quelque chose d'utile dans ce pays, de restituer une petite partie de cela pour refaire l'industrie qu'ils ont défaite, c'est une mesure de justice, en même temps que d'intérêt national. En effet, il faut bien refaire l'industrie (...) Nous demandons que les mesures annoncées soient plus justes, aillent davantage dans le sens de la réduction des inégalités. Même si elles font un petit pas dans cette direction, nous pensons qu'elles doivent en faire un plus important pour que les travailleurs s'y retrouvent et que l'efficacité soit plus grande. Voilà ce que nous attendons du gouvernement et du Parlement. »*

« Ecouter vraiment les travailleurs »

Pour le secrétaire général de la C.G.T., il n'est pas bon pour le gouvernement *« de ne pas écouter ceux qui sont son soutien social principal. Il ne faut pas seulement penser : bon il y a eu des élections, ils ont donné un avertissement, c'est terminé, puis on tourne la page. Il faut écouter les travailleurs, il faut les écouter vraiment »*. Récusant l'idée selon laquelle la C.G.T. n'aurait le choix qu'entre *« s'aligner ou casser la baraque »*, M. Krasucki a souligné : *« Nous ne sommes ni un syndicat de béni-oui-oui ni un syndicat d'irresponsables. Nous estimons qu'il est bon d'avoir une organisation syndicale autonome, indépendante, agissant en fonction des intérêts des travailleurs et avec le sens des responsabilités à l'égard du pays. »* *« Cependant*, a-t-il ajouté, *rien n'avancera sans que les travailleurs s'en mêlent. C'est la raison pour laquelle nous leur demandons d'élever la voix (...). Si c'est nécessaire, l'arrêt de travail fait partie de la démocratie, de l'expression et même du débat démocratique dans le pays. Cela ne nous pose aucun problème de principe. Sinon que quand ce n'est pas nécessaire d'arrêter la production, nous ne conseillons pas aux travailleurs de le faire. »*

● **M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C.**, a demandé la réalisation d'une *« opération vérité »* sur la situation financière de la Sécurité sociale, dans un communiqué le 9 avril à Paris : *« La C.F.T.C.*, a-t-il précisé, *demande que, avant toute mesure générale de fiscalisation, le problème des charges indûment supportées par la Sécurité sociale soit réglé, afin que la situation financière de celle-ci apparaisse clairement. »* Pour M. Bornard, *« ceux qui décident aujourd'hui le prolongementt du prélèvement de 1 % sur plusieurs années ont longtemps dénoncé ces augmentations de cotisations, plus ou moins déguisées, comme une recette éculée aux problèmes de la Sécurité sociale »*.

M. GÉRARD DEUIL (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) : défendre l'esprit de la libre entreprise.

Dans un communiqué le 10 avril à Paris, M. Gérard Deuil, président du S.N.P.M.I. (1), a répondu à M. Krazucki. *« Qu'entendons-nous ?* a-t-il fait remarquer, *M. Krasucki hausse le ton » ; « M. Lajoinie, du parti communiste, négocie directement avec M. Mauroy au sujet des ordonnances. A quel prix ? »* A cela s'ajoutent *« des actions dures »* à l'initiative de la C.G.T., pour M. Deuil. C'est pourquoi, affirme-t-il, *« une chose doit être claire : en ce moment difficile, le S.N.P.M.I. saura faire entendre la voix des forces vives de la nation et saura fermement défendre l'esprit de la libre entreprise sans lequel aucun redressement de notre économie ne peut être envisagé. La France n'est pas un pays marxiste. Les femmes et les hommes responsables de notre pays (chefs d'entreprise, artisans, commerçants, professions libérales et cadres) veilleront à ce qu'elle ne le devienne pas, malgré la propagande abusive des porte-parole du gouvernement et de leurs alliés »*.

(1) Ex Syndicat national de la petite et moyenne industrie.

AU TRENTE ET UNIÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION C.G.T. DE LA MÉTALLURGIE

Oui à la « rigueur », non « à la restriction et à l'austérité pour les travailleurs »

déclare M. Sainjon

Devant le trente et unième congrès de la Fédération C.G.T. de la métallurgie (1), réuni à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) du 9 au 13 avril, M. André Sainjon, secrétaire général de cette fédération, a affirmé qu'*« une politique de rigueur ne peut, en aucun cas, être synonyme de restriction pour les travailleurs, ni d'austérité »*.

Estimant qu'*« il faut sérieusement améliorer et rectifier certaines des mesures gouvernementales pour que les travailleurs s'y retrouvent »*, M. Sainjon a demandé que *« la rigueur de gauche s'applique aux spéculateurs et aux profiteurs »*.

Selon M. Sainjon, *« des travailleurs s'estiment déçus. Ils doivent aujourd'hui plus qu'hier comprendre que personne n'agira à leur place »*. Evoquant le versement de cotisations par les entreprises nationalisées à l'Union des industries métallurgiques et minières et au C.N.P.F., M. Sainjon a réclamé que *« toute la clarté soit faite »* sur ce point.

(1) Selon M. Sainjon, cette Fédération, avec deux cent cinquante mille adhérents (trois cent mille en 1979), *« reste de loin la première organisation syndicale de la métallurgie »*.

Une grève de la faim à Usinor-Dunkerque

De notre correspondante

Dunkerque. — Le secrétaire du Syndicat de lutte des travailleurs (S.L.T.) d'Usinor-Dunkerque, constitué de dissidents des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., a entamé le 5 avril une seconde grève de la faim pour obtenir sa réintégration dans l'entreprise. En effet, trois mois après avoir observé une première grève de la faim, du 29 juin au 14 juillet, M. Flatischler a décidé de recourir à nouveau à ce moyen pour attirer l'attention sur la situation à l'intérieur d'Usinor-Dunkerque.

M. Flatischler fut licencié en juin pour *« interruption de travail sans motif valable et obstruction au travail »* selon la direction, parce qu'il avait été témoin d'un double accident mortel le 4 juin selon le secrétaire du S.L.T. Ce licenciement avait été alors refusé par l'inspection du travail. M. Flatischler bénéficiant de la procédure dérogatoire applicable aux membres du comité d'hygiène et de sécurité (C.H.S.), la direction s'était alors tournée vers le tribunal de grande instance qui constata la nullité de la désignation de M. Flatischler au C.H.S. Mais le 29 octobre dernier, l'inspection du travail refusait à nouveau le licenciement de M. Flatischler qui se présenta à son poste de travail quarante-deux fois, tandis qu'il était officiellement maintenu *éloigné-payé*.

Le 31 mars, une décision du tribunal d'appel de Douai interdit à M. Flatischler l'accès de l'usine sous peine de devoir payer 500 F chaque fois qu'il entrerait à Usinor.

C'est pour protester contre ce *« licenciement illégal »* que M. Flastischler a entamé dans une église du centre-ville une seconde grève de la faim.

SYLVIE BONZE.

INQUIÉTUDE A OBJAT (Corrèze)

Les difficultés d'une fabrique de meubles et la vie économique d'une petite bourgade

Les graves difficultés que traverse la société Gautier (fabrique de meubles) font peser des menaces sur l'économie des petites villes où elle exploite des usines. Cent ou deux cents licenciements dans une cité de quelques milliers d'habitants, au cœur de départements ruraux, peuvent entraîner des conséquences économiques aussi graves — à leur échelle — que la fermeture ici, d'un haut fourneau, là d'un puits de mine. C'est le cas à Objat, petite ville de Corrèze.

De notre correspondant

Brive. — Bien avant que cela ne devienne une mode, la Corrèze a voulu appliquer à la lettre les axiomes des économistes et des sociologues, dans le but de freiner l'exode rural, en créant des usines à la campagne. Bien sûr, il n'était question ni de sidérurgie ni de métallurgie ou autre industrie lourde, mais plus simplement de petites et moyennes entreprises mettant à profit les ressources naturelles et les bras du pays. C'est précisément dans le bassin de Brive que cette floraison se fit jour, la Basse-Corrèze, par ses axes de communication, son relief plus tranquille et son climat plus modéré, s'y prêtant mieux que le plateau rigoureux du haut-pays ou que le bassin trop encaissé de Tulle, chef-lieu du département.

Deux cents familles

A une quinzaine de kilomètres de Brive, Objat, un gros bourg de trois mille habitants, doit sa prospérité à de telles initiatives et à son titre de « capitale du petit pois » ; l'agriculture, qui constituait encore il y a quelques années la principale ressource de ce pays, détermina les premiers gestes des artisans, tressant en osier les malles et les corbeilles destinées à l'exportation des petits pois.

Artisans, les Objatois devinrent ouvriers avec la création, au début du siècle, de l'usine Eguizier, qui, mariant l'osier et le bois, produisit tout d'abord du petit meuble. Devenant l'une des plus importantes filiales du groupe Gautier, le leader européen du meuble de jardin, qui emploie deux mille cinq cents personnes dans sept unités (Vendée, Maine-et-Loire, Corrèze), l'usine corrézienne devint vite le cœur même de l'économie d'Objat.

Or voilà qu'une production trop grande et qu'un marché trop faible — la vente a, semble-t-il, baissé de 30 % en janvier 1983 — remettent aujourd'hui en question l'avenir de l'entreprise et, avec elle, l'équilibre de toute la région environnante.

Le groupe Gautier, qui a bénéficié du premier contrat de solidarité sur la semaine de 35 heures, signé le 9 février par M. Le Garrec, alors ministre chargé de l'emploi, n'envisage qu'une solution radicale : *« Il faut alléger l'avion et le faire redécoller très vite... »*. Ainsi, une liste de cent quatre-vingt-seize licenciés a été affichée ces jours derniers à la porte de la fabrique, laissant désemparée toute la population de la commune. A peine installée dans ses fonctions, la municipalité, autour de son maire M. Jacques Lagrave (R.P.R.), s'est trouvée confrontée à cette situation dramatique (1). Les commerces ont fermé leurs volets en signe de deuil, des cortèges de syndicalistes et d'élus se sont déroulés dans les rues du bourg, l'usine et la mairie ont été occupées, des télégrammes ont été adressés à Paris.

Mais Paris, cela semble si loin ! Ici, à Objat, l'agonie de l'usine va se répercuter comme une épidémie sur l'économie rurale, frappant le marché du dimanche, l'école, le collège, ruinant les projets des familles qui s'étaient décidées à construire au pays. A la campagne, le départ de deux cents familles — car très peu d'entre elles retrouveront un emploi sur place — prend une signification aussi préoccupante que des licenciements plus massifs dans les grandes villes, et se traduit par d'irrémédiables conséquences, qui seront à peine atténuées par la création de... treize emplois, proposés par des entreprises locales, et nés d'un élan de solidarité autour de la municipalité corrézienne qui joue un rôle d'agence pour l'emploi.

ALAIN GALAN.

(1) *« Gautier, c'est notre poumon économique*, dit M. Lagrave. *La taxe professionnelle que paye l'entreprise représente 40 % de notre budget. »*

SOCIAL

Un mal impardonnable

(Suite de la première page.)

S'il ne s'agissait que de produire une seule matière, et si tous les hommes étaient identiques, la méthode serait recommandable. Elle conduit, dans notre économie, à une *série étonnante* de contresens et de déceptions, à ignorer les notions fondamentales de circuit de travail et, par suite, de court-circuit de travail (chômage). Que dirait-on de *chimistes qui, ignorant les différences* entre les corps simples, additionneraient leurs atomes comme des unités ?

Plus robustes encore, les illusions contre *la* machine, accusée de réduire le nombre des emplois ; cette *fois*, l'accusé, c'est l'informatique, le robot.

Sans même demander leur avis aux Japonais, consultons les faits les plus simples ; en tous pays industriels, il y a bien plus d'emplois qu'avant la machine, il y a deux siècles. Poussons plus loin et posons, par curiosité, lors d'un sondage, la question suivante : « Depuis l'aventure du pétrole, il y a dix ans, de combien a diminué le nombre des emplois ? » Les réponses s'établiront autour d'une moyenne un peu inférieure à deux millions. La réponse juste serait six cent cinquante mille emplois de plus. En dépit des erreurs commises, il y a, en effet, six cent cinquante mille personnes pourvues d'emploi de plus qu'avant (dont six cent mille femmes). « Ne licenciez pas », est-il dit partout. Si d'aventure *nous avions suivi depuis deux* siècles ce conseil, nous serions tous encore paysans (sans universités, ni hôpitaux, ni... retraites).

Les malédictions lancées récemment contre les robots « tueurs de l'emploi » sont identiques à celles qui ont été prodiguées au dix-huitième siècle contre la navette volante ou le métier de Jacquard.

Lorsque nous souffrons d'une maladie, nous allons chez le médecin. Allons donc consulter les médecins de l'économie, les économistes ou économètres.

Déception cruelle : l'emploi, c'est le sujet maudit, redouté, évité. Moins dangereux, assurément, est de parler des cycles pervers ou des multinationales. Si décriés ont été *les économistes par l'opinion, si souvent* accusés de manquer d'humanité, qu'ils ont cherché refuge dans l'abstraction. Quant aux modèles, de plus en plus propres à soulever l'admiration, *ils sont prudemment amputés* des facteurs les plus compromettants et restent sous le charme désuet des vertus keynésiennes, bien affirmées il y a cinquante ans.

Chez les quelques téméraires qui se lancent dans le grand bain, l'idéologie l'emporte trop souvent, en tout bien tout malheur, et, en tout cas, aucun sanctuaire n'est touché, c'est la fuite dans le désert.

Lorsque, il y a trois ans, j'ai abordé les relations entre la machine et l'emploi, j'ai cherché, en tremblant un peu, à consulter les ouvrages les plus récents. Aucun ouvrage français depuis plus de cent ans ; me tournant alors vers la lumière divine, le monde anglo-saxon, *j'ai appris que l'ouvrage le plus récent*, celui de Hicks, remontait à un demi-siècle, et j'ai pu constater son insignifiance. Le sujet est maudit.

L'économiste devrait aujourd'hui se soumettre constamment à la torture et ne pas dormir une nuit tranquille tant que le mal honteux qu'est le chômage n'aura pas disparu. Dès l'instant que tous les baumes, les élixirs, ont été employés par les politiques, il appartient aux « hommes de l'art » de ne pas reculer devant les faits et de les saisir à fond, sans peur d'impopularité. C'est aux hommes politiques et non aux économistes qu'il appartient de juger ce qui peut être tenté.

Justice sociale et efficacité

S'il est un mot dangereux, redoutable, c'est bien le mot « rigidité », *a priori* péjoratif. Le prononcer, c'est donc s'attirer rapidement le reproche de vouloir revenir au régime libéral. Les multiples rigidités légales, réglementaires, coutumières, répondent toutes à quelque préoccupation sociale ; rien ne dit qu'il convienne de les supprimer, c'est-à-dire de revenir en arrière ; car dénoncer une cause n'indique pas nécessairement le remède. Mais faute de bien saisir les enchaînements il est bien illusoire de trouver la solution, en avant.

Celui qui construit une voiture, un bateau, se trouve devant divers objectifs : vitesse, confort, prix, etc. et les concilie plus ou moins. En éco*nomie, il y a deux grands objectifs* : morale (ou justice sociale) et efficacité. L'homme politique peut feindre de croire à leur concordance. Mais il y a toujours à choisir. Et de *même, plein emploi et sécurité* s'accordent mal ; il faut le savoir et non fermer les yeux, pour mieux ouvrir la bouche.

La France a longtemps vécu dans l'idée qu'elle était un pays indépendant ; je parle, *bien entendu*, en termes économiques. Cette indépendance peut prendre deux formes : l'autarcie et l'excédent (ou l'équilibre) de la balance des paiements. La première pourrait convenir à ceux qui acceptent de se priver de carburants, de fils électriques, de vêtements de laine, de papier, etc., et, pour peu que les écologistes se mettent de la partie, d'éclairage, de tous transports, etc., tout cela au profit d'une forte mortalité.

Le programme politique de juin 1981 n'était pas sans rappeler, dans sa pureté, la charge des saint-cyriens de 1914, courant en gants blancs contre les mitrailleuses des Feldgrau. En dépit de la chute des illusions, les Français se croient encore à l'abri, derrière les hautes murailles de l'Hexagone. Aux élections municipales, la peur des immigrés a joué plus que le déficit, combien plus grave, de la balance des paiements.

Consommer durablement plus qu'on ne produit n'est accessible qu'aux riches. Nous l'avons été et en avons gardé des réflexes. Sans pénétrer les secrets des dossiers, il est difficile d'énoncer le fait suivant :

Tous les discours sont orientés en faveur de l'emploi comme ceux du pasteur du président Coolidge l'étaient contre le péché, mais tous les actes, toutes les mesures, sont orientés, le plus ingénument du monde, en faveur du chômage.

Tous ceux, fort nombreux, qui, du *chef du gouvernement au plus humble* employé d'une agence locale pour l'emploi, travaillent en faveur de « l'emploi » se préoccupent de trouver des emplois aux Français qui en cherchent. La plupart de ces dé*voués ne peuvent guère faire autre* chose : *« Que savez-vous faire, Monsieur, Madame ? Que voulez-vous faire ? Je vais chercher à vous caser »*. Chacun d'eux a raison, mais le contresens d'ensemble n'en est pas moins étendu et en voie d'aggravation, par l'usage non réfléchi du terme « formation », excellent pour un individu et dépourvu de sens à l'échelle nationale, du moins tel qu'on le conçoit.

Pour la nation, pour l'ensemble de l'économie, le travail n'est pas un but en soi, c'est un moyen de se pro*curer les richesses que l'on désire* consommer. Projeter à l'échelle nationale une attitude individuelle, c'est la certitude de l'échec. Tout besoin à satisfaire est une source d'emploi, tout emploi non conforme aux besoins ou dépassant ceux-ci est, en quelque sorte, parasite et créateur, quelque part ailleurs, de chômage et d'appauvrissement.

Erreur de signe

Que chacun cherche à s'élever le plus haut possible dans l'échelle so*ciale est plus que légitime* ; que chacun vise les emplois les plus agréables et les plus rémunérés est d'autant plus logique que les deux qualités sont le plus souvent réunies. Et, *cependant, si 70 % visent* à accéder à la moitié supérieure de la société, l'arithmétique est trop peu complaisante pour satisfaire ce désir.

On pourra certes objecter qu'il y a aussi des manœuvres en chômage ; l'économie n'est pas un mécanisme d'horlogerie, et les malfaçons de l'économie, les charges anormales qui en résultent, pèsent sur l'ensem*ble, réduisent la rentabilité et ne* permettent qu'un emploi partiel un peu partout.

Le fond demeure : du fait de cette immense erreur de signe, de la prise du problème à l'envers (toujours par généralisation des problèmes de l'individu), tous nos efforts sont à contretemps, nos expressions les plus sympathiques sont elles-mêmes des contresens, telle la formule sacrée « créer des emplois », qui revient pieusement dans les meilleures bouches, sous les plumes les mieux intentionnées.

Le résultat de tous ces contresens, le refus de voir, ont conduit à une immense exclusion d'une partie de la population active, laquelle a engendré un contresens supplémentaire, la croyance en une limitation, en quelque sorte naturelle, du nombre des emplois. A son tour, cette contre-vérité suggère des contre-remèdes malthusiens : exclure, renvoyer, chasser, réduire. Après avoir longtemps tenu en suspicion le travail des femmes, nous en sommes aujourd'hui à écarter les travailleurs dits âgés, solution onéreuse, qui réduit encore la possibilité d'investissements véritablement créateurs.

Le problème doit être entièrement repris à la base, sans peur des amertumes. Dans le second article, nous toucherons le fond du débat et essaierons, dans le troisième, d'esquisser les grandes lignes d'une solution.

ALFRED SAUVY.

Prochain article :

LE FOND DU DÉBAT.

AFFAIRES

REMOUS DANS LES SERVICES INFORMATIQUES

Qui contrôlera la société SESA ?

Un coup de théâtre vient de se produire dans le petit monde des services informatiques avec la prise d'une participation majoritaire, par le groupe nationalisé C.G.E., dans le capital de la société SESA. Cette opération, qui relève du « Kriegspiel » industriel, met aux prises, à travers la SESA, la C.G.E. (et son directeur général, M. Georges Pebereau) et CAP, Gemini Sogeti (et son P.D.G.–fondateur, M. Serge Kampf), autre actionnaire important de la SESA.

Née voilà près de vingt ans, l'industrie du service informatique a connu un essor rapide. De nombreuses sociétés (S.S.C.I.) se sont créés à partir d'initiatives individuelles, *généralement d'ingénieurs* ou de cadres. Les unes ont disparu purement et simplement ; d'autres ont été rachetées par des banques ou par des grands groupes industriels. Certaines ont résisté, grandi et prospéré dans l'indépendance. Leur réussite n'est pas pour rien dans la position de l'industrie française des services informatiques, considérée comme la seconde du monde.

Il n'existe pas un, mais plusieurs métiers dans le service informatique. Certaines firmes font du travail à façon, en assurant, pour des entreprises qui n'en ont pas les moyens, diverses fonctions informatiques (paie, gestion, comptabilité, etc.). D'autre réalisent des études et vendent leurs conseils à des sociétés qui veulent se doter d'outils informatiques. D'autres enfin, qui développent des logiciels spécialisés, des progiciels, mettent au point des systèmes informatiques complexes, font *du sur-mesure pour leurs clients.*

La C.G.E., comme d'autres groupes, tel Thomson, n'est pas restée à l'écart du mouvement. Elle a sa propre société, S.S.C.I.-G.S.I., qui réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et est surtout axée sur le travail à façon.

CAP Gemini Sogeti, qui réalise un chiffre d'affaires *légèrement* supérieur à 1 milliard de francs et emploie *plus de quatre mille personnes*, dont un millier aux États-Unis, est, à l'inverse, spécialisée dans les « prestations intellectuelles », où elle occupe une position de premier rang en Europe. M. Serge Kampf, qui détient encore 51 % de son capital (1), a toujours tenu à conserver le contrôle de son affaire pour la préserver des convoitises que quelques grands groupes auraient pu nourrir à son égard.

Fondée au début des années 60 par M. Jacques Stern, la SESA fait un chiffre d'affaires de 450 millions de francs et emploie mille deux cents personnes, dont huit cents ingénieurs. *Elle* est spécialisée dans la réalisation de réseaux de transmission de données à grande vitesse. C'est elle qui a bâti le réseau français *Transpac.*

Depuis longtemps, la SESA avait un problème de structure du capital. Après diverses opérations, M. Stern et les principaux cadres du groupe réussissaient au début de 1981 à accroître leur poids, en prenant respectivement 35 % et 10 % du capital. La C.G.E., *qui détenait* 35 % à travers une de ses filiales, passant à 45 %, la Serete conservant 10 %.

La C.G.E. n'était, en fait, qu'un *sleeping partner, les dirigeants de la* SESA rechignant à tomber sous la coupe d'un grand groupe.

Une mesure conservatoire

Le départ de M. Stern chez C.I.I.-H.B. et la vente, en décembre *1982*, de ses 35 % à *CAP Gemeni* Sogeti – avec qui il existe une im*portante synergie* – allait cependant détruire le fragile équilibre des pouvoirs. Pour éviter que la SESA ne bascule vers la société de M. Kampf, la C.G.E. allait mener une contre-offensive dans deux directions.

La première a consisté à prendre des « mesures conservatoires » *sur* le plan du capital. La Sérete, souhaitant céder *ses* 10 %, la C.G.E. a fait jouer un vieux droit d'option sur 5 %. Les cinq autres pour-cent ayant été cédés à des membres du personnel, la C.G.E. leur a racheté environ 2 %. Si bien qu'elle détient désormais 52 % de la SESA.

La seconde a été de mener une opération de charme auprès des ca*dres de la SESA, en leur* apportant, notamment, le soutien logistique de la C.G.E. pour résoudre les graves problèmes rencontrés par la SESA aux Etats-Unis. Dans le même temps, on leur fait miroiter tous les avantages qu'aurait une intégration de leur société dans l'empire C.G.E.

On se doute que toute cette affaire n'est guère du goût de CAP Gemini-Sogeti, qui se retrouve quelque peu piégée avec une participation de 35 %, payée au prix fort, dans une entreprise *qui se* porte moins bien que prévu et qui est passée subrepticement *sous* le contrôle d'un groupe nationalisé.

Aujourd'hui chacun s'observe. La C.G.E. explique que *« rien n'est figé »*, et que les cadres de la SESA décideront finalement *« avec qui ils souhaitent travailler »*. Tout cela débouchera-t-il sur un compromis ? C'est possible. Ainsi la C.G.E. pourrait revendre à CAP Gemini Sogeti les 52 % de la SESA et recevoir en échange des actions de la *société de* M. Kampf (10 % au maximum).

Les trois sociétés sont somme toute assez complémentaires, et des *coopérations* technologiques *peuvent* être envisagées. Mais la C.G.E. saurait-elle se contenter d'une participation minoritaire, d'un accord où elle n'aurait pas la prépondérance ? Ne vise-t-elle pas en fait, à travers ce *« coup de billard »*, à mettre tout de suite la main soit sur la SESA... soit à plus long terme sur le groupe *de M. Kampf.* Affaire à suivre.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) La Compagnie *générale* d'industrie et de participation détient 27,5 % du capital, et une filiale de British Airways, 10 %, le reste étant réparti entre des membres de l'équipe dirigeante et du personnel.

L'ITALIE VA AIDER SON INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

Le gouvernement italien vient de mettre au point un plan de restructuration de l'industrie de l'aluminium. L'Etat va y consacrer environ 1,2 milliard de francs.

Cette décision, prise à la fin de la semaine dernière par un conseil interministériel présidé par le premier ministre, M. Fanfani, devrait apporter un ballon d'oxygène au groupe d'Etat *EFIM*, qui contrôle, à travers sa filiale Mineria Carbonifera *Sarda*, environ *80 %* des capacités de production d'aluminium en Ita*lie. EFIM avait* menacé de licencier onze mille salariés si aucune aide *gouvernementale n'était décidée.* Les déficits n'ont cessé de s'accroître depuis des années, et *représenteraient* un montant cumulé de plusieurs centaines de milliards de lires.

Le plan gouvernemental reste cependant fort discret sur le détail des restructurations. Il n'indique pas si la filiale du groupe Alusuisse, qui contrôle 20 % de la production d'aluminium en Italie, est concernée.

TOURISME

L'ASSOUPLISSEMENT DU CONTROLE DES CHANGES

Quatre régimes pour les voyages

Un arrangement est intervenu, le 8 avril, entre le ministère de l'économie, des finances et du budget et le Syndicat national des agences de voyages (SNAV) au sujet de la *vente de voyages à forfait à l'étranger* (*le Monde* daté 10-11 avril). *Désormais*, les voyages des Français sont soumis aux régimes suivants :

● *Les voyages sans limitations.* – Il est loisible d'emporter et de dépenser (en billets, en chèques ou en cartes de crédit) tous les francs nécessaires en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, ainsi que dans les treize pays de la zone franc.

● *Les voyages hors zone franc achetés avant le 25 mars.* – Les personnes ayant versé, avant le 25 mars, des arrhes ou des acomptes, soit par transfert à l'étranger soit par paiement auprès d'une agence de voyages, peuvent régler le solde de la *dépense, quel que soit son montant*, sans l'imputer sur l'allocation touristique annuelle de 2 000 F. Ils devront apporter la preuve de la date de leur paiement.

● *Les voyages hors zone franc achetés depuis le 25 mars auprès d'un agent de voyages.* – Il est possible d'acheter auprès des agences de voyages n'importe quels circuits, séjours ou prestations touristiques et à n'importe quel prix. Les agences amputeront l'allocation touristique annuelle de 2 000 F des sommes correspondant aux sorties de devises réglant les prestations, l'hébergement et les transports à l'étranger. Cette amputation ne peut dépasser 1 750 F pour un voyage en pension complète et 1 150 (et non 1 250 F comme l'indiquaient les premières informations) pour un voyage en demi-pension. Chaque touriste peut donc emporter en voyage le reliquat *de l'allocation touristique en devises* auxquelles s'ajoutent 1 000 F en billets *français.*

● *Les voyages hors zone Franc réalisés individuellement.* – Ceux qui ne s'adresseront pas à une agence de voyages disposeront, hors zone franc, quel que soit le pays de destination et la longueur du séjour, des allocations suivantes : la contre-valeur en devises de 2 000 F par an et par adulte (et de 1 000 F pour les enfants de moins de dix ans) et, à chaque voyage, de la somme de 1 000 F en billets français.

● Un nouveau P.-D. G. pour Apple. – La société américaine Apple Computer, l'un des pionniers de la micro-informatique (1 milliard de dollars de chiffre d'affaires), change de président. M. John Sculley, âgé de quarante-quatre ans, va remplacer M. Markkula, son cadet de trois ans.

M. Sculley a travaillé pendant seize ans chez Pepsi-Cola dont il était président de la branche américaine. M. Markkula ne quitterait pas Apple. Il souhaiterait travailler sur les projets à long terme de la société et y créer un laboratoire de recherche.

Les difficultés rencontrées par Apple, *ces derniers mois, pour maîtriser* sa croissance et faire face à la concurrence des géants comme I.B.M. qui se lancent sur le marché de l'informatique personnelle ne sont pas étrangères à ce remaniement à la tête de la société.

● Le 40e congrès confédéral de la C.F.D.T. aura lieu à Bordeaux en 1985. – Le 40e congrès de la C.F.D.T. aura lieu à Bordeaux en 1985 aux alentours du mois de mai, a déclaré le bureau national de la C.F.D.T.

LA « DÉNATIONALISATION » DU TÉLÉPHONE EN GRANDE-BRETAGNE

La brèche de Kingston-Upon-Hull

Les regards de tous les constructeurs mondiaux d'équipements de télécommunications sont tournés vers une toute petite région d'Angleterre, au nord de la rivière Humber. *Il va s'y dérouler* un test important à la fois pour les industriels britanniques et le reste du pays.

Cette région, en effet, est la seule à ne pas relever des P.T.T. (Post Office), qui, partout ailleurs, détiennent le monopole du téléphone. Or le gestionnaire local, le conseil de la ville de Kingston-Upon-Hull, va lancer, cet été, un premier appel d'offre de centraux électroniques. D'un faible montant (120 millions de francs), ne concernant que peu d'abonnés (cent mille à terme), mais qui aura valeur de test pour le System X que présenteront, pour la première fois, les constructeurs britanniques Gec et Plessey. Après un long et difficile développement, le System X va-t-il devenir opérationnel ? *Rien n'est moins sûr,* car tous les concurrents internationaux se*ront sur les rangs (le canadien* Northern Telecom, le français CIT-Alcatel *et* le suédois L.M.-Ericson) avec des systèmes qui ont fait leurs preuves ailleurs. La Standard Telephone and Cables (S.T.C.), filiale britannique de l'américain I.T.T., présentera, de son côté, le nouveau System 12 d'I.T.T. Pour ce dernier système, l'appel d'offre aura également valeur de test.

Le Post Office « dénationalisé » suivra de près les résultats. Le marché de Kingston-Upon-Hull ouvrira-t-il une première brèche pour les constructeurs étrangers en Grande-Bretagne ?

E. L. B.

ÉTRANGER

Les sociétés mixtes opérant en Chine ne paieront pas d'impôt pendant deux ans

Les autorités chinoises ont décidé de réduire les taxes frappant les sociétés mixtes *(joint venture)* opérant en Chine et de faciliter leur fonctionnement, vient de faire savoir l'agence Chine nouvelle.

Les équipements, les matières premières, les pièces détachées importées par l'investisseur étranger ou bien par la société mixte seront désormais exempts de taxes fiscales et douanières.

En outre, les sociétés mixtes ne paieront pas d'impôt sur le revenu pendant les deux premières années où elles enregistrent des profits. Elles bénéficieront d'une réduction d'impôt de 50 % au cours de la troisième année.

Jusqu'à présent, ces sociétés étaient soumises à un impôt dès la *deuxième année, avec toutefois un* abattement de 50 % pendant deux ans.

Le gouvernement chinois, indique Chine nouvelle, a aussi décidé de lever les restrictions sur la vente en Chine des produits fabriqués par les sociétés mixtes.

Ce type de sociétés a été créé à l'origine pour l'exportation, et seule une part minime des produits fabriqués était écoulée sur le marché intérieur.

Désormais, les articles ou produits qui répondent à une demande intérieure pourront être vendus sans aucune restriction en Chine, a indiqué Chine nouvelle.

Afin de ne pas grever les coûts de *production*, le *gouvernement chinois* a décidé de vendre à ces sociétés les *matières premières*, les *matériaux*, l'eau, l'électricité, ainsi que le fuel et le pétrole utilisés pour les transports, au même prix que celui accordé aux sociétés chinoises.

Toutefois, les métaux précieux, *ainsi que le charbon, le pétrole*, le bois et d'autres matériaux, dont le *prix sur le marché international* est plus élevé que sur le marché chinois, seront payés au tarif mondial pour les produits destinés exclusivement à l'exportation.

Chine nouvelle indique que les formalités de douanes seront simplifiées pour le personnel des sociétés mixtes, qui sera autorisé à importer des véhicules et du matériel de bureau.

L'agence précise que la Chine compte, à l'heure actuelle, quarante-huit sociétés mixtes, à l'exclusion de celles opérant dans les zones économiques spéciales.

Le montant total des investissements de ces entreprises s'élève à 222,98 millions de dollars, dont 102,54 millions provenant des partenaires étrangers. – *(A.F.P.)*

Au Venezuela

Les recommandations du F.M.I. sont jugées « traumatisantes »

La Banque centrale du Venezuela a dû intervenir à la fin de la semaine *dernière pour éviter que le* dollars U.S. n'atteigne le cours de 9 boli*vars*. La *monnaie américaine avait* coté 8,75 bolivars lorsque la Banque centrale est intervenue.

C'est la première fois que le dollar atteint de tels *sommets* depuis l'introduction d'un triple marché des changes par le gouvernement le 28 février dernier.

Jusqu'à cette date et depuis douze ans, le dollar s'était maintenu au cours de 4,30 bolivars. Le triple marché des changes a été mis en place pour freiner les sorties de devises.

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a présenté au Venezuela un « *catalogue de recettes* » en huit points qui a été qualifié de « *traumatisant* » dans les *milieux économiques.*

Selon le quotidien *Diario de Caracas*, le plan comprend les points *suivants* :

Elimination totale des subventions, *hausse des tarifs des services* publics, réduction des dépenses publiques, réforme fiscale comportant un accroissement du poids des impôts indirects, limitation des hausses de salaires, libéralisation du commerce intérieur et extérieur, libération des prix, pas de restrictions aux importations, restriction du crédit, unification du marché des changes avec flottement de la monnaie.

Dans un rapport devant le directoire de la Banque centrale, Padren Amare, son président, n'a pas employé le terme de dévaluation, mais on considère dans les milieux officieux que celle-ci va dépasser légèrement les *100 %*.

Le Venezuela a, au sein du F.M.I., une quote-part de 1,2 milliard de dollars et pourrait solliciter un prêt de 1,5 milliard pour couvrir ses remboursements de dette, ac*tuellement suspendus par un* moratoire décidé jusqu'au 1er juillet par le *gouvernement* de Caracas.

● L'Argentine introduira, le 1er juin prochain, une nouvelle unité monétaire, baptisée « peso argentin », qui équivaudra à 10 000 pesos *actuels*, a indiqué, samedi 9 avril, le directeur du Trésor de la Banque *centrale d'Argentine, M. Miguel* Bruzon.

Une opération identique avait été effectuée en janvier 1970. Le dollar U.S., *qui cotait auparavant* 350 pesos, retrouvait alors une parité de 3,50 pesos avec la nouvelle unité monétaire.

Treize ans et cinq mois plus tard, une nouvelle conversion monétaire est rendue indispensable, le dollar ayant atteint la parité de 94 000 pesos sur le marché intérieur.

● M. Franz Joseph Strauss, ministre-président de Bavière et président du conseil d'administration d'Airbus-R.F.A., vient de déclarer qu'il était opposé à la réduction de la participation ouest-allemande au programme européen de construction de l'avion de transport Airbus A-320, envisagée par Bonn.

AGRICULTURE

Les producteurs ont décidé de créer la première usine de tabac blond en France

Les producteurs de tabac de France ont décidé de monter une usine de tabac blond. Cette décision, prise lors du congrès de Valence qui s'est terminé samedi 9 avril, représente une double première : ce sera la première usine de ce type, alors que la consommation de tabac brun décroît depuis plusieurs années déjà, et c'est la première fois que les producteurs entendent avoir la propriété de leur outil de transformation.

Aujourd'hui, 4 000 producteurs cultivent du tabac blond sur 2 600 hectares, soit de quoi approvisionner une usine employant quarante personnes et produisant 5 000 tonnes par an. Mais si, comme l'espère la Fédération nationale des planteurs (F.N.P.T.), la culture du tabac blond progresse tant chez les producteurs actuels, que chez de nouveaux agriculteurs, 10 000 tonnes pourraient être traités.

Le coût de la nouvelle usine n'est *pas encore chiffré. Trois projets sont* à l'étude : l'un dont le coût est évalué à 45 millions de francs concerne une entreprise entièrement neuve, l'autre de 15 millions reviendrait à utiliser des machines et un site de la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) actuellement sous utilisés. Le troisième projet serait intermédiaire entre les précédents.

Côté financement, les planteurs comptent sur des subventions de la CEE, mais la lenteur avec laquelle les dossiers sont réglés leur font craindre un retard préjudiciable à la mise en route du projet qu'ils espèrent pour le début de 1985. L'autre solution serait purement française : subvention du ministère de l'agriculture (son représentant à Valence, M. Bombal, a donné son accord de principe), emprunts et prêts participatifs du Crédit agricole. Les planteurs participeront au financement par l'intermédiaire des fonds d'investissement de leur caisse de réassurance. Ces fonds serviraient au préfinancement ou à la trésorerie.

Pour la commercialisation, l'Union des coopératives des planteurs envisage *de créer un GIE ou de passer* des conventions avec un négociant italien Delta-Fina (filiale du groupe hollandais Delli Maatshpij et de la multinationale américaine Universal-Leaf qui approvisionne notamment Philip Morris). Cette association est nécessaire, « *dans un premier temps du moins*, dit-on à la F.N.P.T. *pour apprendre le métier du commerce que nous ne connaissons pas bien* ».

La création prochaine de cette usine participe de la reconquête du marché intérieur, puisque, aujourd'hui, la SEITA importe la quasi-totalité de ses tabacs blonds. *En 1985*, a déclaré M. Bombal, *les importations de la SEITA dépasseront 50 % et entraîneront un déficit de 2,8 milliards de francs.* – *J. G.*

ERREUR D'AIGUILLAGE

Vieux pneus enflammés, rails enduits de graisse : on ne passe pas ! Les trains, comme des aimants, attirent les agriculteurs en colère. Qui racontera un jour l'histoire des rapports conflictuels entre les hommes de la terre et le chemin de fer ?

C'était samedi 9 avril, trente jeunes paysans étaient sur le pont, à Mirebeau (Côte-d'Or) pour arrêter un train de personnalités inaugurant une ligne touristique. Las ! De personnalités point, mais trois cents nostalgiques de la traction à vapeur ont pu, le temps d'une halte imprévue sur le périple Dijon-Dijon, découvrir, par tracts interposés, les joies des montants compensatoires monétaires. Les jeunes agriculteurs ont confessé leur erreur d'aiguillage.

J. G.

● **L'Amérique latine a connu en 1982 la crise économique la plus grave depuis la dernière guerre** et même probablement depuis la crise de 1929, estime la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), qui a dressé la semaine dernière le bilan de l'année écoulée.

Le produit intérieur brut de l'Amérique latine a baissé de 1 % en 1982, pour la première fois en quarante ans, tandis que le taux d'inflation a dépassé 45 %, indique la CEPAL. La balance des paiements globale de l'Amérique latine, qui montrait déjà des signes de faiblesse depuis deux ans, a enregistré un déficit de 14 milliards de dollars, ajoute la Commission. La dette extérieure globale a totalisé 274 milliards de dollars, en hausse de 7 % par rapport à 1981. Entre 1977 et 1981, cette dette augmente de 24 %.

● **L'annuaire électronique en Ile-de-France en octobre.** – Les P.T.T. proposeront l'annuaire électronique aux abonnés volontaires du quatrième arrondissement de Paris, à ceux de Boulogne puis de Saint-Cloud, Suresnes, Nanterre, Evry, Corbeil et Villabé. Deux cent mille appareils devraient être installés avant la fin 1984.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	7,2440	7,2510	+ 150	+ 190	+ 290	+ 350	+ 765	+ 885
$ can.	5,8720	5,8795	+ 100	+ 150	+ 210	+ 275	+ 565	+ 690
Yen (100)	3,0400	3,0440	+ 135	+ 170	+ 280	+ 325	+ 810	+ 880
DM	2,9985	2,9995	+ 170	+ 195	+ 340	+ 375	+ 955	+ 1020
Florin	2,6610	2,6620	+ 145	+ 165	+ 300	+ 315	+ 820	+ 860
F.B. (100)	15,0405	15,0600	– 90	+ 75	– 95	+ 140	– 170	+ 250
F.S.	3,5360	3,5405	+ 220	+ 250	+ 460	+ 500	+ 1330	+ 1415
L. (1 000)	5,0270	5,0335	– 215	– 125	– 445	– 325	– 1455	– 1270
£	11,0250	11,0450	+ 120	+ 220	+ 290	+ 420	+ 940	+ 1160

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/8	9 1/2	9 3/16	9 9/16	9 1/4	9 5/8	9 3/8	9 3/4
DM	4 5/16	4 11/16	4 9/16	4 15/16	4 3/4	5 1/8	5	5 3/8
Florin	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4	5 1/4	5 5/8
F.B. (100)	11 1/2	12	11 1/2	12 3/4	11 1/2	12 3/8	11 1/2	12
F.S.	4 3/4	5 3/4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4
L. (1 000)	16	18	15 1/4	17	15 7/8	17 3/8	17	18 1/8
£	10 1/4	10 7/8	10 1/4	10 7/8	10 1/8	10 3/4	9 7/8	10 1/2
F. franç.	12 1/4	13	12 3/8	12 7/8	13 1/2	14	14 1/2	15

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

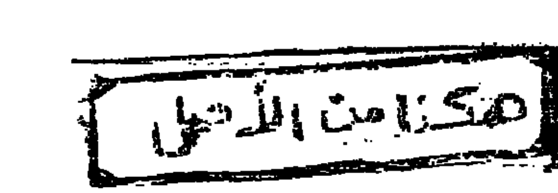
Selon le ministre vénézuélien de l'énergie

LE MARCHÉ PÉTROLIER MONDIAL SE STABILISE

Le Venezuela a augmenté le prix de ses produits pétroliers de 0,30 à 0,50 dollar par baril pour le fuel, de 2 dollars par baril pour le naphte et de 3,50 dollars pour les distillats lourds, a annoncé, dimanche 10 avril M. Humberto Calderon Berti, ministre vénézuélien de l'énergie et des mines. « *Nous constatons un processus continu de stabilisation sur le marché pétrolier mondial. Conséquence évidente du récent accord sur les prix et la production de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)* », a dit M. Calderon.

L'accord de l'OPEP sur une baisse organisée des prix et de la production, l'annonce par la Grande-Bretagne d'une diminution modérée de ses prix et surtout la décision du Nigéria de ne pas suivre, comme il en avait menacé, la nouvelle baisse britannique ont en effet normalisé le marché pétrolier, permettant un redressement des cours.

Le rééquilibrage, qui demeure fragile, compte tenu des faibles perspectives de la demande mondiale à court terme, a néanmoins facilité l'acceptation par les principaux clients de la B.N.O.C. (compagnie nationale britannique) des nouveaux prix de vente du pétrole de la mer du Nord.



MARCHÉS FINANCIERS

Bourse de Londres

RECORD D'ACTIVITÉ BATTU EN MARS

(Agefi). – Pour le second mois consécutif, un chiffre d'affaires record a été enregistré en mars au Stock Exchange de Londres (en fait sur l'ensemble des bourses de valeurs du Royaume-Uni et d'Irlande – Unified Stock Exchange) s'agissant du marché des actions industrielles, avec 5,4 milliards de livres contre 4,87 milliards en février, 4,46 milliards en janvier et un précédent record de 4,47 milliards en novembre dernier. Le chiffre du mois de mars représente une progression de 11,1 % sur celui de février.

Pour le mois, l'indice « turnover » du Financial Times ressort à 965,8 contre 869,2 en février avec 488 757 transactions, soit 8,8 % de plus.

L'indice « Financial Times » des trente valeurs industrielles a, de son côté, battu tous les records le 15 mars – le jour du budget – à 673,6.

Sur le marché des valeurs à revenu fixe, le chiffre d'affaires s'est élevé à 18,3 milliards de livres, en augmentation de 15,8 % par rapport à février, et l'indice « turnover » FT est passé de 668,5 à 774,3. Le marché des fonds d'État britanniques a surtout suivi l'évolution des prix du pétrole après l'accord intervenu au sein de l'OPEP le 14 mars, et l'indice FT des emprunts gouvernementaux a gagné 1,39 point à 80,82 le 31 mars, après 81,88 le 15 et 79,43 le 28 février.

Toutes catégories de valeurs confondues, le chiffre d'affaires s'est élevé, le mois dernier, à 26,24 milliards de livres, en augmentation de 17 %.

L'indice « turnover » global s'est établi pour le mois à 804 contre 687,1 en février.

Les mines d'or sud-africaines sont suivi les incertitudes monétaires qui ont débouché sur le réalignement au sein du *S.M.E.* au cours du week-end du 18/20 mars : l'indice FT des mines d'or, qui était à 563,9 le 28 février, se situait à 627,7 au plus haut le 2 mars pour terminer le mois à 559,7.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	31 mars	8 avril
Valeurs franç. à revenu variable	958,4	978,7
Valeurs étrangères	2717,7	2827
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	138,3	140,5
Valeurs étrangères	367,7	382,5
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises		
À rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	119,4	121,3
Pétroles-Énergie	94,6	96,3
Métallurgie	79,5	78,7
Chimie	122,9	124
Bâtim., mat. constr., trav. publics	108,7	112,1
Constructions mécaniques	103	105
Matériel électrique	146,2	149,5
Automobile et accessoires	116,1	115
Industr. de consom. non alim.	145,4	151,3
Agro-alimentaire	142,1	144,8
Distribution	88	91,7
Transports	125	124,3
Services	133,6	135,7
Assurances	97,3	96,7
Banques	147,7	148,4
Immobilier et foncier	120,7	122,3
Investissement et portefeuille	125,1	127,8
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	101,6	101,8
Emprunts d'État (*)	102,9	103,3
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,3	101,5
Sociétés (*)	101,1	101,3
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	89	89,2
Sociétés (*)	96,1	96,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	114,8	116,8
Produits de base	96,6	98,1
Construction	105,9	108,7
Biens d'équipement	113,4	115,3
Biens de consom. durables	128,3	128,8
Biens de consom. non durables	147,2	148,9
Biens de consom. alimentaires	139,9	142,7
Services	102	104,3
Sociétés financières	130,1	132,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	94,5	97,7*
Valeurs industrielles	116,1	118
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général		104,4

(*) indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SHELL FRANÇAISE. – *Le bénéfice* net comptable pour 1982 s'élève à 329 millions de francs. Sur cette somme, 21 millions seront affectés à la réserve de plus-values à long terme et 308 millions au poste « report à nouveau », qui, déficitaire de 450 millions fin 1981, ne sera plus négatif que de 142 millions. Aucun dividende ne sera encore versé cette année.

VOLVO. – Le constructeur suédois a réalisé un chiffre d'affaires de 75,6 milliards de couronnes en 1982 (+ 39 %), dont 62,4 milliards à l'étranger. Son bénéfice atteint 1,93 milliard de couronnes contre 1,2 milliard. Le dividende est porté de 9 à 10 couronnes par action.

TRAILOR. – *Le déficit de la société* s'est creusé en 1982 : 32,3 millions de francs contre 4,12 millions.

MONTEDISON. – La filiale pharmaceutique du groupe chimique italien, Farmitalia Carlo Erba, a enregistré, en 1982, une augmentation de 36 % de ses bénéfices, dont le montant est passé de 37,7 à 51,4 milliards de lires pour un chiffre d'affaires de 720 milliards de lires, accru de 13 %.

Ces bons résultats vont soulager un peu le fardeau du groupe Montedison, dont le déficit pour l'exercice écoulé aurait dû être encore très lourd. Une autre filiale du groupe, la chaîne de magasins Standa, a fait son premier retour aux bénéfices depuis 1974.

LOCAFRANCE. – Résultat financier pour 1982 : 61,5 millions de francs (50,3 millions après amortissement des frais d'émission d'emprunt). La progression est de 31 % sans compter ce type de charge. Le dividende global est fixé à 24 F contre 22,50 F.

DOCKS DE FRANCE. – Bénéfice net comptable hors plus-values pour 1982 : 107,1 millions de francs (– 2 %) pour un chiffre d'affaires de 15,73 milliards de francs (+ 14,3 %). *Le dividende global* est maintenu à 49,50 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	6 avril	7 avril
Valeurs françaises	118,6	118,6
Valeurs étrangères	116,1	117,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	7 avril	8 avril
Indice général	116,6	116,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 11 avril .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

	8 avril	11 avril
1 dollar (en yens)	238,40	238,75

BOURSE DE PARIS Comptant 8 AVRIL

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	188	190
Akzo	189	187
Alcan Alum	268	284
Algemeine Bank	1150	1150
Am. Petrofina	465	465
Arbed	190	....
Asturienne Mines	50	....
Bco Pop Espanol	80	80

SICAV

◆ : prix précédent

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1936	4,5 % 1973	1882	1872	1872	1672
3140	C.N.E. 3 %	3135	3186	3186	3075
500	Agence Havas	526	537	550	527
470	Air Liquide	489	484	484	484
860	Europe n° 1	840	852	852	838
640	Facom	629	628	629	630
750	Fichet-Bauche	770	800	810	800
154	Finextel	162	160	160 30	161 80
170	Fives-Lille	175	170	170	172
94	Pechelbronn	95 20	98 80	98 70	98 50
370	Penhoët	419	412	412	406
445	Pernod-Ricard	473	474	475	470
158	Pétroles (Fse)	162 20	158	160 80	158
181	– (obl.)	191 10	191 10	191 10	189 10
37	– (certific.)	38 10	38 30	38 30	38
100	Pétroles B.P.	95	94	94	92 20
178	Peugeot S.A.	195	192	190	190
330	– (obl.)	330	330	330	325 10
128	P.L.M.	126	130 50	134	130
85	Vallourec	90	89 50	89 50	87 80
1170	V. Clicquot-P.	1300	1295	1300	1272
620	Viniprix	665	700	718	700
920	Elf-Gabon	960	968	968	951
200	Amax Inc.	212	210	212	209
500	Amer. Express	534	545	546	540
580	Amer. Teleph.	571	583	575	578
156	Anglo Amer. C.	170 10	171 50	171 50	170
950	Angold	1039	1040	1040	1060
940	B. Ottomane	938	960	960	980
53	Imp. Chemical	52 50	52 80	52 80	52 90
113	Inco. Limited	109 50	108	108	107 20
880	IBM	913	926	925	920
40	Ito-Yokado	40 40	39 70	39 70	39 70
320	ITT	314 70	318 50	319 20	318 50
50	Matsushita	49 70	49 85	49 60	49 90
755	Merck	745	728	728	741
700	Minnesota M.	686	675	675	663
225	Mobil Corp.	244	245	245	245
16780	Nestlé	17250	17280	17190	17300
280	Exxon Corp.	269 50	271	271	269
350	Ford Motors	352	347	347	346 90
340	Free State	393	387 50	388	394
220	Gencor	230	232	232	230
265	Gén. Belgique	285	294 50	285	289
920	Gén. Electr.	935	936	931	936
535	Gen. Motors	512	512	515	511
62	Goldfields	65 20	66 70	66	66 70
160	Harmony	185 70	182 10	182	182 10
28	Hitachi	29 20	29 10	29 05	29 20
500	Hoechst Akt.	530	530	529	525
1140	Siemens A.G.	1244	1201	1230	1201
134	Sony	131	129 60	128 50	129
168	T.D.K.	163 50	160	160	161
700	Unilever	691	705	705	....
685	Unit. Techn.	608	609	606	605
830	Vaal Reefs	947	941	941	922
420	West Deep	494	498	494	494
400	West Hold.	442	434 50	435	433
360	Xerox Corp.	359 50	360	359 50	360
2 40	Zambia Corp.	2 72	2 79	2 80	2 79

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 236	7 269	7 050	7 450
Allemagne (100 DM)	299 850	289 850	290	310
Belgique (100 F)	15 079	15 087	14 200	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	266 490	266 130	257	277
Danemark (100 krd)	84 470	84 480	80	88
Norvège (100 k)	101 430	101 620	97	104
Grande-Bretagne (£ 1)	10 943	10 925	10 600	11 400
Grèce (100 drachmes)	8 630	8 646	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 030	5 032	4 850	5 400
Suisse (100 fr.)	363 640	362 800	342	363
Suède (100 krs)	95 900	97 030	93	100
Autriche (100 sch)	42 650	42 610	42	44
Espagne (100 pes.)	5 340	5 350	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	7 470	7 470	6 800	8 300
Canada ($ can 1)	5 850	5 883	5 750	6 050
Japon (100 yens)	3 047	3 041	2 930	3 090

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/4
Or fin (kilo en barre)	100000	99000
Or fin (en lingot)	99900	99000
Pièce française (20 fr)	689	690
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	661	662
Pièce latine (20 fr)	659	649
Souverain	803	801
Pièce de 20 dollars	3850	3865
Pièce de 10 dollars	1852 50	1852 50
Pièce de 5 dollars	1041 25	.....
Pièce de 50 pesos	4275	4265
Pièce de 10 florins	700	698

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. FEMMES : « Un certain art de vivre », par Anne-Marie Hirsch ; « Où est notre victoire ? », par Martine Isnard ; « Vues et revues : rituels et autres fêtes », par Yves Florenne.

ÉTRANGER

3-4. L'assassinat du dirigeant palestinien Issam Sartaoui et l'échec des négociations jordano-palestiniennes.

5. DIPLOMATIE
— Le congrès de l'Internationale socialiste.

5. AMÉRIQUES
— Les conflits en Amérique centrale.

POLITIQUE

8. P.C.F. : le difficile chemin de l'« autonomie ».
— Trois élections cantonales : trois échecs pour la gauche.
9. M. Edgar Faure : il faut faire une politique favorable aux entreprises et à l'emploi.

SOCIÉTÉ

10. L'enquête sur l'explosion meurtrière de Marseille.
— RELIGION : une réunion œcuménique à Chantilly : l'euphorie, c'est fini...
17. MÉDECINE : *le mouvement de grève des internes et chefs de clinique se durcit.*
18. SCIENCES.

SPORTS

12. *CYCLISME* : victoire de la persévérance pour Kuiper.

CULTURE

14. ROCK : Orchestral Manœuvres in the Dark et Culture Club.
— MUSIQUE : *Rigoletto* par l'Opéra de Bâle.
15. LU : *Madame Steinheil ou la connaissance du président.*
17. COMMUNICATION : vidéotransmission dans le Massif Central.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. L'amélioration de la conjoncture dans les autres pays de la C.E.E.
20. En marge des tensions commerciales internationales, le débat sur les échanges de services est engagé.
21. « L'inflation double la pression fiscale sur l'épargne investie dans l'entreprise », par Michel Dietsch.
22. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

RÉGIONS

41. ILE-DE-FRANCE : Conseil général du Val-d'Oise : on déménage !
42. RHONE-ALPES : la réunification des Savoies est en marche.

ÉCONOMIE

43. SOCIAL.
45. AFFAIRES : remous dans les services informatiques ?
46. AGRICULTURE : les producteurs ont décidé de créer la première usine de tabac blond en France.

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Météorologie ; Mots croisés « officiel »
Annonces classées (24 à 40) ; Carnet (42) ; Programme des spectacles (15 et 16) ; Marchés financiers (47).

En Pologne

Le primat a rendu hommage au courage des insurgés du ghetto de Varsovie

Le cardinal-primat de Pologne, Mgr Glemp, a célébré, dimanche 10 avril, à Varsovie, une messe à la mémoire des combattants de l'insurrection du ghetto dont le quarantième anniversaire est, cette année, marqué par de nombreuses cérémonies officielles (*le Monde* du 10-11 avril).

Rendant hommage au courage des insurgés, le cardinal a dit qu'« *ils n'avaient pas choisi entre la vie et la mort mais entre la mort dans la résignation et la mort dans la dignité du combat* ». Après avoir dénoncé « *toutes les formes de persécution* » et souhaité que disparaisse la haine religieuse et raciale, Mgr Glemp, évoquant le génocide du peuple juif, a parlé des « *nombreux Polonais* », notamment des prêtres et des religieuses, qui avaient risqué leur vie pour aider leurs compatriotes juifs.

Devant les milliers de fidèles réunis à cette occasion, le prêtre officiant a pour sa part qualifié de « *fléau moral* » le « *péché d'antisémitisme* » dont est issu, a-t-il dit, le génocide. Intervenant ensuite depuis l'autel au pied duquel il avait pris place en compagnie de M. Finkelstein, *président* de l'Association religieuse de confession juive, M. Szurmiej, le président de l'Association socio-culturelle des juifs de Pologne, a déclaré que « *juifs et Polonais étaient unis par Auschwitz et Dachau* » et que les trois millions et demi de juifs vivant avant guerre en Pologne y avaient trouvé « *une patrie* ».

M. Walesa n'était pas présent à cette cérémonie à laquelle il avait pourtant annoncé sa participation. On pense généralement que, quittant Gdansk sous ce faux prétexte, il pourrait en avoir profité pour prendre des contacts discrets avec d'autres syndicalistes.

Le Comité pour la commémoration indépendante de l'insurrection du ghetto, créé pour protester contre l'exploitation politique qu'entendent faire les autorités de cet anniversaire, a de son côté invité à un dépôt de gerbes, dimanche 17 avril, devant le monument dressé à l'ancien emplacement du ghetto. D'humbles bouquets l'ornent déjà depuis deux jours à la suite de cet appel.

Parallèlement, une messe et une manifestation silencieuse ont marqué dimanche l'anniversaire du massacre, durant la guerre, à Katyn, de plusieurs milliers d'officiers polonais. Officiellement attribués à l'armée allemande, ces assassinats sont considérés par tous les Polonais et la plupart des historiens comme l'œuvre des services soviétiques. (*A.F.P.*)

● *Attribué à M. Walesa*, le prix de la Liberté, créé par les quotidiens libéraux *Dagens Nyheter* (Suède) et *Politiken* (Danemark), a été remis en son absence, samedi 9 avril, dans la capitale suédoise, à M. Jerzy Milewski, représentant de Solidarité en Europe occidentale. Dans une lettre publiée le même jour par le quotidien suédois *Expressen*, M. Walesa affirme à cette occasion que « *les idéaux de son mouvement n'avaient rien perdu de leur actualité et qu'il ne pouvait demeurer inactif.* » — (*A.F.P.*)

● *L'union des syndicats Force ouvrière de la région parisienne* et l'organisation clandestine de Solidarité pour la région de Gdansk ont signé un accord d'assistance et d'échange d'informations. Aux termes de ce texte, le syndicat français s'engage à « *soutenir moralement et matériellement* » Solidarité-Gdansk et ses membres.

LE FRANC SUISSE AU PLUS HAUT : 3,54 F

Sur des marchés des changes très calmes, le seul fait marquant a été le fermeté du franc suisse, dont le cours a battu, à nouveau, tous ses records historiques à Paris, atteignant 3,54 F.

Le dollar a très légèrement fléchi, à la suite de la diminution de la masse monétaire américaine : son cours est revenu, à Francfort, de 2,4250 DM à, moins de 2,42 DM, et, à Paris, de 7,27 F à 7,2550 F environ. La mark est resté collé à son cours-plancher de 2,9985 F.

L'aveu à Kaboul

On l'avait vu brièvement à la télévision afghane au lendemain de son procès le 13 mars dernier. Aujourd'hui, le reportage d'Eric Durschmied (présenté dimanche 10 avril sur TF 1) nous a montré longuement le docteur Philippe Augoyard, le médecin français de l'AMI (1) capturé par un commando soviétique alors qu'il exerçait sa coupable mission « humanitaire » dans une zone hors du contrôle des autorités prosoviétiques de Kaboul.

Le docteur Augoyard est un bon élève. Il a bien appris, et bien compris, le rôle qu'il devait jouer au cours de ce procès spectacle express. Il récite sa confession, reconnaît ses « *actes répréhensibles* », demande à « *être pardonné* ». « *car je dis la vérité* ». Il n'y met guère le ton et psalmodie son autocritique d'une voix monocorde. Il faut dire à sa décharge qu'il n'est pas comédien. Et puis il joue sa tête.

Son « *référent* » — ce confident, maître de cérémonies qui officiait aux procès de Moscou et de Prague, et qu'Artur London a décrit dans *l'Aveu* — n'avait bien entendu pas vocation à faire de lui un orateur. Contrairement à ses prédécesseurs, il ne bénéficiait pas d'une longue expérience ni de mois de répétitions tatillonnes. Et puis sa mission était, en quelque sorte, plus humaine : échanger des aveux contre un verdict de « relative » clémence. Argument de propagande pour un régime décrié, mais aussi menace pesant sur tout médecin osant franchir à nouveau la frontière afghane.

Mais si le docteur Augoyard — au visage étrangement absent pendant son procès, sauf dans l'attente du verdict — est vraiment sincère, s'il « *a réalisé quelle était sa faute* » et s'il « *s'est repenti* », que n'a-t-il pu témoigner après avoir vu un représentant de l'ambassade de France et bénéficié de l'assistance d'un avocat (2) ! Plus que sa confession, plus que son visage, *les mains du médecin français*, qu'il serrait nerveusement, semblent fournir une réponse à cette interrogation.

PATRICE DE BEER.

(1) Action médicale internationale.

(2) L'article 30 de la Constitution, pourtant, comme l'a affirmé le tribunal, donne à l'inculpé « *le droit de se défendre* ».

LA POLÉMIQUE ENTRE MOSCOU ET PARIS

L'agence Tass accuse les services secrets français de recourir aux « liens de solidarité maçonnique » dans leurs activités en Afrique

Poursuivant la polémique engagée à la fin de la semaine dernière contre la France, à la suite de l'expulsion des fonctionnaires soviétiques de Paris, la Komsomolskaia Pravda, *organe des jeunesses communistes de l'U.R.S.S. a accusé, dimanche 10 avril, les services secrets français d'avoir* « pris part dans la dernière période à plusieurs complots et coups d'États en Afrique francophone ».

Le journal rapporte que la presse africaine condamne « *la coopération des services secrets français et sud-africains* » et affirme que les premiers agissent également « *en liaison avec la C.I.A. et le Mossad israélien* ».

Pour sa part, l'agence Tass avait affirmé, samedi 9 avril, que « *l'activité des services de renseignements français en Afrique a été notamment relancée en 1981, avec la réorganisation du réseau d'espionnage français sur le continent* ».

« *L'innovation majeure* », écrit Tass, « *a consisté à recourir, dans le cadre de* « la préparation d'opérations secrètes », aux « *liens de solidarité maçonnique* », *existant entre la France et les responsables haut placés de certains États du continent.* » L'agence cite la revue *Jeune Afrique* (publiée à Paris) pour indiquer que les services secrets français ont « *établi une liste de personnalités africaines membres des loges maçonniques* », et appartenant « *tous à la catégorie des agents potentiels* » du renseignement français.

Une action « honteuse et outrageante »

Samedi, *la Komsomolskaïa Pravda* avait condamné la décision « *arbitraire* » et « *honteuse* » d'expulser plusieurs (le nombre n'a jamais été précisé à Moscou), représentants soviétiques à Paris. Selon son correspondant en France, « *celui qui a porté la main* » sur les relations soviéto-françaises « *a endossé ne lourde responsabilité, y compris devant son propre peuple* ». Comparant ce qu'il qualifie de « *mise en scène fabriquée grossièrement* » à une « *mise en scène à l'américaine* », le quotidien se demande si ce n'est pas Washington qui a incité Paris à prendre cette mesure et ajoute : « *L'affaire confine à l'absurde : sur la liste noire figurent les noms de deux citoyens soviétiques qui avaient déjà achevé leur mission et quitté la France.* » Affirmant que « *toute l'histoire des rapports entre les deux pays montre que ceux-ci ont objectivement servi et servent la cause de la consolidation de la paix en Europe et dans le monde* », le journal conclut : « *Il y a de quoi réfléchir sur cette action honteuse, aussi étrangère au peuple français qu'outrageante pour nous.* »

D'autre part, une porte-parole de l'ambassade d'U.R.S.S. en France a démenti, samedi, que l'ambassadeur soviétique auprès de l'Unesco, M. Khitchevski, et son premier adjoint, M. Ostrovski, figurent parmi les personnalités explusées de France. Cette information avait été communiquée le même jour de « source informée » par l'A.F.P., qui ajoutait que sept autres membres de la délégation auprès de l'Unesco (sur une douzaine en tout) ainsi que trois membres soviétiques du secrétariat de cette organisation avaient été touchés par les décisions du gouvernement français. Tant à l'Unesco qu'au Quai d'Orsay, on se refuse à toute déclaration sur cette affaire.

Enfin l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris a élevé une « *protestation énergique* », a rapporté samedi l'agence Tass, à la suite de l'attentat perpétré dans la nuit de vendredi à samedi contre le consulat soviétique à Marseille.

M. HERNU : « VOUS POUVEZ DORMIR SUR VOS DEUX OREILLES »

Interrogé, vendredi 8 avril, au sujet des préjudices qu'auraient pu provoquer les quarante-sept fonctionnaires soviétiques expulsés de France, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a déclaré que « *les noyaux durs de la connaissance scientifique française étaient beaucoup moins nombreux qu'on ne le croit* ». Selon certains experts, ils représentent 7 % de l'ensemble des connaissances scientifiques françaises et un peu plus de 10 % de celles qui sont américaines.

Commentant la notion d'« équilibre des forces », le ministre de la défense a estimé : « *L'équilibre des forces veut dire que l'espionnage ne doit pas aller au-delà d'une certaine limite qui créerait un déséquilibre.* »

« *Je peux vous dire*, a ajouté M. Hernu, *qu'en ce qui concerne la France, ces noyaux durs de nos avancées technologiques et scientifiques sont très bien protégés. Vous pouvez dormir sur vos deux oreilles.* »

En Union soviétique

CONDAMNATIONS ET « REPENTIRS »

Moscou (*A.F.P., U.P.I.*). — Un Soviétique de Lettonie (République balte), Youris Boumeister — dont la *Pravda* avait annoncé, vendredi 8 avril, l'arrestation pour espionnage —, a été condamné, le lendemain, à quinze ans de prison à régime sévère. Son coïnculpé, M. Dainis Lismanis, a été condamné à dix ans de la même peine. Les deux hommes, qui travaillaient dans un kolkhoze, ont été reconnus coupables de trahison et d'espionnage militaire, politique et économique au profit de la C.I.A. De plus, selon la *Pravda*, ils avaient rédigé un « aide-mémoire » réclamant l'indépendance de la Lettonie et destiné à la conférence européenne de *Madrid*.

D'autre part, M. Serge Khodorovitch, qui avait pris la succession de sa sœur Tatiana, émigrée à Paris, dans la gestion du fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles — fonds créé et alimenté par Alexandre Soljenitsyne — a été arrêté, jeudi 7 avril à Moscou, après une perquisition à son domicile. En décembre 1981, un ancien administrateur du fonds, Valéry Repine, avait été arrêté à Leningrad. Le mois dernier, il se serait repenti : il avait affirmé, le 3 mars à la télévision, que la C.I.A. finance le fonds, afin de promouvoir l'antisoviétisme et de récolter des informations. Vendredi 8 avril, sa femme Elena a fait de même. Les amis du couple disent *qu'elle avait été menacée, si elle refusait de se produire à la télévision, d'être arrêtée à son tour*. Or le couple a un fils âgé de deux ans.

Le numéro du « Monde » daté 10-11 avril 1983 a été tiré à 466 809 exemplaires

La guerre du Golfe

BAGDAD FAIT ÉTAT D'UNE NOUVELLE OFFENSIVE IRANIENNE

Manama (*A.F.P.*). — Les forces armées iraniennes ont lancé, dimanche 10 avril en fin de soirée, une nouvelle offensive contre le territoire irakien, dans la région de Missan, à 300 kilomètres au sud-est de Bagdad, a annoncé ce lundi matin un communiqué militaire irakien.

Cette offensive, déclenchée sur un front de 30 kilomètres, a été brisée par les soldats irakiens, et des combats acharnés se poursuivaient lundi à l'aube, ajoute ce communiqué, qui ne fait pas état d'un franchissement de la frontière internationale par les forces iraniennes. Celles-ci occupent dans le même secteur, depuis début février, une poche de territoire irakien d'environ 300 kilomètres carrés.

Rompant un calme relatif de plusieurs semaines, cette offensive a été lancée quelques heures après un discours de l'imam Khomeiny, affirmant que ses forces devaient poursuivre leur action en Irak pour « *mettre fin à la menace* » pesant sur l'Iran.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Mikhail Kapitsa*, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé le dimanche 10 avril à Tokyo, où il doit s'entretenir avec des responsables de la diplomatie japonaise et participer à la réunion de travail soviéto-japonaise qui aura lieu mardi et mercerdi. Cette réunion, la troisième depuis 1979, intervient alors que l'U.R.S.S. et le Japon se sont récemment livrés à une confrontation verbale à propos de l'éventuel redéploiement en Sibérie orientale de missiles de portée intermédiaire SS-20. — (A.F.P.)

● *Les médecins des hôpitaux généraux de la Savoie* (non C.H.U.) annoncent, à compter de ce lundi 11 avril, une « *grève administrative de durée illimitée* » et, du 14 au 30 avril, une grève des consultations. Les soins d'urgence et le traitement des malades hospitalisés seront assurés. Les médecins hospitaliers de la Savoie déclarent que leur mouvement est provoqué par leur refus du statut proposé par le gouvernement, statut « *qui ne peut aboutir qu'à une désorganisation et à une dégradation de la médecine hospitalière* ».

● Echecs. — En annulant la septième partie de son match de quarts de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs contre Portisch, Kortchnoï, qui mène 5 à 2, n'est plus qu'à un demi-point de la qualification pour les demi-finales. De son côté, Huebner a enfin gagné une partie, la neuvième, contre Smyslov, ce qui lui permettant de rejoindre son adversaire avec quatre points et demi. Ribli et Torre, après deux parties, sont à égalité 1 partout.